

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE,

PUBLIÉ PAR LA
SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE,
CONTENANT LE TEXTE
DES
PRINCIPALES LOIS VOTÉES EN FRANCE
EN 1927.

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE

*Ouvrage honoré de subventions accordées par la Confédération
des Sociétés scientifiques sur les crédits alloués par le Parlement
et par la Fondation Carnegie*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE.

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée.

20, rue Soufflot (5^e Arr.).

1928

LISTE DES COLLABORATEURS

MM. BINOCHÉ (Edmond), docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'Appel de Paris, conseiller à la Cour d'Alep (Syrie).

COTELLE, notaire honoraire.

DONNEDIEU DE VABRES (H.), professeur à la Faculté de droit de Paris.

DUFOURMANTELLE (Maurice), docteur en droit, membre du Comité de Direction du Collège libre des Sciences sociales.

FOURCAULD (Max DE), docteur en droit, arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce de la Seine, professeur à l'École des Hautes Etudes commerciales.

HENRY (Paul), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

HÉRON DE VILLEFOSSE (E.), docteur en droit.

JAUBERT, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon), professeur à la Faculté de droit de Paris.

LEROY (Jean, Ch.), docteur en droit, chef du Contentieux des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture.

MILLIOT (Louis), professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine à la Faculté de droit d'Alger.

PIOT (André), docteur en droit, licencié ès lettres.

RADOUANT (Jean), professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.

SERRE (Henri), docteur en droit, avocat à la Cour de Paris.

TROULLIER (Albert).

TABLE DES MATIÈRES

FRANCE

	Pages
Notice générale sur les travaux du Parlement français et les actes réglementaires du pouvoir exécutif pendant l'année 1927.	
Par M. Edmond BINOCHÉ, docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, conseiller à la Cour d'Alep (Syrie), avec le concours de M. André PRIOT, docteur en droit, licencié ès lettres, pour la rubrique « Finances ».....	1
I. — Loi du 12 février 1927 ayant pour but de modifier et de compléter l'article 106 du Code de commerce relatif à la constatation de l'état des objets transportés en cas de refus ou de contestation à l'arrivée.	
Notice par M. Max DE FOURCAULD, docteur en droit, arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce de la Seine, professeur à l'Ecole des Hautes-Etudes commerciales.	39
II. — Loi du 10 mars 1927, relative à l'extradition des étrangers.	
Notice par M. H. DONNEDIEU DE VABRES, professeur à la Faculté de droit de Paris.....	48
III. — Loi du 8 avril 1927 modifiant les articles 63, 64, 67, 169 et 176 du Code civil relatifs aux publications de mariage et aux oppositions.	
Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.	62
IV. — Loi du 22 avril 1927 tendant à interpréter et à compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel.	
Notice par M. LÉON JULIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur à la Faculté de droit de Paris.....	66
V. — Loi du 9 juin 1927 autorisant la révision des prix des baux à ferme.	
Notice par M. COTELLE, notaire honoraire.....	71

	Pages
VI. — Loi du 13 juillet 1927 sur la réorganisation générale de l'armée.	
Notice par M. Henri SERRE, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris.	81
VII. — Loi du 17 juillet 1927 tendant à abroger l'article 152 du Code civil et à modifier les articles 143, 150, 154, 158 et 352 relatifs au consentement des parents en cas de mariage de leurs enfants, ainsi que l'article 1 ^{er} de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.	
Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.	102
VIII. — Loi du 21 juillet 1927 ayant pour objet de compléter les articles 5 et 7 de la loi du 1 ^{er} avril 1926 relative aux rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation.	
Notice par M. Paul HENRY, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.	106
IX. — Loi du 22 juillet 1927 tendant à compléter la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine.	
Notice et notes par M. Jean Ch. LEROY, docteur en droit, chef du Contentieux des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture.	110
X. — Loi du 23 juillet 1927 complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques.	
Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, docteur en droit.	124
XI. — Loi du 10 août 1927 sur la nationalité.	
Notice et notes par M. Albert TROULLIER.	128
XII. — Loi du 28 décembre 1927 modifiant la loi du 1 ^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels.	
Notice par M. Maurice DUFOURMANTELLE, docteur en droit, membre du Comité de direction du Collège libre des Sciences sociales.	156

ALSACE ET LORRAINE

Notice générale par M. Jean RADOUANT, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg.	163
I. — Droit public.	164
II. — Droit privé et procédure.	170

TABLE DES MATIÈRES

xi

Pages

III. — Législation économique et sociale.....	171
IV. — Loi du 11 février 1927 réorganisant le régime disciplinaire des fonctionnaires du cadre local dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	173
V. — Décret du 14 janvier 1927, complétant le décret du 18 novembre 1924, relatif à la tenue du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	174

- ALGÉRIE

Lois, décrets et arrêtés promulgués et publiés pendant l'année 1927.

Par M. Louis MILLIOT, professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine à la Faculté de droit d'Alger.....	183
---	-----

MAROC

Textes législatifs et réglementaires promulgués et publiés pendant l'année 1927.

Par M. Louis MILLIOT, professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine à la Faculté de droit d'Alger.....	195
---	-----

TUNISIE

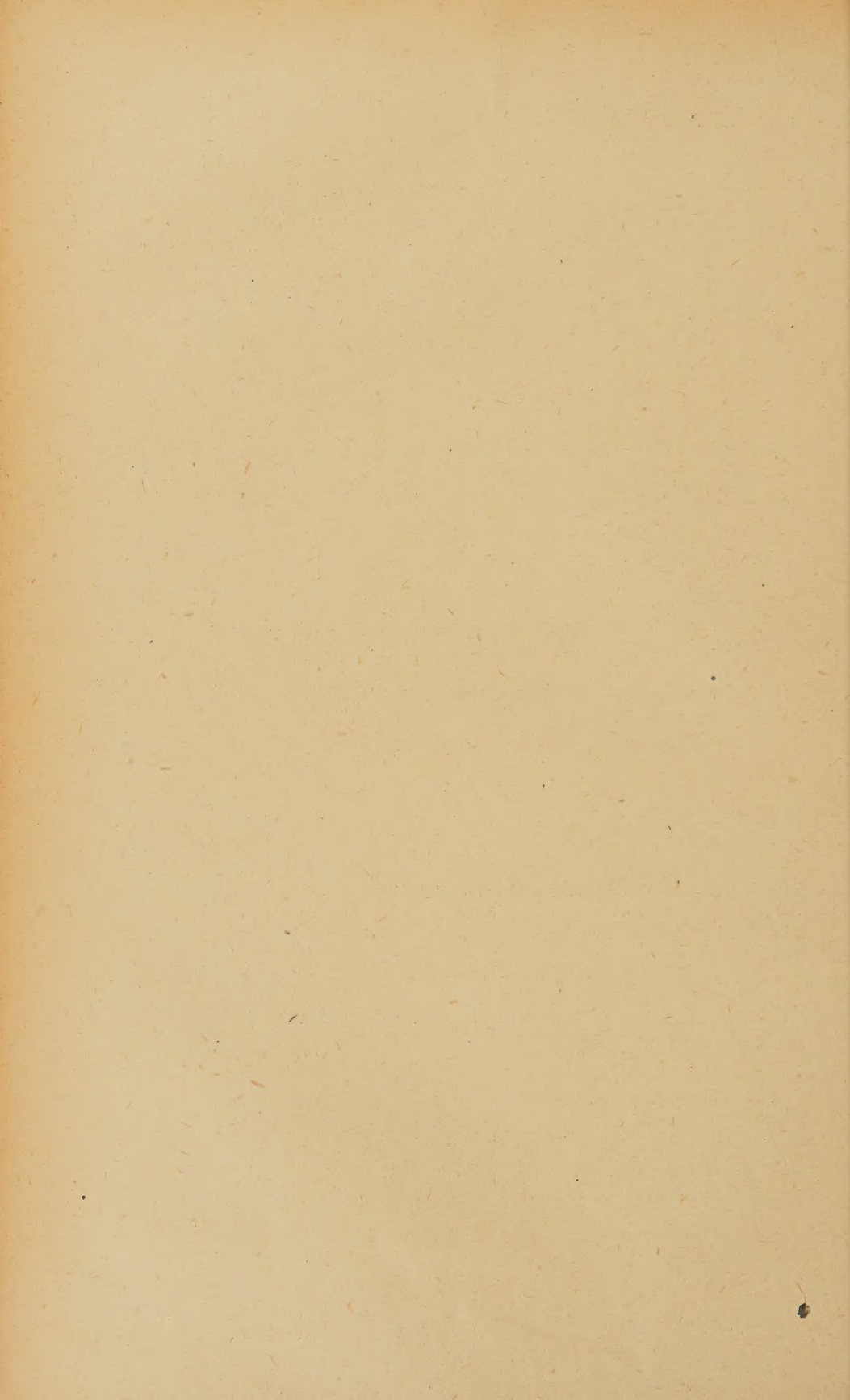
Textes législatifs et réglementaires promulgués et publiés pendant l'année 1927.

Par M. Louis MILLIOT, professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine à la Faculté de droit d'Alger.....	191
---	-----

COLONIES ET PROTECTORATS

Chronique par M. JAUBERT, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.	201
---	-----





FRANCE.

NOTICE GÉNÉRALE SUR LES TRAVAUX DU PARLEMENT FRANÇAIS ET LES ACTES RÉGLEMENTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF PENDANT L'ANNÉE 1927.

Par M. Edmond BINOCHÉ, *docteur en droit, avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris, conseiller à la Cour d'Alep (Syrie)*, avec le concours de M. André PIOT, *docteur en droit, licencié ès lettres*, pour la rubrique *Finances*.

L'année 1927 a eu l'avantage de ne connaître aucune crise ministérielle. Le cabinet de concentration républicaine, formé le 23 juillet 1926 sous la présidence de M. Raymond Poincaré, a eu surtout à concentrer ses efforts sur le problème financier et la politique extérieure et a obtenu d'encourageants résultats par le relèvement du franc, l'éclaircissement de la situation financière, le vote du budget en temps utile, ainsi que par le maintien de la paix et une amélioration notable des rapports internationaux.

Les principales dispositions législatives et réglementaires intervenues au cours de cette année sont les suivantes :

I. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Traités et conventions. — Une loi du 11 janvier 1927 suivie d'un décret du 18 janvier porte approbation de l'avenant du 10 avril 1926 aux arrangements commerciaux des 24 octobre 1924 et 4 avril 1925 entre la France et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (*J. Off.*, 17-18, 23 janvier 1927).

Une loi du 6 février 1927 tend à approuver l'avenant du 29 mai 1926 aux traités de commerce et conventions commerciales diverses entre la France et l'Italie (*J. Off.*, 10 février 1927). Un décret du 23 mai porte promulgation du dit avenant (*J. Off.*, 26 mai 1927).

Une loi du 28 février 1927 suivie d'un décret de promulgation du 2 avril porte approbation du traité relatif à la prévention de la contrebande maritime des boissons enivrantes, conclu à Washington le 30 juin 1924 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (*J. Off.*, 7-8 mars, 9 avril 1927).

Une loi du 14 avril 1927 suivie des décrets des 17 et 20 juillet 1927 porte application de la convention commerciale signée à Port-

au-Prince le 29 juillet 1926 entre la France et Haïti (*J. Off.*, 16 avril, 24 juillet 1927).

Une loi du 15 avril 1927, suivie d'une ratification par le président de la République française en date du 21 juin, porte approbation d'un arrangement en date du 29 novembre 1924 entre la France, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal et la Tunisie, créant à Paris un office international du vin (*J. Off.*, 25-26 avril, 4-5 juillet 1927). Un décret du 8 novembre 1927 porte promulgation de cet arrangement (*J. Off.*, 9 novembre 1927).

Une loi du 3 mai 1927, suivie d'un décret de promulgation du 22 septembre, porte approbation de la convention concernant les rapports du Siam et de l'Indo-Chine française, signée à Bangkok le 25 août 1926 entre la France et le Siam (*J. Off.*, 9-10 mai 1927).

Une loi du 23 mai 1927 autorise la ratification de la convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels. Cette convention avait été élaborée par la conférence internationale du travail tenue à Washington et signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique (*J. Off.*, 23-24 mai 1927). Cette loi avait été précédée de deux décrets de promulgation des conventions du 24 janvier 1921 relatives au travail de nuit des femmes et des enfants et au chômage (*J. Off.*, 25 février 1927).

Une loi du 19 juin 1927 porte approbation de la convention et de l'acte final signés à Genève le 19 février 1925 et concernant le contrôle du commerce des stupéfiants (*J. Off.*, 22 juin 1927).

Une loi du 16 août 1927 porte approbation : 1° du règlement et des tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Paris le 29 octobre 1925 ; 2° des taxes terminales et de transit applicables en France (*J. Off.*, 1^{er}, 15 octobre 1927).

Un décret du 19 janvier 1927 porte promulgation d'un pacte d'entente et de maintien des traités signés le 10 juin 1926 entre la France et la Roumanie (*J. Off.*, 20 janvier 1927).

Un décret du 30 janvier 1927 approuve l'arrangement relatif au service militaire signé à Paris le 26 janvier 1927 entre la France et la République Argentine (*J. Off.*, 31 janvier-1^{er} février 1927). Une circulaire du 4 mars règle l'application de cet arrangement (*J. Off.*, 14-15 mars 1927).

Un décret du 4 février 1927 porte promulgation de la convention relative à la navigation aérienne signée à Paris le 22 mai 1926 entre la France et l'Allemagne et du protocole final portant la même date (*J. Off.*, 10 février 1927).

Un décret du 20 février porte promulgation de la convention

concernant le travail de nuit des femmes élaborée à Washington par la conférence internationale du travail (*J. Off.*, 25 février 1927).

Un décret du 20 février porte promulgation de la convention concernant le chômage élaborée à Washington par la conférence internationale du travail (*J. Off.*, 25 février 1927).

Un décret du 19 février 1927 porte publication et mise en application, à titre provisoire, du protocole conclu entre la France et l'Allemagne au sujet de la prorogation des accords économiques franco-allemands des 5 août et 6 novembre 1926, signé à Paris le 16 février 1927 (*J. Off.*, 16 mars 1927).

Un décret du 20 février 1927 porte promulgation du projet de convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture adopté par la conférence internationale du travail dans sa troisième session (Genève, 25 octobre-19 novembre 1921) (*J. Off.*, 25 février 1927).

Un décret du 25 février porte promulgation d'une convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international (*J. Off.*, 21-22, 23 mars 1927).

Un décret du 26 février 1927 porte promulgation de l'arrangement relatif à la caution *judicatum solvi*, signé à Paris le 20 février 1927 entre la France et la Finlande (*J. Off.*, 11 mars 1927).

Un décret du 18 mars porte approbation et publication de l'arrangement concernant des déductions d'impôts pour des raisons de charges de famille signé à Paris le 8 février 1927 entre la France et les Pays-Bas (*J. Off.*, 23 mars 1927).

Des décrets du 18 mars 1927 portent promulgation : 1° du protocole relatif à un amendement à l'article 5 de la convention portant réglementation de la navigation aérienne du 13 octobre 1919 signé à Londres le 27 octobre 1922 ; 2° du protocole relatif à un amendement à l'article 34 de la convention portant réglementation de la navigation aérienne du 13 octobre 1919 signé à Londres le 30 juin 1923 (*J. Off.*, 27 mars 1927).

Un décret du 29 mars 1927 porte approbation et application de l'arrangement relatif au service militaire, signé à Paris le 16 mars 1927 entre la France et le Pérou (*J. Off.*, 4-5 avril 1927). Une circulaire ministérielle du 27 avril règle l'application de cet arrangement (*J. Off.*, 2-3 mai 1927).

Un décret du 2 avril 1927 porte promulgation du traité relatif à la contrebande maritime des boissons enivrantes conclu à Washington le 30 juin 1924 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (*J. Off.*, 9 avril).

Un décret du 2 avril 1927 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de l'avenant à l'accord commercial provisoire et aux arrangements économiques conclus entre la France

et l'Allemagne, signé à Paris le 31 mars 1927 (*J. Off.*, 4-5 avril 1927).

Un décret du 15 avril porte publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention sur les vins et spiritueux entre la France et la Norvège, signée à Paris le 12 avril 1927 (*J. Off.*, 17 avril 1927).

Une convention du 30 avril 1927 porte approbation et publication de la convention concernant la circulation des automobiles en France et en Sarre signée à Paris le 14 avril 1927 entre le gouvernement de la République française et la commission de gouvernement du territoire de la Sarre (*J. Off.*, 6 mai 1927).

Un décret du 20 mai 1927 porte publication et mise en application à titre provisoire de l'arrangement commercial entre la France et la Hongrie conclu à Budapest par échange de lettres le 28 avril 1927 (*J. Off.*, 23-24 mai 1927).

Un décret du 23 mai 1927 porte promulgation de l'avenant signé à Rome le 29 mai 1926 aux traités de commerce et conventions commerciales diverses entre la France et l'Italie ainsi que des lettres annexes en date du 14 août 1926 (*J. Off.*, 26 mai 1927).

Un décret du 16 juin fixe les quantités de produits marocains à admettre en franchise en France et en Algérie du 1^{er} juin 1927 au 31 mai 1928 (*J. Off.*, 19 juin, 25 septembre 1927).

Un décret du 30 juin 1927 porte promulgation de la convention internationale relative à la circulation routière, signée à Paris le 24 avril 1926 (*J. Off.*, 2 juillet 1927).

Un décret du 4 juillet 1927 porte publication et mise en application, à titre provisoire, de l'avenant à la convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925, signé à Paris le 18 décembre 1925 (*J. Off.*, 4-5 juillet 1927).

Un décret du 13 juillet porte publication et mise en application, à titre provisoire, de l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne et signé à Paris le 30 juin 1927, concernant la prorogation des arrangements intervenus au sujet des échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec l'Allemagne (*J. Off.*, 14 juillet 1927). Un décret du 25 août modifie la date de mise en application, à titre provisoire, de cet arrangement et la reporte au 1^{er} juillet (au lieu du 15 juillet) 1927 (*J. Off.*, 26 août 1927). — V. plus loin le décret du 28 novembre.

Un décret du 26 août porte publication et mise en application, à titre provisoire, de l'accord commercial entre la France et l'Allemagne, signé à Paris le 17 août 1927 (*J. Off.*, 31 août, 18, 19-21 septembre 1927).

Un décret du 14 septembre 1927 porte promulgation de l'accord additionnel à l'arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 pour la réparation des dommages de guerre, signé à Paris le 14 décembre 1923 (*J. Off.*, 26-27 septembre 1927).

Un décret du 16 septembre 1927 porte publication et mise en application du protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation dans les rapports entre l'Indochine et le Japon, signé à Paris le 30 août 1927 (*J. Off.*, 18 septembre 1927).

Un décret du 25 octobre approuve un arrangement conclu le 30 août 1927 entre la France et le Paraguay relativement au service militaire (*J. Off.*, 5, 23 novembre 1927). Une circulaire non datée est relative à l'application de cet arrangement (*J. Off.*, 9 décembre 1927).

Un décret du 29 octobre porte promulgation de la convention d'établissement signée à Paris le 6 octobre 1927 entre la France et la Belgique (*J. Off.*, 5 novembre 1927).

Un décret du 28 novembre porte publication et mise en application, à titre provisoire, d'un accord intervenu entre la France et l'Allemagne concernant la prorogation des accords commerciaux relatifs au bassin de la Sarre (*J. Off.*, 4 décembre 1927).

Un décret du 30 novembre porte publication et mise en application, à titre provisoire, d'un accord intervenu entre la France et l'Allemagne au sujet de l'admission en France de certaines catégories de velours et peluches au titre de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 (*J. Off.*, 4 décembre 1927).

Un décret du 4 décembre 1927 porte promulgation du traité et de la convention signés à Paris le 11 novembre 1927 entre la France et le royaume des Serbes, Croates, Slovènes (*J. Off.*, 8 décembre 1927).

Un décret du 11 décembre 1927 porte promulgation de deux déclarations, l'une relative à la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires et à l'exécution des commissions rogatoires en matières civiles et commerciales, l'autre concernant la dispense de caution ou dépôt en matière judiciaire, signées à Paris le 5 octobre 1927 entre la France et l'Allemagne (*J. Off.*, 14 décembre 1927).

Un décret du 29 décembre 1927 porte approbation et publication de la déclaration entre la France et le gouvernement du territoire de la Sarre au sujet de la caution *judicatum solvi* signée à Paris le 14 décembre 1927 (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1928).

Un décret du 30 décembre 1927 porte approbation et publication de la déclaration entre la France et le gouvernement du territoire de la Sarre au sujet de l'assistance judiciaire signée à Paris le 14 décembre 1927 (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1928).

Par échange de lettres des 12 et 14 mai 1927, la France et la Belgique ont conclu un accord concernant les mesures à prendre en vue de combattre la rage canine dans les communes limitrophes des deux pays (*J. Off.*, 17 juin 1927).

Dispositions diverses. — Adhésions à des conventions antérieures. — Une loi du 22 février 1927 ratifie et convertit en loi les décrets des 20 mai 1922 et 6 juin 1924 accordant des détaxes à l'entrée en France à certains produits originaires des territoires du Cameroun et du Togo placés sous le mandat français (*J. Off.*, 26 février 1927).

Un décret du 7 janvier 1927 est relatif aux sociétés immatriculées dans les consulats de France en Chine (*J. Off.*, 14 janvier 1927).

Un décret du 20 mars 1927 modifie le décret du 25 mars 1926 fixant les émoluments et les classes du personnel de l'Office des biens et intérêts privés (*J. Off.*, 27 mars 1927).

Le gouvernement britannique a, le 27 septembre 1927, notifié l'adhésion de la colonie de Sierra-Leone à la convention du 4 mai 1910 relative à la suppression de la traite des blanches (*J. Off.*, 2-3 novembre 1927).

Le gouvernement britannique a notifié au gouvernement français l'accession de l'Etat libre d'Irlande, de l'Irlande du Nord, de la Nouvelle-Zélande et du territoire sous mandat des Samosa occidentales à la convention du 2 février 1922 sur la procédure civile entre la France et la Grande-Bretagne (*J. Off.*, 16 octobre 1927).

Un décret du 15 novembre modifie la tarification applicable à certaines marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique (*J. Off.*, 16 novembre, 11 décembre 1927).

II. — ARMÉE

Organisation. — Une loi du 17 février 1927 complète la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves des armées de terre (*J. Off.*, 18 février 1927).

Une loi du 4 mars 1927 complète celle du 9 avril 1926 relative au statut des agents militaires (*J. Off.*, 9 mars 1927).

Une loi du 15 mars accorde une majoration d'ancienneté de grade aux militaires des réserves nommés au grade de médecin ou de pharmacien aide-major de 2^e classe de réserve (*J. Off.*, 17 mars 1927).

Une loi du 13 juillet est relative à l'organisation générale de l'armée (*J. Off.*, 14 juillet 1927).

Une loi du 16 juillet est relative à la réorganisation de l'armée dans le cadre de la loi sur l'organisation générale de l'armée du 13 juillet 1927 (*J. Off.*, 18-19 juillet 1927).

Une loi du 18 juillet fixe la prise de rang des officiers du cadre latéral, lors de leur nomination au grade de sous-lieutenant ou assimilé à titre définitif (*J. Off.*, 18-19 juillet 1927).

Une loi du 21 juillet 1927 complète celle du 26 décembre 1925 relative au dégagement et à l'aménagement des cadres de l'armée (*J. Off.*, 22 juillet 1927). Une instruction du 22 décembre a été prise pour l'application de l'article 8 de la loi du 26 décembre 1925 complété par l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1927 (*J. Off.*, 23 décembre 1927).

Une loi du 23 décembre 1927 modifie la loi du 5 janvier 1926 portant addition à la loi du 8 janvier 1925 relative à l'organisation des cadres des réserves (*J. Off.*, 24 décembre 1927).

Une loi du 26 décembre 1927 est relative aux limites d'âge des officiers généraux (*J. Off.*, 26-27 décembre 1927).

Une loi du 27 décembre 1927 complétant l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement dispose que les appelés mariés ou veufs et pères de trois enfants vivants au moins, n'accompliront que douze mois de service actif (*J. Off.*, 28 décembre 1927).

Un décret du 1^{er} février 1927 modifie celui du 20 octobre 1923 fixant les conditions d'application de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée aux Français et naturalisés Français résidant à l'étranger hors d'Europe et des pays limitrophes de la Méditerranée (*J. Off.*, 10 février 1927).

Un décret du 22 février est relatif aux conseils d'enquête des officiers de réserve (*J. Off.*, 3, 12 mars 1927).

Un décret du 23 février 1927 modifie le décret du 10 janvier 1923 relatif au personnel de la sûreté générale détaché au ministère de la guerre et créant un corps de police auxiliaire (*J. Off.*, 26 février 1927).

Un décret du 4 mars modifie les décrets des 9 août et 25 septembre 1926 portant création de la commission interministérielle du domaine national et du comité supérieur de liquidation des immeubles militaires (*J. Off.*, 10 mars 1927).

Un décret du 15 mars est relatif aux conditions d'engagement des jeunes gens admis aux écoles militaires et en particulier à l'école polytechnique (distinction établie entre les élèves surlimités et ceux qui ont été admis dans les limites d'âge normal) (*J. Off.*, 23 mars 1927).

Un décret du 26 mars 1927 modifie le décret du 14 octobre 1921, modifié par les décrets des 19 mai 1922, 16 décembre 1924 et 3 septembre 1926 concernant le temps de commandement auquel sont astreints les colonels, commandants et capitaines (*J. Off.*, 31 mars 1927).

Un décret du 29 mars 1927 porte règlement d'administration publique pour l'application des articles 75 et 80 de la loi de recrutement du 1^{er} avril 1923. Il s'agit notamment de la majoration de prime allouée aux engagés militaires qui s'engagent à affecter leur prime à une petite exploitation rurale, et des conditions d'obtention du pécule attribué aux engagés ayant accompli cinq

ans de services effectifs (*J. Off.*, 2 avril 1927). Une instruction du 30 avril a été prise pour l'application de ce décret (*J. Off.*, 2, 3, 7 mai, 5 juin 1927).

Deux décrets du 31 mars 1927 modifient les règlements du 22 avril 1905 sur la gestion des ordinaires de la troupe et du 10 janvier 1912 sur la solde et les revues des troupes métropolitaines (*J. Off.*, 11-12 avril 1927).

Un décret du 2 avril porte règlement d'administration publique pour la coordination de certains services des armées métropolitaines et coloniales (*J. Off.*, 7 avril 1927).

Un décret du 21 avril 1927 modifie le décret du 7 mai 1908 portant organisation de l'école d'application du service de santé des troupes coloniales (*J. Off.*, 29 avril 1927).

Un décret du 11 mai porte organisation du corps des sapeurs forestiers et détermine les affectations, en cas de mobilisation, des officiers, commis et préposés de l'administration des eaux et forêts (*J. Off.*, 16-17 mai 1927).

Un décret du 12 mai concerne l'organisation du conseil supérieur de la guerre et de l'état-major général de l'armée (*J. Off.*, 13 mai 1927).

Un décret du 13 mai 1927 modifie l'article 6 du décret du 19 septembre 1919 concernant la réorganisation de l'école du service de santé militaire (*J. Off.*, 19 mai 1927).

Un décret du 20 mai 1927 modifie le décret du 18 octobre 1920 relatif au stage professionnel imposé aux officiers étrangers admis à servir dans la légion étrangère (*J. Off.*, 26 mai 1927). Un autre décret de même date modifie le décret du 5 octobre 1923 portant règlement d'administration publique sur le service de la trésorerie aux armées (*J. Off.*, 26 mai 1927).

Un décret du 26 mai 1927 modifie le décret du 5 octobre 1923 portant règlement d'administration publique sur le service de la poste aux armées (*J. Off.*, 15 juin 1927).

Un décret du 28 juillet est relatif à la réglementation de la colombophilie (*J. Off.*, 6 août 1927).

Deux décrets du 30 juillet, suivis d'une instruction pour leur application, modifient : 1° les tarifs de solde des militaires non officiers à solde mensuelle des troupes métropolitaines et coloniales ; 2° les règlements sur la solde et les tarifs de solde des troupes métropolitaines, de la gendarmerie et des troupes coloniales en vue d'intensifier le courant des engagements et des rengagements (*J. Off.*, 4 août 1927).

Un décret du 31 juillet, suivi d'une instruction du 3 août pour son application, relève les tarifs de solde des officiers des troupes métropolitaines, des troupes coloniales et de la gendarmerie (*J. Off.*, 5 août 1927).

Un décret du 31 juillet spécifie les conditions à remplir pour

porter le titre d'ancien élève de l'école polytechnique (*J. Off.*, 6 août 1927).

Un décret du 15 novembre est relatif aux sanctions à appliquer aux officiers de réserve en dehors de la situation d'activité (*J. Off.*, 10 décembre 1927).

Un décret du 29 décembre 1927 est relatif à l'application de l'article 52 de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée (*J. Off.*, 11, 21 janvier 1928).

Une instruction du 7 décembre est relative au recrutement et à l'instruction des officiers de réserve du service d'état-major (*J. Off.*, 7 décembre 1927).

Pensions. — Une loi du 26 mars 1927 étend aux ayants cause des militaires décédés des suites d'infirmités imputables à la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants cause le bénéfice de la loi du 9 janvier 1926 prorogeant les délais de forclusion en faveur des invalides de la guerre (*J. Off.*, 28-29 mars 1927).

Une loi du 22 juin 1927 modifie ou complète l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions et étend l'application intégrale de cette loi et des lois subséquentes aux anciens militaires et marins invalides et réformés n° 1 d'avant-guerre (*J. Off.*, 24 juin 1927). Une instruction interministérielle du 17 août est relative à l'application de l'article 1^{er} de la loi du 22 juin 1927 (*J. Off.*, 21 août 1927). Une autre instruction interministérielle du 28 octobre, une circulaire ministérielle et un arrêté du 6 décembre 1927 sont relatifs à l'application de l'article 2 de la même loi (*J. Off.*, 11 novembre 1927).

Une loi du 23 décembre 1927^{*} complète l'article 30 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (*J. Off.*, 25 décembre 1927).

Un décret du 20 janvier 1927 porte addition au décret du 5 mars 1926 admettant certaines catégories du personnel civil du département de la guerre au bénéfice de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires (*J. Off.*, 24-25 janvier 1927).

Un décret du 5 mars 1927 modifie celui du 25 octobre 1922, relativement aux soins gratuits aux mutilés (*J. Off.*, 6, 12 mars 1927).

Un décret du 18 mars institue des avances sur pensions aux militaires de carrière et à leurs ayants cause. Il est suivi d'une instruction ministérielle du 31 mars pour son application (*J. Off.*, 1^{er} avril, 9-10 mai 1927).

Un décret du 26 mars 1927 détermine les catégories des personnes appelées à bénéficier des dispositions de l'article 36, paragraphe C, dernier alinéa, de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions (*J. Off.*, 28-29 mars 1927).

Un décret du 5 avril 1927, portant règlement d'administration

publique, réserve les emplois d'ingénieur de l'aéronautique aux bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924 (*J. Off.*, 10 avril 1927).

Un décret du 20 mai institue des avances trimestrielles en faveur des marins et assimilés admis à faire valoir leurs droits à pension d'ancienneté ou proportionnelle et des veuves ou orphelins de ces marins ou assimilés pouvant prétendre à une pension réversible d'ancienneté ou proportionnelle. Ce décret est suivi d'une instruction du 1^{er} juin pour son application (*J. Off.*, 4 juin 1927).

Un décret du 11 juillet 1927 institue des avances sur pension en faveur des militaires indigènes coloniaux et de leurs ayants-cause en instance de pension de retraite ou de réversion, prévue par le décret du 10 décembre 1925 (*J. Off.*, 30 juillet 1927).

Un décret du 16 juillet réserve aux bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924 des emplois relevant de la société immobilière des foires et expositions de la Ville de Paris (*J. Off.*, 24 juillet 1927).

Une instruction interministérielle du 7 mai 1927 fixe les conditions d'application des articles 10, 55 et 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions (*J. Off.*, 12 mai 1927).

III. — MARINE

Une loi du 31 mars 1927 modifie l'article 11 de la loi du 16 juin 1917 (portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine) relatif au recrutement des enseignes de vaisseau de 2^e classe (*J. Off.*, 6 avril 1927).

Un décret du 4 février 1927 modifie celui du 5 décembre 1925 sur l'organisation du cadre des réserves de l'armée de mer (*J. Off.*, 11 février 1927).

Un décret du 11 février, suivi d'une instruction de même date, modifie les tarifs de solde des marins des équipages de la flotte et des militaires des corps sédentaires de la marine (*J. Off.*, 17 février 1927).

Un décret du 2 mars 1927 modifie celui du 15 mai 1910 sur le service à bord des bâtiments de la marine militaire (*J. Off.*, 4 mars 1927).

Un décret du 9 mars règle l'organisation et le fonctionnement de l'Académie de marine (*J. Off.*, 12 mars 1927).

Un décret du 13 mars 1927 modifie celui du 25 janvier 1912 portant organisation des écoles techniques des arsenaux. Un autre décret de même date modifie le décret du 1^{er} avril 1920 relatif au statut du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine. Trois décrets du 14 mars sont relatifs, le premier aux

indemnités des détachements en route, le deuxième à la solde des officiers de marine, le troisième au personnel technique d'exécution des directions de travaux de la Marine (*J. Off.*, 14-15 mars 1927).

Un décret du 21 mars modifie le décret du 17 juillet 1908 refondu le 15 juillet 1914, portant organisation du corps des équipages de la flotte (*J. Off.*, 24 mars 1927).

Un décret et un arrêté du 31 mars sont relatifs à l'organisation des guetteurs sémaphoriques (*J. Off.*, 6 avril 1927).

Un décret du 22 avril porte organisation de la marine militaire (*J. Off.*, 7, 8, 12 mai 1927). Une instruction ministérielle du 14 mai notifie et explique ce décret (*J. Off.*, 15 mai 1927).

Deux décrets du 31 mai 1927 complètent, l'un le décret du 31 mai 1926 déterminant l'uniforme des officiers des différents corps de la Marine, l'autre le décret du 11 juin 1923 en ce qui concerne la tenue des officiers de réserve de l'armée de mer (*J. Off.*, 3 juin 1927).

Un décret du 2 juin 1927 modifie le décret du 15 janvier 1910 réglant le fonctionnement du contrôle de l'administration de la Marine (*J. Off.*, 3 juin 1927).

Un décret du 18 juin porte réorganisation du personnel technique des constructions navales et de l'artillerie navale (*J. Off.*, 23 juin 1927).

Un décret du 6 juillet modifie l'organisation du haut commandement des forces maritimes (*J. Off.*, 8 juillet 1927).

Un décret du 7 et un arrêté du 8 juillet 1927 sont relatifs à l'application aux personnels civils ressortissants au ministère de la Marine de l'article 69 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions (*J. Off.*, 14 juillet 1927).

Un décret du 13 juillet 1927 modifie le décret du 1^{er} avril 1920 relatif au statut du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine (*J. Off.*, 15-16 juillet 1927).

Un décret du 15 juillet 1927 complète l'article 22 du décret du 5 décembre 1925 en ce qui concerne la nomination des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif (*J. Off.*, 15-16 juillet 1927).

Un décret du 23 juillet fixe les conditions d'admission dans le cadre des officiers de réserve de différents corps de la Marine (*J. Off.*, 27 juillet, 1^{er}-2 août 1927).

Un décret du 20 août 1927 modifie celui du 8 avril 1923 sur la solde des officiers. Un décret du 25 août, précédé d'une circulaire, fixe les soldes du personnel officier (*J. Off.*, 26 août 1927).

Deux décrets du 1^{er} septembre 1927 suivis chacun d'une circulaire, modifient et relèvent les soldes des marins des équipages de la flotte des marins indigènes et du personnel des corps militaires sédentaires (*J. Off.*, 2, 4, 7 septembre 1927).

Un décret, suivi d'une instruction en date du 6 décembre, concerne le recrutement des officiers de réserve interprètes et du chiffre (*J. Off.*, 8 décembre 1927).

Un arrêté ministériel du 28 novembre est relatif à l'organisation des officiers de réserve de l'armée de mer (*J. Off.*, 8, 9-10 janvier 1928).

IV. — MATIÈRES ADMINISTRATIVES

Une loi du 18 février 1927 réglemente la colombophilie et l'utilisation des pigeons voyageurs. Cette loi attache à l'inobservation de ses prescriptions la sanction de dispositions pénales, notamment d'une amende de 50 à 500 francs (art. 8), et punit même des peines de l'article 401 du Code pénal quiconque capture ou détruit des pigeons voyageurs ne lui appartenant pas (art. 12) (*J. Off.*, 19 février 1927).

Une loi du 5 avril modifie la législation sur les syndicats de communes, en rédigeant l'alinéa 1^{er} de l'article 173 de la loi du 13 novembre 1917 dans les termes suivants : « Le comité tient chaque année une session ordinaire au mois de mai » (*J. Off.*, 7 avril 1927).

Une loi du 29 avril 1927, relative aux pupilles de la Nation, étend les dispositions de la loi du 27 juillet 1917 aux orphelins dont le père ou le soutien de famille a péri postérieurement à la guerre de 1914 sur l'un quelconque des théâtres des opérations extérieures (*J. Off.*, 2-3 mai 1927).

Une loi du 10 juillet fixe un délai d'option d'un mois après la validation, pour les députés en exercice élus sénateurs et les sénateurs en exercice élus députés. Faute d'avoir opté dans ce délai, ils sont censés s'être démis du premier mandat qu'ils détenaient (*J. Off.*, 12 juillet 1927).

Une loi du 19 juillet 1927 porte ratification du décret du 14 décembre 1926 modifiant l'article 1^{er} du décret-loi du 26 mars 1852 relatif aux rues de Paris (*J. Off.*, 21 juillet 1927).

Une loi du 21 juillet porte rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés (*J. Off.*, 22 juillet 1927).

Une loi du 22 juillet 1927 modifie l'article 11 de la loi du 21 mai 1836 en substituant le titre d'ingénieur du service vicinal à celui d'agent-voyer (*J. Off.*, 24 juillet 1927).

Une loi du 23 juillet 1927 modifie l'article 23 de la loi du 10 août 1871 ainsi que les lois des 12 août 1876, 9 juillet 1907 et 29 mars 1923 concernant l'ouverture des deux sessions ordinaires des conseils généraux (*J. Off.*, 28 juillet 1927).

Une loi du 25 juillet autorise le Conseil général de la Seine à allouer à ses membres une indemnité annuelle (*J. Off.*, 28 juillet 1927).

Une loi du 28 juillet 1927 modifie la loi du 31 juillet 1907 relative aux subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie (*J. Off.*, 30 juillet 1927).

Deux décrets du 20 janvier sont relatifs à la carte d'identité des étrangers (*J. Off.*, 22 janvier 1927).

Un décret du 23 février 1927 dispose que les préfets de 2^e et de 3^e classes, de même que les secrétaires généraux et les sous-préfets de 2^e et de 3^e classes pourront, après trois années de service dans un même poste ou quatre années de service dans une même classe, recevoir, à titre de classe personnelle et dans la limite des crédits accordés à cet effet, le traitement de la classe immédiatement supérieure (*J. Off.*, 16 mars 1927).

Un décret du 10 juin fixe le nombre de conseillers d'arrondissement que chaque canton doit élire dans les arrondissements comprenant moins de neuf cantons (*J. Off.*, 18 juin 1927).

Un décret du 10 décembre 1927 modifie le tableau A annexé au décret du 19 octobre 1911 portant classement des préfectures (*J. Off.*, 28 décembre 1927).

Un décret du 21 décembre 1927 fixe le statut des membres des conseils de préfecture interdépartementaux (*J. Off.*, 22 décembre 1927).

V. — JUSTICE

Organisation judiciaire. — Une loi du 26 juillet 1927 alloue des indemnités conditionnelles aux anciens greffiers des tribunaux supprimés, et ce moyennant des intérêts à verser par les greffiers de rattachement. Un décret de même date fixe le mode de paiement de ces indemnités conditionnelles et des intérêts dus par les greffiers de rattachement (*J. Off.*, 27 juillet 1927).

Une loi du 3 août maintient, pendant un délai de trois ans à partir du 4 octobre 1927, douze postes de juges assesseurs au tribunal de la Seine (*J. Off.*, 5 août 1927).

Une loi du 10 décembre 1927 modifie l'article 2 du titre IX de la loi du 24 août 1790 sur la composition du greffe du tribunal. Le greffier doit être âgé d'au moins 25 ans et les commis-greffiers d'au moins 21 ans (*J. Off.*, 11 décembre 1927).

Un décret du 10 janvier fixe les nouveaux traitements des magistrats de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des Tribunaux de première instance et des Justices de paix (*J. Off.*, 10-11 janvier 1927).

Un décret du 15 janvier 1927 apporte une modification de détail à celui du 10 septembre 1926 relatif au personnel des prisons et des établissements pénitentiaires (*J. Off.*, 20 janvier 1927).

Un décret du 29 janvier porte révision du tarif des notaires du

département de la Seine (*J. Off.*, 30 janvier, 31 janvier, 1^{er} février, 4 février 1927).

Un décret du 23 février fixe les nouveaux traitements des membres du Conseil d'Etat (*J. Off.*, 24 février 1927).

Un décret du 4 mars fixe les cadres, le recrutement et l'avancement du personnel des bureaux du Conseil d'Etat (*J. Off.*, 9, 25 mars 1927).

Un décret du 5 mars modifie l'article 7 du décret du 13 février 1908 portant règlement d'administration publique sur le recrutement des magistrats (*J. Off.*, 6 mars 1927).

Un décret du 22 mars 1927 modifie l'article 20 du décret du 27 juin 1924 réglementant l'exercice de la profession d'avocat en Tunisie (*J. Off.*, 24 mars 1927).

Un décret du 23 mars fixe le statut du personnel technique des établissements pénitentiaires (*J. Off.*, 24 mars 1927).

Un décret du 9 avril fixe les conditions et le programme de l'examen professionnel pour la nomination des juges de paix (*J. Off.*, 11-12 avril 1927).

Un décret du 13 avril est relatif à la désignation des magistrats appelés à composer une chambre temporaire, instituée dans un tribunal de première instance, conformément à l'article 24 du décret du 3 septembre 1926 (*J. Off.*, 13 avril 1926).

Un décret du 17 avril 1927 modifie l'ordonnance du 4 janvier 1843 relative à l'organisation des Chambres de notaires et à la discipline du notariat (*J. Off.*, 21 avril 1927).

Un décret du 8 juin institue un Comité national pour la protection des enfants traduits en justice (*J. Off.*, 8 juillet 1927).

Un décret du 8 juillet 1927 modifie le décret du 17 avril 1889 relatif à l'organisation de la justice musulmane (*J. Off.*, 10 juillet 1927).

Un décret du 8 juillet fixe le statut des agents chargés, dans les établissements pénitentiaires, de la formation technique des détenus et des pupilles (*J. Off.*, 15-16 juillet 1927).

Un décret du 21 juillet porte règlement d'administration publique sur l'avancement des magistrats (*J. Off.*, 22 juillet 1927).

Des décrets du 6 août fixent les traitements et les classes des magistrats et fonctionnaires du ministère de la Justice (*J. Off.*, 7, 11 août 1927).

Un décret du 21 août 1927 modifie l'ordonnance du 10 septembre 1817 et institue l'honorariat pour les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (*J. Off.*, 26 août 1927).

Lois en matière civile et commerciale. — Une loi du 12 février modifie et complète l'article 106 du Code de Commerce relatif à la constatation de l'état des objets transportés en cas de refus ou de contestation à l'arrivée (*J. Off.*, 16 février 1927).

Une loi du 8 avril modifie les articles 63, 64, 67, 169 et 176 du Code civil relatifs aux publications de mariage et aux oppositions (*J. Off.*, 9 avril 1927).

Une loi du 9 avril 1927 complète et modifie l'article 58 de la loi du 27 mars 1907 (art. 99, livre IV du Code du Travail), relatif aux émoluments des secrétaires des conseils de prud'hommes (*J. Off.*, 10 avril 1927). Une circulaire ministérielle du 16 avril est relative à l'application de cette loi (*Gaz. des Tribunaux*, 17-20 avril 1927).

Une loi du 22 avril 1927 tend à interpréter et compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (*J. Off.*, 24 avril 1927). Une circulaire du 30 avril est relative à l'application de cette loi (*J. Off.*, 1^{er} mai 1927).

Une loi du 9 juin autorise la revision du prix des baux à ferme (*J. Off.*, 10 juin 1927).

Une loi du 17 juillet 1927 abroge l'article 152 du Code civil et modifie les articles 148, 150, 154, 158 et 352 relatifs au consentement des parents en cas de mariage de leurs enfants, ainsi que l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés (*J. Off.*, 18-19 juillet 1927).

Une loi du 21 juillet 1927 complète et modifie les articles 5 et 7 de la loi du 1^{er} avril 1926 relative aux rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation (*J. Off.*, 22 juillet 1927).

La loi du 10 août est relative à l'importante question de la nationalité. Un décret du 10 août et des instructions du 13 août règlent l'application de cette loi (*J. Off.*, 14, 18 août 1927).

Une circulaire ministérielle du 26 mars est relative aux expulsions des locataires (*J. Off.*, 30 mars 1927).

Dispositions en matière répressive. — Une loi du 10 mars est relative à l'extradition des étrangers. Cette loi règle, en l'absence de traité, les conditions, la procédure et les effets de l'extradition (*J. Off.*, 11 mars 1927).

Un décret du 12 décembre 1927 modifie le titre II du décret du 5 octobre 1920 portant règlement d'administration publique sur les frais de justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police (*J. Off.*, 24 décembre 1927).

Récompenses. — Une loi du 7 juillet modifie les conditions des promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur relativement aux délais à observer pour les promotions à un grade supérieur (*J. Off.*, 8 juillet 1927).

Un décret du 16 juin est relatif à la médaille commémorative du Liban (*J. Off.*, 17 juin 1927).

VI. — INSTRUCTION PUBLIQUE ET BEAUX-ARTS

Instruction publique. — Une loi du 22 février est relative au déplacement d'office du personnel enseignant et surveillant de l'enseignement secondaire public (*J. Off.*, 24 février 1927).

Une loi du 27 juillet facilite la réalisation du programme de constructions scolaires nécessité par l'accroissement de la population parisienne (Seine et Seine-et-Oise) (*J. Off.*, 29 juillet 1927).

Une loi du 20 décembre 1927 ratifie : 1° le décret du 28 décembre 1926, constituant une réunion des bibliothèques nationales de Paris, investie de la personnalité civile et dotée d'un budget spécial pour les dépenses de matériel ; 2° le décret du 28 décembre 1926, supprimant et transformant des emplois dans les bibliothèques nationales de Paris (*J. Off.*, 21 décembre 1927).

Un décret du 6 janvier 1927 porte réorganisation de l'inspection générale de l'enseignement technique (*J. Off.*, 9 janvier 1927).

Deux décrets du 3 février 1927 modifient, l'un le décret du 17 février 1926 relatif aux études et examens en vue du doctorat en médecine, l'autre le décret du 21 juillet 1897 relatif au régime scolaire et disciplinaire des universités (*J. Off.*, 13 février 1927).

Deux décrets du 11 février 1927 modifient, l'un le décret du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire, l'autre le décret du 27 mai 1924 relatif aux dispenses du baccalauréat en vue de la licence dans les Facultés de droit, des sciences et des lettres (*J. Off.*, 13 février 1927).

Un décret du 18 février 1927 modifie le décret du 20 septembre 1919 relatif à la composition de la commission supérieure des inventions (*J. Off.*, 23 février 1927).

Un décret du 3 mars est relatif au classement des inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire (*J. Off.*, 10 mars 1927).

Un décret du 2 juin 1927 modifie l'ordonnance royale du 31 décembre 1846 concernant l'école des chartes (*J. Off.*, 3 juin 1927).

Deux décrets en date du 10 juillet 1927 modifient, le premier, l'article 109 du décret du 18 juillet 1887 relatif au certificat d'aptitude au professorat des écoles normales et des écoles primaires supérieures ; le second, l'article 110 du même décret relatif au certificat d'aptitude à l'inspection primaire (*J. Off.*, 15-16 juillet 1927).

Un décret du 12 juillet 1927 modifie le décret du 7 mars 1922 relatif aux conditions de nomination des professeurs adjoints d'école primaire supérieure (*J. Off.*, 18-19 juillet 1927).

Trois décrets du 6 août 1927 modifient : l'un, le décret du 10 septembre 1924 portant réorganisation des études en vue du doctorat en médecine ; le deuxième, les décrets des 11 janvier et 26

juillet 1909 relatifs aux conditions d'inscription comme stagiaire ; le troisième, le décret du 22 janvier 1896 relatif à la licence ès sciences (*J. Off.*, 12 août 1927).

Un décret du 7 août porte réorganisation du baccalauréat de l'enseignement secondaire (*J. Off.*, 12, 20 août 1924).

Un décret du 18 août est relatif à l'admission des élèves dans les écoles primaires supérieures et les écoles normales primaires (*J. Off.*, 20 août 1927).

Parmi de nombreux décrets modifiant les traitements, il y a lieu de citer celui du 23 août fixant les traitements du personnel enseignant de l'université de Paris et celui du 27 août fixant ceux du personnel enseignant des universités des départements (*J. Off.*, 29-30 août 1927).

Un décret du 18 septembre porte règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au régime financier des bibliothèques nationales de Paris (*J. Off.*, 2 octobre 1927).

Un décret du 6 décembre 1927 porte règlement de l'école nationale supérieure de céramique de Sèvres (*J. Off.*, 12-13 décembre 1927).

Beaux-Arts. — Une loi du 23 juillet 1927 complète celle du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques (*J. Off.*, 25-26 juillet 1927).

Une loi du 29 décembre 1927 porte ratification du décret du 28 décembre 1926 attribuant la personnalité civile à l'école nationale supérieure des beaux-arts (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1928).

Un décret du 7 juillet dispose que les éléments de tapisseries de tissus et mobiliers anciens, conservés dans les dépôts du mobilier national, ne pourront figurer que dans les expositions ou cérémonies organisées par le Gouvernement (*J. Off.*, 10 juillet 1927).

VII. — COMMERCE ET INDUSTRIE

Aéronautique. — Une loi du 14 mai 1927 modifie la loi du 13 mars 1924 portant création d'un corps d'ingénieurs de l'aéronautique (*J. Off.*, 25 mai 1927).

Un décret du 13 janvier 1927 abroge le décret du 25 février 1925 et fixe les frais de contrôle pour la délivrance et le maintien du certificat de navigabilité des aéronefs (*J. Off.*, 19 janvier 1927).

Un décret du 14 janvier 1927 approuve le cahier des charges applicable en 1927 aux entreprises de navigation aérienne (*J. Off.*, 22 janvier 1927).

Un décret du 21 janvier concerne l'organisation du service technique et industriel de l'aéronautique (*J. Off.*, 23 janvier 1927).

Deux décrets du 2 février 1927 fixent, l'un le statut des chefs de poste et opérateurs radioélectriciens du service de la navigation aérienne, l'autre le statut du personnel administratif du service technique et industriel de l'aéronautique (*J. Off.*, 4 février 1927).

Un décret du 13 avril 1927 modifie le décret du 27 juin 1921 fixant le statut du personnel de service de la navigation aérienne (*J. Off.*, 16 avril 1927).

Un décret du 12 mai 1927 modifie le décret du 19 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 13 mars 1924 créant un corps d'ingénieurs de l'aéronautique et un corps d'ingénieurs adjoints de l'aéronautique (*J. Off.*, 15 mai 1927).

Un décret du 1^{er} juin fixe le statut du personnel administratif des services extérieurs de l'aéronautique et des transports aériens (*J. Off.*, 2 juin 1927).

Deux décrets du 10 juin fixent les cadres, les traitements, les règles applicables au recrutement, à l'avancement et à la discipline du personnel de l'administration centrale de l'aéronautique et des transports aériens (*J. Off.*, 15 juin 1927).

Douanes. — Deux lois du 16 janvier portent modification de certains droits de douane (*J. Off.*, 23 janvier 1927).

Une loi du 16 février est relative à l'admission temporaire des caroubes ou carouges (*J. Off.*, 20 février 1927).

Une loi du 16 avril augmente les droits de douane sur les alcaloïdes de l'opium en provenance de l'étranger et exonère de tous droits d'entrée l'opium destiné à la fabrication des alcaloïdes (*J. Off.*, 18-20 avril 1927).

Une loi du 27 juillet autorise le gouvernement à apporter certaines modifications au tarif douanier et précise les conditions de leur mise en application (*J. Off.*, 29 juillet 1927).

Une loi du 5 août détermine le régime douanier applicable à certaines marchandises allemandes importées au titre des prestations en nature (*J. Off.*, 7 août 1927).

Un décret du 30 août apporte certaines modifications au tarif des douanes et précise leurs conditions de mise en application, vu l'accord commercial du 17 août 1927 entre la France et l'Allemagne entré en vigueur le 6 septembre (*J. Off.*, 31 août, 5-6 septembre 1927).

Postes, télégraphes et téléphones. — Un décret du 8 janvier 1927 modifie le décret du 23 septembre 1919 en ce qui concerne la composition des conseils de discipline régionaux des postes, télégraphes et téléphones (*J. Off.*, 20 janvier 1927).

Un décret du 13 janvier 1927 porte fixation et modification de taxes télégraphiques (*J. Off.*, 10 février 1927).

Un décret du 22 avril 1927 modifie le décret du 15 novembre 1919 fixant les grades, cadres et traitements du personnel des services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones (*J. Off.*, 2-3 mai 1927).

Voyageurs de commerce. — Une loi du 2 août 1927 modifie la loi du 8 octobre 1919 portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce. La nouvelle loi exige notamment, pour l'obtention de cette carte, la production d'attestations écrites de ceux qui emploient le voyageur ou représentant et applique les pénalités prévues à toutes personnes convaincues d'avoir délivré des attestations ou certificats de complaisance. La carte d'identité professionnelle doit être renouvelée tous les ans sur la production des mêmes justifications (*J. Off.*, 3 août 1927).

Un décret du 24 novembre a été pris pour l'application de la loi du 2 août 1927, modifiant la loi du 8 octobre 1919 relative à la carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce (*J. Off.*, 3, 11 décembre 1927).

Divers. — Une loi du 22 juillet est relative à l'exposition coloniale internationale de Paris (*J. Off.*, 23 juillet 1927).

Un décret du 15 janvier 1927 complète le décret du 20 août 1926 fixant, en ce qui concerne le ministère du commerce et de l'industrie, les catégories de personnels admises au bénéfice des dispositions de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions (*J. Off.*, 23 janvier 1927).

VIII. — AGRICULTURE

Un loi du 3 juin étend aux animaux nuisibles certaines dispositions de la loi sur la police rurale concernant les récoltes et prévoit, dans certains cas, l'exécution d'office, par un syndicat de défense, des moyens de protection (*J. Off.*, 4 juin 1927).

Une loi du 6 juillet 1927 modifie la loi du 21 février 1926 qui a modifié le recrutement des gardes domaniaux des Eaux et Forêts (*J. Off.*, 8 juillet 1927).

Une loi du 17 juillet 1927 modifie les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture, ainsi que l'article 3 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture (*J. Off.*, 20 juillet 1927).

Une loi du 20 juillet porte obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzerne importées en France (*J. Off.*, 23 juillet 1927).

Une loi du 22 juillet 1927 complète celle du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine des vins (*J. Off.*, 27 juillet, 3 août 1927). Sur l'application de cette loi, voir circulaire ministérielle (*J. Off.*, 30 septembre, 10-11 octobre 1927); circulaire du 15 décembre 1927 (*J. Off.*, 4 janvier 1928).

Une loi du 27 juillet tend à faciliter par des subventions la création et le fonctionnement des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion destinés à la vulgarisation des connaissances utiles à l'agriculture ou à la propagande agricole (*J. Off.*, 30 juillet 1927).

Un décret du 22 mars est relatif au taux d'extraction des farines panifiables (*J. Off.*, 23 mars 1927).

Des décrets du 5 avril sont relatifs à l'organisation et au fonctionnement du service comptable des achats des animaux nécessaires à l'armée (*J. Off.*, 10 avril 1927).

Un décret du 7 avril 1927 fixe le taux des prêts individuels et collectifs à long terme consentis en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles (*J. Off.*, 10 avril 1927).

Un décret du 14 avril modifie le régime à l'exportation des produits agricoles (*J. Off.*, 15 avril 1927).

Un décret du 26 avril modifie le taux des droits de sortie sur les bois de chauffage (*J. Off.*, 28 avril 1927).

Un décret du 2 juillet est relatif à l'adjudication des coupes de bois dans les forêts soumises au régime forestier (*J. Off.*, 10 juillet 1927).

Un décret du 4 juillet 1927 admet au bénéfice des dispositions de l'article 69 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions le personnel auxiliaire permanent ainsi que les dames employées et les dames sténo-dactylographes du cadre du personnel des stations et laboratoires (*J. Off.*, 4-5 juillet 1927).

Un décret du 2 septembre modifie les droits de douane sur les céréales panifiables et leurs dérivés (*J. Off.*, 3 septembre 1927).

Un décret du 10 septembre est relatif au régime des succédanés (*J. Off.*, 11 septembre 1927).

Un décret du 7 octobre 1927 modifie le décret du 25 mars 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles en ce qui concerne le lait et les produits de la laiterie (fromages) (*J. Off.*, 16 octobre 1927). Une circulaire du 20 décembre est relative à l'application de ce décret (*J. Off.*, 24 décembre 1927).

Deux décrets du 5 décembre sont relatifs, l'un au rapport des Offices agricoles avec les Chambres d'agriculture, l'autre au régime financier des Chambres d'agriculture (*J. Off.*, 5-6 décembre 1927).

Un décret du 18 décembre 1927 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 juin 1865-22 décembre 1888, modifiée par le décret du 21 décembre 1926 sur les associations syndicales. Il est suivi d'une circulaire ministérielle de même date pour son application (*J. Off.*, 23-24 janvier 1928).

IX. — TRAVAUX PUBLICS

Automobiles. — Navigation intérieure. — Roulage. — Une loi du 28 juillet 1927 tend à accorder une pension proportionnelle aux anciens inscrits de la navigation intérieure, qui en étaient privés par les lois précédentes du 20 juillet 1897 et du 14 juillet 1908 (*J. Off.*, 30 juillet 1927).

Un décret du 14 février modifie celui du 24 mars 1924 concernant l'organisation de services publics subventionnés de transports par voitures automobiles (*J. Off.*, 6 mars 1927).

Un décret du 12 avril 1927 modifie les articles 10, 24 et 29 du décret du 31 décembre 1922, modifié par le décret du 12 septembre 1925, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage (*J. Off.*, 15 avril 1927).

Un décret du 27 août 1927 modifie l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1890 concernant la circulation des bateaux à vapeur sur les voies de navigation intérieure (*J. Off.*, 4 septembre 1927).

Un décret du 21 septembre 1927 promulgue la convention internationale du 27 novembre 1925 relative au jaugeage des bateaux de navigation intérieure et abrogeant la convention de Bruxelles du 4 février 1898 complétée par la déclaration du 5 juin 1908 (*J. Off.*, 1^{er} octobre 1927).

Un arrêté du 16 mai détermine les conditions de validité en France des certificats de capacité et des permis de conduire délivrés dans les colonies, possessions, protectorats et territoires sous mandat français (*J. Off.*, 18 mai 1927).

Un arrêté du 8 décembre 1927 fixe le modèle et le mode de pose des plaques d'identité des automobiles (*J. Off.*, 9 décembre 1927).

Chemins de fer. — Une loi du 7 juillet 1927 proroge pour 6 mois à compter du 1^{er} juillet 1927 la convention du 19 décembre 1925 passée par les ministres des Travaux publics, du Commerce et de l'Industrie et les réseaux des chemins de fer de l'Etat, de l'Est, du Midi, du Nord, d'Orléans et de Paris-Lyon-Méditerranée pour régler les détails et conditions de transport des colis postaux et la circulation du matériel roulant de l'administration des Postes (*J. Off.*, 9 juillet 1927).

Un décret du 28 juin, modifié par celui du 31 décembre sui-

vant, est relatif à la réorganisation du Comité consultatif de l'exploitation technique et commerciale des chemins de fer (*J. Off.*, 3, 7 juillet 1927 et 7 janvier 1928).

Marine marchande. — Une loi du 15 mars 1927 modifie la loi du 27 mars 1882 relative à la protection du balisage dans les eaux maritimes (*J. Off.*, 17 mars 1927).

Un décret du 28 janvier institue des conseils d'arbitrage pour la solution des différends d'ordre collectif survenus entre les entreprises de pêche maritime et leurs équipages (*J. Off.*, 30 janvier, 2 février 1927).

Un décret du 11 février 1927 modifie le décret du 26 août 1920 relatif aux brevets de mécanicien de la Marine marchande (*J. Off.*, 16, 18 février 1927).

Un décret du 3 mars porte réglementation des brevets exigés pour le commandement des navires et bateaux de pêche (*J. Off.*, 7-8 mars 1927).

Un décret du 19 mars 1927 (*J. Off.*, 23 mars) réglemente la procédure d'enquête sur les naufrages, abordages, et autres accidents de navigation (recherche et constatation des délits prévus au code disciplinaire et pénal de la Marine marchande après tout accident de navigation). Un décret du 9 juin modifie certaines des dispositions de ce décret (*J. Off.*, 18 juin 1927).

Un décret du 29 mars 1927 porte modification de divers articles du règlement d'administration publique du 21 septembre 1908 sur la sécurité et l'hygiène à bord des navires de commerce et de pêche (*J. Off.*, 3 avril 1927).

Un décret du 12 avril règle l'exercice du pouvoir disciplinaire du ministre chargé de la Marine marchande vis-à-vis des marins, et les conditions de constitution et de fonctionnement des conseils d'enquête (*J. Off.*, 16 avril 1927).

Un décret du 26 avril est relatif à la concession des établissements de pêche (*J. Off.*, 1^{er} mai 1927).

Un décret du 12 mai réglemente les visites auxquelles sont soumis les bâtiments d'une jauge brute de vingt-cinq tonneaux et au dessous et pratiquant la navigation maritime (*J. Off.*, 18 mai 1927).

Un décret du 11 juin porte règlement de l'emploi de la télégraphie sans fil pour la reconnaissance et éventuellement pour l'arraisonnement des navires de commerce (*J. Off.*, 17 juin 1927).

Un décret du 21 juin 1927 complète l'article 2 du décret du 5 décembre 1914 portant règlement sur la navigation des bateaux automobiles (*J. Off.*, 7 juillet 1927).

Un décret du 31 août 1927 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 85 de la loi du 13 décembre 1926 (Code du travail maritime) (*J. Off.*, 31 août 1927).

Un décret du 2 octobre 1927 modifie le décret du 19 novembre

1859 relatif aux prud'hommes pêcheurs (*J. Off.*, 5 octobre 1927). Ce décret fixe notamment la durée du mandat des prud'hommes pêcheurs à trois ans au lieu d'un, permet de confier la présidence des assemblées générales prud'homales à un plus grand nombre d'agents de l'inscription maritime, confie aux juges de paix le soin de recevoir le serment des nouveaux élus, abaisse l'âge exigé pour être prud'homme, et relève le taux des amendes que les prud'hommes peuvent infliger, le fixant de 1 à 50 francs (*J. Off.*, 5 octobre 1927).

Mines. — Un décret du 9 janvier 1927 modifie le cahier des charges type des concessions minières (*J. Off.*, 14 janvier 1927).

Un décret du 19 mars 1927 porte modification et addition au cahier des charges type des concessions minières (*J. Off.*, 27 et 30 mars 1927).

Divers. — Une loi du 28 juillet est relative à l'exécution de travaux de protection immédiate de la région parisienne contre les inondations (*J. Off.*, 30 juillet 1927).

Une loi du 14 décembre 1927 a pour objet de compléter l'article 10 de la loi du 12 juin 1920 qui fixe les attributions des conseils d'administration des ports autonomes (*J. Off.*, 19-20 décembre 1927).

Une loi du 27 décembre 1927 proroge les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre en exécution de la loi du 2 mai 1924 (*J. Off.*, 28 décembre 1927).

Un décret du 23 janvier 1927 prescrit l'apposition d'affiches relatives aux secours à donner aux personnes victimes d'un contact accidentel avec des conducteurs électriques (*J. Off.*, 2 février 1927).

Un décret du 4 mars prescrit que dans la nuit du 9 au 10 avril, à 23 heures, l'heure légale sera avancée de 60 minutes et que l'heure normale sera rétablie le 1^{er} octobre, à 24 heures (*J. Off.*, 5 mars 1927).

Un décret du 18 mars porte règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 octobre 1919 en ce qui concerne la forme et la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'usines hydrauliques (*J. Off.*, 27 mars 1927).

Un décret du 11 mai institue un service colonial pour les ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des mines) et modifie les règles fixées pour la nomination des ingénieurs adjoints (*J. Off.*, 19 mai 1927).

Un décret du 20 mai porte réduction du taux de courtage en matière de réassurances maritimes à 2 $\frac{1}{2}$ pour cent pour les affaires traitées postérieurement à la date de publication du dit décret (*J. Off.*, 21 mai 1927).

Un décret du 29 juillet 1927 porte règlement d'administration

publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et abroge les décrets des 3 avril 1908, 24 avril 1923 et 14 octobre 1924 (*J. Off.*, 15-17 août, 10, 18 septembre, 4 novembre 1927).

Un décret du 26 octobre 1927 porte révision du décret du 17 octobre 1907 (modifié par les décrets des 6 septembre 1912 et 28 février 1920) sur l'organisation du contrôle des distributions d'énergie électrique (*J. Off.*, 28 octobre 1927).

X. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

Assistance. — Assurance. — Caisses. — Une loi du 18 juin 1927 porte ratification du décret du 25 novembre 1925 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 relatives à l'assurance-vieillesse (*J. Off.*, 22 juin 1927).

Une loi du 22 juillet 1927 modifie : 1° les articles 9 et 14 de la loi du 9 avril 1881 créant une caisse d'épargne postale ; 2° les articles 2, 4, 10, 13 et 18 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (*J. Off.*, 23 juillet 1927).

Une loi du 28 décembre 1927 modifie la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels (*J. Off.*, 29 décembre 1927).

Une loi du 31 décembre 1927 porte ratification du décret du décret du 21 décembre 1925 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911, relatives à l'assurance contre la maladie (*J. Off.*, 11 janvier 1928).

Un décret du 16 avril modifie le décret du 9 septembre 1905 relatif aux subventions des caisses de chômage (*J. Off.*, 23 avril 1927).

Un décret du 29 avril modifie le décret du 28 décembre 1926 relatif aux conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier des subventions du fonds national de chômage (*J. Off.*, 30 avril 1927).

Un décret du 1^{er} mai 1927 modifie le décret du 15 avril 1924 relatif aux caisses autonomes mutualistes (*J. Off.*, 9-10 mai 1927).

Un décret du 7 mai 1927 modifie l'article 11 du décret du 13 juillet 1914 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 25 février 1914 modifiant la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (*J. Off.*, 13 mai 1927).

Un décret du 3 août 1927 porte règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 6 de la loi du 15 mars 1926 concernant la solution des conflits de législation et de juridiction auxquels peut donner lieu l'application des dispositions de la loi du 9 avril 1898 et du Code des assurances sociales en vigueur en Alsace et en Lorraine en ce qui concerne les accidents du travail (*J. Off.*, 11 août 1927).

Un décret du 6 août 1927 modifie le décret du 3 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés (*J. Off.*, 7, 14 août 1927).

Un décret du 28 septembre 1927 modifie le décret du 23 mai 1923 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 décembre 1922, laquelle a modifié les taxes d'alimentation des fonds de garantie et de prévoyance pour les blessés de la guerre victimes d'accidents du travail (*J. Off.*, 1^{er} octobre 1927).

Un décret du 18 décembre 1927 modifie le décret du 9 septembre 1905 relatif aux caisses de secours contre le chômage involontaire (*J. Off.*, 30 décembre 1927).

Un décret du 25 décembre 1927 modifie le décret du 4 décembre 1913 relatif à l'assistance aux familles nombreuses (*J. Off.*, 2-3 janvier 1928).

Hygiène. — Etablissements hospitaliers. — Une loi du 9 février 1927 modifie les articles 8 et 9 de la loi du 7 août 1851 sur les hôpitaux et hospices (objets sur lesquels peut délibérer la commission des hospices et hôpitaux) (*J. Off.*, 10 février 1927).

Une loi du 21 juillet permet la réduction des charges des fondations dans les établissements hospitaliers lorsque les revenus provenant des libéralités faites sont insuffisants pour assurer l'exécution intégrale des charges imposées (*J. Off.*, 22 juillet 1927 (1)).

Une loi du 4 août 1927 modifie l'article 3 de la loi du 24 septembre 1919 relatif à la taxe de séjour dans les stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. La disposition nouvelle exempte de la taxe de séjour les voyageurs et représentants de commerce porteurs de la carte d'identité professionnelle instituée par la loi du 8 octobre 1919, pendant la durée du séjour qu'ils feront dans les stations hydrominérales, climatiques et de tourisme, pour les besoins exclusifs de leur profession (*J. Off.*, 6 août 1927).

Un décret du 5 mai 1927 modifie l'article 35 du décret du 10 août 1920 relatif au recrutement des médecins directeurs des sanatoriums publics (*J. Off.*, 13 mai 1927).

Un décret du 14 décembre 1927 modifie celui du 10 août 1920 sur les sanatoriums (*J. Off.*, 22, 29 décembre 1927).

(1) Cette loi, qui prévoit un règlement d'administration pour son exécution, est une loi d'attente destinée à pourvoir à une situation urgente jusqu'au vote de la loi organique sur les fondations charitables dont le projet a été déposé à la Chambre des députés le 5 novembre 1924.

Législation du travail. — Une loi du 2 février 1927 porte modification à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (*J. Off.*, 3 février 1927).

Une loi du 25 février 1927, poursuivant la codification des lois ouvrières, a introduit dans le Code du travail un livre III intitulé : *Des groupements professionnels*. Les dispositions codifiées dans ce livre sont celles : 1° de la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920, sur les syndicats professionnels ; 2° des lois du 18 décembre 1915, du 5 avril 1919, du 6 mai 1922 et du 3 janvier 1924, concernant les sociétés coopératives ouvrières de production et le crédit au travail. Ces lois sont, bien entendu, déclarées abrogées (*J. Off.*, 1^{er} mars 1927).

Une loi du 19 juillet 1927 modifie les lois des 15 juillet 1922, 30 juin 1924, 11 juillet 1925 et 15 juillet 1926 instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de victimes d'accidents du travail (*J. Off.*, 21 juillet 1927).

Un décret du 3 février 1927 (*J. Off.*, du 9) modifie le décret du 9 septembre 1905 relatif aux subventions aux caisses de chômage.

Un décret du 15 février 1927 modifie celui du 28 décembre 1926 sur les conditions à remplir par les fonds municipaux et départementaux de chômage pour bénéficier du fonds national de chômage (*J. Off.*, 16 février 1927).

Un décret du 19 février 1927 abroge et remplace le décret du 4 mai 1921 relatif à la déclaration obligatoire des maladies d'origine professionnelle par application de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 en vue de l'extension éventuelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (*J. Off.*, 21-22 février 1927).

Un décret du 14 avril 1927 modifie le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail et incorporant un inspecteur divisionnaire du travail dans le service de l'inspection (*J. off.*, 4, 7 mai 1927).

Un décret du 1^{er} juin 1927 modifie le décret du 22 août 1923 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 11, paragraphe 2, de la loi du 15 décembre 1922, modifiée par la loi du 30 avril 1926, étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (*J. Off.*, 5 juin 1927).

Un décret du 5 juillet 1927 modifie celui du 3 mai 1907, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'inspection du travail (*J. Off.*, 6 août 1927).

Un décret du 4 août 1927 détermine les formalités à accomplir par les exploitants, visés à l'article 4 de la loi du 15 décembre 1922, modifiée par la loi du 30 avril 1926, étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, qui adhèrent à cette législation (*J. Off.*, 11 août 1927).

XI. — FINANCES

Le dépouillement des textes de législation financière élaborés au cours de 1927 laisse une impression bien différente de celle qu'inspirait l'analyse des lois et décrets promulgués en 1926. L'esprit éprouve un sentiment de quiétude, de progression aisée, d'ordre retrouvé. Point d'innovations hâtives, de contradictions, de ces brusques retours qui révélaient l'affolement de législateurs aux abois. Première constatation : les textes financiers qui abondaient en 1926 se sont faits très rares. Les lois les plus importantes votées en 1927 ne sont pas des lois de finances. Ce sont celles qui règlent le nouveau statut de l'armée, des combattants, de certains locataires, qui précisent nos relations commerciales avec l'Allemagne... Le problème financier est remis à sa place et n'absorbe plus les préoccupations.

Dans le domaine de la Trésorerie, les décisions que l'on relève semblent n'intervenir que pour constater une amélioration spontanée. Dans le domaine budgétaire, le cadre des textes antérieurs ne subit que les quelques retouches dont leur mise en application a révélé la nécessité.

I

Trésorerie

a) Le principal danger qui s'était manifesté en 1926 avait été la menace d'inflation massive du fait des demandes de remboursement des Bons de la Défense. La création de la Caisse autonome avait servi de digue. Progressivement, au cours de 1926, la Caisse a neutralisé cette menace en ralentissant le rythme du renouvellement, en diminuant le nombre des petits porteurs, en limitant la masse totale des bons en circulation, en la réduisant grâce à des opérations de conversion. En même temps, le rétablissement de la confiance se traduisait par une diminution du taux de l'intérêt alloué aux porteurs de bons.

Par décision du 13 janvier 1927, la Caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale et d'amortissement de la dette publique suspend le renouvellement des bons de la défense à 3 mois, la mise en circulation des coupures de 100 francs de bons de la défense de toutes catégories, et fixe pour 1927 le maximum des bons gérés par la Caisse autonome à 46 milliards.

Par décision du 28 janvier 1927, la Caisse décide qu'à partir du 30 janvier 1927 les émissions de bons de la défense nationale à six mois seront suspendues.

Le décret du 3 février 1927 réduit à 3 % le taux d'intérêt des bons de la défense nationale à un an

Par convention du 1^{er} avril, entre la Caisse autonome et le ministre des Finances, et décret du 2 avril, les bons de la défense à six mois restant en circulation, ainsi que les bons de la défense nationale à un an et à deux ans d'échéance émis avant le 3 avril 1927 sont, au même titre que les valeurs du Trésor et du Crédit National à court terme échéant en 1928 et 1929, admis à l'échange contre les nouvelles rentes 6 % amortissables que le ministre des Finances est autorisé à inscrire au Grand Livre. L'arrêté du 5 avril 1927 fixe entre le 25 avril 1927 et le 25 mai 1927 les délais de cette opération de conversion.

Le 11 avril 1927 un nouveau décret réduit le taux d'intérêt des bons de la défense nationale à partir du 12 avril 1927 à 4 % pour les bons à un an, 5 % pour les bons à deux ans.

Le 6 mai 1927, le taux des bons de la défense nationale à un an est réduit à 3 % et, le 2 juin 1927, la Caisse autonome suspend toute émission de bons de la défense nationale à un an.

La convention du 13 juin entre le ministre des Finances et la Caisse autonome permet une nouvelle conversion par participation des porteurs de bons à l'émission d'obligations 6 % autorisée par décret du 13 juin 1927.

Le décret du 22 juin 1927 réduit à son tour le taux d'intérêt annuel des bons à deux ans à 4 $\frac{1}{2}$ %.

b) La cause initiale des difficultés éprouvées en 1926 résidait dans l'approche des échéances de remboursement de bons du Trésor. Le retour de la confiance permit d'écarter pour l'avenir de semblables menaces.

Les bons du Trésor 6 % 1922 venaient à remboursement le 25 septembre 1927. Le décret et l'arrêté du 21 janvier 1927 ont fixé les conditions d'émission des bons du Trésor à 15 ans 7 %, destinée à faire face à ce remboursement. Le prix d'émission est fixé à 462 fr. 50. Les titres amortis par tirages seront remboursés à 550 fr.

Puisqu'il s'agissait d'une opération de conversion, le montant des souscriptions en espèces a été limité en valeur effective à 2 milliards de francs.

L'arrêté du 2 février 1927 a suspendu à partir du 4 février 1927 l'émission des bons ordinaires du Trésor.

Le décret du 19 février 1927 a donné la faculté aux porteurs de bons du Trésor à trois ans et cinq ans émis en 1922 d'obtenir le remboursement de ces bons par anticipation à partir du 15 mars 1927 à 507 fr. 50.

L'année 1929 restait une année d'échéances redoutables.

Par décret du 2 avril 1927, les porteurs d'obligations décennales venant à échéance en 1929, de bons du Crédit national 6 % émis en juillet 1922, de bons du Trésor 6 % à trois, six et dix ans (1^{re} et 2^e série) émis en 1923, ont la faculté de demander la conver-

sion de leurs titres en rentes 6 % amortissables. Le capital des titres sera remboursé à raison de 150 francs par 100 francs en 50 ans.

D'autre part, le décret du 13 juin 1927 a permis, en vue de la conversion d'une partie de la dette flottante intérieure, l'émission d'obligations 6 % amortissables en 50 ans au moyen d'une annuité budgétaire constante.

L'arrêté du 20 juin 1927 fixe le prix d'émission à 460 francs, les délais de souscription du 27 juin au 23 juillet 1927 (1).

c) Les expériences monétaires d'après guerre avaient démontré qu'une stabilisation effective avait comme condition essentielle la réduction des billets en circulation non gagés.

Les dangers d'inflation une fois écartés, la première étape de la stabilisation consistait donc dans le remboursement des avances de la Banque de France à l'Etat.

Par convention du 13 juin 1927 entre le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France, il est décidé que le ministre appliquerait au remboursement des avances de la Banque de France à l'Etat une somme égale au capital nominal des obligations émises en vertu du décret du 13 juin 1927 et qui auront été libérées soit en numéraire, soit en bons de la défense.

Enfin par convention du 28 décembre 1927 entre le ministre et le gouverneur de la Banque de France il a été stipulé qu'une somme d'un milliard de francs serait virée le 31 décembre 1927 au compte courant du Trésor à la Banque de France, cette somme étant affectée au remboursement des avances de la Banque de France à l'Etat et le montant des avances autorisées subissant une réduction d'égale importance.

Parallèlement à cette déflation qui réduisait à la fin de 1927 de 35 à 24 milliards les billets en circulation, s'accroissait la couverture d'or et de devises. Les réserves de change passaient à 1 milliard 250.000.000 dollars et la réserve or à 750.000 dollars; gageant les billets jusqu'à concurrence de 90 %.

d) Le 16 août 1927, prélude à l'abrogation de la loi sur l'exportation des capitaux désormais possible, un arrêté fixait les conditions plus libérales d'importation de titres en France et des opérations d'arbitrage sur titres. « Sont autorisés à entrer librement « en France les titres et valeurs mobilières figurant à la cote du « marché officiel et aux cotes du marché en banque au comptant « et à terme. Les personnes tenant le répertoire des opérations de « change qui effectuent des opérations d'arbitrage sur titres sont

(1) La continuation de cette politique de consolidation devait permettre au président du Conseil d'affirmer, le 21 juin 1928, que la dette flottante avait été réduite de 46 milliards en deux ans.

« autorisées à rapatrier et à réexporter ultérieurement le produit
 « de la vente à l'étranger des titres exportés dont la contre-valeur
 « doit être utilisée à l'achat d'autres titres à l'étranger pour être
 « importés en France. »

Cependant la loi du 27 décembre 1927 (art. 81) prorogeait encore la législation relative à l'exportation des capitaux jusqu'au 31 décembre 1928.

e) *Dettes extérieures.* — Aux termes de l'accord provisoire franco-américain du 1^{er} mars 1927, il a été versé en 1927 par le Trésor au Trésor américain 30 millions de dollars : 10 millions le 1^{er} février et le 1^{er} août au titre de l'intérêt de la dette des stocks et 10 millions de dollars le 15 juin au compte de la dette politique.

D'autre part, un échange de lettres avec l'Angleterre a prévu le paiement à la Trésorerie britannique au cours de l'exercice anglais 1926-1929 d'une provision de 8 millions de livres. Mais ces arrangements ne préjugeaient en rien la ratification des accords conclus en 1926, ratification qui avait paru aux experts la condition primordiale d'un redressement financier.

f) L'amélioration du crédit de l'Etat qui permettait d'avantageuses novations de la dette publique entraînait une diminution générale du taux de l'intérêt.

Par arrêté du 11 avril 1927, le taux d'intérêt des comptes courants ouverts à la Caisse centrale était réduit à 2 % et l'intérêt des comptes de dépôt avec préavis d'un mois à 2,50 %.

L'arrêté du 27 juillet 1927 abaissait le taux d'intérêt des comptes courants ouverts à la Caisse centrale du Trésor public et dans les Trésoreries générales à 1,50 % pour les particuliers, à 2 % pour les trésoriers et les comptables.

Le décret du 29 octobre 1927 fixait le taux de l'intérêt à servir aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts et consignations à 4,25 % à partir du 1^{er} janvier 1928 et fixait le taux de l'intérêt servi par la Caisse nationale d'épargne à ses déposants à 3,50 %.

II

Modifications fiscales

Le rétablissement financier dont les heureux effets ont permis l'assainissement de la Trésorerie a eu pour cause initiale le renouveau de confiance dû au prestige d'un chef de gouvernement éprouvé, à la certitude de la stabilité ministérielle obtenue grâce à la représentation des principaux partis dans le ministère. Cette confiance cependant a été étayée, consacrée par la constatation

que, grâce aux efforts déployés durant le second semestre de 1926, le budget était désormais équilibré.

Il a été constaté en 1927 que cet équilibre n'était pas précaire. Pour la seconde fois le budget a été voté avant l'ouverture de l'exercice financier et son élaboration n'a donné lieu qu'à de simples retouches. Tandis que de juillet 1925 à août 1926 les Chambres ont voté six grandes lois de finances (13 juillet, 4 décembre, 31 décembre 1925, 4 et 29 avril 1926 et 3 août 1926), l'année 1927 n'est marquée que par les deux lois de finances des 26 mars et 27 décembre 1927.

A. — Contributions directes

La loi du 26 mars 1927 (art. 34 et 35) apporte remède à quelques difficultés d'interprétation qu'avait soulevées la perception des impôts directs :

a) Art. 34. — Les contributions afférentes aux années écoulées peuvent être déduites du revenu déclaré même si le paiement de ces contributions a été effectué dans l'année courante ;

b) Art. 35 (combiné avec l'art. 28 de la loi du 3 août 1926). — La majoration du dixième dont sont passibles en cas de non paiement les rôles émis au cours d'une période déterminée sera appliquée à une date qui sera fixée par décret (et non plus le dernier jour du mois suivant la publication des prochains rôles) (1)

La loi du 27 décembre 1927 adoucit le régime de certaines catégories d'assujettis :

a) *Fournisseurs des administrations publiques ou des établissements publics* (art. 2). — Ces contribuables avaient toujours eu un régime spécial en matière de patente. D'abord exonérés, depuis le 1^{er} juillet 1916 ils étaient passibles de la patente non pas d'après la valeur locative des locaux industriels et de l'habitation, mais d'après la valeur des objets fournis (taxe spéciale de 0,25 %). Il en résultait un désavantage d'autant plus anormal que le Trésor n'en tirait aucun profit, la patente revenant exclusivement aux départements et aux communes.

L'article 2 rétablit la situation en stipulant que les fabricants qui fournissent aux administrations publiques des objets ou marchandises provenant de leur fabrication, sont imposables au droit

(1) V. le décret du 11 mai 1927, avec le rapport qui le précède (*J. Off.* du 13 mai) et le décret du 3 juin 1928 (*J. Off.* du 7 juin).

fixe de patente d'après le tarif afférent à leurs opérations industrielles.

b) *Chauffeurs et cochers.* — L'art. 3 complète l'art. 10 de la loi du 30 juin 1923 qui avait assimilé les chauffeurs et cochers à des salariés, en les exonérant de la contribution des patentes et de la taxe sur le chiffre d'affaires.

c) *Agriculteurs.* — L'impôt sur les bénéfices agricoles est fonction d'un coefficient variable suivant la nature des terres. L'art. 5 réduit ce coefficient pour l'année 1928 de 0 fr. 50.

Une autre disposition favorable prévoit les cas de perte d'une partie des revenus par suite d'intempéries. La loi de 1807 prévoyait une remise de l'impôt foncier correspondant à cette perte. La même défalcation est appliquée par l'article 4 à la valeur locative servant de base à l'impôt cédulaire (1).

d) *Professions non commerciales.* — Jusqu'à présent, les revenus de ces professions étaient calculés en sorte que chaque année formait un tout. Le minimum imposable étant de 7.000 francs, il était indifférent qu'une année n'ait produit que 5.000 francs de bénéfices ; si la suivante révélait un bénéfice de plus de 7.000 fr., l'impôt était dû. L'article 6 de la loi du 27 décembre permet au contraire de bloquer les cinq dernières années et de faire la moyenne. Le contribuable n'est alors assujéti que sur ce qui dépasse cette moyenne. Mais une fois ce système choisi, le contribuable est obligé de s'y tenir dans l'avenir.

e) *Rentiers.* — L'article 7 de la loi du 27 décembre exonère de l'impôt sur les salaires et rentes viagères, les rentes viagères et allocations temporaires accordées aux victimes des accidents du travail.

f) Les articles 10 à 17 simplifient les procédures de réclamation qui toutes, désormais, devront être adressées au Directeur des Contributions directes, qu'il s'agisse de demandes en décharge, réduction, remise ou modération.

B. — Contributions indirectes

Loi du 26 mars 1927. — a) *Automobiles.* — Les automobiles étaient imposées d'après leur puissance, sans tenir compte de la valeur et de l'ancienneté. Désormais (art. 57), les voitures dont le châssis est sorti de l'usine depuis plus de neuf ans ne payeront que demi-taxe.

(1) L'art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 a autorisé les Chambres d'agriculture à percevoir des centimes additionnels jusqu'à concurrence de 10 au maximum sur le principal de la contribution foncière des propriétés non bâties.

b) *Chiffre d'affaires*. — Le forfait que peuvent obtenir certains contribuables (art. 5 de la loi du 16 avril 1924) en matière de chiffre d'affaires est porté de 200 à 300.000 fr. (art. 58).

Les grandes entreprises à but désintéressé sont exonérées de la taxe sur le chiffre d'affaires (art. 60).

Loi du 27 décembre 1927. — Spectacles. — D'après le décret du 28 décembre 1926 les entrées avec des cartes d'abonnement étaient taxées d'après le tarif normal des places prises en location auxquelles elles donnent droit. L'article 22 de la loi du 27 décembre 1927 précise que, dans les établissements subventionnés par l'Etat et les villes, les cartes d'abonnement sont imposées au moment du paiement de leur valeur, d'après leur prix effectif.

L'article 24 stipule que la taxe municipale sur les spectacles ne peut excéder 50 % de l'impôt d'Etat.

Chiffre d'affaires. — Art. 26 : « Les affaires conclues moyennant un prix ferme avant le 1^{er} juillet 1920 sont exonérées de l'impôt, mais seulement dans la mesure où les marchandises ont été livrées ou les services exécutés avant le 1^{er} avril 1921. Ce dernier délai est fixé au 1^{er} juillet 1925 pour les marchés de travaux publics faits pour le compte de l'Etat, en exécution de la loi du 10 janvier 1919.

« Les ayants droit à des remboursements auront un délai de six mois à compter du 1^{er} janvier 1928 pour se pourvoir en restitution, nonobstant toute prescription qui serait acquise au Trésor. »

Art. 29. — L'impôt afférent aux affaires de vente, commission, courtage, importation de sucre sera perçu en même temps que la taxe de consommation et sous la forme d'une taxe unique.

Le taux de la taxe est fixé à 6 % dont 0,30 % allant au fonds commun des départements et des communes.

Une ristourne est prévue pour les industriels employant le sucre à la fabrication d'autres produits.

Outre les deux grandes lois de 1927, différents textes concernent également les impôts indirects.

Décret du 4 janvier 1927 suspendant l'application de l'impôt sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne les affaires faites à destination de l'exportation.

Décret du 11 janvier 1927 relatif à l'application de l'article 14 de la loi du 19 décembre 1926 concernant l'impôt sur le produit brut des jeux de hasard dans les cercles.

Arrêté du 29 mars 1927 fixant le taux de la taxe additionnelle à percevoir en sus de la taxe de séjour dans les stations hydrominérales, climatiques et de tourisme.

C. — *Enregistrement*

En matière d'enregistrement, le nombre des textes votés comparé à celui de la période antérieure devient insignifiant. Toutes les modifications de détail apportées à la législation antérieure ont pour objet un meilleur aménagement des impôts existants ou un réajustement des tarifs.

Parts de fondateurs. — Modification du régime applicable aux parts de fondateurs ou parts bénéficiaires des sociétés.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, sont ainsi conçus :

« Ces actions (les actions représentant des apports) ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la société. En cas de fusion de sociétés par voie d'absorption ou de création d'une société nouvelle englobant une ou plusieurs sociétés préexistantes, l'interdiction de détacher les actions de la souche et de les négocier, ne s'applique pas aux actions d'apport attribuées à une société par actions ayant, lors de la fusion, plus de deux années d'existence.

« Pendant ce temps, elles devront, à la diligence des administrateurs, être frappées d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution. » (*Ainsi modifiés par l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1893 et la loi du 16 novembre 1903.*)

La loi de crédits du 31 mars 1927, publiée au *Journal officiel* du 1^{er} avril dispose (art. 16) que ces alinéas s'appliquent aux parts de fondateurs ou parts bénéficiaires qui seront créées après sa promulgation.

Cette mesure, qui est applicable à l'Algérie et aux colonies comme à la Métropole, a pour effet, en ce qui concerne les délais de non-négociabilité, de placer les parts de fondateurs ou parts bénéficiaires des sociétés par actions sous le même régime que les actions d'apport de ces sociétés.

On notera que la réforme a pour conséquence, au point de vue de l'application de l'impôt du timbre et de la taxe de transmission, de soumettre les parts de fondateurs ou parts bénéficiaires, pendant la période de non-négociabilité, aux mêmes règles que les actions d'apport.

Titres nominatifs. — Les articles 36 à 54 de la loi du 26 mars 1927 s'emploient à faciliter la négociabilité des titres nominatifs.

Distinction est faite entre les titres nominatifs et les titres essentiellement nominatifs, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent, d'après la loi ou les statuts, exister que sous la forme essentiellement nominative.

Les titres nominatifs autres que ceux essentiellement nominatifs, se livrent entre agents de change en titres au porteur. C'est

l'agent de change vendeur qui poursuit la conversion au porteur des titres (art. 36).

Il doit, au plus tard le cinquième jour à compter de la date de la négociation en bourse, remettre à la collectivité émettrice les titres nominatifs accompagnés de la demande de conversion (art. 37).

Les collectivités émettrices doivent, le surlendemain de la remise, délivrer à l'agent de change un avis de réalisation de conversion.

Le prix de vente doit être mis par l'agent de change vendeur à la disposition de son donneur d'ordre le lendemain du jour où les titres ou les coupures peuvent être retirés (art. 38).

L'art. 40 stipule que, lorsqu'il s'agit d'un transfert réel, l'opération doit être effectuée dans un délai qui ne peut dépasser onze jours à compter de la réception de la demande.

L'art. 41 prolonge les délais en ce qui concerne certains cas contentieux, en particulier lorsque la demande de transfert donne lieu à la production de pièces autres que des pièces d'identité ou une procuration. Les négociations de titres non libérés sont considérées comme des cas contentieux.

Il y a lieu de noter que la réglementation nouvelle ne s'applique pas aux négociations à terme.

En ce qui concerne les négociations qui ne sont pas effectuées par l'intermédiaire des agents de change, notamment les négociations en coulisse, elles sont considérées comme des transferts réels et sont soumises aux délais fixés par les art. 40 et 41.

L'art. 43 fixe l'indemnité à 1 p. 1000 de la valeur des titres par jour de retard (1).

Titres nominatifs des sociétés étrangères. — Tandis que le droit de transmission des titres nominatifs était dû par les sociétés françaises lors d'une négociation effective, à la différence du droit de transmission des titres au porteur payable annuellement, les sociétés étrangères payaient annuellement les droits de transmission dus aussi bien sur les titres nominatifs que sur les titres au

(1) V. en exécution de l'article 52 le décret du 9 mai 1928 (*J. Off.* du 13 mai) avec arrêtés et instructions relatifs aux opérations auxquelles donnent lieu les titres nominatifs émis par les sociétés ou collectivités françaises.

Les opérations visées par ce décret sont les négociations au comptant en Bourse, par ministère d'agents de change ; les transferts réels opérés hors Bourse ; les conversions de titres au porteur en titres nominatifs ; les remboursements de titres nominatifs et les mutations résultant d'un changement de propriétaire ou d'une modification dans la qualité ou la capacité civile du titulaire. Les six titres du décret règlent par le détail les formes et délais de ces diverses opérations.

porteur. Le contrôle des registres des sociétés établies à l'étranger échappe en effet à l'administration française.

L'article 18 de la loi du 27 décembre 1927 modifie ce régime. Il assimile au point de vue du droit sur les transferts et conversions les titres nominatifs étrangers aux titres nominatifs français, *lorsque le transfert ou la conversion ne peuvent s'opérer que sur un registre tenu en France.*

Les autres dispositions secondaires qu'il est possible de relever en matière d'enregistrement sont les suivantes :

Décret du 3 janvier 1927 relatif aux modes de perception de la taxe établie sur les pièces présentées à la légalisation et au visa du ministre des Colonies.

Décret du 12 janvier 1927 relatif au relèvement de la taxe d'immatriculation au registre du commerce.

Décret du 21 janvier 1927 créant des exemptions fiscales au profit des bons du Trésor 7 p. 100 à quinze ans.

Loi du 26 mars 1927, relative aux matières suivantes :

Affiches. Enseignes lumineuses et affiches éclairées apposées avant la mise en vigueur de la loi du 13 juillet 1925. Délai de déclaration. Sanction (art. 55).

Assistance judiciaire. Recouvrement pour des tiers. Frais de régie. Attribution aux agents de perception (art. 56).

Dépenses pour le compte de l'Etat supérieures à 3.000 fr. Paiement par virement (art. 66).

Comptabilité. Production des comptes de gestion. Retards. Sanctions (art. 67 et 68).

Caisse d'amortissement. Pièces concernant les contributions volontaires. Exonération des droits de timbre et d'enregistrement (art. 75).

Cartes d'identité des étrangers. Réduction des tarifs. Délais de renouvellement (art. 88).

Cartes d'identité des étrangers. Défaut de demande de délivrance ou de renouvellement. Taxe de retard (art. 89).

Cartes d'identité des étrangers. Droits de timbre. Fonds commun (art. 90).

Domaine. Monuments historiques. Inventaire supplémentaire. Prorogation du délai d'établissement (art. 95).

Musées de l'Etat. Droit d'entrée. Suppression de la gratuité le jeudi après-midi (art. 96).

Monuments de l'Etat. Vente de photographies, catalogues et reproductions (art. 97 et 98).

Décret du 2 avril 1927 créant des immunités au profit de la rente 6 p. 100 amortissable.

Décret du 20 mai 1927 exonérant d'impôts les Compagnies de navigation maritime des Etats-Unis.

Décret du 28 septembre 1927 modifiant le barème relatif à la constitution du fonds de garantie en matière d'accidents du travail et du fonds de prévoyance des blessés de guerre victimes d'accidents du travail.

Loi du 27 décembre 1927 relative aux matières suivantes :

Taxes sur les certificats de résidence et de nationalité. Certificats destinés à certains ayants droit à pension. Exemption (art. 17).

Impôt sur le revenu des créances. Caisses de crédit agricole. Intérêts des prêts consentis par ces caisses. Exemption (art. 19).

Amendes pénales. Majoration de 65 décimes (art. 34).

Légalisation et visa de pièces au ministère des Colonies. Rehaussement de la taxe (art. 36).

III

Dispositions diverses

Décret du 7 janvier 1927 relatif aux sociétés immatriculées dans les consulats de France en Chine.

Décret du 9 janvier 1927 modifiant le cahier des charges type des concessions minières.

Décret du 13 janvier 1927 modifiant le décret du 10 septembre 1915 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des alinéas 1^o et 2^o de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1913 relativement au placement de l'actif des sociétés d'épargne, modifié par le décret du 17 mars 1924.

Loi du 16 janvier 1927 portant modification de certains droits de douane.

Arrêté du 7 février 1927 fixant les coefficients applicables pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû, au titre des années 1925 à 1927, par les entreprises étrangères d'assurances, de capitalisation ou d'épargne qui se placent sous le régime de l'évaluation forfaitaire de leur revenu imposable.

Loi du 31 mars 1927 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1926 au titre du budget général et des budgets annexes.

Loi du 15 juillet 1927 relative aux contributions directes (impositions départementales et communales de l'exercice 1928) et fixant le maximum des centimes ordinaires, *sans affectation spéciale* ou avec affectation, que les conseils généraux peuvent voter.

Loi du 16 juillet 1927 portant ouverture de crédits supplémentaires sur les exercices 1926 et 1927 en vue de la réforme des traitements et soldes du personnel civil et militaire de l'Etat, du relèvement des pensions pour les réformés, veuves et orphelins. Cette majoration est de 100 à 110 %.

Arrêté du 15 novembre 1927 autorisant le paiement par chèques barrés ou par mandats de virement sur la Banque de France des opérations comportant versement de fonds aux caisses des receveurs des postes et des télégraphes.

Décret du 5 décembre 1927 relatif au régime financier des Chambres d'agriculture.

Loi du 9 décembre 1927 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 au titre du budget général et des budgets annexes.

Décret du 11 décembre 1927 relatif au paiement par virement de compte des dépenses de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Aux termes de la loi du 27 décembre 1927 (art. 69), les fonctionnaires et employés de l'Etat, titulaires de pensions de retraites fondées sur la durée des services obtiennent, à partir du 1^{er} janvier 1928, un relèvement de leurs pensions, et la majoration de retraite ainsi attribuée sera provisoirement réduite à un pourcentage fixé, pour l'année 1928, à 70 p. cent de la différence entre le montant de la pension et le produit de la nouvelle liquidation.

I

LOI DU 12 FÉVRIER 1927 AYANT POUR BUT DE MODIFIER ET DE COMPLÉTER L'ARTICLE 106 DU CODE DE COMMERCE RELATIF A LA CONSTATATION DE L'ÉTAT DES OBJETS TRANSPORTÉS EN CAS DE REFUS OU DE CONTESTATION A L'ARRIVÉE.

Notice par M. MAX DE FOURCAULD, *docteur en droit, arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce de la Seine, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.*

HISTORIQUE. — La teneur de cet article 106, non modifiée depuis le 20 septembre 1807, date de la promulgation du Livre I du Code de Commerce, était la suivante :

« En cas de refus ou de contestation pour la réception des objets transportés, leur état est vérifié et constaté par des experts nommés par le président du Tribunal de Commerce ou, à son défaut, par le juge de paix, et par ordonnance au pied d'une requête.

« Le dépôt ou séquestre, et ensuite le transport dans un dépôt public, peut en être ordonné.

« La vente peut en être ordonnée en faveur du voiturier, jusqu'à concurrence du prix de la voiture ».

Plusieurs reproches étaient adressés à ce texte. On en critiquait, tout d'abord, la portée extrêmement restreinte : l'expertise qu'il organisait supposait l'existence d'une contestation au sujet des objets transportés, contestation limitée à la réception des objets transportés ; ce qui excluait, si l'on s'en tenait à la lettre du texte, son application aux difficultés pouvant survenir au moment de la remise des marchandises au transporteur comme aux incidents pouvant se produire au cours du transport. La ju-

(1) *J. Off.* du 16 février 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat.* — Proposition de loi de M. Dominique Delahaye du 21 nov. 1911, doc. parl. n° 269 ; rapport de M. Ruffier, au nom de la Commission du commerce, du 30 nov. 1922, doc. parl. n° 713 ; rapport de M. Coignet, du 25 juin 1925, doc. parl. p. 918, n° 338 ; avis de la Commission de législation civile présenté par M. Poulle le 2 déc. 1925, doc. parl. p. 1270, n° 530 ; avis de la Commission des Travaux publics présenté par M. Viau le 18 mars 1926, doc. parl. n° 137 ; rapport supplém. de M. Coignet, au nom de la Commission du commerce, du 23 mars 1926, doc. parl. p. 195, n° 147 ; disc. et adopt. 8 juin 1926. — *Chambre* : Transm. le 11 juin 1926, n° 3014 ; rapport de M. Merlant, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, du 8 déc. 1926, 2^e s., doc. parl. p. 185, n° 3665 ; adopt. sans débat, 21 janvier 1927.

risprudence, en effet, n'autorisait le juge du fait à utiliser une expertise faite en dehors des circonstances exceptionnelles prévues par cet article, qu'à titre de « simples renseignements » (Cass. req. 28 déc. 1921), et elle interdisait d'y recourir pour les objets qui, étant en cours de voyage, n'avaient pu encore donner lieu à l'une des difficultés exclusivement visées (Cass. civ. 14 février 1921).

D'autre part, l'on se plaignait de l'imprécision du texte relativement aux personnes entre lesquelles la procédure instituée devait produire des effets. Il est vrai qu'à cet égard la jurisprudence, après avoir longtemps considéré que cette procédure ne concernait exclusivement que les rapports entre le voiturier d'une part, l'expéditeur ou le destinataire d'autre part, avait, depuis quelques années, une tendance marquée à admettre que son objet n'était pas seulement de déterminer, au moyen de constatations matérielles, l'imputabilité du dommage, mais aussi de sauvegarder les droits éventuels « de tous les intéressés » et, notamment, qu'elle pouvait être opposée au vendeur par son acheteur (Cass. req. 24 juin 1912 ; Dijon, 19 nov. 1906 ; Pau, 3 déc. 1913).

Enfin, on lui reprochait son silence au sujet des formalités et conditions à observer pour la validité de l'expertise.

La jurisprudence avait dû y suppléer en décidant, notamment, qu'un expert unique pouvait être désigné, que cet expert n'était pas soumis à l'obligation de prêter serment et que l'expertise pouvait n'être pas contradictoire.

La nécessité était donc apparue d'élaborer un nouveau texte répondant aux desiderata suivants : application de la procédure sommaire de l'article 106 aux contestations pouvant s'élever sur l'état, le conditionnement ou la nature des objets transportés *ou à transporter* ; faculté légalement accordée au juge de désigner *un seul expert* ; obligation de principe, pour les experts, de *prêter serment* ; *nullité des constatations* des experts à l'égard des parties qui n'auraient pas été mises en demeure d'y assister et *désignation de ces parties*.

Une proposition de loi en ce sens avait été déposée sur le bureau du Sénat, le 21 novembre 1911, par M. Dominique Delahaye. Les dispositions essentielles en étaient les suivantes :

« En cas de refus ou de contestation de quelque nature qu'elle soit, sur la formation ou l'exécution du contrat de transport, l'état des objets transportés ou présentés pour être transportés, et, en tant que de besoin, leur conditionnement, leur poids, leur nature, etc..., sont vérifiés et constatés par un ou plusieurs experts nommés par le président du Tribunal de Commerce ou, à son défaut, par le juge de paix, et par ordonnance au pied d'une requête. »

« Le requérant est tenu, sous sa responsabilité, d'appeler à cette expertise toutes parties susceptibles d'être mises en cause (expéditeur, destinataire, voiturier et commissionnaire), et les experts doivent prêter serment, sans formalités d'audience, devant le juge qui les aura commis ou devant le juge de paix du canton, où ils procéderont ; toutefois, en cas d'urgence, le juge saisi de la requête pourra décider que, notwithstanding l'accomplissement de tout ou partie des formalités prévues au présent paragraphe, il sera passé outre : mention sera faite dans son ordonnance, de celles de leurs obligations dont le requérant et les experts auraient été dispensés... »

Le 30 novembre 1922, M. le sénateur Ruffier, dans un rapport fait au nom de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, concluait à l'adoption de ces dispositions. Mais, par la suite, la Commission de législation civile et criminelle, la Commission des Travaux publics et la Commission du Commerce de la Haute Assemblée se mirent d'accord sur un amendement proposé par le Comité de législation du Ministère du Commerce et étendant la procédure de l'article 106 aux incidents survenus en cours de route, « même s'il n'y a pas de contestation née entre le transporteur et l'une des parties impliquées dans le contrat de transport ».

La proposition de loi de M. Dominique Delahaye fut donc complétée par ce membre de phrase : « ...ou à raison d'un incident survenu au cours même et à l'occasion du transport », et, dans sa séance du 8 juin 1926, le Sénat adoptait le nouveau texte qui lui était proposé et que la Chambre des députés devait adopter à son tour, sans modification, dans sa séance du 21 janvier 1927.

★★

DOMAINE D'APPLICATION DU NOUVEL ARTICLE 106. — Au lieu de se limiter, comme par le passé, aux cas de refus ou de contestation relative à la réception des objets transportés, la procédure instituée par le nouveau texte s'applique, d'une manière générale, à toutes les difficultés et à tous les incidents de quelque nature qu'ils soient, pouvant surgir tant à propos de la formation que de l'exécution du contrat de transport.

L'alinéa premier du nouvel article, après avoir défini l'extension qu'il entend donner à cette procédure sommaire, précise, ou, du moins, tente de préciser la nature des constatations devant faire l'objet de l'expertise. Les dispositions de ce premier alinéa ont donc pour objet, d'une part, de déterminer les cas auxquels la procédure est étendue, d'autre part, de délimiter,

dans la mesure du possible, la mission pouvant être confiée aux experts.

1. — Le nouveau texte étend la procédure de l'article 106 aux cas suivants :

Refus des objets transportés ou présentés pour être transportés ;

Contestation, de quelque nature qu'elle soit, sur la formation ou l'exécution du contrat de transport ;

Incident survenu au cours même et à l'occasion du transport.

L'ancien article ne prévoyait, pour son application, que deux éventualités : soit le refus, de la part du destinataire, de prendre livraison des marchandises parvenues au lieu de destination stipulé au contrat, soit une contestation s'élevant entre le destinataire et le transporteur, à l'occasion de la réception de ces marchandises. Qu'une difficulté s'élevât, au moment^o de leur remise par l'expéditeur, au sujet de leur véritable nature, de leur état ou de leur conditionnement, on ne pouvait user de cette procédure sommaire.

Toutefois, depuis la loi du 11 mars 1924 modifiant l'article 417 du Code de Procédure civile, l'expertise pouvait être provoquée au départ par voie de *référé commercial*. Mais, outre que le juge à saisir était exclusivement le président du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouvaient les objets litigieux, la procédure du référé commercial, si sommaire qu'elle fût, exigeait des délais encore relativement longs : elle nécessitait soit une assignation, soit la comparution volontaire des parties, et l'ordonnance rendue n'était exécutoire, en principe, qu'après signification à personne ou à domicile réel ou élu.

Désormais, en vertu des nouvelles dispositions en vigueur, la procédure sommaire et rapide de l'article 106 sera applicable dès la remise des marchandises au transporteur. Celui-ci, préalablement à la prise en charge, peut donc requérir du juge le plus proche, compétent à raison de la situation des objets — président du tribunal de commerce ou juge de paix — la constatation judiciaire soit de la nature, soit de l'état, soit du poids, soit du nombre, soit du conditionnement ou de l'emballage des marchandises qui lui sont présentées pour être transportées : résultat qui est obtenu sans long déplacement, sans perte sensible de temps et sans ministère d'huissier.

Cette même procédure expéditive est également appliquée à tous les incidents survenus au cours même et à l'occasion du transport.

D'assez vives critiques ont été élevées à ce sujet. On a paru craindre qu'à la faveur du nouveau texte le transporteur, étant seul au courant de l'incident survenu et ainsi seul à même de

solliciter l'expertise, alors qu'aucune contestation n'est encore née entre lui et les intéressés, ne cherche à dénaturer les faits et à provoquer, avec une hâte intempestive pouvant aboutir à un véritable « escamotage » où il trouverait son profit, non seulement l'expertise elle-même, mais encore le dépôt et au besoin la vente de la marchandise.

Mais, les formalités — dont nous parlerons plus loin — édictées par le second alinéa du nouveau texte en vue d'assurer, en principe, à l'expertise un caractère contradictoire, et, au surplus, la circonspection que l'on est en droit d'attendre des magistrats appelés à accorder, au cas d'urgence, la dispense de certaines de ces formalités, sont, nous semble-t-il, de nature à calmer dans une large mesure les légitimes appréhensions ainsi formulées.

Quoiqu'il en soit, si ces nouvelles dispositions peuvent, dans la pratique, présenter certains inconvénients, il n'est pas possible d'en méconnaître les réels avantages.

Sous l'empire de l'ancien article 106, en présence d'un incident survenu en cours de transport et pouvant entraîner soit un retard, soit une interruption dans l'acheminement des marchandises, soit même la déperdition de celles-ci, le transporteur ne pouvait, en principe, pour mettre sa responsabilité à couvert ou en fixer les justes limites, recourir à la procédure rapide qu'instituait cet article. Et, s'il réussissait à obtenir, au mépris de la loi, la nomination d'un expert, les résultats des constatations de celui-ci ne pouvaient être opposées aux intéressés, expéditeur ou destinataire, et elles ne pouvaient, éventuellement, être utilisées par les juges qu'à titre de simples renseignements. En l'occurrence, le transporteur n'avait à sa disposition, depuis la loi du 11 mars 1924, que la procédure relativement lente et parfois peu praticable du référé commercial. Aussi, se résignait-il, le plus souvent, à amener les marchandises tant bien que mal jusqu'à leur destination définitive pour y solliciter une expertise qui lui permit de faire la preuve des faits survenus en cours de route et qu'il n'avait pu, en temps opportun, faire constater judiciairement. On conçoit qu'alors les investigations de l'expert à l'endroit de faits passés, de circonstances rétrospectives, se heurtaient à des difficultés graves, à des doutes sérieux que de simples témoignages, des réserves unilatérales inscrites par le transporteur sur les feuilles de route ou autres documents accompagnant les marchandises, ou même des constats dressés par des officiers ministériels sans compétence spéciale, restaient impuissants à dissiper.

Il n'en sera plus de même désormais.

II. — Les autres dispositions du premier alinéa du nouvel article 106 ont pour objet de préciser, dans la mesure du possible, la mission pouvant être donnée aux experts.

D'après le texte, l'objet de cette mission peut comporter, outre la constatation de l'état des marchandises, celle de leur *conditionnement*, de leur *poids*, de leur *nature*, etc... Cette énumération n'est donc pas limitative, mais simplement indicative. Le juge demeure libre de fixer la mission de l'expert d'après les circonstances particulières à chaque espèce.

Ce faisant, les rédacteurs du texte nouveau n'ont pas innové : ils n'ont fait que consacrer ce que la jurisprudence n'avait cessé d'admettre à la faveur d'une interprétation extensive imposée par la nature même des choses. L'ancien article 106 ne parlait *que de l'état* des marchandises transportées ; mais, dans la pratique, la mission confiée aux experts s'étendait à la recherche des *causes des avaries ou pertes* et à la *détermination du quantum du préjudice consécutif*.

Il n'y a là rien à reprendre.

Mais le nouveau texte, aussi bien que l'ancien, appelle, dans le même ordre d'idées, une observation d'une portée générale.

L'objet de l'expertise de l'article 106, comme celui de toute expertise quelconque, doit se borner à la constatation de faits ou de circonstances devant permettre au juge ultérieurement saisi du litige de déterminer en connaissance de cause l'incidence et l'étendue de la responsabilité. C'est là une prérogative qui appartient exclusivement à ce dernier, puisque la question de responsabilité est, en effet, une question de droit que le juge a seul qualité pour trancher : ce que bon nombre d'experts paraissent trop souvent enclins à oublier. Il convient donc d'observer que, malgré le caractère non limitatif de l'énumération donnée par le nouveau texte, la mission à confier à l'expert ne saurait être, aujourd'hui non plus que par le passé, étendue jusqu'à l'examen de cette question de responsabilité.



FORMALITÉS A OBSERVER POUR LA VALIDITÉ DE L'EXPERTISE. — Il n'est rien modifié en ce qui concerne la faculté pour le juge de nommer *un ou plusieurs experts* ; mais le second alinéa du nouvel article contient un certain nombre de dispositions destinées à assurer à l'expertise un *caractère contradictoire* et à imposer aux experts, du moins en principe, *l'obligation du serment*.

Sur ces points, l'ancien texte était muet. La jurisprudence, reconnaissant à l'expertise ainsi instituée le caractère d'une mesure facultative et conservatoire prise dans un intérêt commun, admettait unanimement, du moins dans son dernier état, que l'opération pouvait ne pas être contradictoire (Cass., 30 nov. 1881 ; 17 novembre 1891 ; 2 août 1911 ; 24 juin 1912 ; 3 avril 1913 ; 4 mars 1914, etc...). A supposer que la procédure, comme il arrivait le

plus souvent, fût engagée par le voiturier, elle estimait qu'il n'était pas nécessaire que l'expéditeur y prît part, et qu'alors même que cet expéditeur n'y eût été ni représenté ni appelé, les résultats de l'expertise pouvaient lui être valablement opposés. Toutefois, elle jugeait qu'il était obligatoire que le destinataire assistât à l'opération ou, tout au moins, fût invité à y assister. Seulement, en l'absence de toute disposition légale à cet égard, on ne savait à qui, de celui qui requerrait l'expertise ou de l'expert, incombait le soin de prévenir l'intéressé de l'opération ordonnée par le juge et de l'inviter à y assister ou à s'y faire représenter. Dans la pratique, c'était tantôt la partie requérante, tantôt l'expert lui-même qui s'acquittait de ce soin, et il pouvait arriver qu'aucune convocation ne fût adressée, même au destinataire : ce qui autorisait ce dernier à soutenir que les résultats de l'expertise ne lui étaient pas opposables.

Quant au serment, l'expert en était généralement dispensé, alors même qu'aucun motif sérieux ne venait justifier une pareille dispense : la cour de Cassation admettait d'ailleurs que le mode spécial de vérification organisé par l'article 106, étant une mesure conservatoire, préalable à toute instance judiciaire, ne devait point, par suite, être soumise à toutes les formalités et conditions prescrites pour les expertises ordinaires, notamment à l'obligation de prêter serment (Cass. civ. 4 février 1914).

Le texte nouveau impose au requérant, sous sa responsabilité, l'obligation d'appeler à l'expertise, même par simple lettre recommandée ou par télégramme, toutes parties susceptibles d'être mises en cause, et notamment l'expéditeur, le destinataire, le voiturier et le commissionnaire.

Le mode de transmission des avis à donner à cet effet s'allie avec la célérité que peuvent exiger les circonstances ; mais le requérant devra, au cas de contestation, établir que l'intéressé a été effectivement touché, et touché assez à temps pour pouvoir assister aux opérations ou s'y faire représenter.

En ce qui concerne les « parties susceptibles d'être mises en cause », l'énumération donnée ne doit pas être considérée, ainsi qu'il ressort de la lettre même du texte, comme limitative. C'est là une des dispositions les plus importantes du nouveau texte, car elle s'inspire de ce principe — nouveau en matière d'expertise de l'article 106 — que si le mode spécial de preuve organisé par cet article doit bien avoir le caractère d'une mesure conservatoire à l'égard de tous les intéressés, ce caractère ne peut lui appartenir qu'à la condition que les opérations soient contradictoires à l'égard de chacun d'eux.

Les parties énumérées, à titre indicatif, par le texte, sont toutes susceptibles d'être mises en cause. Leur présence à l'expertise se

justifie d'elle-même. Observons, à cet égard, que le nouvel article a innové en ce qui concerne l'expéditeur et le commissionnaire.

La présence de l'*expéditeur* — que, dans la pratique, l'ancienne procédure ignorait volontiers — se justifie surabondamment par le rôle même joué par lui dans la formation du contrat de transport, dans la remise des objets à transporter, comme par l'intérêt qu'il possède à l'accomplissement de la prestation promise par le transporteur.

Enfin, pour ce qui est du *commissionnaire* visé par le nouveau texte, sa présence à l'expertise n'est pas moins justifiée que celle de l'expéditeur, qu'il s'agisse d'opérations par lui effectuées au départ ou à l'arrivée. Au départ, c'est lui qui a soigné l'expédition pour le compte de l'expéditeur ; parfois, c'est lui qui a effectué le chargement, l'arrimage des marchandises sur wagon ou sur chaland : il aura donc à fournir d'utiles indications sur les conditions matérielles de la remise des marchandises et de leur prise en charge. A l'arrivée, il a pu procéder au déchargement, prendre livraison pour le compte du destinataire, camionner les marchandises au domicile ou à l'entrepôt de ce dernier. Qu'une avarie ou des manquants soient constatés, après ces opérations, mais avant l'expiration du troisième jour suivant la livraison : le destinataire sera encore recevable à protester auprès du transporteur (article 105 du Code de Commerce), et la procédure de l'article 106 lui demeurera ouverte. En l'occurrence, le commissionnaire, dûment appelé à l'expertise, s'expliquera sur les conditions matérielles du déchargement, de la réception des marchandises et de leur transport subséquent.

Ainsi qu'on l'a vu, le texte nouveau impose, en principe, aux experts l'*obligation du serment*. Ce serment doit être prêté, sans formalité d'audience, soit devant le juge qui les aura commis, soit devant le juge de paix du canton où ils procéderont. Il s'ensuit, par exemple, qu'un expert, domicilié et devant procéder dans un canton situé en dehors du siège du tribunal de commerce dont le président l'aura désigné, ne sera pas tenu de se déplacer pour prêter serment : il remplira cette formalité devant son juge de paix : économie de frais et de temps.

Enfin, comme il convenait, dans les cas d'extrême urgence, le juge est autorisé à dispenser de l'accomplissement de tout ou partie de ces formalités (avis à donner aux parties et prestation de serment) ; mais il devra faire mention de cette dispense dans son ordonnance. A cet égard, le juge jouira donc d'un pouvoir discrétionnaire. Il est à souhaiter qu'il n'en use qu'avec circonspection.

Par ailleurs, le nouveau texte est exactement conçu comme l'ancien pour ce qui est du pouvoir du juge d'ordonner le *dépôt ou séquestre*, puis le *transport dans un dépôt public* des objets

en litige. Il en est de même en ce qui concerne la *vente* ; mais, tandis que l'ancien texte autorisait le juge à ordonner la vente jusqu'à concurrence du prix de la voiture et seulement en faveur du voiturier, le texte nouveau ajoute aux frais de transport tous les autres frais grevant la marchandise au moment de sa réalisation et supprime le membre de phrase : « en faveur du voiturier ». Il s'ensuit que *la vente peut être ordonnée en faveur de l'une quelconque des parties* : c'est ce que confirme, d'ailleurs, la dernière phrase de l'article en disant que « le juge attribuera le produit de la vente à celle des parties qui aura fait l'avance des dits frais ».

Article unique. — L'article 106 du Code de commerce est modifié comme suit :

« En cas de refus des objets transportés, ou de contestation de quelque nature qu'elle soit, sur la formation ou l'exécution du contrat de transport, ou à raison d'un incident survenu au cours même et à l'occasion du transport, l'état des objets transportés ou présentés pour être transportés et, en tant que de besoin, leur conditionnement, leur poids, leur nature, etc., sont vérifiés et constatés par un ou plusieurs experts, nommés par le président du tribunal de commerce ou à son défaut, par le juge de paix et par ordonnance au pied d'une requête.

« Le requérant est tenu, sous sa responsabilité, d'appeler à cette expertise, même par simple lettre recommandée ou par télégramme, toutes parties susceptibles d'être mises en cause, notamment l'expéditeur, le destinataire, le voiturier et le commissionnaire, et les experts doivent prêter serment, sans formalité d'audience, devant le juge qui les aura commis ou devant le juge de paix du canton où ils procéderont ; toutefois, en cas d'urgence, le juge saisi de la requête pourra dispenser de l'accomplissement de tout ou partie des formalités prévues au présent paragraphe ; mention sera faite de cette dispense dans l'ordonnance.

« Le dépôt ou séquestre des objets en litige et ensuite leur transport dans un dépôt public peut être ordonné.

« La vente peut en être ordonnée jusqu'à concurrence des frais de voiture ou autres déjà faits. Le juge attribuera le produit de la vente à celle des parties qui aura fait l'avance desdits frais. »

II

LOI DU 10 MARS 1927, RELATIVE A L'EXTRADITION DES ÉTRANGERS (1).

Notice par M. H. DONNEDIEU DE VABRES, *professeur à la Faculté de droit de Paris.*

La procédure de l'extradition était, jusqu'ici, exclusivement diplomatique et administrative. La demande, transmise au ministère français des Affaires étrangères par l'agent diplomatique de la puissance requérante, était examinée par ce ministère au point de vue de la régularité des formes ; puis il la communiquait au ministère de la Justice. C'est, en fait, de ce dernier, instruit par les rapports du procureur de la République et du procureur général du lieu d'arrestation que dépendait la décision. L'extradition était autorisée par décret. — Ainsi, il n'était procédé à aucun examen judiciaire contradictoire de la demande. L'individu réclamé était arrêté par les soins du ministre de l'Intérieur et des agents placés sous ses ordres. La seule formalité protectrice de ses intérêts était l'interrogatoire auquel, en vertu de la circulaire Dufaure, du 12 octobre 1875, il devait être soumis par le procureur de la République. — Quant à ses conditions de fond, l'extradition était régie par les traités que la France a conclus

(1) *J. Off.* du 11 mars 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition présentée par M. René Renoult, le 11 juillet 1923 (annexe n° 696, *J. Off.* du 13 janvier 1924, p. 1038) ; rapport de M. Vallier, le 4 mars 1926 (annexe n° 114, *J. Off.* du 19 mai 1926, p. 159) ; 1^{re} délibération le 8 juin 1926, *J. Off.* du 9 juin, p. 1148 ; 2^e délibération et adoption, le 9 déc. 1926 (*J. Off.* du 10 déc. p. 1737). — *Chambre des Députés* : Présentation le 18 déc. 1926 (annexe n° 3742) ; rapport de M. Raynaldy, le 24 février 1927 (annexe n° 4032) ; adoption sans discussion, le 7 mars 1927 (*J. Off.* du 8 mars, p. 699).

BIBLIOGRAPHIE. — Dalloz, 1927, *Lois et décrets*, p. 265 avec note de M. Le Poittevin ; Verdun, *Lois nouvelles*, 1927, 1^{re} partie, p. 209 ; Sirey, 1927, 5, 910.

H. Donnedieu de Vabres, *Le régime nouveau de l'extradition*, *Revue de droit international privé*, 1927, p. 190 ; M. Travers, *La loi française d'extradition du 10 mars 1927*, *Journal du droit international*, 1927, p. 595 ; Rioufol, *L'extradition d'après la loi du 10 mars 1927*, *Revue critique*, 1927, p. 503 ; Saint-Aubin, *L'extradition des étrangers*, *Revue génér. de dr. internat. public*, 1928, p. 10 ; M. Travers, *L'entraide répressive internationale et la loi française du 10 mars 1927*, Paris, 1928 ; H. Donnedieu de Vabres, *Les principes modernes du droit pénal international*, Paris, 1928.

avec un certain nombre d'Etats, et qui se sont multipliés pendant le cours du XIX^e siècle. En l'absence de traité, ou en dehors des cas où les termes du traité rendent l'extradition obligatoire, la décision est prise librement par le pouvoir exécutif : elle ne s'applique alors qu'au cas particulier visé par la requête, mais s'accompagne fréquemment d'une stipulation de réciprocité. Le but d'une loi sur l'extradition devait être d'unifier le régime de cette institution dans la plus large mesure possible. Il devait être aussi de procurer à l'intéressé les garanties de l'examen judiciaire dont un mouvement d'opinion qui s'est manifesté depuis longtemps affirmait la nécessité.

HISTORIQUE. — La loi du 10 mars 1927 n'est pas, en effet, le résultat de la première tentative qui ait été faite dans ce sens. Le 19 février 1791, à la suite de l'émotion causée par une affaire d'extradition concernant des contrefacteurs de billets de banque autrichiens, réfugiés à Huningue (1), l'Assemblée nationale chargea deux de ses commissions de préparer un décret « sur l'extradition réciproque des prévenus de certains crimes entre la France et les autres nations de l'Europe ». Les crises révolutionnaires firent ajourner la réalisation de la réforme. Elle ne devait être reprise que sous la troisième République. Le projet déposé le 2 mai 1878 par M. Dufaure, garde des Sceaux, adopté par le Sénat sur le rapport de M. Bertauld, fut négligé par le successeur de M. Dufaure, M. Le Royer. Il ne fut porté devant la Chambre que le 2 avril 1892, et, même alors, ne vint pas en discussion (2). A la suite d'un incident que provoqua, à la Chambre, la remise du mineur belge Sipido (3), auteur d'un attentat contre le prince de Galles, et qui fut livré à la Belgique, un nouveau projet fut porté devant le Sénat, le 7 décembre 1900 (4). Il ne fut soumis qu'aux délibérations de la commission compétente, et resta enfoui, pendant longtemps, dans ses dossiers. — Ce sont, néanmoins, les dispositions essentielles de ce projet de 1900 qu'on retrouve dans la proposition de loi présentée par M. Renoult au Sénat, le 11 juillet 1923. Cette proposition, examinée par la Société d'études législatives et amendée par elle (5), est

(1) *Moniteur universel* du 20 février 1791, n° 51, p. 207.

(2) *Débats parlementaires*, Chambre des députés, 1892, p. 524.

(3) *J. Off.* du 8 nov. 1900, *Débats parlementaires*, Chambre des députés, p. 1993.

(4) *J. Off.* du 27 janvier 1901, Sénat, annexe n° 395.

(5) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1924, p. 330 et suiv., p. 490 et suiv. ; 1925, p. 100 et suiv. ; p. 127 et suiv.

devenue, après d'assez courts débats parlementaires, la loi du 10 mars 1927.

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI. — La loi nouvelle laisse en vigueur les dispositions des traités, qui peuvent imposer à la France, vis à vis de certains Etats, des obligations plus lourdes. Elle ne supprime ni ne limite la faculté, pour le gouvernement, de conclure des accords nouveaux (article 1). Mais elle constitue le droit commun qui, à l'égard des conditions, de la procédure et des effets de l'extradition, comble les lacunes des traités, ou s'applique en leur absence. — Elle gouverne les demandes d'extradition adressées à la France, mais celles aussi qui seraient formées par elle (article 4). — Elle concerne les simples inculpés, mais aussi les individus dont l'extradition est réclamée pour leur faire subir une condamnation déjà prononcée et définitive (art. 4).

CARACTÈRES DE LA LOI. — Son objet principal est de substituer à l'arbitraire administratif la garantie d'une intervention judiciaire. Cette garantie consiste dans la comparution de l'individu réclamé devant la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle il a été arrêté. Hors le cas particulier de l'extradition volontaire (art. 15), le décret d'extradition ne peut désormais intervenir sans que l'avis de cette haute juridiction ait été émis. Cette prescription, et l'énumération limitative des cas dans lesquels l'extradition peut être accordée (art. 2) assurent la protection du droit individuel. — L'autorité de l'Etat est sauvegardée par la faculté laissée au gouvernement de refuser la remise, alors même que la régularité de la demande, quant au fond du droit et quant à la forme, a été reconnue par l'autorité judiciaire. L'avis de la Chambre des mises en accusation ne s'impose que lorsqu'il est négatif (art. 17). — Ainsi, l'extradition revêt le caractère mixte d'un *acte de juridiction* qui est, en même temps, un *acte de souveraineté*. La loi détermine, dans un esprit de libéralisme et de prudence :

1° *les conditions de l'extradition* : Elles concernent, en premier lieu, la gravité de l'infraction qui s'apprécie, d'une façon générale, en tenant compte à la fois de la loi de la nation requérante, et de la loi de l'Etat requis (art. 4). C'est le système de la « double incrimination ». — Elles concernent aussi sa nature : d'après une solution traditionnelle, la loi soustrait à l'extradition les auteurs d'infractions politiques, ou connexes à des délits politiques, pour la qualification desquelles un large pouvoir d'appréciation, trop large peut-être, est laissé à l'autorité judiciaire (art. 5, 2°). Le législateur s'inspire aussi d'une coutume internationale à peu près constante en excluant, sous quelques réserves, l'extradition des nationaux (art. 5, 1°). La réciprocité

n'est pas requise. Le cas de demandes concurrentes est réglé dans le sens d'une préférence en faveur de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise, ou contre les intérêts duquel elle était dirigée.

2° *la procédure de l'extradition*. — Le législateur s'est efforcé de l'abrégée par la prescription de délais assez courts (art. 14), par l'exclusion de toutes voies de recours, ordinaires ou extraordinaires, contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation (art. 16). D'un autre côté, l'intérêt de l'inculpé est défendu par les interrogatoires successifs dont il est l'objet (art. 11, 13, 14), par sa participation au débat oral, public, contradictoire (art. 14), par l'assistance d'un défenseur qu'il peut toujours exiger (art. 14, al. 2). Quant à l'arrestation et à la détention préventive, la loi s'attache à procurer à l'étranger les garanties du droit commun (art. 10, 20). Le renvoi que contient notamment l'art. 10 sera utilement précisé par la loi future *sur les garanties de la liberté individuelle*, dont le projet (1) est également dû à M. Renoult, et se trouve actuellement soumis au Parlement.

3° *les effets de l'extradition*. — Pour assurer autant que possible l'efficacité de l'extradition comme moyen de lutte contre la criminalité internationale, le législateur a limité étroitement les cas dans lesquels la nullité de la remise, une fois opérée, peut être invoquée devant les tribunaux de l'Etat bénéficiaire (art. 23). Mais il a pris parti dans une controverse classique, en ouvrant à l'extradé l'accès des tribunaux de cet Etat. L'extradé sera libre de se prévaloir devant eux de l'inobservation des conditions auxquelles l'extradition a été soumise, en ce qui touche, notamment, la règle de spécialité (article 21).

Cette orientation, à la fois libérale et prudente, se remarque aussi dans les textes relatifs aux modes accessoires de la collaboration judiciaire internationale (titre IV : *De quelques procédures accessoires*), tels que le transit (art. 28), les commissions rogatoires (art. 30), les notifications d'actes (art. 31), les comparutions de témoins (art. 33), les confrontations de détenus (art. 34). Le législateur s'est largement inspiré, pour cette réglementation, des dispositions contenues dans les traités.

APPRÉCIATION DE LA LOI. — L'expérience manifestera sans doute les défauts que renferme la loi du 10 mars 1927, et les améliorations dont elle est susceptible. Mais on ne peut contester le

(1) Voir sur ce projet les discussions de la *Société d'études législatives*, *Bulletin* de cette Société, 1926, pp. 57, 72 ; 1927, pp. 96, 157.

progrès sérieux qu'elle réalise quant à la protection meilleure du droit individuel et à la certitude grandissante des relations internationales. A ce dernier point de vue, elle est un pas en avant vers l'unification conventionnelle du droit extraditionnel.

TITRE I^{er}

DES CONDITIONS DE L'EXTRADITION

Article premier. — En l'absence de traité, les conditions, la procédure et les effets de l'extradition sont déterminés par les dispositions de la présente loi.

La présente loi s'applique également aux points qui n'auraient pas été réglementés par les traités.

Art. 2. — Aucune remise ne pourra être faite à un gouvernement étranger de personnes n'ayant pas été l'objet de poursuites ou d'une condamnation pour une infraction prévue par la présente loi.

Art. 3. — Le Gouvernement français peut livrer, sur leur demande, aux gouvernements étrangers tout individu non Français ou non ressortissant français qui, étant l'objet d'une poursuite intentée au nom de l'Etat requérant ou d'une condamnation prononcée par ses tribunaux, est trouvé sur le territoire de la République ou de ses possessions coloniales.

Néanmoins, l'extradition n'est accordée que si l'infraction, cause de la demande, a été commise :

Soit sur le territoire de l'Etat requérant par un sujet de cet Etat ou par un étranger ;

Soit en dehors de son territoire par un sujet de cet Etat ;

Soit en dehors de son territoire par un individu étranger à cet Etat, quand l'infraction est au nombre de celles dont la loi française autorise la poursuite en France, alors même qu'elles ont été commises par un étranger à l'étranger.

Art. 4. — Les faits qui peuvent donner lieu à l'extradition, qu'il s'agisse de la demander ou de l'accorder, sont les suivants :

1° Tous les faits punis de peines criminelles par la loi de l'Etat requérant ;

2° Les faits punis de peines correctionnelles par la loi de l'Etat requérant, quand le maximum de la peine encourue, aux termes de cette loi, est de deux ans ou au-dessus, ou, s'il s'agit d'un condamné, quand la peine prononcée par la juridiction de l'Etat requérant est égale ou supérieure à deux mois d'emprisonnement.

En aucun cas l'extradition n'est accordée par le Gouvernement français si le fait n'est pas puni par la loi française d'une peine criminelle ou correctionnelle.

Les faits constitutifs de tentative ou de complicité sont soumis aux règles précédentes à condition qu'ils soient punissables d'après la loi de l'Etat requérant et d'après celle de l'Etat requis.

Si la demande a pour objet plusieurs infractions commises par l'individu réclamé et qui n'ont pas encore été jugées, l'extradition n'est accordée que si le maximum de la peine encourue, d'après la loi de l'Etat requérant, pour l'ensemble de ces infractions, est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement.

Si l'individu réclamé a été antérieurement l'objet, en quelque pays que ce soit, d'une condamnation définitive à deux mois d'emprisonnement, ou plus, pour un délit de droit commun, l'extradition est accordée, suivant les règles précédentes, c'est-à-dire seulement pour les crimes ou délits, mais sans égard au taux de la peine encourue ou prononcée pour la dernière infraction.

Les dispositions précédentes s'appliquent aux infractions commises par des militaires, marins ou assimilés lorsqu'elles sont punies par la loi française comme infractions de droit commun.

Il n'est pas innové, quant à la pratique relative à la remise des marins déserteurs.

Art. 5. — L'extradition n'est pas accordée :

1° Lorsque l'individu, objet de la demande, est un citoyen ou un protégé français, la qualité de citoyen ou de protégé étant appréciée à l'époque de l'infraction pour laquelle l'extradition est requise ;

2° Lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique.

En ce qui concerne les actes commis au cours d'une insurrection ou d'une guerre civile, par l'un ou l'autre des partis engagés dans la lutte et dans l'intérêt de sa cause, ils ne pourront donner lieu à l'extradition que s'ils constituent des actes de barbarie odieuse et de vandalisme défendus suivant les lois de la guerre, et seulement lorsque la guerre civile a pris fin ;

3° Lorsque les crimes ou délits ont été commis en France ou dans les possessions coloniales françaises ;

4° Lorsque les crimes ou délits, quoique commis hors de France ou des possessions coloniales françaises, y ont été poursuivis et jugés définitivement ;

5° Lorsque, d'après les lois de l'Etat requérant ou celles de l'Etat requis, la prescription de l'action s'est trouvée acquise antérieurement à la demande d'extradition, ou la prescription de la peine antérieurement à l'arrestation de l'individu réclamé et d'une façon générale toutes les fois que l'action publique de l'Etat requérant sera éteinte.

Art. 6. — Si, pour une infraction unique, l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, elle est accordée de préférence à l'Etat contre les intérêts duquel l'infraction était dirigée, ou à celui sur le territoire duquel elle a été commise.

Si les demandes concurrentes ont pour cause des infractions différentes, il est tenu compte, pour décider de la priorité, de toutes circonstances de fait et, notamment :

De la gravité relative et du lieu des infractions, de la date respective des demandes, de l'engagement qui serait pris par l'un des Etats requérants de procéder à la réextradition.

Art. 7. — Sous réserve des exceptions prévues ci-après, l'extradition n'est accordée qu'à la condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi, ni puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition.

Art. 8. — Dans le cas où un étranger est poursuivi ou a été condamné en France, et où son extradition est demandée au

Gouvernement français à raison d'une infraction différente, la remise n'est effectuée qu'après que la poursuite est terminée, et, en cas de condamnation, après que la peine a été exécutée.

Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à ce que l'étranger puisse être envoyé temporairement pour comparaître devant les tribunaux de l'Etat requérant, sous la condition expresse qu'il sera renvoyé dès que la justice étrangère aura statué.

Est régi par les dispositions du présent article le cas où l'étranger est soumis à la contrainte par corps par application des lois du 22 juillet 1867 et du 19 décembre 1871.

TITRE II

DE LA PROCÉDURE DE L'EXTRADITION

Art. 9. — Toute demande d'extradition est adressée au Gouvernement français par voie diplomatique et accompagnée, soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, même par défaut ou par contumace, soit d'un acte de procédure criminelle décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé ou de l'accusé devant la juridiction répressive, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force et décerné par l'autorité judiciaire, pourvu que ces derniers actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés et la date de ce fait.

Les pièces ci-dessus mentionnées doivent être produites en original ou en expédition authentique.

Le gouvernement requérant doit produire en même temps la copie des textes de loi applicables au fait incriminé. Il peut joindre un exposé des faits de la cause.

Art. 10. — La demande d'extradition est, après vérification des pièces, transmise, avec le dossier, par le ministre des Affaires étrangères au ministre de la Justice, qui s'assure de la régularité de la requête et lui donne telles suites que de droit.

Art. 11. — Dans les vingt-quatre heures de l'arrestation, il est procédé, par les soins du procureur de la République ou

d'un membre de son parquet, à un interrogatoire d'identité, dont il est dressé procès-verbal.

Art. 12. — L'étranger est transféré dans le plus bref délai et écroué à la maison d'arrêt du chef-lieu de la cour d'appel, dans le ressort de laquelle il a été arrêté.

Art. 13. — Les pièces produites à l'appui de la demande d'extradition sont en même temps transmises par le procureur de la République au procureur général. Dans les vingt-quatre heures de leur réception, le titre, en vertu duquel l'arrestation aura eu lieu, est notifié à l'étranger.

Le procureur général, ou un membre de son parquet, procède, dans le même délai, à un interrogatoire dont il est dressé procès-verbal.

Art. 14. — La chambre des mises en accusation est saisie sur le champ des procès-verbaux susvisés et de tous autres documents. L'étranger comparait devant elle dans un délai maximum de huit jours, à compter de la notification des pièces. Sur la demande du ministère public ou du comparant, un délai supplémentaire de huit jours peut être accordé, avant les débats. Il est ensuite procédé à un interrogatoire dont le procès-verbal est dressé. L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, sur la demande du parquet ou du comparant.

Le ministère public et l'intéressé sont entendus. Celui-ci peut se faire assister d'un avocat et d'un interprète. Il peut être mis en liberté provisoire à tout moment de la procédure, et conformément aux règles qui gouvernent la matière.

Art. 15. — Si, lors de sa comparution, l'intéressé déclare renoncer au bénéfice de la présente loi et consent formellement à être livré aux autorités du pays requérant, il est donné acte par la cour de cette déclaration.

Copie de cette décision est transmise sans retard par les soins du procureur général au ministre de la Justice, pour toutes fins utiles.

Art. 16. — Dans le cas contraire, la chambre des mises en accusation, statuant sans recours, donne son avis motivé sur la demande d'extradition.

Cet avis est défavorable, si la cour estime que les conditions légales ne sont pas remplies, ou qu'il y a erreur évidente.

Le dossier doit être envoyé au ministre de la Justice dans un délai de huit jours à dater de l'expiration des délais prévus à l'article 14.

Art. 17. — Si l'avis motivé de la chambre des mises en accusation repousse la demande d'extradition, cet avis est définitif et l'extradition ne peut être accordée.

Art. 18. — Dans le cas contraire, le ministre de la Justice propose, s'il y a lieu, à la signature du Président de la République, un décret autorisant l'extradition. Si, dans le délai d'un mois à compter de la notification de cet acte, l'extradé n'a pas été reçu par les agents de la puissance requérante, il est mis en liberté, et ne peut plus être réclamé pour la même cause.

Art. 19. — En cas d'urgence et sur la demande directe des autorités judiciaires du pays requérant, les procureurs de la République peuvent, sur un simple avis transmis, soit par la poste, soit par tout mode de transmission plus rapide laissant une trace écrite, ou matériellement équipollente, de l'existence d'une des pièces indiquées par l'article 9, ordonner l'arrestation provisoire de l'étranger.

Un avis régulier de la demande devra être transmis, en même temps, par voie diplomatique, par la poste, par le télégraphe ou par tout mode de transmission, laissant une trace écrite, au ministère des Affaires étrangères.

Les procureurs de la République doivent donner avis de cette arrestation au ministre de la Justice et au procureur général.

Art. 20. — L'individu arrêté provisoirement dans les conditions prévues par l'article 12 peut, s'il n'y a pas lieu de lui faire application des articles 7, 8 et 9 de la loi du 3 décembre 1849, être mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours, à dater de son arrestation, lorsqu'elle aura été opérée à la demande du gouvernement d'un pays limitrophe, le Gouvernement français ne reçoit l'un des documents mentionnés à l'article 9.

Le délai de vingt jours précité est porté à un mois, si le territoire du pays requérant est non limitrophe, à trois mois si ce territoire est hors d'Europe.

La mise en liberté est prononcée sur requête adressée à la chambre des mises en accusation, qui statue sans recours, dans la huitaine. Si ultérieurement les pièces susvisées parviennent au Gouvernement français, la procédure est reprise, conformément aux articles 10 et suivants.

TITRE III

DES EFFETS DE L'EXTRADITION

Art. 21. — L'extradé ne peut être poursuivi ou puni pour une infraction antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'extradition.

Il en est autrement, en cas d'un consentement spécial donné dans les conditions ci-après par le gouvernement requis.

Ce consentement peut être donné par le Gouvernement français, même au cas où le fait cause de la demande ne serait pas l'une des infractions déterminées par l'article 4 de la présente loi.

Art. 22. — Dans le cas où le Gouvernement requérant demande, pour une infraction antérieure à l'extradition, l'autorisation de poursuivre l'individu déjà livré, l'avis de la chambre des mises en accusation devant laquelle l'inculpé avait comparu peut être formulé sur la seule production des pièces transmises à l'appui de la nouvelle demande.

Sont également transmises par le gouvernement étranger et soumises à la chambre des mises en accusation, les pièces contenant les observations de l'individu livré ou la déclaration qu'il entend n'en présenter aucune. Ces explications peuvent être complétées par un avocat choisi par lui, ou qui est désigné d'office.

Art. 23. — L'extradition obtenue par le Gouvernement français est nulle, si elle est intervenue en dehors des cas prévus par la présente loi.

La nullité est prononcée, même d'office, par la juridiction d'instruction ou de jugement dont l'extradé relève, après sa remise.

Si l'extradition a été accordée en vertu d'un arrêt ou d'un jugement définitif, la nullité est prononcée par la chambre des mises en accusation dans le ressort de laquelle cette remise a eu lieu.

La demande en nullité formée par l'extradé n'est recevable que si elle est présentée dans un délai de trois jours à compter de la mise en demeure qui lui est adressée, aussitôt après son incarcération, par le procureur de la République. L'extradé est informé, en même temps, du droit qui lui appartient de se choisir ou de se faire désigner un défenseur.

Art. 24. — Les mêmes juridictions sont juges de la qualification donnée aux faits qui ont motivé la demande d'extradition.

Art. 25. — Dans le cas où l'extradition est annulée, l'extradé s'il n'est pas réclamé par le gouvernement requis, est mis en liberté et ne peut être repris, soit à raison des faits qui ont motivé son extradition, soit à raison des faits antérieurs, que si, dans les trente jours qui suivent la mise en liberté, il est arrêté sur le territoire français.

Art. 26. — Est considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de l'Etat requérant, à raison d'un fait quelconque antérieur à l'extradition et différent de l'infraction qui a motivé cette mesure, l'individu livré qui a eu pendant trente jours à compter de son élargissement définitif la possibilité de quitter le territoire de cet Etat.

Art. 27. — Dans le cas où, l'extradition d'un étranger ayant été obtenue par le Gouvernement français, le gouvernement d'un pays tiers sollicite à son tour du Gouvernement français l'extradition du même individu à raison d'un fait antérieur à l'extradition, autre que celui jugé en France, et non connexe à ce fait, le Gouvernement ne défère, s'il y a lieu, à cette requête qu'après s'être assuré du consentement du pays par lequel l'extradition a été accordée.

Toutefois, cette réserve n'a pas lieu d'être appliquée, lorsque l'individu extradé a eu, pendant le délai fixé à l'article précédent, la faculté de quitter le territoire français.

TITRE IV

DE QUELQUES PROCÉDURES ACCESSOIRES

Art. 28. — L'extradition par voie de transit sur le territoire français, ou par les bâtiments des services maritimes français, d'un individu de nationalité quelconque, livré par un autre gouvernement, est autorisée, sur simple demande par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Cette autorisation ne peut être donnée qu'aux puissances qui accordent, sur leur territoire, la même faculté au Gouvernement français.

Le transport s'effectue sous la conduite d'agents français et aux frais du gouvernement requérant.

Art. 29. — La chambre des mises en accusation décide s'il y a lieu ou non de transmettre en tout ou en partie les titres, valeurs, argent ou autres objets saisis, au gouvernement requérant.

Cette remise peut avoir lieu, même si l'extradition ne peut s'accomplir, par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

La chambre des mises en accusation ordonne la restitution des papiers et autres objets énumérés ci-dessus qui ne se rapportent pas au fait imputé à l'étranger. Elle statue, le cas échéant, sur les réclamations des tiers détenteurs et autres ayants droit.

Les décisions prévues au présent article ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. 30. — En cas de poursuites répressives non politiques dans un pays étranger, les commissions rogatoires émanant de l'autorité étrangère sont reçues par la voie diplomatique, et transmises au ministère de la Justice, dans les formes prévues à l'article 10. Les commissions rogatoires sont exécutées s'il y a lieu et conformément à la loi française.

Au cas d'urgence, elles peuvent être l'objet de communica-

tions directes entre les autorités judiciaires des deux Etats, dans les formes prévues à l'article 19. En pareil cas, faute d'avis donné par voie diplomatique au ministère français des Affaires étrangères par le Gouvernement étranger intéressé, les communications directes entre les autorités judiciaires des deux pays n'auront pas de suite utile.

Art. 31. — Au cas de poursuites répressives exercées à l'étranger, lorsqu'un gouvernement étranger juge nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire français, la pièce est transmise suivant les formes prévues aux articles 9 et 10, accompagnée, le cas échéant, d'une traduction française. La signification est faite à personne à la requête du ministère public, par les soins d'un officier compétent. L'original constatant la notification est renvoyé par la même voie au gouvernement requérant.

Art. 32. — Lorsque, dans une cause pénale instruite à l'étranger, le Gouvernement étranger juge nécessaire la communication de pièces à conviction, ou de documents se trouvant entre les mains des autorités françaises, la demande est faite par la voie diplomatique. Il y est donné suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents dans le plus bref délai.

Art. 33. — Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin résidant en France est jugée nécessaire par un gouvernement étranger, le Gouvernement français, saisi de la citation par la voie diplomatique, l'engage à se rendre à l'invitation qui lui est adressée.

Néanmoins, la citation n'est reçue et signifiée qu'à la condition que le témoin ne pourra être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs à sa comparution.

Art. 34. — L'envoi des individus détenus, en vue d'une confrontation, doit être demandé par la voie diplomatique. Il est donné suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous la condition de renvoyer lesdits détenus dans le plus bref délai.

Art. 35. — Les gouverneurs des colonies françaises peuvent, sous leur responsabilité, et à charge d'en rendre compte à bref délai au ministre des Colonies, statuer sur les demandes d'extradition qui leur sont adressées soit par des gouvernements étrangers, soit par les gouverneurs des colonies étrangères.

La demande est formée soit par le principal agent consulaire de l'Etat requérant, soit par le gouverneur de la colonie.

La demande n'est accueillie qu'aux conditions prévues par les articles 3, 4 et 5 de la présente loi. La réciprocité peut être exigée.

Les gouverneurs peuvent exercer, en outre, les droits conférés par les articles 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34.

III

LOI DU 8 AVRIL 1927 MODIFIANT LES ARTICLES 63, 64, 67, 169 ET 176 DU CODE CIVIL RELATIFS AUX PUBLICATIONS DE MARIAGE ET AUX OPPOSITIONS (1).

Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

L'utilité des publications de mariage prescrites par les articles 63 et 64 du Code civil a été contestée. On a fait valoir pour leur suppression qu'elles avaient leur raison d'être alors que la législation du mariage, réglée par le droit canon, admettant un grand nombre d'empêchements, ceux-ci ne pouvaient être révélés par les tiers qu'au moyen d'une publicité appropriée. Mais aujour-

(1) *J. Off.* du 9 avril 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition par M. Gourju, du 17 déc. 1920, S. E., doc. parl. p. 1013, annexe 558 ; rapport par M. Lisbonne (commission de lég. civ.), du 24 déc. 1925, S. E., doc. p. 1294, annexe 608 ; urgence, discussion et adoption, séance du 30 déc. 1925. — *Chambre* : Transmission du 14 janvier 1926, annexe 2372 ; rapport de M. G. Pernot (commission de lég. civ.), du 17 février 1927, doc. p. 238, annexe 3990 ; adoption sans débat, séance du 17 mars 1927.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n° du 1^{er} décembre 1927, 2^e partie, p. 82, commentaire de M. Edouard Lévy ; *Recueil général des lois, décrets et arrêts*, 1927, 6^e livraison, 1^{re} partie, p. 117 (Paris, 6, rue de Mézières).

d'hui, depuis que les empêchements au mariage ont été limités, les publications sont au contraire peu pratiques. Elles auraient, de plus, l'inconvénient d'entraîner des formalités et des frais inutiles (1).

Depuis trente ans de nombreuses lois sont intervenues pour simplifier les règles de la célébration du mariage.

En 1920, M. Gourju avait déposé au Sénat une proposition tendant à la suppression pure et simple des publications. Mais cette suppression complète n'a pas été admise. La réforme proposée en 1925 par la commission de législation civile du Sénat et consacrée dans la loi du 8 avril 1928 a été réduite aux trois points essentiels suivants : 1° Suppression du registre des publications de mariage ; 2° Extension de la dispense de publication ; 3° Nécessité de motiver dans tous les cas les oppositions à mariage.

I. *Suppression du registre des publications.* — Cette suppression est destinée à épargner aux maires des grandes villes un travail inutile ; elle doit aussi permettre de désencombrer les greffes des tribunaux départementaux. A ce sujet la circulaire du Garde des Sceaux du 16 avril s'exprime ainsi : « L'affiche de publication intérieure devra désormais être annexée au dossier du mariage, avec les certificats de publication et de non-opposition, le cas échéant. Les affiches de publications extérieures ainsi que celles qui ont été retirées du cadre avant l'expiration du délai de dix jours, seront conservées dans les archives de la mairie jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, la publication produisant ses effets pendant un an. »

Les articles sur la matière ont dû subir quelques légères retouches. Ainsi les mots « leur qualité de majeur ou de mineur » sont supprimés dans le 2° alinéa de l'article 63 dont 3° alinéa a disparu (2).

II. *Dispense de publication.* — Jusqu'à présent la dispense de publication prévue par l'article 169 n'était accordée par la pratique des parquets que dans les cas d'urgence : départ imminent de l'un des futurs époux, état de grossesse de la future épouse (3).

(1) A. Colin et H. Capitant, *Cours élém. de droit civil français*, t. 1, pp. 145-147 ; Ed. Lévy, *De la publication du mariage*, rev. trim. de dr. civil, 1912, p. 907 et s.

(2) On sait que la loi du 9 août 1919 avait déjà supprimé dans les publications l'indication des prénoms, noms, professions, domicile des pères et mères des futurs époux, afin de ne pas révéler le cas échéant au public une filiation naturelle que les intéressés désirent cacher.

(3) L'article 75 du C. civ. (loi du 9 août 1919) permet à l'officier de l'état civil, en cas de péril imminent de mort de l'un des futurs époux,

Mais il y a une autre hypothèse à envisager : c'est celle où, dans les grandes villes, les futurs époux passent aux yeux de tous pour déjà mariés et où ils n'osent ni faire célébrer leur mariage, ni légitimer leurs enfants par peur du scandale consécutif à la publication. C'est pour éviter cette conséquence que la loi du 8 avril 1927 a ajouté à la fin de l'article 169 les mots « ou de l'affichage de la publication seulement ». Par cette modification de texte la dispense pourra être accordée pour des causes graves fondées sur des convenances sociales en dehors de l'urgence. « Averti par cette dispense d'affichage, a dit le rapporteur au Sénat, M. Lisbonne, l'officier de l'état civil se souviendrait qu'il est tenu au secret professionnel et qu'en indiquant aux journaux locaux (publicité non ordonnée par la loi) ces mariages que les intéressés ne tiennent pas à faire connaître, il pourrait s'exposer à des dommages-intérêts. »

III. *Opposition à mariage.* — On sait que, si le Code civil spécifie pour différentes personnes les empêchements qui les autorisent à former opposition au mariage, il n'en était pas jusqu'ici de même pour les ascendants. Pour eux le droit d'opposition n'était pas limité. Désormais la règle est changée : le nouvel article 176 enlève aux ascendants ce privilège. Leur acte d'opposition devra en indiquer « les motifs » et reproduire le texte de loi sur lequel elle est fondée. Les tribunaux ne maintiendront l'opposition de l'ascendant que si elle repose sur un empêchement légal. La sanction des prescriptions relatives à l'indication dans l'acte des motifs de l'opposition et du texte sur lequel elle est fondée sera celle déjà édictée par l'ancien article 176 en ce qui concerne les diverses autres énonciations de l'acte d'opposition, savoir la nullité, et l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte. Bien entendu l'huissier ne sera pas garant du bien fondé de l'empêchement invoqué.

Article premier. — L'article 63 du Code civil est ainsi modifié :

« Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication par voie d'affiche apposée à la porte de la mai-

de se transporter au domicile de l'une des parties pour y célébrer le mariage sans publication et sans autorisation préalable du procureur de la République.

son commune. Cette publication énoncera les prénoms, noms, professions, domiciles et résidences des futurs époux, ainsi que le lieu où le mariage devra être célébré. » »

Art. 2. — L'article 64 du Code civil est ainsi modifié :

L'affiche prévue en l'article précédent restera apposée à la porte de la maison commune pendant dix jours.

« Le mariage ne pourra être célébré avant le dixième jour depuis et non compris celui de la publication.

« Si l'affichage est interrompu avant l'expiration de ce délai, il en sera fait mention sur l'affiche qui aura cessé d'être apposée à la porte de la maison commune. »

Art. 3. — L'article 67 du Code civil est ainsi modifié :

« L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions sur le registre des mariages ; il fera aussi mention, en marge de l'inscription desdites oppositions, des jugements ou des actes de mainlevée dont expédition lui aura été remise. »

Art. 4. — L'article 169 du Code civil est ainsi modifié :

« Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement. »

Art. 5. — L'article 176 du Code civil est ainsi modifié :

« Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former ; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré ; il devra également contenir les motifs de l'opposition et reproduire le texte de loi sur lequel est fondée l'opposition ; le tout à peine de nullité et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte contenant opposition. »

Art. 6. — La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

IV

LOI DU 22 AVRIL 1927 TENDANT A INTERPRÉTER ET A COMPLÉTER LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 30 JUIN 1926 SUR LE RENOUVELLEMENT DES BAUX A LOYERS D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL OU INDUSTRIEL (1).

Notice par M. LÉON JULLIOT DE LA MORANDIÈRE,
professeur à la Faculté de Droit de Paris.

En présentant l'an dernier aux lecteurs de l'*Annuaire* la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale (2), nous signalions que ce texte dès son apparition avait été l'objet de nombreuses propositions de modification. Les localitaires, qui sont parvenus à faire introduire dans notre législation un principe nouveau, dont nous avons souligné l'importance, poursuivent leur avantage et essaient de consolider la position conquise. La loi du 22 avril 1927 est le premier résultat obtenu par eux (3). Les incertitudes et les lacunes de la loi du 30 juin 1926 avaient d'ailleurs donné lieu à une jurisprudence souvent contradictoire, qui rendait une réforme nécessaire.

La loi nouvelle ne modifie aucun principe essentiel de la loi du 30 juin 1926 ; elle se contente d'apporter au texte de cette loi un certain nombre de retouches de détail.

(1) *J. Off.* du 24 avril 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — I. *Chambre des députés* : 1° Proposition de loi de MM. Ernest Lafont, Ferdinand Faure et Jouhannet, 20 juillet 1926 (Doc. ann. 3223). 2° Projet de loi du 7 août 1926 (Doc. ann. 3347). 3° Proposition de loi de MM. Louis Rollin et plusieurs collègues, 12 novembre 1926 (Doc. ann. 3424). Rapport de M. Louis Puech, 1^{er} décembre 1926 (Doc. ann. 3635). Avis de la commission de législation civile, par M. Cautru, 9 décembre 1926 (Doc. ann. 3670). Rapport supplémentaire de M. Puech, 9 décembre 1926 (Doc. ann. 3678). Adoption sans discussion le 18 décembre 1926. — II. *Sénat* : Transmission le 27 janvier 1927 (Doc. ann. 5). Rapport de M. Morand, 31 mars 1927 (Doc. ann. 178). Avis de la commission du commerce par M. Serre, 7 avril 1927 (Doc. ann. 249). Discussion et adoption le 8 avril 1927, 1^{re} s. — III. *Retour à la Chambre* : Rapport Puech, discussion et adoption le 8 avril 1927.

BIBLIOGRAPHIE. — Circulaire ministérielle dans le *Journal Officiel* du 24 avril 1927.

Commentaire de Paul Esmein, *Lois nouvelles* 1927, 1^{re} partie, p. 145. — Commentaire de M. Viatte, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1927, 5^e livraison, 1^{re} partie, p. 89 (Paris, 6, rue de Mézières).

(2) *V. Annuaire de Législation française*, 46^e année, p. 94.

(3) Ce ne sera pas le dernier ; d'autres propositions ont été déposées à cet égard (V. notamment Chambre, 1927, doc. parl. ann. 3916).

Elle précise un certain nombre de points de procédure : comment doit être saisi le président du tribunal (art. 2), quelles mentions doit contenir l'opposition aux ordonnances par défaut (art. 3), quels émoluments recevra le greffier (art. 4), comment se fait la désignation des arbitres et se règlent les frais d'arbitrage (art. 5 et 6).

Elle modifie un certain nombre de délais (V. les articles 1, 9 et 10). Mais les points principaux à souligner sont les suivants :

1° Malgré les objections du ministère des Affaires étrangères, on a exclu du bénéfice de la loi les étrangers, tant locataires réclamant le droit au renouvellement, que propriétaires voulant exercer le droit de reprise (art. 11 modifiant l'article 19 de la loi de 1926).

2° Surtout les efforts des locataires tendent de plus en plus à transformer le simple droit de préférence que la loi de 1926 leur a reconnu en un droit véritable à une prorogation de bail. Ce qui leur importe avant tout, c'est de rester dans l'immeuble, malgré la volonté du propriétaire. La loi de 1927 renferme deux dispositions qui traduisent cette tendance :

tout d'abord un article 18 *bis* a été ajouté à la loi de 1926 pour accorder une courte prorogation et un délai de grâce aux locataires de bonne foi dont les baux au 30 juin 1926 étaient expirés ou n'avaient pas deux ans à courir ;

ensuite et principalement l'article 2 de la loi nouvelle décide que la comparution en conciliation est obligatoire dans tous les cas et quelles que soient les raisons « pour lesquelles l'accord n'est pas réalisé. » La jurisprudence avait en effet en général décidé que le propriétaire qui voulait exercer le droit de reprise ou offrait un refus absolu de renouvellement, pouvait assigner directement le preneur devant le juge des référés aux fins d'expulsion immédiate. Le texte nouveau suspend cette expulsion au moins pendant le temps nécessaire pour la tentative de conciliation. C'est une nouvelle limitation des droits du propriétaire, limitation encore insuffisante d'ailleurs aux yeux des locataires (1).

Article premier. — Le § 1^{er} de l'art. 2 de la loi du 30 juin 1926 est modifié comme suit :

« Le locataire, le cessionnaire ou les ayants cause qui voudront obtenir le renouvellement d'un bail écrit devront, dans le

(1) Nous verrons l'an prochain qu'une loi du 27 mars 1928 (*J. Off.* du 31 mars) est venu leur adresser à cet égard de nouvelles satisfactions.

délai maximum de deux ans et minimum de dix-huit mois avant l'expiration du bail, ou avant l'expiration de la prorogation, s'il en existe une, notifier une demande de renouvellement au propriétaire par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

« Toutefois, si le bail comporte plusieurs périodes et que le bailleur dénonce le bail à l'expiration de l'une des périodes autre que la dernière, s'il s'agit d'un bail dont la durée est subordonnée à un événement dont la réalisation autorise le bailleur à demander la résiliation, la demande en renouvellement devra être formée dans le mois qui suivra le congé ou la demande en résiliation.

« Si la résiliation doit s'opérer de plein droit, le délai d'un mois partira de la date de la notification faite au locataire de l'événement qui l'aura déterminée ».

Art. 2. — Le § 2 de l'art. 2 de la loi du 30 juin 1926 est complété de la façon suivante :

« Cette comparution est obligatoire dans tous les cas et quelles que soient les raisons pour lesquelles l'accord n'est pas réalisé.

« Le président du tribunal sera saisi, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit par déclaration faite au greffe. Ce magistrat convoquera les parties à son audience, huit jours au moins à l'avance, par lettre recommandée du greffier avec avis de réception ».

Art. 3. — Le § 6 de l'art. 2 de la loi du 30 juin 1926 est complété de la façon suivante :

« L'opposition aux ordonnances par défaut contiendra les moyens de l'opposant et assignation ; elle sera signifiée à personne ou à domicile ».

Art. 4. — L'art. 2 de la loi du 30 juin 1926 est complété de la façon suivante :

« Le greffier recevra les émoluments fixés par le tarif général du 15 décembre 1925 ».

Art. 5. — Le § 1^{er} de l'art. 3 de la loi du 30 juin 1926 est complété de la façon suivante :

« La désignation des arbitres sera faite par déclaration au greffe, soit par les parties, soit par leurs représentants, ainsi qu'il est déterminé au dernier alinéa de l'art. 2. Avis de leur désignation sera donné aux arbitres par le greffier.

« Ne pourront être désignés comme arbitres, dans le ressort du tribunal dont ils dépendent et auquel le litige est soumis : les greffiers, huissiers ou leurs employés »

Art. 6. — Le § 8 de l'art. 3 de la loi du 30 juin 1926 est complété de la façon suivante :

« Le rapport des arbitres sera déposé au greffe. Chaque partie avancera, et supportera, en cas de conciliation, les frais et honoraires de l'arbitre par elle choisi. En cas de non-conciliation, ces frais et honoraires feront masse avec les autres frais pour être supportés ainsi qu'il en sera décidé par le juge ».

Art. 7. — Le § 10 de l'art. 3 de la loi du 30 juin 1926 est ainsi modifié :

« L'ordonnance devra être motivée. Appel pourra en être relevé dans les quinze jours de la signification. Il contiendra assignation et sera signifié à personne ou à domicile et sera porté directement en audience spéciale ».

Art. 8. — Le § 2 de l'art. 4 de la loi du 30 juin 1926 est modifié comme suit :

« L'assignation devra être signifiée dans la quinzaine du procès-verbal de non-conciliation ou de la notification, intervenue postérieurement, du refus de renouvellement aux conditions déterminées en application des art. 2 et 3 de la loi susvisée, opposé par le propriétaire. La notification faite par ministère d'huissier devra mentionner expressément le délai de quinzaine à peine de nullité. Elle sera donnée devant le tribunal civil dont le jugement pourra être frappé d'appel dans les quinze jours de la signification.

« Cet appel sera porté directement en audience spéciale ».

Art. 9. — Les §§ 5 et 6 de l'art. 5 de la loi du 30 juin 1926 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Le propriétaire qui veut exercer le droit de reprise, conformément au présent article, devra donner préavis, par acte extra-

judiciaire, au locataire occupant, dans le délai de deux mois à partir de la demande en renouvellement.

« Un préavis de six mois devra être donné au locataire dans le cas où le propriétaire, prouvant que l'immeuble menace ruine ou est insalubre, veut le reconstruire ou le transformer ».

Art. 10. — Le § 2 de l'art. 14 de la loi du 30 juin 1926 est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour le renouvellement de ces baux et de ceux qui auraient pris fin au 30 juin 1926, la demande devra être formée avant l'expiration du bail et, au plus tard, dans les trois mois, à partir du 15 avril 1927 ».

Art. 11. — L'art. 19 de la loi du 30 juin 1926 est modifié ainsi qu'il suit :

« La présente loi ne pourra être invoquée par les commerçants ou industriels de nationalité étrangère appartenant à des pays où n'existe pas, au profit des Français, une législation analogue protégeant la propriété commerciale, à moins qu'ils ne soient dans l'un des cas prévus par les alin. 1^{er}, 3 et 4, § 5, de l'art. 8, C. civ., ou qu'ils n'aient combattu dans les armées alliées, ou qu'ils n'aient des enfants ayant la qualité de Français.

« Les dispositions de l'art. 5 ci-dessus, exception faite pour le cas prévu au dernier paragraphe de cet article, ne s'appliquent pas aux bailleurs de nationalité étrangère, quelle que soit d'ailleurs la date de leur possession, à moins qu'ils ne se trouvent dans les conditions prévues *in fine* au précédent paragraphe.

« Les dispositions des deux précédents alinéas demeurent applicables au cas où les bailleurs et locataires de nationalité étrangère agiraient par personne interposée ».

Art. 12. — Il est ajouté à la loi du 30 juin 1926 un art. 18 *bis* ainsi conçu :

« Art. 18 *bis*. — Les locataires de bonne foi, dont les baux, au 30 juin 1926, étaient expirés ou n'avaient pas deux ans avant leur expiration, seront maintenus dans les locaux, par le président du tribunal, pour un temps qui ne pourra être inférieur à trois mois ni dépasser six mois.

« Si une décision judiciaire passée en force de chose jugée, mais non exécutée, est intervenue à l'encontre de ces locataires, le président du tribunal, statuant en référé, pourra accorder un délai de grâce ne devant pas dépasser six mois ».

V

LOI DU 9 JUIN 1927 AUTORISANT LA RÉVISION DES PRIX
DES BAUX A FERME (1).

Notice par M. COTELIE, notaire honoraire.

1° *Origine de la loi.* — La loi du 6 juillet 1925 sur la révision des prix des baux à loyer, basée sur la théorie de l'imprévision qui tend de plus en plus à s'introduire dans notre législation, avait laissé en dehors de son champ d'application les baux à ferme ; mais lors de son élaboration il avait été reconnu, d'un avis unanime, que ses dispositions devraient être ultérieurement étendues, par identité de motifs, aux baux à ferme.

Dès le 17 novembre 1925, MM. Augé et Chazal déposaient à la Chambre des députés une proposition dans ce sens. Peu de jours après, le 2 décembre 1925, MM. Lhopiteau, Donon et plusieurs de leurs collègues, présentaient au Sénat une proposition analogue.

(1) *J. Off.* du 10 juin 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de MM. Lhopiteau, Donon, Willette-Gaté et Fouilloux, 2 décembre 1925 (doc. ann. 532) ; rapport de M. Morand, 12 novembre 1926 (doc. ann. 604) ; avis de la Commission de l'Agriculture, de M. Marcel Donon, 25 novembre 1926 (doc. ann. 624) ; adoption le 26 novembre 1926. — *Chambre* : Transmission le 29 novembre 1926, 2° s. (doc. ann. 3619) ; rapport de M. Augé, 17 décembre 1926 (doc. ann. 3663) ; avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Alexandre Duval, 14 janvier 1927 (doc. ann. 3828) ; rapport supplémentaire de M. Augé, 28 janvier 1927 (doc. ann. 3904) ; 2° rapport supplémentaire de M. Augé, 22 février 1927 (doc. ann. 4026) ; discussion et adoption les 8 février, 1^{er}, 8, 10, 15 et 17 mars 1927. — *Sénat* : Retour le 24 mars 1927 (doc. ann. 160) ; rapport de M. Morand, 7 avril 1927 (doc. ann. 208) ; avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Donon, 7 avril 1927 (doc. ann. n° 214) ; discussion et adoption le 8 avril 1927, 2° s. — *Chambre* : Retour le 8 avril 1927 (doc. ann. 4352) ; rapport de M. Augé, 20 mai 1927, 2° s. (doc. ann. 4429) ; adoption sans discussion le 2 juin 1927, 2° s.

BIBLIOGRAPHIE. — Léon Milhaud, *La révision des baux à ferme, Annales des justices de paix*, 27, rue Guénégaud, Paris (VI^e).

C'est cette dernière proposition qui, après avoir été, à deux reprises, examinée et amendée tant par le Sénat que par la Chambre des députés, a fini par aboutir à la loi du 9 juin 1927.

Le législateur s'est inspiré, dans une large mesure, des propositions contenues dans la loi du 6 juillet 1925, en s'efforçant d'éviter les difficultés d'application que la pratique avait révélées.

2° *Délai de la demande et point de départ de la majoration.* — Disons tout de suite qu'aux termes de l'article 2 la demande en révision devait être faite, à peine de forclusion, dans le délai de six mois après la promulgation de la loi et que c'est à partir de cette demande que la majoration devait produire effet.

Ce délai de six mois est expiré depuis le 10 décembre dernier en sorte qu'aucune demande nouvelle n'a pu être valablement introduite depuis cette époque.

3° *Baux auxquels la loi est applicable.* — La loi est applicable non seulement aux baux des terres de culture et des bâtiments servant à leur exploitation, mais encore à ceux de mines, de carrières et d'établissements horticoles et de cultures maraîchères (art. II).

Pour que leurs prix soient revisables, il est nécessaire que les baux aient pris cours ou aient été conclus avant le 1^{er} janvier 1924, pour une durée d'au moins neuf années. Ce sont les termes mêmes de l'article 1^{er} dont la rédaction laisse à désirer. Il eût été plus correct de dire que seuls pourraient être majorés les prix des baux d'une durée d'au moins neuf années, conclus ou ayant commencé à courir antérieurement au 1^{er} janvier 1924.

A un double point de vue, la loi du 9 juin 1927 est plus favorable aux propriétaires et certainement plus équitable que celle du 6 juillet 1925. Celle-ci n'admet en effet la révision que des baux antérieurs au 24 octobre 1919 et d'une durée de *plus* de neuf années. Il est cependant incontestable que postérieurement à 1919 les charges grevant la propriété bâtie ont progressé dans des proportions tout à fait imprévues, en sorte que beaucoup de locations conclues depuis la date fixée dans la loi de 1925 l'ont été à des prix devenus manifestement insuffisants. D'autre part, la durée usuelle des baux, quand il s'agit de locaux d'habitation, est rarement de *plus* de neuf années, d'où il résulte que la loi du 6 juillet 1925 ne s'applique guère, en réalité, qu'aux baux commerciaux, industriels ou professionnels.

Deux autres conditions sont encore nécessaires pour que la demande de majoration du fermage soit admise. Il faut (art. 5) :

1° Que le prix porté au contrat soit inférieur de plus d'un quart à la valeur locative équitable au jour de la demande ;

3° Que le fermage soit payable en numéraire et non en nature.

Au cas où le fermage aurait été stipulé payable, partie en numéraire et partie en nature, c'est seulement sur la partie payable en numéraire que la révision pourrait porter.

4° *Date d'acquisition de l'immeuble affermé.* — Aucune majoration ne sera accordée au propriétaire de l'immeuble affermé, s'il en a fait l'acquisition, à titre onéreux, c'est à dire autrement que par donation, succession ou legs, depuis le 31 décembre 1923 (art. 4).

Cette disposition empruntée à la loi du 6 juillet 1925 est difficile à justifier. Les auteurs de la loi n'ont pas voulu que la révision pût profiter à des spéculateurs et ils ont traité comme tels tous les acquéreurs d'immeubles vendus depuis le 31 décembre 1923. D'une exception ils ont tiré une règle générale. Qu'importe cependant au fermier que l'immeuble soit la propriété de Pierre ou de Paul et pourquoi son fermage serait-il révisable ou non révisable suivant le nom de son propriétaire ?

Le sort du fermier, toujours d'après le même article 4, peut encore dépendre d'une circonstance fortuite qui lui est étrangère. En effet la demande de majoration est recevable, même dans le cas où la vente de l'immeuble est postérieure au 31 décembre 1923, si l'acquéreur est lui aussi un fermier qui a dû subir une majoration dans la ferme par lui occupée à titre de locataire.

On s'est demandé si le copropriétaire de l'immeuble indivis qui en est devenu seul propriétaire par suite de licitation ou de partage, pouvait demander la révision du bail ? Nous répondons sans hésitation par l'affirmative, conformément à l'avis exprimé par M. le député Augé dans son rapport du 17 décembre 1926.

L'échange, au contraire, doit être assimilé à une acquisition à titre onéreux. Le texte original voté par le Sénat accordait le droit de révision à l'échangiste, mais cette extension n'a pas été acceptée par la Chambre des députés et finalement a été écartée.

5° *Dispositions spéciales aux baux non révisables.* — Le dernier paragraphe de l'article 4 accorde à tout bailleur n'ayant pas droit à la révision, et dont le fermage stipulé payable en argent n'aura pas subi une augmentation de plus de 100 p. 100 sur le prix de 1914, le droit de réclamer à son fermier, à forfait, une majoration de 10 p. 100 pour augmentation des charges et le supplément d'impôts qu'il a à subir à partir du 1^{er} janvier 1927 ou à partir de son acquisition, si elle est postérieure à cette date.

Il est tout d'abord permis de se demander si cette majoration de 10 p. 100 s'applique uniquement à l'augmentation des charges, telles que l'entretien des bâtiments, et si le supplément d'impôts doit s'y ajouter, ou si, au contraire, ces 10 p. 100 comprennent à la fois les charges et les impôts. Grammaticalement, la première interprétation serait la bonne. Toutefois elle paraît contraire aux

intentions du législateur, et c'est ce qui résulte des explications échangées au cours de la discussion ; mais alors surgit une difficulté qui n'a pas été prévue. Quelle serait en effet la majoration exigible si, d'après le bail, les impôts seuls devaient être supportés par le fermier, tandis que toutes les autres charges incombent au propriétaire ?

Pour compenser l'avantage accordé au propriétaire, et avec les intentions les plus louables, M. le député Pernot, généralement mieux inspiré, a proposé à la Chambre au cours de la séance du 17 mars 1927 un article additionnel qui, adopté successivement par les deux assemblées, est ainsi conçu (art. 10) : « Tout fermier qui s'est engagé à acquitter les impôts et charges incombant légalement au bailleur, pourra, s'il s'agit d'un bail non sujet à révision, réclamer à forfait une diminution égale à 10 p. 100, pour l'augmentation des charges et le supplément d'impôts qu'il a à subir à partir du 1^{er} janvier 1927. »

Pour justifier sa proposition, M. Pernot a dit à la Chambre : « Il y a-là un *parallélisme* qu'il faut rétablir. Si le bailleur n'ayant pu prévoir les impôts nouveaux et les charges nouvelles, vous lui accordez une majoration du prix du bail de 10 p. 100, pour compenser cette surcharge, il faut, puisque nous voulons tous faire œuvre de justice, que le fermier qui a assumé la charge de ces mêmes impôts, incombant légalement au bailleur, je le répète, puisse en obtenir la compensation dans les mêmes conditions. »

Ce raisonnement est-il aussi exact qu'il le paraît à première vue ? C'est fort douteux. Si le propriétaire qui, d'après le bail, supporte seul les impôts et les charges, peut exiger un supplément de loyer de 10 p. 100, c'est qu'en réalité l'augmentation de ces impôts et charges a eu pour résultat de réduire son revenu net, alors qu'au contraire la valeur locative de sa ferme a considérablement augmenté. Il a paru équitable d'imposer au fermier qui profite seul de tous les produits de la ferme un supplément de fermage très inférieur d'ailleurs aux avantages qu'il tire d'un bail non révisable. Quelle raison y a-t-il, quand c'est le fermier qui d'après le bail supporte seule les charges et les impôts, de lui accorder une réduction de son fermage ? Comment la Chambre des députés et le Sénat n'ont-ils pas vu que, sous prétexte de *parallélisme*, ils allaient en définitive réduire le revenu net du bailleur au profit du fermier qui, lui, trouve dans l'augmentation du prix de vente de tous les produits de la ferme, la compensation de l'aggravation de ses charges ?

Le délai de six mois, à peine de forclusion, fixé par l'article 2 ne s'appliquant qu'à la demande en révision, alors que les articles 4 et 10 ne concernent que les baux non révisables, il est hors de doute que la demande d'augmentation ou de diminution de 10 p. 100 du fermage, peut être faite à toute époque.

6° *Fixation du nouveau prix en cas de révision.* — Le premier paragraphe de l'article 6 porte que le nouveau prix sera établi sur la base de la valeur locative en 1914, prix du bail ou valeur pratiquée dans la région à cette époque, majorée de 200 p. 100.

Si on s'en tenait à ces termes il semblerait que cette majoration de 200 p. 100 soit à la fois un maximum et un minimum et qu'elle ait un caractère forfaitaire, mais il n'en est rien. L'article 6 contient en effet un second paragraphe duquel il résulte qu'il devra être tenu compte, pour la fixation de la majoration, des suppléments d'impôts et charges incombant légalement au bailleur et payés par le fermier, ainsi que de tous autres éléments d'appréciation. S'il en est ainsi, la majoration de 200 p. 100 ne peut être qu'un maximum, un plafond suivant l'expression consacrée, qui peut être atteint sans être jamais dépassé.

Comment se fera le calcul de la majoration quand le fermier sera tenu par le bail de supporter des charges et impôts incombant légalement au propriétaire ?

Dans cette hypothèse, le prix véritable stipulé dans le bail comprenait, outre le fermage proprement dit à verser au propriétaire, le montant des charges et impôts augmentatifs de ce fermage. Le maximum du nouveau prix sera donc du triple de ces divers éléments, tels qu'ils se comportaient en 1914. On déduira de ce total le montant des charges et impôts actuels que le fermier continuera à supporter et l'excédent représentera le nouveau fermage à verser au propriétaire.

Le bailleur sera-t-il admis à prouver, comme le permet la loi du 6 juillet 1925, que la valeur locative de sa ferme en 1914 était supérieure au prix porté au bail ? Nous ne le pensons pas en présence de la déclaration très nette faite au Sénat par M. le rapporteur Morand. Toutefois les juges ou arbitres ayant la faculté de tenir compte de tous éléments d'appréciation ne manqueront pas de rechercher si le prix porté au bail était en réalité supérieur ou inférieur à la valeur locative de 1914. Suivant le résultat de cette recherche, ils réduiront ou augmenteront la majoration, sans pouvoir cependant franchir le maximum de 200 p. 100.

Si le prix porté au bail n'est pas le même pour toute sa durée, c'est le prix moyen qui servira de base et non celui applicable à l'année 1914. C'est ce qui résulte des explications données au Sénat par M. le rapporteur Morand (Séance du 8 avril 1927).

7° *Procédure. Compétence.* — L'instance en révision est introduite par déclaration faite au greffe de la juridiction compétente.

Le juge compétent est le juge de paix de la situation de l'immeuble quand le prix annuel du fermage ou la portion de ce prix payable en espèces ne dépasse pas 3.000 francs, et dans les autres cas le tribunal civil de la situation de l'immeuble (art. 9).

Le juge de paix ou le président du tribunal procède à une tentative de conciliation. Si cette tentative demeure infructueuse, les parties ont le choix entre deux solutions. S'en rapporter à des arbitres nommés par elles ou désignés par le juge, ou suivre la procédure contentieuse indiquée dans l'article 8 et qui ne comporte guère d'explications. Il suffira de rappeler que les parties comparaissent en personne, soit en conciliation, soit à l'audience, et qu'elles peuvent se faire assister ou représenter, devant le juge de paix, par tout officier ministériel du ressort et devant le tribunal civil par un avoué dont le ministère n'est pas obligatoire ou par un avocat régulièrement inscrit.

Les décisions du juge de paix sont susceptibles d'appel quand le prix annuel du fermage (celui porté au bail) ou la partie de ce prix payable en espèces, est supérieur à mille francs. Celles du tribunal sont sujettes à appel dans les termes du droit commun. Il semble que l'intérêt en cause sera déterminé en multipliant le montant de la majoration réclamée par le temps à courir du jour de la demande à la fin du bail.

8° *Mise en cause des cessionnaires.* — La loi du 6 juillet 1925, dont la modification sur ce point paraît prochaine, obligeait le bailleur à mettre en cause non seulement le locataire primitif, mais encore tous les cessionnaires successifs jusqu'à l'occupant. De là des difficultés inextricables quand le bail avait fait l'objet de plusieurs cessions, ce qui était fréquent en matière de fonds de commerce (1).

La loi du 9 juin 1927 a soigneusement évité cette erreur. Son article 3 décide que le titulaire actuel du bail sera seul mis en cause, sauf à lui à appeler en garantie son cédant devant la juridiction saisie du litige. Le cédant pourra lui-même mettre en cause les cédants antérieurs. Le juge fera, s'il y a lieu, entre les parties en cause, la répartition de la majoration que le titulaire actuel aura été condamné à payer.

9° *Faculté de résiliation.* — Le fermier n'est pas tenu d'accepter la majoration dont il est menacé ou au paiement de laquelle il est condamné. L'article 7 lui réserve en effet le droit de résilier son bail soit dans les deux mois à compter du jour de la demande en majoration, avant même d'en connaître le résultat, soit dans le délai de deux mois à compter du jour de la notification de la décision exécutoire intervenue.

(1) Depuis la rédaction de cette notice est intervenue la loi du 3 avril 1928 (*J. Off.* du 7 avril), modifiant l'article 3 de la loi du 6 juillet 1925, qui a supprimé l'obligation de mettre en cause les cessionnaires successifs.

Dans le premier cas il n'aura à supporter aucune majoration, tandis que dans le second cas il devra subir la majoration à compter du jour de la demande.

Cette différence de traitement a pour but d'éviter que le fermier ne puisse, en usant de tous les moyens dilatoires qui sont à la portée des plaideurs, retarder indéfiniment la solution du litige en continuant à ne devoir que le fermage stipulé dans le bail.

Dans l'un et l'autre cas la résiliation ne produira effet qu'après l'expiration de l'année culturale qui suivra, soit la notification de la décision prise par le fermier de résilier son bail, soit la notification à lui faite de la décision fixant la majoration. Il semble bien résulter de cette rédaction que le bail devra continuer non seulement pendant l'année en cours lors de l'une ou de l'autre de ces notifications, mais encore pendant l'année suivante tout entière.

Le point de départ de l'année culturale sera fixé suivant les usages locaux s'il n'y a pas eu à cet égard de stipulations précises dans le bail.

La faculté de résiliation donnée au fermier ne pourra s'appliquer qu'aux contrats ayant plus de deux ans à courir après la promulgation de la loi.

Ajoutons que la loi du 9 juin 1927 n'a pas reproduit la disposition contenue dans la loi du 6 juillet 1925, autorisant le locataire seul à demander tous les trois ans la révision du prix de son bail en cas de modification sensible de la situation économique. Une disposition dans ce sens a été rejetée par la Chambre des députés après avoir été adoptée par le Sénat.

10° *Application de la loi à l'Algérie.* — L'article douzième et dernier se borne à déclarer la loi applicable à l'Algérie.

Article premier. — Les prix des baux à ferme ayant pris cours ou conclus avant le 1^{er} janvier 1924 pour une durée d'au moins neuf années pourront être majorés dans les conditions ci-après.

Art. 2. — La majoration produira effet à compter du jour de la demande en revision, qui devra être faite, à peine de forclusion, dans le délai de six mois après la promulgation de la loi.

Art. 3. — Le titulaire actuel d'un bail à loyer revisable en vertu de la présente loi sera seul mis en cause dans la procédure de revision, même si la cession du bail est postérieure au 24 octobre 1919.

Ce titulaire aura le droit d'appeler son cédant en garantie et tout appelé en garantie pourra agir contre les cédants antérieurs, par la voie de l'action récursoire.

Celle-ci devra être exercée, à peine de forclusion, dans les délais prévus par l'article 175 du Code de procédure civile, et suivie devant la juridiction saisie de l'action principale qui tranchera par un seul et même jugement toutes les difficultés soulevées par la demande de revision du prix du bail.

Le juge fera, s'il y a lieu, entre les parties en cause, la répartition de la majoration que le titulaire actuel aura été condamné à payer.

Art. 4. — Aucune majoration ne sera accordée au propriétaire qui, depuis le 31 décembre 1923, a acquis à titre onéreux l'immeuble affermé, à moins que l'acquéreur, empêché de prendre possession par le bail en cours, subisse lui-même une majoration résultant de la présente loi, dans la ferme qu'il occupe à titre de locataire.

Toutefois, tout bailleur n'ayant pas droit à revision et dont le fermage stipulé en argent n'aura pas subi une augmentation de plus de 100 p. 100 sur le prix de 1914 pourra réclamer à son fermier, à forfait, une majoration de 10 p. 100 pour augmentation des charges et le supplément d'impôts qu'il a à subir à partir du 1^{er} janvier 1927 ou à partir de son acquisition si elle est postérieure à cette date.

Art. 5. — La demande de majoration ne sera admise que si le prix porté au contrat est inférieur de plus d'un quart au prix arbitré comme représentant au jour de la demande la valeur locative équitable. Aucune majoration ne sera accordée au propriétaire qui a stipulé son fermage payable en totalité en nature.

Art. 6. — Le nouveau prix sera établi sur la base de la valeur locative en 1914, prix du bail ou valeur pratiquée dans la région à cette époque, majorée de 200 p. 100.

Il sera tenu compte, pour la fixation de cette majoration, des suppléments d'impôts et charges incombant légalement au bailleur et payés par le fermier ainsi que de tous autres éléments d'appréciation.

Art. 7. — Le fermier aura le droit, s'il ne veut pas accepter la majoration, de résilier son bail.

En ce cas, il devra aviser par lettre recommandée le bailleur de son intention, soit dans le délai de deux mois à compter du jour de la demande de majoration qui lui en sera faite, soit dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision exécutoire intervenue.

Dans le premier cas, il n'aura à supporter aucune majoration. Dans le deuxième cas, il devra subir la majoration à compter du jour de la demande.

Dans l'un et l'autre cas, la résiliation ne produira effet qu'après l'expiration de l'année culturale qui suivra soit la notification de la décision prise par le fermier de résilier son bail, soit la notification à lui faite de la décision fixant la majoration.

La faculté de résiliation ne pourra s'appliquer qu'aux contrats ayant plus de deux ans à courir après la promulgation de la présente loi.

Art. 8. — La demande en revision est introduite par déclaration faite au greffe de la juridiction compétente.

Le juge de paix, le président du tribunal ou le juge délégué, selon les règles de compétence déterminées par l'article suivant, convoquera les parties devant lui par lettre recommandée avec avis de réception.

Si les parties comparaissent ou sont régulièrement représentées, le magistrat procédera à la tentative de conciliation; si elle demeure infructueuse, les parties auront la faculté, soit de demander la nomination de deux arbitres qu'elles choisiront elles-mêmes, ou qui, en cas de désaccord, seront choisis par le juge, soit de suivre la procédure ordinaire, ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 5 et suivants du présent article.

Ces arbitres devront statuer dans le délai de deux mois de leur nomination; à défaut d'accord entre les arbitres, il sera, après l'expiration du délai ci-dessus, procédé, à la requête de la partie la plus diligente, à la désignation d'un tiers arbitre qui départagera les deux autres et statuera en dernier ressort sans que sa décision puisse donner lieu à une voie de recours quelconque.

Si l'une des parties ne comparait pas lors de la tentative de conciliation ou si les parties ont choisi la procédure ordinaire, l'affaire sera portée devant le tribunal compétent, qui pourra ordonner une expertise.

Les parties sont avisées, huit jours au moins à l'avance, du jour de l'audience, par lettre recommandée, avec avis de réception.

Elles comparaissent en personne, soit en conciliation, soit à l'audience ; toutefois, elles peuvent se faire assister ou représenter par un avoué ou un avocat régulièrement inscrit, lesquels sont dispensés de procuration, et, devant le juge de paix, par tout officier ministériel du ressort.

L'opposition au jugement rendu par défaut est reçue par déclaration faite au greffe dans la quinzaine de la notification, qui doit être faite à la partie défaillante dans les trois jours du prononcé, par lettre recommandée du greffier avec avis de réception.

La signification du jugement contradictoire est faite dans les formes du droit commun, l'appel en est interjeté dans les délais ordinaires et dans la forme habituelle.

Le greffier a droit aux émoluments fixés par le tarif général.

Art. 9. — Les demandes en revision seront portées devant le juge de paix de la situation de l'immeuble quand le prix annuel du fermage ou la partie de ce prix payable en espèces ne dépassera pas 3.000 francs et dans les autres cas devant le tribunal civil de la situation de l'immeuble.

La décision du juge de paix sera susceptible d'appel quand le prix annuel du fermage ou la partie de ce prix payable en espèces sera supérieur à 1.000 francs.

Celle du tribunal sera sujette à appel dans les termes du droit commun.

Art. 10. — Tout fermier qui s'est engagé à acquitter les impôts et charges incombant légalement au bailleur pourra, s'il s'agit d'un bail non sujet à revision, réclamer à forfait une diminution de 10 p. 100, pour l'augmentation des charges et le supplément d'impôts qu'il a à subir à partir du 1^{er} janvier 1927.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux baux de mines, de carrières et d'établissements horticoles et de cultures maraîchères.

Art. 12. — La présente loi est applicable en Algérie.

VI

LOI DU 13 JUILLET 1927 SUR LA RÉORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ARMÉE (1).

Notice par M. Henri SERRE, *docteur en droit, avocat à la Cour de Paris.*

L'Armée française était encore, au jour de la grande guerre, régie, au point de vue de l'organisation générale, par la loi du 24 juillet 1873.

Sa structure n'avait donc pas été modifiée depuis plus de cinquante ans, tandis que, pendant ce demi-siècle, la durée du service actif avait été sensiblement réduite par deux lois de recrutement successives.

Cette pérennité d'un système, qui ne cadrait plus avec les effectifs, produisait une sorte de discordance souvent caractérisée par la formule « l'armure de la France est trop grande pour son corps ».

Il en résultait de graves inconvénients ; notamment l'instruction insuffisante des divers contingents sans cesse éloignés de leurs devoirs militaires par des corvées ou des services administratifs et la difficulté extrême du renforcement éventuel des troupes opérant sur un théâtre extérieur.

Une réorganisation s'imposait au lendemain de notre victoire.

Elle a été réalisée par la loi du 13 juillet 1927.

Cette loi nouvelle émane de l'initiative gouvernementale.

M. Painlevé, ministre de la Guerre, auteur du projet présenté

(1) *J. Off.* du 14 juillet 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi du 28 janvier 1926 (doc. parl. p. 121, annexe 2500) ; rapport de M. Sénac, du 8 avril 1927 (doc. p. 631, annexe 4355) ; rapport suppl. du même, du 19 mai 1927, 2^e s. (doc. p. 721, annexe 4416) ; discussion et adoption les 19, 24, 31 mai, 2, 9, 14, 16, 21, 23, 24, 28 juin 1927. — *Sénat* : Transmission le 30 juin 1927 (annexe 369) ; rapport du général Hirschauer, du 5 juillet 1927 (doc. parl. p. 547, annexe 407) ; discussion et adoption le 11 juillet 1927.

à la Chambre des députés le 28 janvier 1926, en précisait ainsi, dans l'exposé des motifs, l'esprit général et les buts essentiels :

« Réaliser une organisation rationnelle de la défense nationale, « qui, de toute évidence, soit aussi efficace en cas de péril qu'im- « propre à des entreprises d'aventures ou de conquêtes...

« Assurer, dans le minimum de temps, l'instruction militaire « des hommes et des unités.

« Former intensivement des cadres de réserve officiers et sous- « officiers.

« Consacrer à un entraînement purement militaire la durée tant « du service actif que des périodes de réserve.

« Industrialiser les services de l'armée, et, avant tout, l'entre- « tien des stocks, en y associant la main-d'œuvre civile.

« Constituer pour la défense éventuelle de notre domaine d'ou- « tre-mer, des unités de renfort cohérentes et mobiles. »

La Commission de l'armée, chargée par la Chambre de l'exa- men de ce projet, fut saisie en même temps de deux contre-projets, émanant l'un du colonel Fabry, l'autre du groupe socialiste.

Elle prit comme base de discussion le texte du Gouvernement qu'elle n'accepta cependant pas sans réserves et dont elle obtint, du reste, la rectification sur plusieurs points.

Les débats en séance furent très approfondis et la Chambre adopta l'ensemble du projet le 28 juin 1927 par 379 voix contre 145.

Transmis aussitôt au Sénat, ce projet fut rapporté par le gé- néral Hirschauer qui l'approuva entièrement en constatant qu'il mettait en œuvre les principes nécessaires pour constituer la base de la nouvelle organisation d'une armée avec service à plus court terme.

Il fut voté par la Haute-Assemblée, sans modification et après déclaration d'urgence, le 11 juillet 1927, par 272 voix contre 18.

Esquissons brièvement les grandes lignes de ce nouveau statut militaire.

Dispositions générales. — Le titre I^{er} de la loi définit tout d'abord l'objet et les buts de l'organisation militaire : sauvegarde du territoire national ; instruction militaire des citoyens ; défense du pays en cas de guerre et des colonies en tous temps ; maintien de l'ordre à l'intérieur. Il est expressément spécifié toutefois que le maintien de l'ordre à l'intérieur n'incombe à l'armée qu'à titre tout à fait exceptionnel, en cas d'insuffisance des forces de police, et relève exclusivement du ministre de l'Intérieur, en particulier en cas de grève ou de conflit entre le capital et le travail.

L'armée de terre, seule visée par la loi, se subdivise en trou- pes métropolitaines et troupes coloniales.

Le territoire métropolitain est divisé en 20 régions militaires.

délimitées par décrets d'après les ressources du recrutement et les nécessités de la mobilisation.

Organisation du temps de paix. — L'armée du temps de paix comprend une organisation territoriale et des forces permanentes.

Le commandement troupes et le commandement territoire sont centralisés à l'échelon supérieur, l'échelon région, à la tête duquel se trouve placé un officier général.

Le commandement troupes comprend tout ce qui concerne l'instruction et l'emploi des effectifs.

Le commandement territorial comprend toutes les questions concernant la discipline générale, la justice militaire, la gendarmerie, le recrutement, l'organisation défensive du territoire, la préparation militaire et la préparation de la mobilisation qui est assurée par un nouvel organe, le centre mobilisateur, chargé de préparer la mobilisation des corps actifs ou de réserve qui lui sont rattachés.

Chaque région est subdivisée, pour l'exercice du commandement territorial, en subdivisions de région placées sous l'autorité d'un officier supérieur ou d'un officier général.

Les forces permanentes se répartissent en trois catégories : 1° forces du territoire métropolitain stationnées en permanence sur le territoire métropolitain, composées en principe d'éléments français ; 2° forces d'outre-mer, stationnées en permanence dans nos colonies, composées d'éléments français, indigènes et étrangers ; 3° forces mobiles, normalement stationnées sur le territoire métropolitain et en Afrique du Nord, composées de Français et d'indigènes, constituant une réserve des forces permanentes d'outre-mer.

Chaque corps de troupe est organisé sur un type se rapprochant autant que possible du régiment ou de l'unité similaire du temps de guerre.

Les corps de troupes et unités formant corps, des forces permanentes de la métropole, sont réunis en divisions composées et organisées sur le type des grandes unités similaires du temps de guerre, éléments non endivisionnés, éléments de réserves générales.

Le nombre des divisions des forces du territoire ne peut, en aucun cas, excéder vingt.

Les militaires du service armé ne peuvent être employés qu'accidentellement à l'extérieur du corps auquel ils sont affectés, et par unités encadrées. Aucune recrue ne peut être enlevée à l'instruction pour être employée ailleurs qu'en dressage technique de son armie ou de sa spécialité.

Les militaires appelés demeurent affectés, pendant toute la durée de leur service actif, et même, si faire se peut, pendant leur

passage dans la disponibilité et la première réserve, aux unités dans lesquelles ils ont été incorporés et instruits.

Les réservistes sont convoqués dans des camps d'instruction et avec le cadre du corps auquel ils appartiendraient en cas de mobilisation.

Les troupes coloniales conservent leur autonomie dans le cadre de la loi du 7 juillet 1900.

Organisation du temps de guerre. — En cas de guerre, chaque région mobilise des unités ou formations en nombre correspondant aux ressources dont elle dispose.

Les centres de mobilisation reçoivent, habillent et arment les militaires de réserve rappelés sous les drapeaux et qui leur sont affectés dès le temps de paix.

Les unités mobilisées sont formées en régiments ou unités formant corps, et réunies en grandes unités : divisions, corps d'armée, armée, éventuellement groupes d'armée, ou groupées en commandements particuliers constituant des réserves générales à la disposition du commandant en chef.

Des corps spéciaux destinés aux armées ou à l'intérieur peuvent être formés par décret avec des personnels français ou indigènes, dégagés ou non d'obligations militaires, désignés ou requis pour y servir soit en raison de leur profession, soit comme appartenant à des services régulièrement organisés en temps de paix.

Il est constitué un commandement particulier pour chaque théâtre d'opération.

Les commandants de région exercent le commandement du territoire et disposent des organes territoriaux dont le maintien sur place est prévu.

Notons enfin une disposition transitoire indiquant que la constitution des cadres et effectifs et le recrutement de l'armée feront l'objet de deux lois spéciales.

Le même article final prescrit au ministre de la Guerre de préparer la mise en vigueur de ces nouvelles lois par des mesures appropriées qui devront précéder toute réduction de la durée du service actif.

TITRE I^{er}

Dispositions générales

Article premier. — L'organisation militaire du pays a pour objet essentiel la sauvegarde de l'intégrité du territoire national.

L'état de guerre peut exiger la mise en œuvre de toutes les forces vives du pays. Les mesures nécessaires sont prévues dès

le temps de paix ; la réalisation, au moment fixé par le Gouvernement, constitue la « mobilisation ».

La loi sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre fixe les règles selon lesquelles s'exécute la mobilisation de la nation dans le cadre déterminé par le pacte et par les décisions de la Société des nations.

La présente loi a pour objet de déterminer l'organisation militaire en temps de paix et en temps de guerre de l'armée de terre. L'organisation de l'armée de mer est fixée par des lois spéciales.

Art. 2. — L'armée de terre se recrute sur l'ensemble du territoire national et de nos possessions d'outre-mer ; elle se compose de troupes métropolitaines et de troupes coloniales.

Les troupes métropolitaines comprennent des militaires français, des militaires indigènes de l'Afrique du Nord et des militaires étrangers.

Les troupes coloniales comprennent des militaires français et des militaires indigènes originaires du territoire ressortissant du ministère des Colonies.

Art. 3. — L'organisation militaire du pays doit assurer :

1° L'instruction militaire des citoyens ;

2° La préparation en temps de paix et la réalisation en temps de guerre des mesures permettant la réunion des ressources en personnel et matériels de toutes sortes nécessaires à la constitution et à l'entretien des armées ;

3° La protection permanente des opérations éventuelles de mobilisation, de transport et de réunion des armées et des opérations de mobilisation économique.

En outre, l'organisation militaire du pays doit assurer :

4° La défense, en tout temps, des colonies, pays de protectorat et territoires à mandat ainsi que le maintien de l'ordre dans ces territoires ;

5° La possibilité de renforcer, en cas de besoin, la sécurité de nos possessions extérieures au moyen de forces disponibles, tenues toujours prêtes sur le territoire de la métropole ;

6° En cas d'insuffisance des forces de police, et à titre tout à fait exceptionnel, le maintien de l'ordre à l'intérieur. Le main-

tien de l'ordre à l'intérieur relève exclusivement du ministre de l'Intérieur : en particulier en cas de grève ou de conflit entre le capital et le travail.

Art. 4. — L'organisation militaire générale est basée sur la division du territoire métropolitain en vingt régions militaires. Le tracé de ces régions est fixé par un décret portant règlement d'administration publique, d'après les ressources du recrutement et les nécessités de la mobilisation. Le même décret détermine les servitudes imposées à certaines régions pour les besoins du recrutement et de la mobilisation de l'armée de mer.

Art. 5. — Un conseil supérieur de la guerre fonctionne comme organe consultatif et d'études auprès du ministre de la Guerre, qui en est le président de droit.

La composition et les attributions de ce conseil sont fixées par décret rendu en conseil des ministres.

TITRE II

Organisation du temps de paix

CHAPITRE I^{er}

Composition de l'armée du temps de paix

Art. 6. — L'armée de terre comprend en temps de paix :

- a) Des organes de commandement et des états-majors ;
- b) Des corps de troupe et des formations de services ;
- c) Des bureaux de recrutement ;
- d) Des centres de mobilisation ;
- e) Des écoles et organes d'études ;
- f) Des établissements et organes d'administration.

Art. 7. — L'armée du temps de paix comprend : une organisation territoriale et des forces permanentes.

CHAPITRE II

Organisation du commandement

Art. 8. — A la tête de chacune des régions militaires du territoire est placé un officier général, assisté d'un état-major et

de directeurs ou chefs de services ; il exerce à la fois le commandement des troupes et le commandement territorial.

Son autorité s'étend à toutes les troupes, formations et établissements stationnés sur le territoire de la région, à l'exception des établissements spéciaux dépendant directement du ministre de la Guerre.

L'officier général commandant une région militaire en temps de paix peut être désigné pour exercer en temps de guerre le commandement d'un corps d'armée ; il est remplacé à la tête de la région, au moment de son départ pour les armées, par un officier général désigné et préparé à cet effet dès le temps de paix.

Art. 9. — Le commandement des troupes comprend toutes les questions concernant l'instruction et l'emploi des troupes, l'administration intérieure des corps de troupe, la discipline, l'hygiène, les affectations, les mutations et l'avancement du personnel.

Art. 10. — Le commandement territorial comprend toutes les questions concernant :

a) La discipline générale, le service de garnison, la justice militaire (le général commandant la région exerçant, à cet égard, les pouvoirs dévolus par la loi et le Code de justice militaire au général commandant la circonscription), et le service de la gendarmerie ;

b) Le service de recrutement, l'administration des hommes des réserves et des affectés spéciaux et la préparation militaire ;

c) La préparation de la mobilisation ;

d) Le contrôle de l'utilisation des effectifs dans les établissements militaires, même si ceux-ci, en vertu de l'article 8 ci-dessus, dépendent directement du ministre ;

e) L'organisation défensive du territoire contre les attaques aériennes et terrestres.

CHAPITRE III

Organisation territoriale

Art. 11. — L'organisation militaire territoriale a pour but d'assurer le recrutement, la préparation militaire, la mobilisa-

tion militaire, le jeu des services nécessaires à l'armée du temps de paix.

Elle comporte :

- 1° Des organes de commandement et des états-majors ;
- 2° Des bureaux de recrutement dont la mission est de recenser et d'administrer le personnel assujetti aux obligations militaires ;
- 3° Les organes ou œuvres de préparation militaire ;
- 4° Des centres de mobilisation dont la mission est de préparer et d'exécuter le moment venu la mobilisation militaire ;
- 5° Des écoles et organes d'études ;
- 6° Des établissements et formations de services du territoire.

Art. 12. — Pour l'exercice du commandement territorial, chaque région est divisée en subdivisions de région dont chacune est placée sous l'autorité d'un officier supérieur ou général ; les subdivisions de région peuvent être réunies en « groupes de subdivisions » placés sous l'autorité d'un officier général.

Le tracé des subdivisions sera progressivement modifié de telle façon qu'il coïncide en principe avec le tracé des départements.

Art. 13. — Les différents services de l'armée sont, en principe, organisés par région.

Art. 14. — Chaque subdivision de région possède au moins un bureau de recrutement et un nombre variable de centres de mobilisation. Elle peut, en outre, comporter des organes ou œuvres de préparation militaire.

CHAPITRE IV

Organisation des forces permanentes

Art. 15. — Les forces permanentes se répartissent en trois catégories dans la composition desquelles entrent des troupes métropolitaines et des troupes coloniales :

a) Les forces du territoire métropolitain composées, en principe, d'éléments français et stationnées en permanence sur le territoire métropolitain ;

b) Les forces d'outre-mer, composées d'éléments français, indigènes et étrangers, destinées à l'occupation et à la défense de nos possessions et stationnées en permanence dans ces possessions ;

c) Les forces mobiles, réserves des forces permanentes d'outre-mer, composées de Français et d'indigènes et normalement stationnées sur le territoire métropolitain et en Afrique du Nord.

Art. 16. — Les forces du territoire métropolitain sont réparties en grandes unités ou en réserves générales, disposant des organes de commandement et des services qui leur sont nécessaires.

Les forces d'outre-mer sont organisées suivant les nécessités particulières à chacun des territoires sur lesquels elles sont stationnées.

Les forces mobiles comprennent des grandes unités et des éléments de réserves générales.

Art. 17. — Chaque corps de troupe est organisé sur un type se rapprochant, autant que possible, du régiment ou de l'unité similaire du temps de guerre.

Il peut comprendre :

a) Des unités d'instruction, composées de recrues et de leurs instructeurs ;

b) Des unités de manœuvre, composées de militaires ayant parcouru le premier cycle d'instruction ;

c) Exceptionnellement, des unités-cadres ne comprenant que des personnels de carrière.

Les corps de troupe entrant dans la composition du dispositif permanent de protection des frontières ne comprennent pas d'unités-cadres.

Chaque formation de service formant corps comprend une ou plusieurs unités d'exploitation.

En principe, chaque corps de troupe ou bataillon formant corps est réuni dans une même garnison. Il ne doit être dissocié qu'autant que les nécessités de la couverture, du casernement ou de la mobilisation l'exigent.

Art. 18. — Les corps de troupe et unités formant corps des forces permanentes de la métropole sont réunis en :

- a) Divisions, composées et organisées sur le type des grandes unités similaires du temps de guerre ;
- b) Eléments non endivisionnés ;
- c) Eléments de réserves générales.

En principe, il existe une division d'infanterie des forces du territoire par région militaire, division stationnée sur le territoire de la région. Son stationnement est fixé en fonction des besoins de la sécurité et de la mobilisation, des facilités de l'instruction et des ressources en casernements.

Toutefois, certaines régions militaires peuvent, en raison des besoins particuliers afférents à l'occupation de territoires extérieurs ou au renforcement de la couverture, ne pas être dotées d'une de ces divisions. Dans ce cas, stationneront sur le territoire de ces régions :

D'une part, les éléments prélevés sur les divisions de forces du territoire des régions limitrophes (en aucun cas, les unités ainsi détachées ne devront être inférieures au régiment d'infanterie ou au groupe d'artillerie) ;

D'autre part, et dans toute la mesure du possible, des éléments non endivisionnés, de réserve générale ou des forces mobiles, ainsi que des centres de formation de spécialistes.

Art. 19. — Certains corps de troupe et unités formant corps peuvent, soit en raison de leur spécialisation ou de leur utilisation prévue, soit eu égard aux exigences de l'instruction combinée de certaines armes, être groupés en commandements particuliers comprenant des éléments stationnés sur le territoire de plusieurs régions.

Ces éléments demeurent soumis aux autorités locales pour ce qui concerne l'exercice du commandement territorial, mais ne relèvent, à tous autres égards, du général commandant la région sur le territoire de laquelle ils sont stationnés, que par l'intermédiaire du commandement de groupement auquel ils appartiennent.

Le nombre et la composition des corps de troupe et formations

de services résultent des fixations de la loi sur la constitution des cadres et effectifs de l'armée.

Art. 20. — A titre temporaire, certaines formations prévues aux articles 16 et 17 peuvent, pour les besoins de l'occupation des territoires rhénans, être groupées en corps d'armée.

La constitution de ces corps d'armée est ordonnée par décret pris en conseil des ministres.

Les officiers généraux désignés pour exercer le commandement des corps d'armée de marche qui peuvent être ainsi constitués ont le même rang que les commandants de région.

En aucun cas, le nombre des divisions de forces du territoire existantes ne pourra excéder 20.

Les éléments des forces mobiles utilisées hors du territoire métropolitain peuvent être groupés temporairement en unités de marche constituées suivant les nécessités d'emploi.

Art. 21. — Les indigènes de l'Afrique du Nord, recrutés d'après les règles qui leur sont propres, peuvent être formés en corps de troupe ou unités indigènes, encadrés par des Français et des indigènes. Ils peuvent entrer dans la composition des corps, unités ou formations de services des troupes métropolitaines.

L'organisation des corps étrangers est fixée par décret.

Art. 22. — La composition des états-majors dont disposent les autorités visées par la présente loi est déterminée par le ministre de la Guerre dans les limites globales de nombre qui sont fixées par la loi sur la constitution des cadres et effectifs de l'armée.

Ceux desdits états-majors fonctionnant auprès d'autorités dont les attributions comportent, à la fois, un commandement territorial et un commandement de troupes, comprennent deux fractions :

Une fraction active disponible pour les besoins des grandes unités mobilisées ;

Une fraction territoriale, dont les éléments viennent se fonder, à la mobilisation, dans les états-majors du territoire désignés par le ministre de la Guerre.

Une loi spéciale fixe l'organisation et le fonctionnement du service d'état-major dans l'armée.

CHAPITRE V

Incorporation. — Instruction

Art. 23. — Les militaires appelés sont affectés, selon les ordres du ministre de la Guerre, aux divers corps de troupe ou formations ; ils y reçoivent l'instruction correspondant à cette affectation et y assurent le service dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Ils ne peuvent, s'ils appartiennent au service armé, être utilisés à l'extérieur du corps qu'accidentellement, lorsque l'intérêt public l'exige, et par unités encadrées. Pendant les périodes de présence dans les unités d'instruction, aucune recrue ne peut être enlevée à l'instruction pour être employée ailleurs qu'au dressage technique spécial de l'arme ou de la spécialité.

Les militaires appelés demeurent affectés pendant toute la durée du service actif aux unités dans lesquelles ils ont été incorporés et instruits. A leur passage dans la disponibilité et la première réserve, ils restent, dans la mesure du possible, affectés à ces unités ou à l'une de celles qui en dérivent à la mobilisation.

Art. 24. — Les unités d'instruction et les unités de manœuvre sont périodiquement réunies dans les camps d'instruction ou pour des manœuvres d'ensemble, et, pour tout ou partie, en grandes unités du type des unités de guerre.

Pour les périodes d'exercices les cadres et hommes des réserves sont convoqués, en principe, dans le cadre du corps porté aux effectifs de guerre, auquel ils appartiendraient en cas de mobilisation. Leur entraînement a lieu principalement dans les camps ou au cours de manœuvres, autant que possible par grandes unités constituées de mobilisation.

En dehors de ces convocations, les cadres et hommes des réserves, particulièrement ceux appartenant aux services ou à des armes dont l'instruction technique est complexe, peuvent être appelés dans un corps des forces permanentes ou dans une unité d'exploitation.

Art. 25. — Les exercices de tir, marches, manœuvres et opérations d'ensemble que comporte l'instruction des troupes sont exécutés, soit dans les champs de tir ou camps organisés, soit en terrains variés.

Pour l'exécution de ces exercices, marches, manœuvres ou évolutions, l'autorité militaire a le droit, soit d'occuper momentanément les propriétés privées, soit d'en interdire temporairement l'accès. Les lois et décrets spéciaux en la matière déterminent les conditions d'exercice de ce droit, ainsi que le mode d'évaluation et de paiement des indemnités dues pour les dommages en résultant.

Art. 26. — Les écoles militaires pour la formation des cadres et spécialistes sont :

a) Les écoles de formation (écoles pour le recrutement direct des officiers de carrière, écoles de sous-officiers élèves officiers, centres annexes d'élèves officiers de réserve) ;

b) Les écoles d'application (une par arme ou service en principe) ;

c) L'école supérieure de guerre.

Il peut, en outre, être fait appel à des écoles civiles agréées par l'autorité militaire, où les cadres spécialistes sont détachés en stage.

Il peut enfin être créé, à la demande des besoins, des centres de formations d'élèves sous-officiers de réserve et des centres ou écoles de formation ou de perfectionnement pour sous-officiers de carrière.

CHAPITRE VI

Préparation de la mobilisation militaire

Art. 27. — La préparation de la mobilisation comprend les mesures ayant pour objet, lorsque l'ordre en sera donné par le Gouvernement :

a) De mettre sur pied de guerre les corps de troupe et formations de services du temps de paix ;

b) De constituer, avec les hommes rappelés sous les drapeaux et les ressources existantes, des unités de nouvelle formation composées d'hommes des réserves, encadrées en partie par des éléments permanents ou composées uniquement de réservistes ;

c) De compléter l'organisation des services militaires du territoire et du commandement territorial.

Art. 28. — La préparation et l'exécution de la mobilisation sont assurées par des « centres de mobilisation » entièrement autonomes.

Les centres de mobilisation peuvent comporter des annexes.

Les commandants de centres ou d'annexes sont placés sous les ordres du commandement territorial.

Les centres de mobilisation sont chargés, pour les formations dont ils assurent la mobilisation :

a) De tenir les contrôles, répertoires et journaux de mobilisation de ces unités ;

b) De répartir entre ces unités les ressources en personnels, matériels et animaux qui leur sont affectés ;

c) D'emmagasiner, gérer, entretenir les matériels nécessaires à ces formations, à l'exception des matériels dont la nature spéciale rend nécessaire la conservation dans des établissements spéciaux.

Les chefs désignés des corps à mobiliser par le centre ont, sur le travail de préparation de la mobilisation, un droit de regard dont l'étendue et les conditions sont déterminées par une instruction ministérielle.

Par exception, les centres mobilisateurs n'ayant à mobiliser que des unités actives peuvent être placés sous les ordres du chef de corps actif intéressé ; ils n'en restent pas moins, dans ce cas, complètement distincts du corps de troupe actif.

Les commandants de centres ou d'annexes ont, au point de vue administratif, le rôle et les responsabilités d'un commandant d'unité formant corps ou, pour certaines annexes peu importantes, d'un commandant de détachement s'administrant séparément.

En ce qui concerne leur vie journalière, les centres et les annexes peuvent, soit s'administrer séparément, soit, dans un

but d'économie, être rattachés à un corps de troupes ou à une formation de service.

Art. 29. — Les centres de mobilisation comprennent :

- a) Des officiers ;
- b) Un petit nombre de militaires de carrière ;
- c) Des agents militaires et de la main-d'œuvre civile.

Les officiers et militaires de carrière d'un centre concourent à l'encadrement des unités mobilisées, lorsqu'ils ont été relevés dans leurs emplois ou lorsque le rôle mobilisateur du centre est terminé.

L'effectif global du personnel permanent des centres de mobilisation est déterminé par la loi des cadres et effectifs.

CHAPITRE VII

Dispositions particulières aux troupes coloniales

Art. 30. — Les troupes coloniales conservent leur autonomie dans le cadre de la loi du 7 juillet 1900.

Art. 31. — Les troupes coloniales sont organisées comme il est dit aux articles 15 et 16.

Compte tenu des règles qui leur sont propres, l'instruction, l'administration et la mobilisation des unités stationnées hors des colonies sont assurées dans les mêmes conditions que celles des troupes métropolitaines.

Il peut, en particulier, leur être rattaché des centres de mobilisation.

Les règles indiquées à l'article 21, pour l'utilisation des indigènes de l'Algérie et des pays de protectorat, sont applicables aux indigènes des colonies, sauf en ce qui concerne la faculté de les faire entrer dans la composition des corps, unités ou formations de services des troupes métropolitaines.

Art. 32. — Les unités des troupes coloniales, stationnées dans la métropole, sont groupées en commandements autonomes dans les conditions prévues à l'article 19. Elles relèvent des autorités régionales dans les mêmes conditions que les troupes métropo-

littaines, sauf en ce qui concerne toutes les questions d'instruction, de personnel et d'administration, lesquelles sont centralisées entre les mains d'un officier général désigné comme « commandant supérieur des troupes coloniales dans la métropole » et ayant, comme tel, rang et prérogatives de commandant de région.

Les unités des troupes coloniales, stationnées normalement à l'extérieur de la métropole, relèvent des autorités locales ou des commandements de groupements, dans les mêmes conditions que les troupes métropolitaines.

TITRE III

Organisation du temps de guerre

CHAPITRE I^{er}

Exécution de la mobilisation militaire

Art. 33. — La mobilisation des forces militaires du pays a pour objet la constitution et la mise sur pied de l'armée de guerre.

Elle est ordonnée par décret pris en conseil des ministres.

Le ministre de la Guerre est chargé de transmettre et de notifier l'ordre de mobilisation aux diverses autorités civiles et militaires intéressées.

Art. 34. — La mobilisation peut être générale ou partielle.

L'ordre de mobilisation générale est toujours diffusé par voie d'affiches et publications sur la voie publique.

En cas de mobilisation partielle, les personnels visés par le décret sont convoqués par ordre d'appel individuel, indiquant à chacun d'eux la formation qu'il doit rallier et le délai déterminé dans lequel il doit rejoindre. L'ordre de mobilisation partielle peut, en outre, être diffusé par voie d'affiches et publications sur la voie publique.

Lorsque la mobilisation est ordonnée, quiconque est soumis à des obligations militaires doit, sous peine d'insoumission, quels que soient sa situation et le lieu où il se trouve, obéir, sans

attendre la notification d'un ordre de route individuel, aux instructions portées, soit sur le fascicule de mobilisation ou sur l'ordre dont il est détenteur, soit sur l'ordre d'appel qui lui a été régulièrement notifié.

Art. 35. — Tout Français ou ressortissant français soumis, à quelque titre que ce soit, à des obligations militaires par l'effet de la loi, est mobilisé par le décret qui ordonne la mobilisation.

Les affectations sont prononcées suivant les instructions du ministre de la Guerre, compte tenu des dispositions restrictives de la loi sur l'organisation des cadres de réserves et de la loi sur le recrutement de l'armée en matière d'affectation spéciale. Elles sont modifiées dans les mêmes conditions.

Art. 36. — Chaque région mobilise des unités et formations en nombre correspondant aux ressources dont elle dispose, compte tenu des besoins de la mobilisation industrielle, économique et administrative du pays et selon les prévisions du « plan de mobilisation ».

Le plan de mobilisation est établi par le ministre de la Guerre; il détermine, dans le cadre de la législation en vigueur :

a) La composition et le groupement de nos forces en temps de guerre ;

b) Les règles selon lesquelles s'effectue, en conséquence, la mobilisation des différents corps, unités et services.

Art. 37. — Les corps de troupe du temps de paix sont portés à l'effectif de guerre, par l'incorporation des militaires des réserves ; leur dotation en animaux et matériel est complétée par la réquisition. Ils prélèvent sur leurs effectifs du temps de paix du personnel d'encadrement et des spécialistes destinés à entrer dans la composition des corps de nouvelle formation et passent ces éléments à un centre de mobilisation.

Les centres de mobilisation reçoivent, habillent et arment les militaires de réserve rappelés sous les drapeaux et qui leur sont affectés dès le temps de paix ; ils reçoivent également les militaires visés à l'alinéa précédent ; ils en constituent des unités sur le pied de guerre. Ils groupent et absorbent les dépôts des corps de troupe du temps de paix.

CHAPITRE II

Composition de l'armée du temps de guerre

Art. 38. — Les unités mobilisées sont formées en régiments ou unités formant corps et réunies en grandes unités (division, corps d'armée, armée, éventuellement groupe d'armées) ou groupées en « commandements particuliers » constituant des « réserves générales » à la disposition du commandant en chef.

Les unités et formations indigènes ou mixtes, mobilisées sur le territoire de la métropole, en Algérie et dans les colonies ou pays de protectorat font partie de l'armée de guerre et peuvent entrer dans la composition des unités visées ci-dessus.

Il en est de même des formations étrangères régulièrement organisées.

Les grandes unités et commandements particuliers peuvent comprendre, soit exclusivement des troupes métropolitaines, soit exclusivement des troupes coloniales, soit à la fois des troupes métropolitaines et des troupes coloniales.

Ces grandes unités peuvent être commandées, suivant les nécessités d'encadrement, par des officiers des troupes métropolitaines ou des officiers des troupes coloniales.

Art. 39. — La division constitue la grande unité élémentaire à l'intérieur de laquelle se combine l'action de plusieurs armes. Elle comprend un état-major, des régiments ou unités de différentes armes, des services. La division est dite d'infanterie ou de cavalerie suivant l'arme qui est prépondérante dans sa composition. L'organisation du commandement à l'intérieur de la division est fixée par le ministre de la Guerre.

Le corps d'armée comprend un état-major, des directeurs ou chefs de service, un nombre variable de divisions, des éléments non endivisionnés, des services.

L'armée, unité stratégique, constitue exclusivement un organe de commandement et d'encadrement. Elle comporte comme éléments organiques : un état-major, des groupes spécialistes, des services ; elle reçoit et encadre des corps d'armée, divisions et groupements de réserves générales en nombre variable suivant la mission.

Art. 40. — Des corps spéciaux peuvent être formés avec les personnels français ou indigènes, dégagés ou non d'obligations militaires, désignés ou requis pour y servir, soit en raison de leur profession, soit comme appartenant à des services régulièrement organisés en temps de paix.

La formation de ces corps est ordonnée par décret, dès le temps de paix, ou seulement au moment du besoin. Ils peuvent être utilisés, soit aux armées, soit à l'intérieur, et sont, en cas d'appel à l'activité, considérés à tous les égards comme des corps militaires; les hommes qui les composent sont soumis à toutes les obligations du service militaire, jouissent de tous les droits des belligérants et sont assujettis aux règles du droit des gens.

Les personnels entrant dans la composition des formations spéciales visées au présent article de loi sont, en temps de paix, classés dans l'affectation spéciale et soumis, comme tels, aux obligations édictées par la loi de recrutement à cet égard.

Les personnels d'encadrement de ces formations reçoivent des grades d'assimilation spéciale dont la hiérarchie, pour chacun d'eux, est fixée par le décret constitutif.

Art. 41. — Il est constitué un commandement particulier pour chaque théâtre d'opérations; la conduite des opérations y est assurée par un officier général ou maréchal de France, qui prend le titre de « commandant en chef ».

Les forces françaises en action sur tous les théâtres d'opérations peuvent être placées sous l'autorité d'un même chef qui assume alors la direction générale des opérations.

L'exercice du commandement supérieur des forces interalliées est réglé, par accord, entre les gouvernements intéressés.

Art. 42. — Le commandement des armées et groupes d'armées est confié à des membres du « Conseil supérieur de la guerre » désignés dès le temps de paix et chargés d'en assurer la préparation.

Art. 43. — Les commandants de région désignés exercent le commandement du territoire dans les conditions fixées aux articles 8 et 10 de la présente loi. Ils disposent des organes territoriaux dont l'organisation pour le temps de paix est réglée

par les dispositions du titre II et dont le maintien sur place à la mobilisation est prévu.

Les décrets rendus sur la proposition des ministres de la Guerre et de la Marine déterminent la portion du territoire national comprise dans la « zone des armées » et l'étendue des attributions territoriales dévolues dans cette zone au commandant en chef ou à ses délégués.

En territoire étranger, le commandant en chef concentre tous les pouvoirs civils et militaires au nom du Gouvernement français ; il les exerce dans les conditions fixées par les conventions internationales conclues en la matière.

TITRE IV

Dispositions particulières

Art. 44. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'Algérie, sous réserve des conditions spéciales au recrutement indigène, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur. Le territoire de l'Algérie constitue une région.

Art. 45. — L'organisation militaire des colonies et pays de protectorat sera progressivement établie sur les mêmes bases, au fur et à mesure des possibilités locales, par décret portant règlement d'administration publique ou par des lois particulières édictées par le souverain dans les pays de protectorat.

Art. 46. — Les unités de garde républicaine mobile uniquement composées de militaires de carrière, créées par la loi du 22 juillet 1921 en vue du maintien de l'ordre, et dénommée par le décret du 10 septembre 1926, participent, en outre : en temps de paix, au service de la préparation militaire, au service de garnison et à l'instruction des troupes ; en temps de guerre, à l'encadrement des formations mobilisées.

Elles sont, au cours des hostilités, complétées par l'incorporation de gardes auxiliaires choisis dans les classes âgées parmi les citoyens présentant les garanties morales indispensables.

Art. 47. — Les général commandant la région dont le siège est à Lyon, et celui commandant la région dont le siège à Metz portent respectivement le titre de « gouverneur militaire de Lyon » et « gouverneur militaire de Metz ».

Le général commandant la région dont le siège est à Paris exerce ses fonctions sous l'autorité d'un officier général ou maréchal de France désigné comme « gouverneur militaire de Paris ».

Un membre du Conseil supérieur de la guerre est, en outre, désigné comme « gouverneur militaire de Strasbourg ». Ses attributions sont définies par décret.

Art. 48. — Sont et demeurent abrogées : la loi du 24 juillet 1873 sur l'organisation de l'armée, ainsi que toutes autres dispositions et, notamment, celles des lois des 5 janvier 1875 et 17 octobre 1919, concernant l'organisation des gouvernements militaires de Paris, Lyon, Metz et Strasbourg, et de la loi du 7 juillet 1900 relative à l'organisation des troupes coloniales, en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions de la présente loi.

TITRE V

Dispositions transitoires

Art. 49. — La constitution des cadres et effectifs et le recrutement de l'armée feront l'objet de deux lois spéciales.

Par des mesures et aménagements appropriés qui maintiendront la concordance nécessaire entre l'organisation du temps de paix et le plan de mobilisation existant, le ministre de la Guerre préparera la mise en vigueur de ces nouvelles lois en même temps que la réalisation des conditions précisées dans la loi de recrutement. Cette réalisation devra précéder toute réduction de la durée du service militaire actif.

VII

LOI DU 17 JUILLET 1927 TENDANT A ABROGER L'ARTICLE 152 DU CODE CIVIL ET A MODIFIER LES ARTICLES 148, 150, 154, 158 ET 352 RELATIFS AU CONSENTEMENT DES PARENTS EN CAS DE MARIAGE DE LEURS ENFANTS, AINSI QUE L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 24 JUILLET 1889 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS MALTRAITÉS OU MORALEMENT ABANDONNÉS (1).

Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

La loi du 17 juillet 1927 a principalement pour objet de déterminer les règles à suivre en ce qui concerne le consentement à mariage, lorsqu'il existe un dissentiment entre les parents. L'idée essentielle de la loi est qu'en ce cas ce n'est plus l'opinion du père, mais l'avis favorable au mariage qui doit l'emporter. L'intention du législateur a été de faciliter ainsi les unions légitimes et de remédier, autant que possible, à la diminution de la natalité. Ces considérations, malgré leur valeur, ne nous semblent pas décisives. Après avoir constaté entre le législateur de 1927 et les auteurs du Code civil une différence profonde dans la conception des droits appartenant au chef de famille, M. Cautru, dans son rapport à la Chambre des députés, a ajouté : « L'affection du père n'est pas toujours la plus clairvoyante ; il n'a pas toujours la conception la plus juste des conditions qui peuvent assurer le bonheur du futur ménage, et cette considération peut justifier la

(1) *J. Off.* du 18-19 juillet 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Louis Martin, du 6 juillet 1920 (doc. parl. p. 309, annexe 321) ; rapport de M. Antonin Ratier, com. de lég. civ., du 3 décembre 1925, S. E. (doc. p. 1249, annexe 537) ; urgence, adoption, séance du 21 janvier 1926. — *Chambre* : Transmission le 27 janvier 1926 (annexe 2495) ; rapport de M. Cautru (com. de lég. civ.), du 24 mars 1926, 2^e s. (doc. p. 449, annexe 2762) ; rapport suppl. du même, du 24 mars 1927, 2^e s. (doc. p. 411, annexe 4205) ; adoption sans débat le 12 mai 1927, 2^e s. — *Sénat* : Retour du 24 mai 1927 (annexe 261) ; rapport de M. A. Ratier, du 24 mai 1927 (doc. p. 434, annexe 271) ; discussion et adoption les 9 et 17 juin 1927. — *Chambre* : Retour du 17 juin 1927, 2^e s. (annexe 4589) ; rapport de M. Cautru, du 23 juin 1927, 1^{re} s. (doc. p. 906, annexe 4609) ; adoption sans débat le 4 juillet 1927.

BIBLIOGRAPHIE. — *Lois nouvelles*, n^{os} des 1^{re} et 15 décembre 1927, 2^e partie, pp. 82 et s. ; commentaire de M. Edouard Lévy. — *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 7^e livraison, 1^{re} partie, pp. 129 et s. (Paris, 6, rue de Mézières.)

modification proposée, mais il n'en reste pas moins qu'elle constitue une atteinte nouvelle et grave à l'autorité du chef de famille, sur laquelle vont prévaloir désormais l'intérêt présumé de l'enfant et l'intérêt de la société. » Cette remarque est juste. Il est en effet permis de penser que les tendances nouvelles du législateur qui se sont déjà fait jour dans la dernière loi sur les oppositions à mariage risquent d'ébranler les principes mêmes sur lesquels repose la constitution de la famille. A ce point de vue on peut à bon droit critiquer la loi nouvelle.

Les modifications apportées par la loi du 17 juillet 1927 aux articles 148, 150, 152, 158 et 352 Code civil ne sont en général que les applicables à diverses hypothèses du principe nouveau, à savoir que, s'il y a dissentiment entre ceux dont le consentement est requis, il peut être procédé à la célébration du mariage.

1) *Père et mère légitimes ; aïeuls et aïeules.* — En cas de dissentiment entre père et mère l'avis favorable au mariage prévaudra (art. 148, 1^{er} al.). Il en sera de même pour les aïeuls et aïeules s'il y a dissentiment entre les deux lignes ou bien entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne (art. 150).

2) *Parents divorcés ou séparés de corps.* — S'il y a dissentiment entre ces parents, c'est la règle commune qui sera suivie ; ce partage emportera consentement (1).

3) *Enfant naturel.* — Les chambres ont estimé utile d'étendre aux enfants naturels la règle édictée pour les enfants légitimes. En conséquence le 2^e alinéa de l'article 158 a été remplacé par le suivant : « En cas de dissentiment entre le père et la mère, ce partage emporte consentement » (2).

4) *Enfant adopté.* — Le 1^{er} alinéa de l'article 352 Code civil est complété ainsi qu'il suit : « En cas de dissentiment entre l'adoptant et l'adoptante (3), ce partage emportera consentement au mariage de l'adopté. »

5) *Constatation du dissentiment.* — Il ne suffit pas que l'un des père et mère du mineur donne son consentement ; il faut que le refus de l'autre soit constaté dans les formes légales. Ces formes ont été prévues par l'article 148 Code civil (loi du 10 mars 1913) que la loi du 17 juillet 1927 a dû quelque peu modifier dans sa rédaction.

(1) La loi nouvelle abroge simplement l'article 152 du C. civ. qui prévoyait ce cas.

(2) C'est dans l'hypothèse du mariage d'un enfant naturel que se manifeste surtout l'utilité de la règle « dissentiment vaut consentement ». A Colin et H. Capitant, *Cours élémentaire de droit civil*, t. 1, p. 135.

(3) Ce cas, d'ailleurs assez rare, d'un enfant adopté par deux époux, n'avait pas été prévu dans la loi du 19 juin 1923 sur l'adoption.

6) *Consentement au mariage des majeurs.* — Les enfants ayant atteint l'âge de 21 ans et jusqu'à 25 ans sont tenus de justifier du consentement de leurs père et mère ou du survivant d'eux. La loi du 17 juillet 1927 maintient la notification du mariage projeté faite par notaire si ce consentement est refusé. Dans ce cas le mariage ne pourra comme précédemment être célébré que quinze jours après la notification faite aux père et mère ou au survivant d'eux. Mais s'il y a dissentiment entre le père et la mère la notification n'est plus prescrite à l'égard de celui dont le consentement n'a pas été obtenu. Dans ce cas, il peut être procédé sans délai à la célébration du mariage (art. 154) (1).

7) *Déchéance de la puissance paternelle.* — Enfin l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889, visant les conséquences de la déchéance de la puissance paternelle, est complété, relativement au consentement et à l'opposition à mariage, par une double référence aux articles 158 et 173 Code civil ajoutée pour faire concorder les textes (art. 7 de la loi du 17 juillet 1927).

Article premier. — L'article 148 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les mineurs ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère ; en cas de dissentiment entre le père et la mère, ce partage emporte consentement.

« Le dissentiment visé par le présent article et les articles 150 et 158 ci-après est constaté, soit dans la forme de la notification prévue par l'article 154, soit par une lettre dont la signature est légalisée et qui est adressée à l'officier de l'état civil qui doit célébrer le mariage, soit par acte dressé dans la forme prévue par l'article 73, alinéa 2, soit par l'acte de célébration du mariage.

(1) Cette combinaison a été adoptée à la suite des observations de M. Bellamy, député, tendant à rendre à ce point de vue la condition des majeurs meilleure que celle des mineurs. La solution consacrée dans le nouveau texte aura en outre l'avantage de faciliter le mariage du mineur de 25 ans lorsque le père ou la mère sera décédé, disparu ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté ; il sera alors suffisant que l'autre parent donne son consentement. Il n'y aura même pas lieu d'affirmer sous serment le décès ou la disparition de celui qui ne sera pas présent à la célébration du mariage ou n'aura pas envoyé l'acte authentique de son consentement. (M. A. Ratier, 2^e rapport au Sénat.)

« Les actes qui constatent le dissentiment dans les cas spécifiés au présent article et aux articles 150 et 158 sont visés pour timbre et enregistrés gratis. »

Art. 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 150 du Code civil sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Si le père et la mère sont morts ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent; s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne ou s'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emporte consentement. »

Art. 3. — L'article 152 du Code civil est abrogé.

Art. 4. — Les alinéas 1^{er}, 2 et 5 de l'article 154 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« I. — Les enfants ayant atteint l'âge de vingt et un ans révolus et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus sont tenus de justifier du consentement de leurs père et mère ou du survivant d'eux. En cas de consentement du père ou de la mère, il sera procédé à la célébration du mariage.

« II. — A défaut de ce consentement, l'intéressé fera notifier l'union projetée à ses père et mère ou au survivant d'eux par un notaire instrumentant sans le concours d'un deuxième notaire ni de témoins.

« V. — Si, nonobstant cette notification, les père et mère ou le survivant d'eux ont refusé leur consentement, il ne pourra être procédé à la célébration du mariage que quinze jours francs écoulés après cette notification » (1).

Art. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 158 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas de dissentiment entre le père et la mère, ce partage emporte consentement. »

(1) V. les précédentes modifications apportées à l'article 154 du C. civ. par la loi du 7 février 1924, *Annuaire de législ. française*, 1924, p. 59.

Art. 6. — Le premier alinéa de l'article 352 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« En cas de dissentiment entre l'adoptant et l'adoptante, ce partage emportera consentement au mariage de l'adopté. »

Art. 7. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889, modifiée par les lois des 15 novembre 1921 et 23 juillet 1925, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les pères et mères et ascendants sont déchus de plein droit, à l'égard de tous leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent, notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 154, 158, 173, 348, 372 à 387, 389, 390, 391, 397, 477 et 935 du Code civil, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 46 de la loi du 27 juillet 1872. »

Art. 8. — La présente loi est applicable aux colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

VIII

LOI DU 21 JUILLET 1927 AYANT POUR OBJET DE COMPLÉTER LES ARTICLES 5 ET 7 DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1926 RELATIVE AUX RAPPORTS DES BAILLEURS ET DES LOCATAIRES DE LOCAUX D'HABITATION (1).

Notice par M. L. Paul HENRY,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

La loi du 1^{er} avril 1926, en son article 5, avait institué en faveur des propriétaires, une dérogation générale au droit à la prorogation accordée aux locataires, en leur permettant de reprendre

(1) *J. Off.* du 22 juillet 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de loi de M. Mazurier, 30 juin 1926, 2^e s. ; doc. parl. p. 1070, annexe 365 ; rapport de M. Morand, 12 novembre 1926, doc. parl. p. 8, annexe 605 ; discussion et adoption le 26 novembre 1926. — *Chambre* : Transmission le 29 novembre 1926, 2^e s., doc. parl. p. 152, annexe 3618 ; proposition de loi de M. Gouin, 30 juillet 1926, doc. parl. p. 1082, annexe 3264 ; proposition de loi de

l'usage des lieux loués, lorsqu'ils déclaraient vouloir les occuper personnellement ou les faire occuper par leurs ascendants ou descendants.

Ce droit n'était subordonné à aucun contrôle et il suffisait que le propriétaire fît connaître la cause en vue de laquelle il entendait exercer le droit de reprise. D'autre part, si l'exercice de ce droit avait été abusif, le propriétaire, aux termes de l'art. 7 de la loi du 1^{er} avril 1926, n'était exposé qu'à une action civile, dépendant uniquement du locataire évincé, action que ce dernier négligeait généralement d'engager.

Ces dispositions, équitables en elle-mêmes et qui atténuaient le caractère exorbitant de la législation sur les loyers avaient cependant été insérées, avec hésitation, dans la loi du 1^{er} avril 1926, par crainte qu'elles ne fussent l'objet d'abus de la part des propriétaires. Ces appréhensions furent justifiées et la pratique démontra que des propriétaires invoquaient le droit de reprise, non par besoin de se procurer un logement, mais pour évincer les locataires ou pour les amener, par crainte d'éviction, à accepter des conditions pécuniaires abusives.

Diverses propositions de loi furent déposées, l'une au Sénat, les autres à la Chambre, dans le but de restreindre les abus auxquels donnait lieu l'exercice du droit de reprise. Certaines de ces propositions tendaient d'ailleurs à une modification générale de la loi du 1^{er} avril 1926 ; mais elles ne furent pas prises en considération et seules les dispositions relatives au droit de reprise furent revisées.

Le droit de reprise accordé au propriétaire par la loi du 1^{er} avril 1926 est consacré, mais les conditions dans lesquelles il peut être exercé sont précisées et soumises au contrôle judiciaire. La nouvelle loi distingue d'ailleurs le cas où le propriétaire entend exercer personnellement le droit de reprise et celui où il ne l'invoque qu'en faveur de l'un de ses ascendants ou descendants. Dans la première hypothèse, le propriétaire n'est tenu d'invoquer aucun motif, mais la loi réserve au locataire, menacé d'éviction, le droit de faire la preuve que son bailleur n'est guidé par aucun motif légitime ou qu'il n'agit que dans l'intention de lui nuire. Dans la deuxième hypothèse, c'est-à-dire lorsque le propriétaire

M. Chazette, 14 janvier 1927, doc. parl. p. 10, annexe 3754 ; proposition de loi de M. Garchery, doc. parl. p. 19, annexe 3764 ; proposition de loi de M. Lévasscur, 21 janvier 1927, doc. parl. p. 117, annexe 3875 ; rapport de M. Gouin, 24 mars 1927, doc. parl. p. 415, annexe 4211 ; discussion et adoption les 21, 1^{re} s., 23, 1^{re} s., et 28 juin, 1^{re}, 1^{re} s., et 2 juillet 1927. — *Sénat* : Transmission 5 juillet 1927, doc. parl. p. 543, annexe 399 ; rapport de M. Morand, 8 juillet 1927, doc. parl. p. 673, annexe 443 ; discussion et adoption le 13 juillet 1927.

veut exercer le droit de reprise au profit de l'un de ses descendants ou ascendants, il est tenu de justifier d'un motif légitime

Dans un cas comme dans l'autre, le droit de reprise ne peut donc plus être exercé par le propriétaire que si le juge des loyers reconnaît que son exercice est justifié et n'a pas pour seul objet de nuire d'une manière ou d'une autre au locataire.

Enfin pour retenir les propriétaires tentés d'abuser du droit de reprise, l'art. 2 substitue aux sanctions civiles, prévues par l'art. 7 de la loi du 1^{er} avril 1926, une amende pénale et donne ainsi à l'action publique la possibilité de s'exercer.

Article premier. — L'art. 5 de la loi du 1^{er} 1916 est ainsi modifié :

« Le droit à la prorogation n'est pas opposable au propriétaire de nationalité française qui, ayant acquis un immeuble ou une partie d'immeuble par acte ayant date certaine avant le 1^{er} mars 1926 voudra occuper par lui-même cet immeuble ou une partie de cet immeuble.

« Toutefois, lorsqu'il sera établi par l'occupant que le propriétaire invoque le droit de reprise non pas pour satisfaire à un intérêt légitime, mais dans l'intention de nuire à l'occupant ou d'éluder les dispositions qui régissent la détermination du prix du loyer, les juges devront refuser au propriétaire l'exercice de ce droit.

« De même, le droit à prorogation n'est pas opposable au propriétaire remplissant les conditions visées au § 1^{er} qui justifiera d'un motif légitime pour faire occuper l'immeuble ou une partie de l'immeuble par ses ascendants ou descendants ou par ceux de son conjoint vivant ou devant vivre séparément d'avec lui.

« Le propriétaire de nationalité française dont l'acquisition est postérieure au 1^{er} mars 1926 ne pourra bénéficier du droit de reprise qu'à la condition de mettre préalablement à la disparition du locataire un local d'habitation répondant sensiblement par sa surface, par son prix et par sa situation aux mêmes besoins que celui dont il veut reprendre l'usage.

« Le droit reconnu au propriétaire par les alinéas précédents ne pourra porter que sur les locaux servant exclusivement à

l'habitation et ne pourra s'exercer qu'une seule fois au profit de chacun des bénéficiaires ci-dessus énoncés, quelles que soient la date de l'exercice de ce droit et la loi en vertu de laquelle il a été exercé.

« Le propriétaire qui voudra bénéficier du droit de reprise devra prévenir suivant les usages des lieux et au moins six mois à l'avance, par acte extrajudiciaire, le locataire dont il se propose de reprendre le local. Le dit acte devra, en outre, et à peine de nullité, quand le propriétaire exercera le droit de reprise en vertu du 3^e §, indiquer avec précision le ou les motifs légitimes sur lesquels il entend baser son action. »

Art. 2. — L'art. 7 de la loi du 1^{er} avril 1926 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le propriétaire ayant excipé des dispositions des art. 5 et 6 et qui, dans un délai de trois mois à dater du départ du locataire, et pendant une durée minimum de trois ans, n'aura pas occupé ou fait occuper l'immeuble par ceux des bénéficiaires pour le compte de qui il l'avait réclamé, sera, pour l'avenir, déchu de tous droits de reprise, frappé d'une amende de 500 à 5.000 francs et devra au locataire congédié une indemnité qui ne pourra être inférieure à une année de loyer du local précédemment occupé, ni supérieure à cinq années, sans que le locataire évincé ait à faire la preuve d'aucun préjudice. Ce locataire, en cas de non-occupation, pourra demander la réintégration ; en ce cas, l'indemnité ne sera pas due.

« Cette déchéance ne sera pas encourue et cette indemnité ne sera point due si un cas fortuit ou de force majeure a empêché l'exercice normal du droit de reprise.

« L'art. 463 du Code pénal est applicable à l'infraction prévue par le § 1^{er}. »

IX

LOI DU 22 JUILLET 1927 TENDANT A COMPLÉTER LA LOI DU 6 MAI 1919, RELATIVE A LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE (1).

Notice et notes par M. Jean Ch. LEROY, *docteur en droit, chef du Contentieux des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture.*

Rappelons que les appellations d'origine sont des dénominations commerciales désignant des produits qui ont une nature, une origine, des facteurs de production déterminés : Cognac, Sautesnes, Pommard, Roquefort, etc. Pour que ces appellations puissent être défendues, il faut que leur sens soit défini et que l'on sache, tout d'abord, quelles sont les régions dont, seuls, les produits peuvent y avoir droit. Les délimitations administratives,

(1) *J. Off.* du 27 juillet 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : 1^{re} proposition de loi de M. Capus, 23 juin 1925 (doc. ann. 1774) ; 2^e proposition de loi de M. Emile Bender, 15 décembre 1925, 2^e s. (doc. ann. 2234) ; rapport de M. Emile Bender, 20 avril 1926, 1^{re} s. (doc. ann. 2838) ; avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Capus, 22 juillet 1926 (doc. ann. 3237) ; deuxième rapport de M. Emile Bender, 5 avril 1927 (doc. ann. 4290) ; deuxième avis de la Commission de l'Agriculture, par M. Capus, du 19 mai 1927 (doc. ann. 4414) ; discussion et adoption les 20 mai (1^{re} s.) et 14 juin (1^{re} s.) 1927. — *Sénat* : Transmission 17 juin 1927 (doc. ann. 329) ; rapport de M. Calmel, 5 juillet 1927 (doc. ann. 404) ; avis de la Commission du Commerce, par M. Buhan, 7 juillet 1927 (doc. ann. 411) ; discussion et adoption le 12 juillet 1927. — *Chambre* : Retour (doc. ann. 4867) ; lecture du rapport de M. Bender, discussion et adoption le 13 juillet 1927, 2^e s.

BIBLIOGRAPHIE. — Borssat (Xavier de) : *Législation sur les fraudes et falsifications et les appellations d'origine.*

Clémentel (Etienne) : *Un drame économique (les délimitations).* (Paris, Pierre Laffite, 1914.)

Guérillon (Raymond) : *Les appellations d'origine.*

Hodez (Roger) : *La protection des vins de Champagne par l'appellation d'origine.*

Leroy (Jean-Ch.) : *Le vin : Répression des fraudes et protection des appellations d'origine.* (Paris, J.-B. Baillière et fils, 1925.)

Marcy (Jeanne) : *La réglementation des appellations d'origine.* (Paris, la Presse française, 1927.)

Plaisant (Marcel) et Jacq (Fernand) : *Traité des noms et appellations d'origine.* (Paris, Rousseau, 1921.)

Toubeau (Maxime) : *La protection des appellations d'origine.* (Paris, Lois nouvelles, 1921 et 1928.)

Thomas (G.) : *Appellations d'origine*, Recueil général des lois et arrêtés, 1927, 8^e livraison, 1^{re} partie, p. 141. (Paris, 6, rue de Mézières.)

qui trouvèrent le succès dans le cas du Cognac et du Bordeaux, échouèrent, en 1911, dans celui du Champagne, à la suite de graves incidents dont le souvenir est encore vivant.

Un statut des appellations d'origine, que l'on regardait comme définitif et qui a déjà subi de fortes atteintes, fut enfin établi par la loi du 6 mai 1919 (1). Celle-ci remet aux tribunaux le soin de statuer sur le droit aux appellations d'origine et elle dispose que « toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit, naturel ou fabriqué, et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation » (art. 1^{er}).

Pour les uns, ce texte permet aux intéressés de faire définir les appellations d'origine par les tribunaux, en tenant compte, non seulement de l'origine géographique, mais du mode de production et même de certaines qualités substantielles des produits désignés. Pour les autres, la définition des appellations d'origine tient tout entière dans la délimitation des régions productrices.

Dès lors que l'emploi des appellations d'origine doit être interdit chaque fois qu'il est fait contrairement à l'origine du produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, cela signifie, disent les premiers, que le droit à ces appellations est subordonné à une double condition : l'origine géographique, ainsi que cela va de soi, et un ensemble de conditions déterminées par les usages et en relation étroite avec la qualité des produits.

Mais, objectent les seconds, il résulte formellement des travaux préparatoires que le législateur a entendu écarter tout ce qui se rapporte aux qualités substantielles. Le mot *usages* a ici la signification suivante. L'origine indispensable est, en principe, celle que l'appellation indique, la province de Champagne, la commune de Sauternes, par exemple. Cependant il peut se produire le fait que les usages locaux, loyaux et constants aient étendu les limites de cette zone de production ; des régions se sont formées, dont il est nécessaire de consacrer l'existence. Citons les exemples fameux de Cognac, Bordeaux, Sauternes, Saint-Emilion, etc.

Cette dernière interprétation, qui est celle de la plupart des auteurs, fut donnée, en premier lieu, par la Cour d'appel de Bordeaux (2), puis par la Cour d'appel de Paris (3) et, enfin, dans un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation (4). Quel-

(1) V. la notice de M. Marcel Plaisant dans l'*Annuaire de la législation française*, 1919, p. 151.

(2) Cour d'appel de Bordeaux, 26 février, 19 mars, 25 mai 1922.

(3) Arrêt du 16 janvier 1923 (*Gaz. Trib.* 11-12 mai 1923).

(4) Arrêt du 7 juillet 1923 (*Annales des Falsifications*, décembre 1923).

ques tribunaux prenaient, cependant, les dispositions de l'article 1^{er} dans un sens large, les usages déterminant, suivant eux, à la fois l'origine, le mode de production et certaines qualités substantielles [tribunal de Tonnerre, 27 juillet 1923 (Chablis), de Narbonne, 2 juillet 1923 (Corbières), de Saint-Pons, 1^{er} août 1923 (Minervois)].

La controverse fit place à la préparation d'un texte nouveau lorsque la Chambre civile de la Cour de cassation, dans des arrêts des 26 et 27 mai 1925 (4) (délimitation de la Champagne), eut, à son tour, formellement admis la thèse de l'interprétation restrictive. Les usages visés sont, déclarent ces arrêts, *ceux qui circonscrivent le lieu d'origine* ; pour le droit aux appellations d'origine, *le fait géographique seul importe*. Un produit a droit à une appellation d'origine s'il a l'*origine* ou, tenant lieu de celle-ci, les *usages*. Les vins de la commune de Preignac *n'ont pas l'origine Sauternes* ; mais ils ont pour eux les usages qui permettent de leur donner cette appellation. Au contraire, tout ce qui naît sur le territoire de l'ancienne province de Champagne *a l'origine Champagne et, par conséquent, peut porter cette appellation*.

On conçoit sans peine où devait conduire la loi ainsi appliquée. Dès lors qu'il suffit de récolter dans une région délimitée pour avoir droit à l'appellation, le but de certains vigneron, aussi peu consciencieux que malavisés, va être de rechercher la *quantité* à tout prix. Leurs produits diminueront de qualité, ils ne l'ignorent pas, mais les négociants leur paieront un bon prix les appellations figurant sur les acquits. Ils plantent donc des cépages à grand rendement dans des terrains propres à d'autres cultures que celle de la vigne, mais favorables, avec celle-ci, à la production de quantité. Entre ces viticulteurs et certains commerçants s'établit un trafic d'acquits qui est la négation de tout contrôle de l'emploi des appellations d'origine. C'est la multiplication indéfinie des plantations à grand rendement, le discrédit jeté irrémédiablement sur les noms de nos grands crus, une catastrophe sans précédent pour la viticulture française.

Des dangers analogues menacent de nombreux produits à appellations d'origine : conçoit-on, par exemple, que tous les fromages préparés à Roquefort, quel que soit le lait employé, le mode d'affinage adopté, puissent avoir droit à la dénomination Roquefort ?

Au point de vue juridique, on remarquera que la loi destinée à garantir la loyauté des transactions aboutissait à favoriser la fraude et *constituait un recul à cet égard*. En effet, avant la loi

(1) *Gaz. Pal.* 24 juin 1925.

du 6 mai 1919, la loi du 1^{er} août 1905 aurait permis de poursuivre pour tromperie sur la nature et les qualités substantielles de la marchandise ceux qui se seraient livrés au trafic malhonnête que nous venons de dénoncer. Mais, dès lors qu'un droit indiscutable existe au profit de tout ce qui est produit dans les régions délimitées, il n'y a plus aucun moyen de s'opposer à ce que l'on vende, sous un nom réputé, des produits de qualité inférieure, obtenus par des procédés de culture ou de fabrication opposés à ceux qui ont fait la réputation de ce nom.

Prenons un cas concret. Les vins qui, conformément aux usages locaux, loyaux et constants, ont fait la réputation de l'appellation Sauternes sont des vins provenant de cépages fins, Sauvignon, Sémillon, Muscadelle, récoltés dans un sol sec, graveleux, argilo-silico-calcaire, lorsque la maturité des raisins est très avancée. Avec la loi de 1919, on va pouvoir vendre, légitimement, sous le nom de Sauternes des vins d'hybrides producteurs directs récoltés dans les palus qui bordent la Garonne.

C'est dans ces conditions de droit et de fait que M. Capus, député, ancien ministre de l'Agriculture, déposait, le 23 juin 1925, une proposition de loi qui est devenue la loi du 22 juillet 1927. Nous ne nous étendrons pas sur les vicissitudes qu'elle a subies. Nous nous bornerons à signaler les traits principaux de la nouvelle loi, dont les lignes qui précèdent permettront de saisir plus aisément l'intérêt et peut-être aussi les lacunes.

Le texte destiné à remédier aux inconvénients que présentait la rédaction de l'article 1^{er} a pris place dans l'article 10 de la loi du 6 mai 1919, qui ouvre la série des dispositions concernant spécialement les vins et les eaux-de-vie. « Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais, décidait-il, être considérées comme ayant un caractère générique et tombées dans le domaine public ». La loi du 22 juillet 1927 ajoute (art. 3) *qu'indépendamment des prescriptions relatives à l'origine contenues dans l'article 1^{er} (de la loi du 6 mai 1919), aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrés par des usages locaux, loyaux et constants.*

Cette disposition offre l'inconvénient de confirmer l'interprétation que la jurisprudence avait donnée de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, tout en limitant aux vins la réforme accomplie et en se bornant, quant à ceux-ci, à ajouter à la condition de l'origine géographique, celles d'une *aire de production* (1) et d'un

(1) On a parfois employé l'expression « aire de production » dans le sens de région productrice. Ces mots ont ici un sens plus précis, plus agronomique; ils désignent « la surface comprenant les communes ou

encépagement conformes aux usages locaux, loyaux et constants.

Nous avons parlé précédemment des deux courants de jurisprudence qui se sont manifestés. Les décisions qui ont effectué des *délimitations* par application de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 conservent, bien entendu, sur ce point, toute leur valeur ; par contre, les intéressés ne sauraient s'en prévaloir pour faire emploi des appellations d'origine des vins contrairement aux dispositions du nouvel article 10. C'est donc à tort que l'on a exprimé la crainte de voir remises en question toutes les délimitations réalisées. Elles subsistent, les droits des viticulteurs des régions délimitées pouvant toutefois se trouver atteints par la discrimination qu'il y aura lieu de faire parmi les terrains et les cépages. En ce qui concerne ceux-ci, la loi exclut d'une façon formelle les hybrides producteurs directs ; aucun vin en provenant ne peut être vendu avec une appellation d'origine quelconque.

La réforme accomplie laisse craindre que la jurisprudence ne s'en tienne, pour tous les produits autres que les vins, à l'interprétation de la loi du 6 mai 1919 déjà donnée par la Cour de cassation et que, pour les vins eux-mêmes, elle n'admette pas d'autre condition au droit à l'appellation d'origine que l'origine géographique, le terrain et l'encépagement. Or, ne pourra-t-on, par certains modes de culture et de vinification manifestement contraires aux usages locaux, loyaux et constants, obtenir des vins à bas prix mais d'une qualité très inférieure à ceux qui ont fait la réputation du crû. La nouvelle loi ne serait donc, pour les vins eux-mêmes, qu'un palliatif insuffisant aux grands inconvénients qui résultent du texte de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, avec le sens que lui ont donné, en général, la doctrine et la jurisprudence (1).

La proposition de loi déposée par M. Capus en 1925 apportait, au contraire, à notre avis, une pleine satisfaction à tous les intérêts légitimes en cause. Insérée dans l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, à la suite du premier alinéa, elle était ainsi conçue :

parties de communes propres à produire le vin de l'appellation ». Il ne s'agira donc pas de déterminer les terrains utilisés actuellement ou qui l'ont été antérieurement pour cet objet (système adopté, nous le verrons, dans le cas du Champagne), mais de savoir quels sont les terrains qui correspondent, par leur nature et leur situation, au *type* consacré par les usages locaux, loyaux et constants pour la production du « vin de l'appellation ».

(1) La cueillette par tries successives des raisins parvenus à un état de surmaturation, pour le Sauternes, le mode de vinification du Banyuls, la champagnisation des vins de la Champagne viticole ne jouent-ils pas un rôle dans la qualité de ces vins ?

« l'appellation d'origine d'une commune ou d'une région, ne peut être appliquée qu'aux produits obtenus dans la région ou commune d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants. Pour les vins, l'aire de production et l'encépagement conditionnent principalement leur appellation d'origine ».

On laissait ainsi aux tribunaux la latitude nécessaire pour maintenir, en tenant compte de la diversité des situations, les usages locaux, loyaux et constants dont l'observation assure la qualité des produits et on leur indiquait les conditions essentielles auxquelles tenaient les viticulteurs. Nous estimons que ce n'était pas sans raison que l'on avait pensé devoir faire confiance aux tribunaux.

La loi du 22 juillet présente, à côté de la disposition contenue dans son article 3, qui ne touche que les vins, une importante innovation d'une portée générale. On sait que la loi du 6 mai 1919 permettait déjà aux tribunaux de rendre des décisions *opposables à tous les habitants et propriétaires de la même commune ou d'une partie de la même commune*. Ces décisions avaient donc, contrairement à une règle fondamentale de notre droit, *une certaine portée réglementaire : un seul jugement par commune* était nécessaire pour délimiter la région de production. Les délimitations judiciaires devenaient ainsi possibles ; elles restaient longues et coûteuses à réaliser (1).

La nouvelle loi permet aux tribunaux de rendre des décisions opposables aux producteurs *« de la même région, de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune »*. Une région tout entière, quelle qu'en soit l'étendue, pourra donc être délimitée par un seul jugement, semble-t-il (2). Toutefois, ce résultat ne cadre plus guère avec les mesures de publicité des instances, qui sont demeurées ce que la loi du 6 mai 1919 les avait faites : insertions dans des journaux d'annonces légales de l'arrondissement du domicile du demandeur et du tribunal saisi. Cette publicité peut, en effet, avoir lieu sur les confins d'une vaste région dont l'appellation est en cause ; nous estimons qu'elle n'atteint pas avec une certitude suffisante tous les intéressés.

(1) Les procès entre l'Aube et la Marne, au sujet de l'appellation Champagne, ont coûté plusieurs centaines de mille francs aux vignerons de ces deux départements.

(2) Si l'appellation est revendiquée par la suite hors de la région délimitée, dans des communes sur la situation desquelles il n'a pas été expressément statué, le jugement ne leur sera cependant pas, suivant l'opinion générale, opposable *de plano*. D'ailleurs, toute la législation repose sur les usages ; ceux-ci sont, par essence, sujets à évoluer. La formation de régions nouvelles, l'extension des régions anciennes doivent rester possibles.

Dans une seconde partie, la loi du 22 juillet 1927 définit l'appellation « Champagne ». Un conflit de vingt ans, né du décret de délimitation du 17 décembre 1908, transporté, en 1919, sur le terrain judiciaire, trouvait ainsi sa solution dans la loi elle-même.

C'était une entorse au principe posé en 1919. On a parfois, à ce propos, rappelé et invoqué comme précédent la loi du 26 juillet 1925 définissant le Roquefort. Le rapprochement ne doit pas être poussé trop loin, car la loi de 1925 s'est bornée à préciser le mode de production du Roquefort (fromage de lait de brebis affiné dans des conditions particulières), en renvoyant, pour la délimitation de la région productrice, aux décisions rendues par les tribunaux par application de la loi du 6 mai 1919.

La délimitation de la Champagne par la loi ne fut acceptée, il est vrai, que comme une conséquence de l'arbitrage sur lequel les intéressés s'étaient mis d'accord (1). Mais, parmi ces derniers, certains étaient restés en dehors du conflit Aube-Marne et n'avaient pas été parties au compromis d'arbitrage. Ils ont éprouvé la pénible surprise de se voir retirer le droit à l'appellation « Champagne 2^e zone », créée par le décret du 7 juin 1911 et qui disparaît aujourd'hui, sans se voir reconnaître le droit à l'appellation « Champagne ». On peut se demander s'il n'y a pas là une injustice à réparer.

Nous avons vu que la proposition de loi Capus visait à faire de l'encépagement une condition du droit aux appellations d'origine. Or, les vignobles de la Marne étaient plantés en pinot, cépage fin, ceux de l'Aube avaient été reconstitués, en grande partie, en gamay, cépage plus commun. L'Aube, qui voulait se faire reconnaître droit de cité dans la Champagne viticole, craignait de succomber devant les tribunaux sur la question des cépages et de perdre ainsi, de nouveau, le droit au nom prestigieux. C'est pour ce motif que la question « Champagne » s'est trouvée liée aux projets de réforme de la loi du 6 mai 1919.

La loi du 22 juillet 1927 décide que l'appellation Champagne n'est applicable qu'*aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteilles qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites de la Champagne viticole et qui proviennent d'une aire de production et de cépages déterminés.*

Par « fermentation en bouteilles », on entend la « méthode champenoise », préparation longue et minutieuse, qui comporte l'addition de sucre candi pour provoquer une seconde fermentation en bouteilles, d'où résulte la prise de mousse, le remuage des bouteilles placées sur des pupitres la pointe en bas, pour

(1) La sentence arbitrale a été rendue le 3 février 1927 par M. Barthe, président de la Commission des boissons de la Chambre des députés.

amener le dépôt à l'extrémité du goulot, le dégorgement, par lequel ce dépôt est évacué, l'addition d'une liqueur d'expédition au moyen de laquelle on obtient les différentes qualités de Champagnes : demi-sec, sec, extra-sec.

La « Champagne viticole », c'est, à l'heure actuelle, celle qu'a délimitée le décret de 1908, plus les communes viticoles de l'Aube et quelques autres communes de l'ancienne province de Champagne qui avaient effectué des déclarations non contestées sous le régime de la loi du 6 mai 1919 (1).

L'« aire de production » comprend les terrains actuellement plantés en vignes ou qui y ont été consacrés avant l'invasion phylloxérique. La délimitation, enfin acquise, aurait pu inciter certains propriétaires à entreprendre des plantations en terrains impropres à la production du Champagne. On a voulu, de cette façon, s'y opposer, sans avoir à recourir de nouveau aux tribunaux.

Enfin, la question des cépages a été réglée par une transaction. La loi accorde dix-huit ans aux viticulteurs qui possèdent des *gamays* pour remplacer ceux-ci par le *pinot*, l'*arbanne* ou le *petit meslier*, qui pourront seuls servir, ces dix-huit années écoulées, à la production du Champagne.

On voit que le vin de Champagne est un produit qui ne peut être obtenu que suivant des règles rigoureuses. Il est juste qu'il lui soit accordé, en retour, une protection particulièrement sévère. C'est pourquoi la loi, ayant fixé les conditions auxquelles est subordonné le droit à l'appellation d'origine « Champagne », soumet aux mêmes conditions l'emploi de toutes dénominations dérivées du mot « Champagne ». On ne peut donc dire qu'un vin, un cidre ou tout autre produit est « champagnisé », qu'il a été préparé par « champagnisation ». Seule, la désignation « méthode champenoise » est autorisée pour les vins autres que les vins de Champagne rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles, c'est-à-dire par le procédé décrit plus haut. Comme il existe un procédé de préparation des vins mousseux présentant une analogie avec la méthode champenoise, mais dans lequel la fermentation a lieu en vases clos ou cuves de grande capacité, la loi veut que les vins ainsi préparés portent la mention « vin mousseux produit en cuve close », afin de les différencier des vins « méthode champenoise », dont la préparation, beaucoup plus longue et coûteuse, donne des produits d'une qualité supérieure.

Ajoutons que les raisins et les vins en cercles destinés à faire du Champagne ne peuvent circuler avec des pièces de régie portant cette appellation que d'une localité de la Champagne déli-

(1) Loi du 6 mai 1919, art. 17.

mitée, à destination d'une autre localité de la Champagne délimitée, et que les vins non mousseux et non destinés à la fabrication du Champagne mais récoltés dans la Champagne délimitée peuvent circuler hors de cette région avec des pièces de régie portant la mention « vin originaire de la Champagne viticole ». Il est juste, en effet, qu ces vins puissent, en tout état de cause, justifier de leur origine, car ils sont fort appréciés par beaucoup de consommateurs. Mais il ne nous paraît pas douteux que, si ces mêmes vins étaient préparés ensuite pour être vendus comme vins mousseux, la mention « vin originaire de la Champagne viticole » ne saurait figurer sur les bouteilles. Le législateur n'a pu l'admettre et donner ainsi le moyen de tourner les dispositions par lesquelles il a défini le « Champagne ».

*
**

On voit que la loi du 22 juillet 1927 apporte à celle du 6 mai 1919 des compléments fort importants. Résumons-les rapidement.

En premier lieu, pour tous les produits, facilité accrue des délimitations, sur lesquelles repose essentiellement le respect des appellations d'origine, par la portée *régionale* reconnue aux décisions judiciaires.

En second lieu, pour tous les vins, possibilité de faire définir les appellations, non seulement par l'origine géographique des produits qui y ont droit, mais par les facteurs de production qui donnent à ceux-ci leurs caractères distinctifs, le choix du cépage et celui du terrain.

Enfin, pour le vin de Champagne, adoption d'un statut légal complet. Des mesures spéciales de contrôle avaient déjà été prévues pour lui ; il est maintenant défini par la loi. On doit se féliciter, au point de vue économique, de voir un produit essentiellement « représentatif » de notre commerce d'exportation et dont la réputation est répandue dans le monde entier offrir aux consommateurs de telles garanties d'authenticité et de qualité.

A un point de vue plus théorique, il nous faut constater que la protection des appellations d'origine ne paraît pas avoir encore trouvé sa formule définitive. Les droits qui en découlent méritent, à coup sûr, de jouir d'une protection équivalente à celle que l'on assure, dans tous les pays civilisés, à la propriété industrielle. Mais s'agit-il bien, lorsqu'une appellation d'origine doit être définie, de statuer, comme on l'a dit, sur une question de propriété ? On semble avoir quelque peu perdu de vue, dans le désir où l'on était de s'attacher fortement à la notion de propriété, que cette définition a nécessairement le caractère d'une œuvre réglementaire. Cela est si vrai qu'en renonçant aux définitions administratives, le législateur a dû donner au tribunaux,

en 1919, un pouvoir réglementaire qu'il vient d'accroître, en 1927, et que, par deux fois, dans le cas du Roquefort et surtout dans celui du Champagne, il s'est vu contraint d'édicter lui-même le règlement nécessaire.

Mais, quel que soit le système adopté, l'appellation d'origine doit être et sera à l'avenir protégée à l'égal du nom et de la marque. Sa réputation est due au labeur et à l'intelligence d'une collectivité humaine et, le plus souvent, en outre, aux qualités du sol que celle-ci a travaillé. En faire abus, c'est faire une concurrence déloyale aux produits authentiques de la région désignée et tromper le consommateur qui a mis en eux sa confiance. Aussi voyons-nous se multiplier dans tous les pays les mesures destinées à garantir l'authenticité d'origine des produits. La France, fière d'une antique renommée, ne peut que s'en féliciter.

Article premier. — L'article 6 de la loi du 6 mai 1919 est modifié de la manière suivante :

« Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déférés à la Cour de cassation.

« La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi, sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par la présente loi.

« Le pourvoi sera suspensif. »

Art. 2. — L'article 7 de la même loi est ainsi modifié :

« Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même région, de la même commune, ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune. »

Art. 3. — L'article 10 de la même loi est complété par les dispositions suivantes :

« Indépendamment des prescriptions relatives à l'origine, contenues à l'article 1^{er} de la présente loi, aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrés par des usages locaux, loyaux et constants.

« L'aire de production est la surface comprenant les communes ou parties de communes propres à produire le vin de l'appellation.

« Les vins provenant des hybrides producteurs directs n'ont, en aucun cas, droit à une appellation d'origine. »

Art. 4. — Le second paragraphe de l'article 12 de la même loi est modifié comme suit :

« Les inscriptions d'entrée et de sortie seront faites de suite et sans aucun blanc sur ce registre, qui devra être conservé pendant cinq ans. Elles indiqueront... » (le reste sans changement).

Le quatrième paragraphe du même article 12 commençant par ces mots :

« Les quantités, espèces et dénominations... » est abrogé.

Art. 5. — L'article 17 de la même loi est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 17. — L'appellation d'origine « Champagne » n'est applicable qu'aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteilles qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites de la Champagne viticole et qui proviennent d'une aire de production et de cépages répondant aux conditions ci-après énoncées.

« Est subordonné aux mêmes conditions l'emploi de toutes dénominations dérivées du mot « Champagne ». Toutefois, est autorisée la dénomination « méthode champenoise » pour les vins autres que les vins de Champagne rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles. Les vins rendus mousseux par la fermentation en grands récipients devront, sur l'étiquette, porter la mention « vin mousseux produit en cuve close ».

« La Champagne viticole comprend exclusivement :

« 1° Les territoires définis au décret du 17 décembre 1908 ;

« 2° Les communes de l'ancienne province de Champagne et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, non comprises audit décret, mais pour lesquelles l'appellation « Champagne » a été revendiquée dans une ou plusieurs déclarations de récoltes faites de 1919 à 1924 inclusivement, selon les modalités prescrites à l'article 11 de la présente loi ;

« 3° Les communes de Cunfin, Trannes et Précy-Saint-Martin (Aube).

« Dans ces territoires et communes seuls les terrains actuellement plantés en vignes ou qui y ont été consacrés avant l'invasion phylloxérique peuvent conférer à leurs vins le droit à l'appellation « Champagne ».

« Les seuls raisins propres à la champagnisation sont ceux

qui proviennent des cépages suivants : les diverses variétés de pinot, l'arbanne, le petit meslier.

« A titre transitoire et pendant une période de dix-huit ans à partir de la promulgation de la présente loi, le vin provenant du gamay et des autres plants français (non compris les hybrides producteurs directs) seront tolérés dans les cuvées de champagne, mais seulement s'ils proviennent de vignes actuellement plantées. Passé ce délai de dix-huit ans, ces plants seront exclus et les vins qui en proviendront n'auront plus droit à l'appellation « Champagne ».

Art. 6. — L'article 18 de la même loi est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 18. — Le ministre de l'Agriculture détermine les conditions dans lesquelles sera établie, dans chaque département et pour toutes les communes prévues au précédent article, la liste des terrains susceptibles d'être admis à conférer à leurs vins l'appellation « Champagne », d'après les principes posés audit article. Les terrains seront désignés par références aux lieux-dits, sections et numéros du cadastre.

« Si aucun terrain ne paraît remplir dans la commune les conditions exigées pour avoir droit à l'appellation « Champagne », le procès-verbal dressé, dans les conditions ci-dessus fixées, devra le constater.

« La liste des terrains susceptibles d'être admis, ou le procès-verbal visé au précédent paragraphe sera déposé à la mairie.

« Avis de ce dépôt, suivi du texte du présent article, sera affiché à la porte de la mairie et publié dans deux journaux quotidiens d'annonces légales du département. Toutes personnes intéressées pourront en prendre connaissance et adresser, dans un délai de trois mois à partir de sa publication, à peine de forclusion, leurs observations ou réclamations au préfet, qui en donnera récépissé.

« A l'expiration de ce délai de trois mois, une commission interdépartementale se réunira successivement à la préfecture de chacun des départements, sous la présidence d'un membre de la chambre d'agriculture par elle désigné et qui ne soit ni propriétaire dans la commune, ni viticulteur. Cette commission comprendra trois délégués des syndicats viticoles de la Marne

et de l'Aisne et trois délégués des syndicats viticoles de l'Aube, élus dans chaque département par la fédération des syndicats viticoles. Le directeur des services agricoles du département où siège la commission fera fonctions de secrétaire rapporteur avec voix consultative.

« Les dossiers seront communiqués à la commission avec les protestations ou réclamations s'il en est produit. Elle entendra tous les intéressés qui auraient fait connaître leur intention de présenter des observations et, d'une façon générale, usera de tous les moyens d'investigation qui lui paraîtront nécessaires.

« Elle statuera à la majorité de ses membres sur toutes les contestations qui lui seront soumises et déterminera, de façon définitive, par une décision spéciale pour chaque commune, la liste des terrains constituant l'aire de production, ou constatera qu'il n'existe dans la commune aucun terrain répondant aux conditions fixées par l'article 17 de la présente loi.

« La décision de la commission interdépartementale sera rédigée en trois exemplaires, dont l'un sera déposé à la mairie de la commune et un autre aux archives départementales où tout intéressé pourra les consulter et s'en faire délivrer copie.

« Les frais déterminés par l'application des prescriptions ci-dessus seront supportés par chacun des départements intéressés pour la part qui le concerne.

« Les décisions des commissions interdépartementales (troisième exemplaire) seront centralisées au ministère de l'Agriculture et publiées dans les termes de l'article 11 de la présente loi. »

Art. 17. — L'article 20 de la même loi est modifié comme suit :

« Art. 20. — Les raisins et les vins en cercles destinés à la fabrication du champagne et remplissant les conditions d'origine et d'aire de production et de cépages exigées par l'article 17 ci-dessus ne peuvent être expédiés avec un titre de régie portant l'appellation « champagne » que d'une localité comprise dans la Champagne viticole, et seulement à destination d'une autre localité située également en Champagne viticole.

« Toutefois, les vins non mousseux et non destinés à la fabrication du champagne, récoltés dans la Champagne viticole et remplissant les conditions d'origine, d'aire de production et de cépages, pourront circuler en dehors de la zone ci-dessus indi-

quée, avec la mention « vin originaire de la Champagne viticole ».

« Les vins de Champagne ne pourront sortir du magasin séparé, visé à l'article 16, qu'en bouteilles revêtues d'une étiquette portant le mot « Champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot, aussi en caractères très apparents.

« Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille. »

Art. 8. — L'article 22, paragraphe 1^{er}, de la même loi, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les infractions aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20 et 21... » (le reste sans changement.)

Au dernier paragraphe de l'article 24 de la même loi, les mots :

« ... 17 décembre 1908, 7 juin 1911.. », sont supprimés.

En outre, il est ajouté audit article 24 une disposition finale ainsi conçue :

« A partir du moment où l'aire de production du champagne aurait été déterminée conformément aux dispositions des articles 17 et 18 ci-dessus, cesseront d'être en vigueur et d'avoir effet toutes dispositions des lois, décrets ou décisions antérieures en tant qu'elles sont contraires aux prescriptions de la présente loi.

« A titre transitoire, les vins qui sont en la possession des récoltants de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, réintégrés dans les termes de l'article 5 ci-dessus, auront droit d'accès dans les caves réservées au vin de champagne, conformément à l'article 16 de la loi du 6 mai 1919, à la condition d'avoir fait l'objet d'une déclaration de récolte régulière avant le 1^{er} avril 1927. »

Art. 9. — Un règlement d'administration publique (1) déterminera les conditions d'application de la présente loi.

(1) Ce règlement, en date du 21 août 1928, a été publié dans le *Journal Officiel* le 27 août 1928. Il concerne principalement les inscriptions qui peuvent ou doivent figurer sur les vins mousseux. — V. aussi *suprà*, p. 20.

X

LOI DU 23 JUILLET 1927 COMPLÉTANT LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1913
SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES (1).

Notice et notes par M. E. HÉRON DE VILLEFOSSE, *docteur en droit*.

Lorsqu'un accident fortuit, écoulement, incendie, etc., détruit un monument d'art français, les gens de goût s'émeuvent à juste titre et éprouvent la sensation d'un appauvrissement national. Il faut tout faire pour éviter de tels dommages. Mais un autre danger est aussi à conjurer. Le but essentiel de la loi du 23 juillet 1927 est d'empêcher le « dépeçage volontaire de nos objets d'art » qu'on a baptisé du nom d'« elginisme ». Certains industriels, en effet, faisant commerce d'antiquités, se rendent acquéreurs de constructions anciennes, les démolissent pour en extraire les parties intéressantes au point de vue artistique ou archéologique, et revendent les pièces détachées principalement à des amateurs étrangers. Quelquefois même, l'édifice tout entier est démonté pierre par pierre et ainsi transporté et reconstruit en d'autres lieux, généralement hors de France. Cette pratique regrettable, qui risque de ruiner une partie de nos richesses nationales, s'est surtout développée depuis la guerre à la faveur de la baisse du franc, sans que la loi du 31 décembre 1913, protectrice des monuments historiques, ait pu aucunement l'éviter.

Le premier texte destiné à arrêter ce fléau a été déposé par M. Guillaume Chastenet et plusieurs de ses collègues du Sénat sous la forme d'une proposition de loi votée par la Haute Assemblée dans sa séance du 29 mars 1927.

(1) *J. Off.* du 25-26 juillet 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : Proposition de M. G. Chastenet et plusieurs de ses collègues du 13 juillet 1926, doc. parl. p. 1117, annexe n° 434 ; rapport de M. Héry (comm. de l'enseignement) du 3 février 1927, doc. p. 8, annexe n° 24 ; discussion et 1^{re} délibération, séances des 10 et 15 février 1927 ; avis de M. Leblanc (comm. de législ. civ.) du 1^{er} mars 1927, doc. p. 122, annexe n° 87 ; discussion en 2^e délibération, adoption, séances des 3 et 29 mars 1927. — *Chambre* : Transmission du 8 avril 1927, annexe n° 4334 ; rapport de M. Henri Auriol (comm. de l'enseignement) du 28 juin 1927, 2^e s., doc. p. 1239, annexe n° 4684 ; adoption sans débat, séance du 12 juillet 1927.

I

Depuis la loi du 31 décembre 1913, dite « loi sur les monuments historiques » (1), on peut ranger en trois catégories les différents monuments artistiques qui enrichissent notre sol.

1^{re} catégorie. — En premier lieu sont les monuments « classés » qui ne peuvent être réparés ou modifiés sans l'autorisation du Ministre des Beaux-Arts. Mais ils constituent une exception et leur liste est incomplète à cause de l'insuffisance des crédits budgétaires dont dispose l'administration pour les entretenir aussi bien que pour verser, en cas de classement d'office, des indemnités aux propriétaires récalcitrants.

2^e catégorie. — L'inventaire supplémentaire des édifices présentant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la « préservation » constitue une seconde catégorie de monuments publics ou privés. Ils sont pour ainsi dire *mis en surveillance* en vue d'un classement éventuel. Malheureusement ce simple droit de regard que, par son article 2, 4^e al., la loi de 1913 accordait à l'Etat sur les édifices anciens était insuffisant (2), et il fallait instituer pour la sauvegarde de nos monuments des garanties plus effectives que celles résultant de l'inscription sur l'inventaire supplémentaire primitivement créé.

3^e catégorie. — « Cette 3^e catégorie, dit M. Auriol dans son rapport à la Chambre des Députés, comprend tous les monuments dont l'Etat ne s'est encore occupé, ni pour les classer, ni pour les inventorier, monuments sans nombre qui font la richesse obscure de notre sol, réservoir où peut puiser la cupidité des marchands et des pourvoyeurs de musées étrangers. Or, ces monuments peuvent être dépecés et exportés sans que l'Etat en soit avisé, car il n'y a, en France, ni loi générale pour protéger telle ou telle catégorie de monuments, ni législation douanière pour les arrêter à leur sortie, ni loi ayant un effet rétroactif quelconque qui permette de reconstituer un ensemble architectural, contre le gré du propriétaire dépeceur, une fois le mal accompli. »

(1) V. notre *Annuaire de législation française*, 1913, p. 219 et s. — Paul Verdier, *La protection des monuments historiques*, 65 pages avec gravures, 1926 ; Paris, 65, avenue de la Grande-Armée, au siège social du Touring-Club de France, comité des sites et monuments.

(2) Pourtant, grâce au zèle très louable de l'administration des Beaux-Arts, au cours des trois dernières années près de 3.500 édifices ont été inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

II

Tel était l'état de notre législation quand est intervenue, comme nous l'avons dit, la proposition Chastenet. Tout en restant très prudemment dans le cadre de la loi de 1913, elle a eu pour but de renforcer son ancien système de protection en créant un nouvel inventaire de nos richesses d'art (1) qui comporte trois innovations :

1° D'abord le propriétaire dont l'immeuble est inscrit sur l'inventaire Chastenet et qui projette certains travaux, est obligé d'avertir directement le Ministre des Beaux-Arts (2). Cet avis doit être donné par lui deux mois (3) avant le commencement des travaux indiqués.

2° Quand un immeuble ou une partie d'immeuble aura été morcelé ou dépecé en violation de la loi, le Ministre des Beaux-Arts pourra faire rechercher, partout où ils se trouveront, l'édifice ou les parties de l'édifice détachées et en ordonner la remise en place sous la direction et la surveillance de son administration, aux frais des délinquants vendeurs et acheteurs pris solidairement (4).

3° Le point le plus délicat dans la discussion de la proposition Chastenet porta sur la question d'indemnité. On sait que la loi du 31 décembre 1913 a prévu pour la première fois le classement « d'office » en le tempérant de la possibilité, pour le propriétaire récalcitrant, d'obtenir une indemnité accordée par les tribunaux judiciaires. Fallait-il maintenir ce principe en présence d'un propriétaire décidé à « dépecer » son immeuble ? M. Chastenet, dans son exposé de motifs, se prononçait pour la négative. Il lui semblait que la sorte d'expropriation qu'il avait envisagée était justifiée par l'abus du droit que commet un propriétaire en détruisant un monument archéologique, par esprit de lucre, au préjudice du pays. Mais, en présence des protestations qui se sont élevées au Sénat sur une semblable atteinte au droit de propriété, cette pro-

(1) D'après le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments historiques, l'inventaire de l'administration devait être établi et terminé dans un délai de trois ans à partir du décret (art. 31).

(2) et (3) Auparavant il suffisait d'aviser *le préfet* seulement et *15 jours* d'avance.

(4) Cette aggravation de sanction est de nature à corroborer très efficacement les dispositions pénales déjà contenues dans la loi de 1913 qui sont conservées.

position n'a pas été adoptée. Elle a fait place à la disposition actuelle qui, sans déroger aux principes de la loi sur les Monuments historiques, assure provisoirement le maintien de l'immeuble en état, pendant un temps assez long pour qu'une solution opportune et définitive puisse intervenir. Mais si, à l'expiration de ce temps d'immobilisation (cinq ans), l'Etat décide le classement, il pourra être attribué au propriétaire, conformément à l'article 5 de la loi de 1913, une indemnité représentative du dommage subi.

En définitive, ce classement à « retardement », comme l'appelle M. Auriol, est un heureux progrès. « La loi nouvelle, dit le distingué rapporteur à la Chambre, aura pour effet de marquer un temps d'arrêt immédiat dans l'exode que nous subissons puisqu'elle immobilise tout ce que l'Etat a intérêt à garder. Par elle et grâce à elle, il n'y aura donc plus un seul monument présentant un caractère artistique qui, inscrit sur l'inventaire prévu par M. Chastenet, pourra être actuellement dépecé et mutilé ; quel heureux résultat ! Et puis, si le « dépeçage » de nos monuments se trouve retardé durant cinq années, n'est-on pas en droit d'espérer que l'administration des Beaux-Arts, devenue plus riche et remise en possession de crédits budgétaires lui permettant de faire face aux charges qui lui incombent, pourra alors classer tout ou majeure partie de ce qui se trouvera inscrit sur le nouvel inventaire ? Ne peut-on pas également penser que ceux qui, aujourd'hui, se montrent empressés à acquérir, à n'importe quel prix (le taux des changes les y poussant), des monuments, n'y songeront plus ou n'auront peut-être plus aucun intérêt à y songer, dans un certain nombre d'années ? Ainsi le monument actuellement immobilisé, grâce à cette loi, sera peut-être alors définitivement sauvé. »

Art. 1^{er}. — Le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Les édifices ou parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiate, présentent un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation, pourront, à toute époque, être inscrits par arrêté du ministre des Beaux-Arts, sur un inventaire supplémentaire.

« L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble ou partie de l'immeuble inscrit, sans avoir, deux mois auparavant, avisé le ministre des Beaux-Arts

de leur intention et indiqué les travaux qu'ils se proposent d'effectuer.

« Le ministre ne pourra s'opposer auxdits travaux qu'en engageant la procédure de classement telle qu'elle est prévue par la présente loi.

« Toutefois, si lesdits travaux avaient pour dessein ou pour effet d'opérer le morcellement ou le dépeçage de l'édifice ou de la partie d'édifice inscrit à l'inventaire dans le seul but de vendre en totalité ou en partie les matériaux ainsi détachés, le ministre aurait un délai de cinq années pour procéder au classement et pourrait, en attendant, surseoir aux travaux dont il s'agit. »

Art. 2. — Le chapitre 5 de la loi du 31 décembre 1913 est complété par l'article additionnel ci-après :

« Quand un immeuble ou une partie d'immeuble aura été morcelé ou dépecé en violation de la présente loi, le ministre des Beaux-Arts pourra faire rechercher, partout où ils se trouvent, l'édifice ou les parties de l'édifice détachées et en ordonner la remise en place, sous la direction et la surveillance de son administration, aux frais des délinquants vendeurs et acheteurs pris solidairement. »

XI

LOI DU 10 AOÛT 1927 SUR LA NATIONALITÉ (1).

Notice et notes par M. Albert TROULLIER

I. — REMARQUES PRÉLIMINAIRES

D'après Duranton et Valette, la loi est « une règle établie par une autorité supérieure à laquelle on est tenu d'obéir ».

(1) *J. off.* du 14 août 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Sénat* : 1° projet Antony Ratier du 11 novembre 1913, doc. ann. 404 ; 2° propos. Louis Marin du 10 février 1916, doc. ann. 35 ; 3° projet Briand du 21 septembre 1916, doc. ann. 351 ; 4° propos. Louis Martin du 10 juin 1920, doc. ann. 229 ; rapport Lhopi-

D'autre part, suivant Planiol, le mot « droit » dans son sens fondamental désigne une faculté reconnue à une personne par la loi et qui lui permet d'accomplir des actes déterminés. Dans un autre sens le mot « droit » désigne l'ensemble des lois, c'est-à-dire les règles juridiques applicable aux actes des hommes. Les droits sont les facultés ou avantages que les lois accordent aux personnes. Ils sont civils, politiques ou publics. Seuls, les droits publics appartiennent à toute personne.

On se rend compte ainsi de l'utilité qu'il y a dans tous les pays à déterminer la nationalité de ceux qui l'habitent.

D'après Fustel de Coulanges, le mot patrie chez les anciens, signifiait la terre des pères (terra patria). La patrie de chaque homme était la part du sol que sa religion domestique ou nationale avait sanctifiée. On reconnaissait le citoyen à ce qu'il avait part au culte de la cité et c'était de cette participation que lui venaient tous ses droits civils et politiques. A Rome, il faut remarquer qu'entre les peuples et elle, Rome ne connaissait que deux sortes de liens, la sujétion ou l'alliance (*Dedititii, socii*). La valeur du titre de citoyen romain était telle que sans lui on était en

tepu du 24 janvier 1922, doc. ann. 18 ; 5° projet Briand du 2 avril 1921, doc. ann. 228 ; rapport Eccard du 7 décembre 1922, doc. ann. 734 ; déclaration d'urgence, discussion et adoption 23 janvier 1923 ; 6° propos. Louis Marin du 6 juillet 1922, doc. ann. 511 ; rapport Maranguet du 21 juin 1923, 1° s., doc. ann. 474 ; déclaration d'urgence, adoption sans discussion 11 juillet 1923.

Chambre des Députés : 1° dépôt et transmission les 31 mars 1922, 2° s., 9 février 1923, 13 novembre 1923 ; 2° projet Millerand du 12 mars 1920, doc. ann. 498 ; 3° propos. Louis Marin du 20 juillet 1920, doc. ann. 1303 ; rapport Raynaldy du 7 juin 1923, 2° s., ann. 6117 ; 4° propos. Denise et Ricolfi du 22 décembre 1921, doc. ann. 3606 ; rapport Liouville du 13 octobre 1922, doc. ann. 4905 ; rapport général Liouville, 13 mars 1924, 2° s., doc. ann. 7303 ; discussion et adoption 10 avril 1924.

Sénat : Retour 26 juin 1924 ; rapport Lisbonne, 5 novembre 1925, doc. ann. 500 ; discussion et adoption les 20 novembre et 3 décembre 1925.

Chambre des Députés : Retour le 12 décembre 1925, 2° s. ; rapport Mallarmé, 18 mars 1927, doc. ann. 4167 ; discussion et adoption les 31 mars et 7 avril.

Sénat : Deuxième retour le 17 mai 1927, doc. ann. 245 ; rapport Lisbonne du 10 juin 1927, doc. ann. 306 ; discussion et adoption 8 juillet 1927.

Chambre des Députés : Deuxième retour (doc. ann. 4857), lecture du rapport Mallarmé et adoption le 13 juillet 1927, 2° s.

La loi nouvelle est complétée 1° par un décret du même jour qui détermine la procédure à suivre ; 2° par une instruction détaillée du ministre de la Justice concernant l'application de cette loi. V. le *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, année 1927, 8° livraison (6, rue de Mézières, Paris).

dehors du droit, et que par lui on entrait dans la société régulière. Aussi arriva-t-il que l'Italien, le Grec, l'Espagnol et le Gaulois aspirèrent tous à entrer dans la cité romaine et y parvinrent après de longs efforts (1).

D'autre part, si haut que l'on remonte dans l'histoire on constate que les diverses régions ont été peuplées par des immigrations successives (2).

Aussi l'immigration de familles ne saurait-elle être préconisée, si elle n'avait pour corollaire absolu un programme de l'école obligatoire, l'histoire de France, enseignée aux enfants pour préparer leur assimilation. Que d'objections, malgré la guerre, soulèvera cette observation? Et cependant, les Etats-Unis que l'on cite sans cesse comme des maîtres, pratiquent ce système sur une large échelle. Nous n'en voulons pour preuve que les conclusions d'une enquête faite par des professeurs anglais sur l'éducation aux Etats-Unis (3).

« Le but de l'éducation est d'inculquer le plus promptement possible des sentiments d'un nationalisme intense à la population internationale amenée chaque année aux Etats-Unis par l'émigration. Des chants patriotiques sont chantés dans les écoles. Le drapeau américain est placé bien en vue, à l'intérieur de chaque école, et une loi de l'Etat de New-York exige qu'il flotte durant les heures de classe à l'extérieur de chaque école. Chaque matin on adresse un salut au drapeau et tous les enfants répètent devant lui une formule de fidélité... Le patriotisme fait partie de l'enseignement de l'école et le succès avec lequel il est enseigné est extraordinaire. Cet enseignement est accompagné d'exemples tirés de la vie des grands hommes du passé. C'est par ces moyens et des commentaires sur le symbolisme du drapeau toujours présent qu'ils réussissent à faire de bons et loyaux citoyens. »

Si les jeunes étrangers sont tenus à nos écoles d'apprendre l'histoire glorieuse de notre patrie, pourra-t-on raisonnablement traiter la France de peuple uniquement militariste, le plus impérialiste du globe? Si ces jeunes étrangers, rapidement convaincus, s'enthousiasment pour la France, si riche en gloires de toute espèce, pourra-t-on dire que la France a abusé de ses droits, alors qu'elle n'a eu qu'un but parfaitement légitime : convaincre avant d'absorber?

(1) V. Fustel de Coulanges : *La Cité antique*.

(2) V. R. Gonnard : *Essai sur l'histoire de l'émigration*. Paris, librairie Valois, place du Panthéon, 1928.

(3) V. E. Bocquillon : *La France de demain*, n° du 5 juillet 1904. V. aussi G. Duruy : *Ecole et Patrie*. Paris, 1907.

En France, avant la guerre de 1914, déjà de grandes masses d'étrangers étaient venues s'installer dans diverses régions, et, après 1918, le Gouvernement dut faire un nouvel appel aux étrangers pour remplacer la main-d'œuvre absente. Pour bien comprendre la loi du 10 août 1927, il faut examiner la situation faite à la France par la guerre. Les terribles pertes éprouvées par un pays dont la natalité était déjà insuffisante, ont rendu nécessaire l'afflux d'étrangers destinés non seulement à remplir les vides causés par les disparus, mais encore à intensifier la production agricole et industrielle et l'exploitation des richesses naturelles du pays. La France a ouvert largement son sol aux étrangers. Elle a contracté divers traités pour obtenir une main-d'œuvre sélectionnée, et les conventions passées avec les divers pays ont été rédigées de façon à donner le maximum de sécurité et de satisfaction tant aux immigrants qu'au pays qui les recevait. Il s'est produit ceci : les immigrants sont venus rapidement avec leurs familles. Beaucoup se plaignant de l'isolement ont fait venir d'autres familles. Le mouvement s'est largement propagé, et dans bien des régions se sont constitués de véritables petits îlots. Nous avons déjà, dans d'autres études, exposé cette situation. La loi qui nous occupe a pour objet d'éviter le danger des îlots et de faciliter la naturalisation à des étrangers dont la présence semble devoir s'éterniser, dont les qualités sont appréciables et appréciées, et auxquels on accorde le titre et les droits du Français en supprimant ou en diminuant les difficultés ou les lenteurs de la législation antérieure au 10 août 1927.

II. — AVANTAGES ET DANGERS DE LA NATURALISATION CONSÉQUENCE DE L'IMMIGRATION

Rien ne saurait être plus important pour un pays qu'une législation sur la nationalité mal comprise. Elle peut, en effet, modifier les caractéristiques de la race, même dans les pays qui, comme la France, ont une énorme puissance d'assimilation. Ajoutons qu'il ne faut pas perdre de vue qu'une loi de ce genre doit être considérée comme susceptible de multiples remaniements, qu'elle est dans ses détails, sinon dans son ensemble, essentiellement temporaire ; qu'elle peut être modifiée dans son but principal ; qu'elle doit être appliquée avec beaucoup de doigté et de discernement ; enfin qu'il pourra arriver rapidement, qu'il devra même arriver que la France aura intérêt à accueillir moins facilement les étrangers et que le jour où les naissances qui, grâce à des efforts constants, diminuent moins que dans d'autres pays autrefois renommés comme particulièrement prolifiques, auront repris une ascension normale, la France pourra, comme le font les

Etats-Unis, réduire à un minimum fixé l'entrée chez elle d'immigrants.

La loi rendue nécessaire par une situation difficile est donc une loi d'opportunité, et, si elle répond à un besoin, elle facilite trop la naturalisation pour ne pas appeler certaines restrictions.

Ce qu'il faut rechercher avant tout c'est l'assimilation des familles à naturaliser. C'est d'ailleurs l'idée de M. Charles Lambert lui-même, l'auteur de la loi.

Suivant M. Pairault (1), c'est aux Etats-Unis qu'il faut aller chercher les exemples les plus frappants d'une politique méthodique d'assimilation.

Le premier objectif visé fut l'élimination aussi complète que possible des races qu'ils considéraient comme réfractaires à l'assimilation.

La plupart des Etats de la Fédération américaine ont voté depuis quelques années des « alien land laws » stipulant que seuls les étrangers éligibles à la naturalisation pouvaient acquérir une propriété foncière, prendre des intérêts dans des exploitations agricoles ou louer des propriétés à bail pour un but d'agriculture (Loi votée en Californie en 1913 et modifiée par une loi du 2 novembre 1920). Les Etats-Unis ont rendu obligatoire pour les enfants étrangers la fréquentation des écoles publiques. Sont toutefois autorisées les « language schools » où, si l'enseignement est fait en langue étrangère, il est étroitement surveillé. Les directeurs et professeurs sont tenus de s'engager par écrit à essayer de faire de leurs élèves de bons et loyaux citoyens américains. Les programmes et livres scolaires sont fixés par département de l'Instruction publique (2).

Dans deux articles parus dans l'*Economie Nouvelle*, (« Vingt-cinq ans de colonisation nord-africaine » — « Immigration. Démographie » 1928) nous avons déjà étudié certains aspects de la naturalisation, et nous avons reproduit divers passages du travail de M. Ch. Lambert (3). Il est, en effet, impossible de comprendre l'utilité de la loi du 10 août 1927 sans tenir compte des événements douloureux qui, de 1914 à 1918, ont anémié la France et ont obligé les Pouvoirs publics à accueillir des étrangers pour continuer à exploiter ses diverses richesses en attendant le rétablissement de

(1) V. André Pairault : *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*. Les Presses universitaires de France, boulevard Saint-Michel, Paris, 1927.

(2) V. Wuriz : *La question de l'immigration aux Etats-Unis*. Paris, 1925.

(3) V. Charles Lambert : *La France et les étrangers*. Paris, Librairie Delagrave.

l'équilibre dans une population diminuée d'une partie de ses meilleurs et plus prolifiques éléments.

D'après M. Gonnard (1), le chiffre des étrangers montait en 1911 à 1.132.000. En 1923, M. Joseph Barthélemy l'évaluait à 2.800.000 (2), ainsi divisés :

Italiens.	700.000
Espagnols.	550.000
Belges.	500.000
Russes.	400.000
Polonais.	200.000

En 1924, le nombre des ouvriers étrangers introduits en France avait été de 239.000 dont 197.000 introduits par les services du ministère du Travail et 42.700 par le ministère de l'Agriculture. En retranchant les réémigrants, il restait 191.000 individus.

	Ouvriers industriels	Ouvriers agricoles
Italiens.	83.000	13.000
Belges.	23.000	10.000
Polonais.	23.000	14.000
Portugais.	6.000	7.000
Espagnols.	6.000	8.000
Tchéco-Slovaques.	4.000	5.000
Russes.	3.000	—

Enfin, en 1926, les départements suivants comptaient :

la Seine.	433.000 étrangers.
le Nord.	233.000 —
les Bouches-du-Rhône.	180.000 —
les Alpes-Maritimes.	140.000 —
la Moselle.	114.000 —
la Seine-et-Oise.	84.000 —
la Meurthe-et-Moselle.	81.000 —
le Rhône.	63.000 —
le Var.	60.000 —
l'Hérault.	56.000 —

L'immigration étrangère est donc devenue un problème sérieux. C'est pour cela que la France a dû conclure en matière d'immigration :

(1) V. R. Gonnard : *op. cit.*

(2) V. *Journal des Economistes*, novembre 1924.

gration des traités avec l'Italie, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Belgique pour l'organisation du recrutement individuel et collectif (1).

En 1924, le nombre des ouvriers étrangers introduits en France a été de 239.000 dont 197.000 introduits par les services du ministère du Travail et 42.700 par ceux du ministère de l'Agriculture.

Il y a eu 47.700 émigrants. Les 239.000 immigrants se sont répartis comme suit :

	Ouvriers industriels	Ouvriers agricoles
Italiens.	83.800	13.700
Belges.	23.700	10.900
Polonais.	23.200	14.700
Portugais.	6.700	7.400
Espagnols.	6.700	8.200
Tchéco-Slovaques ..	4.400	5.600
Russes.	3.600	500
Divers.	22.800	2.700

Le recensement de 1926 a permis de compter 40.743.000 habitants, dont 2.500.000 étrangers.

L'immigration doit donc, en raison de son importance, être canalisée et utilisée au mieux des intérêts nationaux. Il importe pour cela de tenir compte des droits individuels de l'immigrant, des susceptibilités normales et légitimes des pays d'origine et d'étudier, ensuite, pour les trancher en toute connaissance de cause, les divers problèmes économiques, sociaux, politiques, internationaux, législatifs, moraux et religieux.

D'où la nécessité d'une loi prévoyant la naturalisation avec toutes ses complications et les diverses faces d'une immigration temporaire que la France doit pouvoir, sans heurts inutiles, modérer ou développer, et rendre plus ou moins facile suivant qu'elle considère qu'il y aura utilité ou danger à ouvrir largement ses portes à une population déterminée (2).

Si nous parlons si souvent de l'immigration c'est que les deux questions immigration et naturalisation sont connexes. C'est ainsi que tant à l'intérieur qu'à l'extérieur on signale aux Pouvoirs publics les complications possibles. Dans tous les cas, les conditions d'admission en France des immigrants doivent tenir compte :

(1) V. André Pairault : *op. cit.*

(2) V. R. Gonnard : *op. cit.*

Du point de vue sanitaire,
 Du régime scolaire des enfants étrangers,
 Du régime des associations étrangères,

De la naturalisation probable ou possible (M. le député Missoffe avait déposé le 13 novembre 1924 une proposition de loi tendant à réunir tous les textes concernant les étrangers sous le nom de « Code des étrangers »).

La naturalisation ne peut être que l'aboutissement d'une assimilation préalable. Le système actuel du contrôle de l'identité des étrangers est défini par le décret du 9 septembre 1925. De plus, la loi du 11 août 1926 modifiant l'article 64 du Livre II du Code du travail a substitué l'interdiction d'employer un étranger non muni de la carte d'identité portant la mention « travailleur » à celle « d'employer sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation exigé par la loi du 8 août 1893 ».

Le choix, la création d'une ambiance favorable à l'accoutumance, le contrôle vigilant des éléments douteux, la répression des manœuvres de débauchage, sont les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour préparer l'assimilation.

D'après l'abbé Kaczmarek (1), au 1^{er} janvier 1926, les émigrés polonais étaient au nombre de 411.000 en France. Pour trouver l'importance numérique de la population polonaise séjournant en France au 1^{er} janvier 1927, il suffit, dit M. Kaczmarek, d'ajouter l'accroissement naturel de la population précédente (coefficient d'accroissement 1,5 %) et le contingent introduit au cours de l'année 1926, puis d'en soustraire les départs, on aura :

Population totale au 1 ^{er} janvier 1926.....	411.656
Accroissement naturel.	6.175
Immigrés en 1926.....	68.534
	486.365
Dont il faut déduire, répartis en 1926.....	10.000
ce qui donne.....	
	476.365

En tenant compte de ceux qui ont échappé à cette statistique, des nouvelles arrivées et des nouvelles naissances, on peut dire qu'il y a actuellement 500.000 Polonais en France... Le Polonais, par suite de l'éloignement de son pays et des frais très élevés de voyage, ne pense à rentrer chez lui que si les circonstances l'exigent réellement. De plus, un des grands éléments de stabilité, c'est le fait que les immigrés sont établis avec leurs familles.

(1) V. Czeslaw Kaczmarek : *L'émigration polonaise en France après la guerre*, Berger-Levrault, Paris, 1928.

III. — BUT DE LA NATURALISATION

Si les lois qui régissent la naturalisation sont susceptibles de varier suivant les circonstances, elles doivent, pour être profitables au pays qui l'accorde, remplir toujours certaines conditions primordiales :

1° Les citoyens nouveaux doivent au point de vue sanitaire se trouver dans un état convenable.

2° Au point de vue moral, ils ne doivent pas être indésirables.

3° Au point de vue ethnique, ils doivent se rapprocher de la population dans laquelle ils sont appelés à se fondre.

4° Ils doivent désirer acquérir la nationalité nouvelle, y trouver des avantages, et ne pas regretter outre mesure la nationalité qu'ils perdent ou abandonnent.

5° Il est indispensable qu'ils soient franchement attachés au pays nouveau dont ils vont être une partie intégrante. Ils doivent, par suite, préalablement à toute naturalisation, connaître la langue, les mœurs, les habitudes, les traditions et, dans une certaine mesure, l'histoire de leur nouvelle patrie.

Ces cinq conditions nous semblent indispensables.

Le point de vue sanitaire mérite toute l'attention. En dehors du danger de la contamination, il est inadmissible que les hôpitaux soient outre mesure encombrés par les étrangers.

L'immigration préalable à l'adaptation et à la naturalisation doit être soumise à des examens sanitaires très sévères. Une statistique récente révélait que, sur 451 cas de syphilis récente traités en 1925 au dispensaire de la clinique de Saint-Louis, on relevait 260 Français, 140 étrangers et 51 indigènes, soit une proportion de 42 % de malades nés en dehors des frontières de la métropole. M. le sénateur Chauveau a déposé le 17 avril 1926 une proposition de loi (Doc. parl., Chambre des députés, session ordinaire 1926 — annexe n° 251, *J. O.* du 30 août 1926), aux termes de laquelle les étrangers astreints à l'obligation de la carte d'identité ne pourraient obtenir celle-ci qu'autant qu'ils seraient munis d'un certificat médical établissant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie contagieuse, d'aucune infirmité, tare physique ou mentale susceptible de constituer un danger ou une charge pour nos nationaux. Avec M. Pairault, nous souhaitons vivement le vote prochain par la Chambre de dispositions de ce genre. Nous voudrions aussi que toutes les enquêtes prévues par la loi tiennent compte de l'état physique de celui qui doit devenir Français.

Le point de vue moral et le point de vue ethnique sont eux aussi extrêmement importants. Il n'y a aucun intérêt à adopter des isolés ou des familles tellement éloignés de nous qu'ils ne

pourront jamais se fondre. Pour les isolés, ils seront inutiles ou dangereux ; pour les familles, si elles peuvent plus tard, grâce à des mélanges, s'adapter aux mœurs françaises, elle deviendront françaises à la deuxième ou à la troisième génération, c'est-à-dire après une assimilation.

Le désir d'acquérir la nationalité est de toute importance. Il ne faut pas franciser les étrangers malgré eux. Mieux vaut les expulser ou réduire leurs droits à ceux qu'ont les non-nationaux. Dans les temps anciens, à Rome, l'empereur tout puissant concède la « Cité romaine », mais il n'use de son pouvoir qu'avec infiniment de retenue afin de conserver le peuple suffisamment pur d'un excès de mélange de sang étranger ou esclave. Le droit de cité romaine est la faveur la plus insigne que les étrangers puissent recevoir (1).

Ainsi, à Rome, la naturalisation était considérée comme une faveur spéciale. Plus tard, les effets de la naturalisation étaient considérés comme essentiellement personnels. C'était la faveur accordée par un Etat en considération des conditions auxquelles une personne s'était individuellement soumise. C'était sur ses aptitudes, sa moralité, non sur les qualités des membres de sa famille que l'enquête portait. C'était donc l'intérêt de l'Etat naturalisant qui devait faire repousser l'effet collectif de la naturalisation (2).

La loi actuelle a multiplié les cas où l'étranger devient français, qu'il le veuille ou non. Cela peut présenter de graves inconvénients, mais le législateur se heurtait à deux dangers :

1° La constitution des îlots. En effet, ce que nous avons exposé au sujet de l'immigration révèle que, dans nombre de nos départements, se sont constitués des noyaux de familles étrangères. Ces familles remplissent bien leur rôle ; elles s'installent dans notre pays, y font souche, mais à cause de leur groupement, de leurs prêtres, de leurs maîtres d'écoles, elles restent en France sans éprouver le besoin d'acquérir une autre nationalité que la leur. Nous les avons reçues si libéralement qu'elles considèrent que si nous leur donnons une seconde patrie, qu'elles sont d'ailleurs disposées à aimer, elles n'en doivent tirer que des avantages. L'aumônier de l'émigration polonaise, le très distingué abbé Kaczmarek (3), reconnaît lui-même que les Polonais, dans bien des cas, voudraient rester Polonais tout en ayant les droits des

(1) V. Dezobry : *Rome au siècle d'Auguste*.

(2) V. Gruffy : *De l'unité de nationalité dans la famille*. Paris, Duchemin, 1893.

(3) V. Czesław Kaczmarek : *op. cit.*

Français, et il insiste sur le maintien et le développement en France des écoles purement polonaises. Nous croyons, comme M. Paon (1) que « la politique de la France en matière d'immigration doit être une politique de fusion entre les divers éléments de sa population. Cette ligne de conduite ne porte pas atteinte aux droits des étrangers qui restent libres de conserver leur nationalité, mais elle est par essence absolument opposée à la constitution de groupements allogènes ou de minorités ethniques, et par conséquent toutes dispositions pouvant favoriser la création de tels groupements doivent être éliminées... »

Les familles (d'ailleurs essentiellement désirables) qui sont venues s'établir en France doivent s'unir à notre population et ne former qu'une seule et même nation. Le législateur de 1927 a considéré qu'il y avait lieu de déclarer Français de droit un grand nombre d'étrangers qui, par indifférence, n'auraient pas cherché à acquérir la nationalité française.

2° Avantages accordés sans aucune contre-partie aux étrangers. Nos lois sont particulièrement bienveillantes pour les non-Français qui ont sur notre territoire des avantages presque aussi grands que les nationaux, avantages que l'on tend à augmenter plutôt qu'à réduire (2).

Dès lors, beaucoup d'étrangers considérant que les avantages concédés aux seuls citoyens français ne sont pas énormes, garderont leur nationalité première, même sans retourner dans leur pays.

Le législateur avait donc des raisons sérieuses de faciliter la naturalisation et les diverses statistiques produites plus haut font ressortir l'utilité qu'il y avait à naturaliser les bons éléments qui s'installaient en France. Toutefois, de sérieuses objections ont été faites qui paraîtront plus ou moins fondées : Elles ont été formulées à diverses reprises dans la presse.

« Une législation récente organise méthodiquement l'invasion de notre patrie sous prétexte de combler les vides que la mitraille allemande a creusés dans nos rangs. Il semble que l'on ait fait tuer ou mutiler 2 à 3 millions de nos meilleurs hommes, la fleur de notre race, avec le dessein prémédité de donner leur terre, leurs foyers, leurs emplois, leur patrimoine séculaire, jusqu'à leurs noms, à des gens de toutes origines, surtout des origines les plus éloignées de la nôtre et des espèces les moins assimila-

(1) V. Marce! Paon : *L'immigration en France*. Payot, Paris, 1926.

(2) V. Lévy-Ullmann : *L'accession des étrangers à la propriété immobilière en France*. Extrait du *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*. Paris, Rousseau et C^{ie}, 1924.

bles à la nôtre. Le gouvernement se vante de substituer en trois années 300.000 barbares aux 300.000 Français exterminés rien qu'à Verdun. De telle sorte qu'on ne sait plus si nos deux millions de morts ont été sacrifiés pour sauver la France ou pour qu'il fût plus facile de livrer la France... » (1).

« Nous avons été amenés à accorder pour la naturalisation en France des facilités qui n'existaient jusqu'alors que dans les pays neufs, chez des peuples qui n'étaient guère que des associations accidentelles pour l'exploitation économique ; que leur éloignement protégeait, et qui, n'ayant pas de passé, étaient enclins à s'en remettre un peu au hasard du soin de faire leur avenir.

« Ce n'est pas peu de chose que d'appliquer un pareil régime à la France, au moment où commencent à le repousser les pays mêmes qui en ont vécu jusqu'à ce jour et dont il a fait la grandeur.... N'oublions pas les exemples fameux des « uitlanders » du Transvaal réclamant la naturalisation pour s'en faire un moyen de domination, et les Germano-Américains, et les hommes à « *trait d'union* », les hommes à deux patries, comme il s'en voit. Nous ne condamnons pas la loi, mais nous déplorons les circonstances qui l'ont rendue à peu près inévitable. Nous nous refusons à y saluer une « *aurore nouvelle* » ou « *un grand pas vers la régénération de la race* ». Elle est un saut dans l'inconnu » (2).

M. Charles Lambert a tellement prévu les objections qui seraient faites à la nouvelle loi que, dans son livre, il a particulièrement insisté sur la nécessité d'une *politique salubre d'immigration*. Cette politique, suivant lui, doit avoir pour but de suppléer au manque de main-d'œuvre dans les usines et surtout dans les campagnes, par la venue facilitée sur notre sol d'ouvriers étrangers désireux de s'expatrier de leur pays, au préalable soigneusement choisis. Elle doit avoir pour but de faciliter la venue de paysans de souche robuste, et par le jeu d'ententes avec certains pays, et en retour d'avantages d'autres sortes qui leur seraient accordés, d'organiser un courant puissant et continu. Le but d'une politique de rénovation de la race française doit, avant tout, viser l'assimilation d'individus similaires.

Ainsi donc tout le monde semble bien d'accord sur certaines directives principales que nous pouvons résumer de la façon suivante :

La naturalisation est une conséquence d'une immigration que

(1) V. *L'Ami du Peuple*, 1^{re} année, n° 7 ; 8 mai 1928.

(2) V. E. Jordan : *Pour la Vie*, n° 136, 15^e année, mai 1928.

les terribles événements de la guerre ont rendue nécessaire. Toutefois cette immigration doit fonctionner avec des règles très sévères et très étudiées. Elle doit conduire à une assimilation progressive qui, elle-même, doit mener dans une large mesure à la naturalisation. C'est dire qu'il faut procéder non pas d'une façon hâtive, mais bien au contraire constituer des étapes. La loi attribuant en quelque sorte de force la nationalité française dans certains cas déterminés n'a pas pour but de *fabriquer à jet continu* des Français nouveaux, elle a un objet plus pratique, plus sérieux; elle doit empêcher de rester étrangers ceux qui, en fait, de par leur installation, leur connaissance de la langue, leurs intérêts mêmes, ont abandonné toute idée de retour définitif dans leur pays d'origine, ont, en France, des intérêts sérieux et ont subi une assimilation suffisante pour en devenir citoyens. Il ne leur manque plus que le titre qui leur sera définitivement attribué dans les cas prévus par la loi, et les flots, centres d'irrégentisme possibles, seront ainsi évités, ce qui est indispensable. La France, pays merveilleusement unifié, ne doit pas perdre les bienfaits obtenus au cours des siècles par tant d'efforts, par tant de persévérance. M. G. Blondel (1) faisait précisément remarquer la conséquence des transformations politiques qui ont changé la carte de l'Europe. « La désagrégation de l'empire des Habsbourg et celle de l'empire ottoman ont eu pour conséquence la formation d'une dizaine d'Etats nouveaux ou d'Etats qui sont obligés de s'organiser dans des cadres nouveaux. Et ils sont séparés par plus de 20.000 kilomètres de frontières presque entièrement nouvelles. Ces Etats ont été créés principalement d'après des considérations ethnographiques. Dans la formation d'un Etat, bien des facteurs doivent entrer en ligne de compte : le facteur historique, le facteur économique, le facteur linguistique, le facteur religieux,..... »

Il faut donc, à tout prix, s'opposer à toute mesure susceptible de diminuer l'unification actuellement existante ou de modifier d'une façon irrémédiable et brusque le type français qui subsiste depuis une si longue période avec des caractéristiques principales.

IV. — RÉDACTION ET PROMULGATION DE LA LOI

M. Jules Valéry, dans son *Manuel de droit international privé*, a déjà exposé les divers aspects de la naturalisation avant le Code civil.

(1) V. Georges Blondel : *L'Europe et la Démocratie*. Extrait du *Bulletin des Sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1927.

Les règles de la nationalité avaient été mises au premier rang dans le Code civil. Ses rédacteurs organisèrent un système de réciprocité, dont on avait déjà, dans les derniers temps de la monarchie, ressenti les avantages. L'étranger, porte l'article 11, jouit en France des mêmes droits civils que ceux qui sont accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartient. Le Code disait : on naît Français ; on le devient. Les étrangers *pouvaient* devenir Français :

1° Par le bienfait de la loi ;

2° Par la naturalisation ;

3° Par la réunion définitive d'un pays au territoire de la France.

Les dispositions primitives du Code civil ont été successivement remaniées, notamment par les lois du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893. La loi nouvelle a profondément remanié le régime de la naturalisation et par suite de la nationalité.

Elle a eu le grand avantage de substituer à des articles mal coordonnés du Code une codification complète de la nationalité française. Le besoin d'une législation d'ensemble, qui s'imposait en 1889 et 1893, était rendu plus grand encore depuis la guerre.

Nous croyons que peu de lois ont donné lieu à autant de travaux, de discussions, de rapports. Ce qui peut paraître à première vue très curieux, c'est la différence des conceptions qui se manifestent pendant la guerre et tout de suite après elle d'une part, et à partir de 1922 d'autre part.

Dans la première période, on reprochait à la législation en vigueur de rendre la naturalisation trop facilement accessible à des étrangers peu dignes de devenir Français et la tendance était d'augmenter la sévérité des conditions moyennant lesquelles cette qualité pouvait être acquise. Après la conclusion de la paix, il a fallu faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Partout, en France, on a considéré qu'il était indispensable de procéder à l'assimilation rapide d'étrangers installés sur notre sol et la tendance primitive de restriction a évolué pour faire place à une tendance diamétralement opposée. C'est donc à bon droit que nous disions :

1° Que l'immigration et la nationalité sont deux questions essentiellement connexes ;

2° Qu'un code de la nationalité est non seulement perfectible, mais qu'il est, de plus, soumis à des modifications qui peuvent en transformer complètement la base fondamentale suivant les circonstances.

Enfin, les conflits de lois en matière de nationalité étaient déjà chose fréquente et c'est pour cela que M. François Saint-Maur a

demandé au Sénat que l'on cherche à diminuer le nombre de ces conflits par des traités diplomatiques (1).

M. Ch. Lambert (*op. cit.*) expose que la nouvelle loi fait table rase de la législation antérieure relative à la nationalité ; qu'elle supprime les articles du Code civil se rapportant à cette question, créant ainsi, à l'exemple de plusieurs pays étrangers, un Code spécial de la nationalité. Le texte fixe le statut national des individus, en les suivant dans les différentes étapes de leur vie.

1° Enumération de ceux qui sont Français à la naissance, sans possibilité d'opter ultérieurement pour une autre nationalité ;

2° Français dès la naissance mais conservant un droit d'option dans l'année qui suit leur majorité ;

3° Etrangers naturalisés ;

4° Mineurs devenant Français par la naturalisation de leurs parents ;

5° Femme française demeurant française malgré son mariage avec un étranger.

V. — LE TEXTE DE LA LOI

La loi du 10 août 1927 se compose de 15 articles.

Les articles 1, 2, 3 et 4 indiquent les personnes auxquelles appartient de plein droit la qualité de Français, celles qui ont le droit de répudier cette nationalité pour en prendre une autre ; celles enfin auxquelles diverses circonstances confèrent le titre de citoyen français.

L'article 5 précise la forme des déclarations lorsque l'option est possible.

Les articles 6 et 7 mentionnent en même temps que les conditions de la naturalisation, les conséquences à l'égard des membres de la famille du naturalisé. L'article 8 indique l'influence exercée par le mariage sur la nationalité des femmes. L'article 9 énumère les cas où peut être encourue la perte de la qualité de Français, et l'article 10 envisage l'action en déchéance. L'article 11 fixe les cas où se recouvre la nationalité, l'article 12 détermine le point de départ des effets de la qualité de Français ; et l'article 13 énumère les abrogations des dispositions du Code civil sur la nationalité. Quant aux deux derniers articles, ils fixent les mesures transitoires et l'étendue territoriale d'application de la loi.

(1) V. Débats parlementaires, Sénat, 1927.

Comme le fait très judicieusement remarquer M. Savatier (1), dans le système actuel, la nationalité n'est dominée ni par le « *ius sanguinis* » ni par le « *ius soli* ». Selon les cas, la nationalité française se fonde sur le sang français de l'intéressé, ou sur le fait qu'il est né ou habite sur le sol français. Toutefois, ceux que la loi considère comme Français sont en réalité ceux que par une présomption sérieuse elle considère comme devant nettement appartenir, par leurs affinités morales, intellectuelles et sociales, à la patrie française.

Sans vouloir chercher à commenter chaque article séparément, nous croyons devoir appeler l'attention sur certaines dispositions.

L'article 8 concernant le maintien de la nationalité française à la femme qui épouse un étranger nous semble très discutable.

M. Jules Valéry (2) qui a fait une très savante étude, à laquelle nous renvoyons les lecteurs désireux de se rendre compte de l'histoire de la nationalité en France, émet une critique sérieuse de l'innovation concernant la nationalité de la femme mariée.

Les instructions officielles, p. 8706, col. 2, *Journal Officiel* du 14 août 1927, s'appuient sur une raison d'ordre moral. « Il est apparu au législateur qu'il était odieux, d'une manière générale, d'imposer à la femme la prééminence du mari dans le domaine de la conscience ou de la pensée ». Cet argument ne nous a pas fait une grande impression. Par contre, un défenseur de cette solution nous avait conté le fait suivant : Une institutrice française très appréciée et gagnant convenablement sa vie, épousait un jeune italien, parfait sujet, d'ailleurs, mais peu fortuné et débutant dans une affaire où il était appelé à occuper plus tard une situation sérieuse. Les gains de la femme étaient suffisants pour permettre au jeune ménage de traverser une période difficile d'un ou deux ans. Seulement, la femme, devenue italienne par son mariage, ne pouvait conserver sa place d'institutrice, ni être fonctionnaire française, et le ménage se trouvait dans l'impossibilité de vivre. Cet exemple s'appliquant à une situation précise, nous paraît avoir plus de valeur que l'argument précité. Toutefois, il ne faudrait pas, en présence d'un cas regrettable, croire qu'une loi générale puisse subir une modification aussi importante que celle indiquée. M. Valéry estime qu'à une époque où la constitu-

(1) V. Commentaire dans les *Lois nouvelles*, n° des 1^{er}-15 octobre et 1^{er} novembre 1927.

(2) V. *La Nationalité française*. Commentaire de la loi du 10 août 1927. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1927.

tion de la famille est attaquée par beaucoup d'éléments divers, c'est une grande imprudence que d'aggraver encore la désagrégation de la famille et de modifier en somme l'article 19 de notre Code civil. Nous sommes absolument de son avis.

Nous irons même plus loin que lui dans notre appréciation. Nous ne pouvons réellement admettre que, dans une famille, une femme puisse être fonctionnaire française et son mari fonctionnaire étranger. Il ne semble réellement pas qu'il y ait lieu de discuter longuement une pareille question. Si dans une famille le mari et la femme ont des aspirations qui peuvent, à certains moments, être très nettement différentes, hostiles même, il ne paraît pas que ce soit là une situation à encourager. Et puis, en temps de guerre, quelle confiance pourra inspirer la femme d'un ennemi, même si elle est restée française ! Il apparaît réellement qu'il est indispensable que les deux époux appartiennent à la même nationalité. Cela est tellement vrai, qu'il a été admis que les Alsaciennes d'origine française réintégrées verraient leurs maris nés allemands acquérir la nationalité française.

L'avenir montrera si ces dispositions ont été bien conçues. Le grand danger des naturalisations trop faciles est d'introduire des nationaux qui ne méritent pas de faire partie du pays nouveau, et c'est pour cela qu'il faut espérer que, dans la pratique, il sera fait un usage judicieux et très ferme de la procédure éventuelle de déchéance prévue à l'article 9 et à l'article 10. Le législateur a été sagement inspiré en donnant la possibilité d'enlever aux indignes une nationalité qu'ils ne méritaient pas, et c'est là évidemment une soupape de sûreté à une loi dont l'application peut donner lieu à de graves abus.

Si, avec la nouvelle loi, les étrangers qui veulent acquérir la nationalité française sont obligés de se faire naturaliser, sont dispensés de cette obligation :

- Les étrangers nés en France ;
- Les étrangères épousant un Français ;
- Les étrangers ayant possédé autrefois la nationalité française ;
- Les femmes et enfants majeurs d'un étranger recouvrant la nationalité française.

La naturalisation doit être sollicitée et n'est accordée que par un décret rendu après enquête sur l'étranger qui doit être âgé d'au moins 18 ans et qui a résidé en France pendant au moins trois ans sans interruption.

A ces règles, il y a quelques dérogations en faveur de celui qui justifie remplir les conditions suivantes :

- Avoir rendu des services importants à la France ;
- Avoir introduit une industrie ou des inventions utiles ;

Avoir créé des établissements industriels ou des exploitations agricoles ;

Avoir servi dans les armées françaises ou alliées ;

Avoir acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises ;

Avoir épousé une Française ;

Etre né en France et y avoir établi son domicile postérieurement à sa majorité.

M. Ch. Lambert a exprimé le très vif regret de n'avoir pu introduire dans la nouvelle loi la proposition déposée sur le bureau de la Chambre le 10 mai 1927 concernant la possibilité pour l'étranger qui demande sa naturalisation de franciser son nom.

Cette question est toujours réglée par la loi du 11 germinal an XI, aux termes de laquelle l'autorisation de changer de nom est la prérogative exclusive du Gouvernement.

Cette loi permet : 1° la substitution d'un nom à un autre ; 2° la modification des lettres ; 3° l'addition d'un nom nouveau.

Un intérêt sérieux est exigé par le Gouvernement ; on n'admet pas les demandes fondées sur le seul caprice et la fantaisie.

La procédure de changement de nom n'est ouverte qu'à l'intéressé lui-même. Par un arrêté ministériel du 25 juin 1828, le garde des Sceaux déclare qu'il ne sera donné aucune suite aux demandes formées irrégulièrement ou qui ne justifieraient pas d'un intérêt sérieux (1).

La Société d'études législatives a confié à une commission l'étude du nom patronymique en matière civile et commerciale (2).

Le rapport a été confié à M. Joseph Hamel, professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg.

Les travaux ont occasionné de multiples discussions qui donneront lieu ultérieurement à un projet de loi. Il est possible que certaines dispositions soient susceptibles de constituer des adjonctions à la loi du 10 août 1927.

VI. — CONCLUSIONS

Ainsi que le reconnaît son auteur, M. Charles Lambert, la nouvelle loi est bien plus une loi sur la nationalité qu'une loi sur la naturalisation. Dès lors, elle présente une importance capitale et revêt les caractéristiques suivantes :

Elle intéresse la France au plus haut point puisque suivant son

(1) V. P. Blondel : *Etude juridique sur le nom patronymique*. Paris, Société du Recueil Sirey, 1905.

(2) V. Question 66, *Bulletin n° 2 et suivants de la Société d'Etudes législatives*, 1927 et 1928.

application elle peut parer, dans une mesure importante, au déficit d'une population anémiée par la guerre.

Mal appliquée, elle peut augmenter le nombre des indésirables et diminuer la qualité moyenne de notre population tant au point de vue physique qu'au point de vue moral.

Bien comprise, elle peut au contraire nous procurer les ressources nécessaires en éléments assimilables ou déjà en partie assimilés.

Elle intéresse aussi les nations étrangères en raison des conflits de lois possibles, et en raison des contrats d'immigration qu'elle rend nécessaires. Elle nécessite des lois nouvelles, des règlements et des décrets nombreux. En effet, l'immigration massive la mieux comprise ne va pas sans l'élaboration de statuts sur l'habitation, sur l'organisation des groupements, sur le régime scolaire, sur le régime religieux. Et alors ce sont tous les problèmes sociaux que l'on va envisager : ceux de démographie, de moralité publique notamment. Comme le faisait remarquer M. R. Johannet, la révolution industrielle qui devait économiser de la main-d'œuvre en provoque une demande sans cesse accrue. Les centres industriels aspirant la population des campagnes provoquent un appel de travailleurs exotiques (1). « *En Europe, l'usine déracine un paysan ; en Amérique, elle enracine un émigré* ».

Enfin, la loi sur la nationalité est tout particulièrement susceptible d'amendements, voire même de suppression, puisqu'elle a été faite pour pallier aux suites d'événements plus terribles que tous ceux que l'histoire avait eu à enregistrer jusqu'à ce jour. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait M. Lambert lui-même, en 1927, à Toulouse (2).

Chose curieuse, les idées malthusiennes et néo-malthusiennes sont aujourd'hui fortement combattues en France tandis que la dénatalité se propage aux pays nordiques en des proportions plus fortes que dans notre pays. Le Congrès de la population mondiale à Genève en août-septembre 1927 en est une preuve.

Ce congrès a été dû à l'initiative des milieux britanniques et américains favorables à la limitation de la natalité (3).

(1) V. R. Johannet : *A la recherche de l'Europe*, Revue de Paris, 15 mai 1928.

(2) V. *Neuvième Congrès national de la natalité*. Toulouse, 29 septembre-1^{er} octobre 1927. Comité permanent de la natalité, 24, rue du Mont-Thabor, Paris.

(3) V. *Is food the limiting Factor in population growth* by Robert J. Mc Fall 1312, Massachusetts Avenue, Washington.

V. aussi le Néo-Malthusianisme à Genève. Action populaire, Editions Spes, Paris.

Par contre, certains pays latins se montrent tout particulièrement prolifiques et, en Italie, M. Mussolini non seulement ne s'alarme pas de l'augmentation des Italiens, mais se déclare prêt à arrêter par tous les moyens une diminution de leur natalité. L'Espagne est en bonne posture de ce côté, la Roumanie également ; la Pologne, d'origine slave, mais de culture, de traditions, de religion latines, augmente aussi sa population. Ce sont précisément les nations qui, au point de vue ethnique et moral, se rapprochent le plus de la France. Leurs nationaux viennent nombreux en notre pays qui les accueille bien, et il en résulte forcément des conventions, des traités destinés à compléter encore la loi de 1927 qui a été élaborée en tenant compte de l'afflux en France des nationaux des pays énumérés ci-dessus. Il faut rendre à M. Ch. Lambert cette justice qu'il a travaillé à établir une loi courte, très claire, et qui présente le grand avantage de déterminer, sans hésitation possible, la nationalité de personnes généralement assimilées, presque toujours assimilables, et de constater ainsi une situation existant déjà en fait.

Article premier. — Sont Français :

1° Tout enfant légitime né d'un Français en France ou à l'étranger ;

2° Tout enfant légitime né en France d'un père qui y est lui-même né ;

3° Tout enfant légitime né en France d'une mère française ;

4° Tout enfant naturel dont la filiation est établie, pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, lorsque celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite est Français ;

Si la filiation résulte à l'égard du père et de la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suit la nationalité française de son père.

La légitimation d'un enfant mineur lui donne, s'il ne l'a déjà, la nationalité française de son père ;

5° Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses père et mère, dont il devrait suivre la nationalité, aux termes du paragraphe 4, premier alinéa, est lui-même né en France ;

6° Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses

parents dont il ne doit pas suivre la nationalité, aux termes de la disposition précitée, est Français ;

7° Tout individu, né en France, de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.

Art. 2. — Sont Français, sauf la faculté de répudier cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française :

1° Tout enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née ;

2° Tout enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui dont il ne devrait pas suivre la nationalité, aux termes de l'article 1^{er}, est lui-même né en France.

Pour être admis à répudier la qualité de Français, l'intéressé devra prouver, par une attestation en due forme de son gouvernement, annexée à sa déclaration, qu'il a conservé la nationalité de ses parents ; le cas échéant, il devra produire, en outre, un certificat constatant qu'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.

La faculté de répudiation cesse :

a) Si, au cours de la minorité de l'enfant, le père ou la mère survivant de l'enfant légitime, le parent survivant de l'enfant naturel ou le parent dont ce dernier suit la nationalité, ont été naturalisés ou réintégrés ;

b) Si une déclaration a été souscrite, suivant les formes prévues à l'article 5, en vue de renoncer à cette faculté, soit par le mineur âgé de plus de seize ans, habilité dans les conditions déterminées à l'article 3, alinéa 2, soit en son nom avant cet âge ;

c) Si le mineur a participé volontairement aux opérations du recrutement, en conformité des dispositions des lois militaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère, qui, s'ils y sont domiciliés, auront la faculté, à partir de l'âge de seize ans, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées par l'article 3.

Art. 3. — Peut, jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans accomplis, devenir Français, tout individu né en France d'un étranger et domicilié en France, qui déclarera réclamer la qualité de Français.

S'il est âgé de plus de seize ans, le déclarant doit être autorisé par le parent, investi de la puissance paternelle ou, le cas échéant, par son tuteur, après avis conforme du conseil de famille. S'il est âgé de moins de seize ans, la déclaration peut être souscrite en son nom par son représentant légal, déterminé comme ci-dessus.

L'enregistrement de la déclaration, souscrite conformément à l'article 5 ci-après, peut être refusé pour cause d'indignité. En ce cas, il est statué par décret, rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Le déclarant dûment appelé a la faculté de produire des pièces et mémoires. La décision doit intervenir six mois au plus après la déclaration, ou, si la régularité de celle-ci a été contestée, six mois au plus après le jour où le jugement, qui en a admis la régularité, est devenu définitif.

La participation volontaire aux opérations du recrutement, dans les conditions déterminées par les lois militaires pour les fils d'étrangers nés en France et, sous réserve de l'habilitation prévue à l'alinéa 2, tient lieu de la déclaration visée à l'alinéa 1^{er}. L'inscription sur les listes de recensement peut être refusée par le préfet, pour cause d'indignité, sur avis conforme émis par le Conseil d'Etat.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion, dont les effets n'ont pas été suspendus.

Art. 4. — Devient Français, à l'âge de vingt-et-un ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de Français en se conformant aux prescriptions de l'article 2.

Cette disposition n'est pas applicable :

a) Aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère qui auront la faculté de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées à l'article 3 ;

b) A l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus.

Art. 5. — Toute déclaration souscrite, soit en vue d'acquérir, soit en vue de répudier la qualité de Français, est reçue par le juge de paix du canton dans lequel le déclarant a son domicile ou, à défaut, sa résidence. En cas de résidence à l'étranger, elle est souscrite devant les agents diplomatiques et consulaires.

A défaut d'être enregistrée au ministère de la Justice, la déclaration sera considérée comme non avenue.

Elle doit, après enregistrement, être insérée au *Bulletin des lois*. Néanmoins, l'omission de cette formalité ne peut préjudicier aux droits du déclarant.

L'enregistrement est refusé si le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi. Ce refus et ses motifs sont, dans le délai de trois mois à partir de la déclaration, notifiés au déclarant, qui a droit de se pourvoir devant les tribunaux civils, conformément aux articles 855 et suivants du Code de procédure civile.

A défaut de cette notification, et lorsque le délai ci-dessus sera expiré, le ministre de la Justice doit, à moins qu'il ne conteste la déclaration, pour cause d'indignité, remettre au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration, avec mention d'enregistrement.

La déclaration, dûment enregistrée, prend effet à partir du jour où elle a été souscrite.

Art. 6. — Acquièrent la qualité de Français les étrangers naturalisés.

La naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger.

Peuvent être naturalisés, sous réserve d'autorisation expresse du mineur par son représentant légal, dans les termes de l'article 3, alinéa 2 :

1° Les étrangers, âgés de dix-huit ans révolus, qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant trois années en France.

Est assimilé à la résidence en France, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouverne-

ment français, ou le séjour dans un pays en union douanière avec la France ;

2° Les étrangers, âgés de 18 ans révolus, après une année de résidence ininterrompue en France ou dans les conditions d'assimilation ci-dessus déterminées, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués, s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, s'ils y ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, s'ils ont servi dans les armées françaises ou alliées, s'ils ont acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises, s'ils ont épousé une personne de nationalité française ou si, nés, en France, ils y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité ;

3° Tout individu né à l'étranger, soit d'un Français dont, en conformité des dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, il ne suit pas la nationalité, soit d'une Française, ou né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et ce à tout âge et sans condition de stage, pourvu qu'il soit domicilié en France. Il en est de même des descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, si la demande de naturalisation concerne un mineur, elle est faite par son représentant légal tel qu'il est déterminé dans l'article 3, alinéa 2, s'il est âgé de moins de 16 ans, ou, avec son autorisation, par l'intéressé lui-même s'il est âgé de plus de 16 ans.

L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il ne peut être investi de fonctions ou mandats électifs que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ou que, pour des motifs exceptionnels, ce délai n'ait été abrégé par décret rendu sur rapport motivé du garde des Sceaux.

Art. 7. — Peuvent obtenir la naturalisation sans condition de stage : la femme majeure ou mineure, mariée à un étranger qui acquiert postérieurement au mariage la nationalité française, et les enfants majeurs de cet étranger.

Deviennent Français les enfants mineurs légitimes ou légitimés non mariés, d'un père ou d'une mère survivant qui se fait

naturaliser Français ou acquiert la nationalité française par application des articles 3 et 4.

Deviennent Français les enfants naturels mineurs, non mariés, quand le parent qui se fait naturaliser Français ou acquiert la nationalité française, conformément aux dispositions des articles visés à l'alinéa précédent, est celui dont ils devraient, aux termes de l'article 1^{er}, paragraphe 4, premier alinéa, suivre la nationalité.

Les dispositions des deux précédents alinéas ne sont pas applicables : 1° aux individus qui, âgés de moins de 21 ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus ; 2° à ceux qui serviraient ou auraient servi dans les armées de leur pays d'origine ; toutefois ces derniers ont la faculté de solliciter la naturalisation française sans condition de stage, après l'âge de dix-huit ans.

Les enfants mineurs mariés ont la faculté de solliciter la naturalisation française sans condition de stage, après l'âge de dix-huit ans.

Art. 8. — La femme étrangère qui épouse un Français n'acquiert la qualité de Française que sur sa demande expresse ou si, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle suit nécessairement la condition de son mari.

La femme française, qui épouse un étranger, conserve la nationalité française à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier.

Elle perd la qualité de Française si les époux fixent leur premier domicile hors de France après la célébration du mariage, et si la femme acquiert nécessairement la nationalité du mari, en vertu de la loi nationale de ce dernier.

Art. 9. — Perdent la qualité des Français :

1° Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert, sur sa demande, une nationalité étrangère par l'effet de la loi, après l'âge de vingt-et-un ans.

Toutefois, jusqu'à l'expiration d'un délai de dix ans à partir, soit de l'incorporation dans l'armée active, soit de l'inscription sur les tableaux de recensement en cas de dispense du service actif, l'acquisition de la nationalité étrangère ne fait perdre la

qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ;

2° Le Français qui a répudié la nationalité française dans le cas prévu à l'article 2 ;

3° Le Français même mineur qui, possédant par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère, est autorisé, sur sa demande, par le Gouvernement français, à la conserver ;

4° Le Français qui, remplissant à l'étranger un emploi dans un service public, le conserve, nonobstant l'injonction de le résigner dans un délai déterminé, qui lui aura été faite par le Gouvernement français.

Cette mesure ne pourra être étendue à la femme et aux enfants mineurs que par décision des tribunaux civils rendue dans les formes prévues à l'article 10 ;

5° Le Français qui, ayant acquis, sur sa demande, ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française, est déclaré déchu de cette nationalité par jugement.

Cette déchéance peut être encourue :

a) Pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat français ;

b) Pour s'être livré, au profit d'un pays étranger, à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français et contraires aux intérêts de la France ;

c) Pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement.

Art. 10. — L'action en déchéance doit être exercée dans un délai de dix ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français, délai qui court seulement à dater de la promulgation de la présente loi, si l'acquisition de cette qualité est antérieure à sa mise en vigueur.

Pour les personnes qui ont acquis la nationalité française antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, la déchéance ne pourra être encourue que pour des faits postérieurs à cette mise en vigueur.

L'action est intentée, sur la demande du ministre de la Justice, par le ministère public, devant le tribunal civil du domicile, ou, à son défaut, de la résidence de l'intéressé.

Lorsque son domicile et sa résidence sont inconnus ou se trouvent en pays étranger, l'action est intentée devant le tribunal du dernier domicile ou de la dernière résidence connus.

La procédure, les voies de recours et les frais de l'instance, ainsi que les effets de la décision définitive sont réglés suivant les formes prévues par les articles 2 à 12 inclus de la loi du 18 juin 1917, exception faite de l'alinéa 2 de l'article 11 de ladite loi ; toutefois, le juge commis, s'il y a lieu, par le tribunal aux fins d'enquête, doit, à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure, se conformer aux articles 3, 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1897.

Art. 11. — L'individu qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer à tout âge par décret, pourvu qu'il réside en France et que, dans le cas de minorité, il soit dûment représenté ou autorisé dans les conditions déterminées à l'article 3, alinéa 2.

En cas de réintégration, il acquiert immédiatement tous les droits civils et politiques.

La qualité de Français peut être accordée à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande. Les enfants mineurs, non mariés, du père ou de la mère survivant réintégré, deviennent Français, à moins qu'ils ne tombent sous le coup de la disposition de l'article 7, alinéa 4.

Les enfants naturels, non mariés, deviennent Français aux conditions fixées par l'article 7, alinéa 3, et sauf les dispositions de l'article 7, alinéa 4.

Art. 12. — Les individus qui acquièrent la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 3 et 4, ou qui la recouvrent dans le cas prévu par l'article 11, ne peuvent s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

Art. 13. — L'article 8 du Code civil, à partir des mots « sont Français » et les articles 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21, du même code, ainsi que la loi du 26 juin 1889, sont abrogés.

Les dispositions de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1917 sont abrogées en ce qui concerne les individus ayant servi dans les armées françaises ou alliées durant la période légale des hostilités.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 14. — a) Toute Française qui aura épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi peut, si elle réside habituellement depuis deux ans au moins en territoire français, recouvrer la nationalité française par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile ou, à défaut, de sa résidence, dans l'année de la promulgation de la présente loi.

Pendant la durée du mariage, cette faculté ne pourra être exercée qu'avec l'autorisation du mari et si le domicile conjugal est fixé sur le territoire national.

Toutefois, ces deux conditions ne seront pas exigées en cas d'absence, de disparition, d'incapacité légale du mari, en cas de séparation de corps ou si, les époux étant séparés de fait depuis un an, une instance en séparation de corps ou en divorce est déjà engagée.

Ces déclarations seront souscrites conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente loi.

Leur enregistrement pourra être refusé pour cause d'indignité, conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 3.

Après l'expiration du délai susvisé, ou en l'absence des conditions précitées de domicile et de résidence, la femme ayant perdu la qualité de Française par suite de son mariage avec un étranger, ne peut être réintégrée que dans les termes de l'article 11 de la présente loi.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux Alsaciennes et Lorraines ayant épousé un ressortissant étranger avant le 11 novembre 1918 et qui, par suite de leur mariage, n'ont pas été réintégrées de plein droit dans la nationalité française, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'annexe à la section V, partie III, du traité de Versailles ;

b) La prise de service militaire à l'étranger, même antérieure à la promulgation de la présente loi, ne peut entraîner la déchéance de la qualité de Français, à moins que cette déchéance n'ait été constatée par une décision de justice passée en force de chose jugée ;

c) Les étrangers naturalisés à la promulgation de la présente loi ne sont frappés de l'inéligibilité prévue à l'article 6 qu'en ce qui concerne les assemblées législatives.

Art. 15. — La présente loi est applicable à l'Algérie, ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois, en ce qui concerne les indigènes algériens, à recevoir leur application, même sur le territoire métropolitain, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et la loi du 4 février 1919.

XII

LOI DU 28 DÉCEMBRE 1927 MODIFIANT LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898 RELATIVE AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (1).

Notice par M. Maurice DUFOURMANTELLE,
docteur en droit,
membre du Comité de direction du Collège libre des Sciences sociales.

Les sociétés de secours mutuels longtemps enfermées dans les limites étroites d'une législation vieillie, avaient enfin trouvé dans la loi organique du 1^{er} avril 1898 (2) une charte répondant aux exigences de leur fonctionnement et aux nécessités de leur développement. Elles en ont tiré un très appréciable profit. Mais les changements apportés par la guerre dans les conditions économiques générales du pays ne pouvaient pas ne pas avoir de répercussion sur leur situation et, dès la fin des hostilités, le besoin

(1) *J. Off.* du 29 décembre 1927.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES. — *Chambre* : Projet de loi du 31 mars 1926, 2^e s., doc. parl. p. 508, annexe 2816 ; rapport de M. René Richard du 17 décembre 1926, sess. extr., doc. p. 215, annexe 3701 ; adoption sans discussion le 25 février 1927. — *Sénat* : Transmission le 3 mars 1927, annexe 95 ; rapport de M. Chauveau du 21 décembre 1927, 2^e s., sess. extr., doc. p. 1325, annexe 727 ; adoption sans discussion le 23 décembre 1927.

(2) *Voy. Annuaire de législation française*, 18^e année, 1899, p. 114.

se fit sentir d'apporter à la loi de 1898 certaines modifications demandées par les circonstances.

Un premier pas fut fait dans cette voie par la loi du 15 août 1928, qui a notamment élargi la capacité de recevoir et de disposer des sociétés libres, supprimé le maximum global pour les subventions aux sociétés approuvées et élevé les maxima assignés aux avantages que peuvent consentir à leurs membres les sociétés bénéficiaires d'encouragements de l'Etat (1).

De nouvelles extensions de l'action des sociétés de secours mutuels parurent bientôt nécessaires, qui se recommandaient non seulement de la place que celles-ci tiennent parmi les institutions sociales du pays, mais aussi du rôle qu'elles allaient être appelées à jouer dans l'application de la législation sur les assurances sociales en préparation devant le Parlement. La loi du 28 décembre 1927 a pour objet de répondre à ces préoccupations.

Les innovations par elle consacrées se rapportent à trois ordres principaux d'idées.

En premier lieu, extension aux œuvres de prophylaxie et d'hygiène de l'objet assigné à l'action des unions de sociétés de secours mutuels (art. 1^{er} complétant l'art. 8 de la loi du 1^{er} avril 1898).

En second lieu, élargissement des modes de placement des fonds des sociétés de secours mutuels qui, au lieu d'être limités exclusivement à certains emplois, comme le faisait l'art. 20, § 1^{er}, de la loi de 1898, pourront désormais consister en outre, pour partie, en des participations à des buts ou des œuvres d'intérêt social que désigne l'article 3 modificatif de l'art. 20, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1898.

En troisième lieu, enfin, il était apparu que les maxima fixés par la législation antérieure (art. 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 modifié par celle du 15 août 1923) pour les pensions de retraite (1.080 frs) et pour les capitaux en cas de vie ou de décès (9.000 frs.) ne répondaient plus aux conditions actuelles de la vie. La loi du 28 décembre 1927 (art. 5) les a, en conséquence, portés respectivement à 6.000 frs. et à 36.000 frs., sous cette réserve que ces nouvelles dispositions ne devaient profiter qu'aux sociétés ayant créé des caisses autonomes pour l'un ou l'autre de ces objets, conformément au décret du 15 avril 1924, ces caisses paraissant seules susceptibles d'offrir les garanties nécessaires tant au point de vue de leur fonctionnement technique que des bases scientifiques et mathématiques de leurs opérations.

(1) *Annuaire de législation française*, 43^e année, 1924, p. 19.

Il eût été logique qu'à ces relèvements de maxima correspondissent des relèvements des subventions de l'Etat aux caisses autonomes. Le législateur a reculé devant les répercussions budgétaires qu'une telle mesure aurait pu avoir. Aussi, la nouvelle loi décide-t-elle que ces subventions ne seront dues que jusqu'à concurrence des anciens maxima, c'est-à-dire que les versements de retraite ne seront subventionnés que jusqu'à la limite du chiffre nécessaire pour la constitution d'une pension de 1.080 frs., et que l'attribution des capitaux en cas de vie ou de décès ne bénéficiera des subventions que jusqu'à concurrence de 9.000 francs.

En dehors des modifications organiques précédentes que la loi du 28 décembre 1927 apporte au régime des sociétés de secours mutuels, deux autres dispositions régulatrices y ont été introduites.

C'est, d'une part, l'article 2 modificatif de l'article 12 de la loi du 1^{er} avril 1898 qui met en harmonie les conditions d'incessibilité et d'insaisissabilité des secours, pensions et prestations à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants, avec les maxima fixés par la loi du 15 août 1923 pour le montant des pensions et pour celui des capitaux en cas de vie ou de décès. La loi de 1923 avait, en effet, laissé subsister dans sa teneur primitive l'art. 12 de la loi de 1898 qui posait à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des limites inférieures. La loi de 1927 a réparé cette omission.

Enfin, l'art. 4 de la loi du 28 décembre 1927 a pour objet de prolonger le délai qu'accordait aux sociétés approuvées de retraite jusqu'au 1^{er} janvier 1926 l'art. 21, § 8 de la loi de 1898 modifié par celle du 15 août 1923, pour demander l'aliénation de tout ou partie de leur fonds commun. La prolongation jusqu'au 1^{er} janvier 1928 du délai imparti répondait au vœu de nombreuses sociétés intéressées.

Article premier. — L'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels est complété comme suit :

« f) La création de maisons de la mutualité, de dispensaires d'hygiène sociale, de préventoria, de sanatoria, de cliniques chirurgicales et obstétricales, de maisons maternelles, de consultations prénatales, de consultations de nourrissons, de gouttes de lait et, en général, de toutes œuvres de prophylaxie et d'hygiène. »

Art. 2. — L'article 12 de la loi du 1^{er} avril 1898 est modifié comme suit :

« Les secours, pensions, contrats d'assurance, livrets et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 1.080 fr. par an pour les rentes et de 9.000 fr. pour les capitaux assurés. »

Art. 3. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 est modifié comme suit :

« Les placements des sociétés de secours mutuels approuvées peuvent être effectués :

« 1° En dépôt aux caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en obligations des départements et des communes, du Crédit Foncier de France ou des compagnies françaises de chemin de fer qui ont une garantie d'intérêt de l'Etat ;

« 2° Jusqu'à concurrence d'un tiers :

« a) En prêts aux sociétés de secours mutuels ou unions des sociétés de secours mutuels se proposant la réalisation des œuvres déterminées à l'article 8 et, sous réserve d'une autorisation du ministre chargé de la Prévoyance sociale, en actions ou obligations de toutes sociétés constituées en vue de la création des mêmes œuvres ;

« b) En prêts hypothécaires individuels sur les habitations à bon marché ou jardins ouvriers en faveur de leurs membres rentrant dans la catégorie des personnes peu fortunées visées par la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché et la petite propriété ;

« c) En obligations ou en actions de sociétés approuvées d'habitations à bon marché, de crédit immobilier, de bains-douches ou de jardins ouvriers, pourvu que les actions acquises soient entièrement libérées et ne dépassent pas les deux tiers du capital social et sous réserve que les sociétés visées aient obtenu de l'Etat, dans les conditions prévues par la loi du 5 décembre 1922, soit un prêt à tarif réduit, soit une subvention ;

« d) En acquisition de terrains à reboiser ou de forêts existantes, après avis favorable du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

« e) En toutes valeurs reçues en garantie par la Banque de France, ainsi qu'en première hypothèque sur la propriété urbaine bâtie en France, jusqu'à concurrence d'un montant global de 50 p. 100 de la valeur de l'immeuble ;

« En ce qui concerne les placements prévus aux alinéas *a*, *b*, *c*, *d* et *e* ci-dessus, le taux d'intérêt stipulé doit être au moins égal au taux d'intérêt prévu par la loi pour les fonds déposés par les sociétés en compte courant à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 4. — Le paragraphe 8 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 est modifié comme suit :

« Les sociétés devront réclamer le bénéfice de la disposition qui précède avant le 1^{er} janvier 1928. »

Art. 5. — L'article 28 de la loi du 1^{er} avril 1898 est modifié comme suit :

« Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres ou à quelques-uns seulement des indemnités moyennes supérieures à 15 fr. par jour, des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 1.080 fr. et des capitaux, en cas de vie ou de décès, supérieurs à 9.000 fr., ne participent pas aux subventions de l'Etat et ne bénéficient ni du taux spécial d'intérêt fixé par la présente loi, ni des avantages accordés par cette dernière loi sous forme de remise de droits d'enregistrement et de frais de justice.

« Les maxima ainsi fixés ne s'appliqueront pas aux organismes mutualistes ayant créé une caisse autonome dans les conditions prévues à l'article 27 ci-dessus. Ces organismes pourront servir à leurs membres des pensions de retraite atteignant 6.000 fr. et leur constituer des capitaux en cas de vie ou de décès jusqu'à concurrence de 36.000 fr. Toutefois, les subventions de l'Etat ne leur seront accordées que dans la limite des chiffres fixés au paragraphe précédent, en ce qui concerne les capitaux en cas de vie ou de décès ; elles cesseront, d'autre part, d'être dues pour les versements de retraite, lorsque le montant total de ces derniers aura atteint la somme nécessaire à la constitution d'une pension de 1.080 fr.

« Les sociétaires qui s'affilieront à plusieurs sociétés, en vue de se constituer des pensions ou allocations de retraite ou des capitaux en cas de vie ou de décès excédant les maxima prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine pour ces dernières de perdre les avantages concédés par la présente loi.

« Il en sera de même pour ceux qui adhéreront à plusieurs caisses autonomes, dans le but de se constituer une pension de retraite supérieure à 6.000 fr. ou des capitaux en cas de vie ou de décès dépassant 36.000 fr., soit seulement de bénéficier des subventions de l'Etat au delà des limites fixées au paragraphe 2 du présent article. »

ALSACE ET LORRAINE.

Notice générale par M. Jean RADOUANT,
professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg.

Le ralentissement de l'activité législative n'a fait que s'accroître. Au cours de l'année 1927 on peut dire qu'aucun texte fondamental n'a été promulgué. Presque toutes les lois propres à l'Alsace-Lorraine se sont bornées à ratifier des décrets antérieurement pris, sans apporter aucun élément de droit nouveau. Les décrets et arrêtés pris pendant l'année n'ont fait qu'adapter ou améliorer, sur des points de détail, certaines dispositions du droit local : ainsi le décret du 14 janvier, qui est venu réglementer à nouveau, en s'inspirant des résultats de l'expérience déjà accomplie, la tenue du livre foncier, ou l'instruction du 10 mars relative au contrôle des dépenses engagées par la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine.

Deux matières seules ont fait l'objet d'une série notable de textes : le régime des fonctionnaires et celui des assurances sociales. Et encore ne s'est-il agi que de mesures de détail, beaucoup plutôt que de réformes de fond : rattachement de services locaux aux services centraux, fixation des traitements nouveaux de certains fonctionnaires, modifications apportées sur certains points à l'organisation des cadres et de la discipline, d'une part, — majoration des rentes ou des allocations servies aux bénéficiaires des assurances sociales, modification du mode de paiement, d'autre part.

Des mesures de détail pourront encore être nécessaires pour l'adaptation du droit local à des circonstances, économiques ou sociales, nouvelles, ou pour son perfectionnement en face de difficultés révélées par les faits. Mais il ne semble pas que l'Alsace-Lorraine appelle d'intervention législative de grande envergure avant un certain temps (1).

(1) *B. off.* désigne, dans les références qui suivent, le Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine de 1927.

I. — Droit public

Allocations spéciales. — Décret du 16 avril 1927 portant création d'une commission chargée de répartir un crédit d'allocations spéciales à des Alsaciens et Lorrains (*B. off.*, p. 334).

Bibliothèque nationale et universitaire. — Décret du 7 janvier 1927 modifiant le décret du 23 juillet 1926 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*B. off.*, p. 101).

Décret du 26 août 1927 relatif à l'organisation de la bibliothèque nationale et universitaire, en ce qui concerne la bibliothèque administrative de l'ancien ministère (*B. off.*, p. 637).

Caisse des dépôts et consignations. — Loi du 10 mai 1927 portant ratification des décrets des 4 octobre et 26 décembre 1925 relatifs au rattachement de la Caisse des dépôts et consignations de Strasbourg à la Direction générale des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations (*B. off.*, p. 464).

Chasse. — Arrêté du 17 janvier 1927 relatif à l'augmentation de la prime allouée pour la destruction des écureuils, pies, grandes pies grièches et geais (*B. off.*, p. 116).

Chemins de fer. — Décret du 28 février 1927 portant application au réseau d'Alsace et de Lorraine de dispositions du cahier des charges des concessions de chemins de fer d'intérêt général annexé à la loi du 4 décembre 1875 (*B. off.*, p. 241).

Arrêté du 14 mars 1927 abrogeant l'arrêté du 2 décembre 1921 fixant le taux des frais de stationnement à percevoir par wagon sur les embranchements particuliers rattachés aux chemins de fer d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 253).

Conseils d'arrondissement. — Loi du 16 février 1927 portant ratification des décrets des 20 mars et 26 juin 1925 fixant une répartition nouvelle des sièges de conseillers d'arrondissement entre les cantons des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 239).

Crédits. — Loi du 10 mai 1927 portant ratification du décret du 7 juillet 1925 rendant applicables, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des alinéas 1 et 8 de l'art. 6 de la loi du 28 février 1923 portant ouverture sur l'exercice 1923 de crédits provisoires au titre du budget spécial des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et celles de l'art. 8 de la loi du 18 juillet 1923 portant fixation du

budget spécial pour l'exercice 1923 des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix (*B. off.*, p. 463).

Loi du 9 décembre 1927 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 au titre du budget général et des budgets annexes (art. 7, 8, 21 et 46) (*B. off.*, p. 815).

Loi du 27 décembre 1927 portant fixation du budget général de l'exercice 1928 (art. 69, 77, 164 et 174) (*B. off.*, 1928, p. 37); états annexés (*B. off.*, 1928, p. 39).

Loi du 27 décembre 1927 portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés (manufactures de l'Etat en Alsace et Lorraine) (*B. off.*, 1928, p. 50).

Culte. — Arrêté du 5 juillet 1927 portant approbation du règlement relatif à l'exercice des fonctions du culte par les femmes ayant fait des études théologiques (*B. off.*, p. 528).

Dentistes. — Loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 632).

Emplois réservés. — Loi du 26 janvier 1927 relative à l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des lois du 30 janvier 1923 et du 18 juillet 1924 réservant des emplois à certaines catégories de militaires et aux veuves et orphelins de guerre, de la loi du 26 avril 1924 assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, et des dispositions des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 31 mars, 17 avril et 18 juillet 1924 concernant l'avancement des fonctionnaires, candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils de l'Etat, anciens militaires ou démobilisés (*B. off.*, p. 127).

Evadés. — Décret du 7 avril 1927 portant fixation des conditions à remplir par les Alsaciens et les Lorrains pour l'obtention de la médaille des évadés (*B. off.*, p. 382).

Décret du 22 mai 1927 relatif au port de la médaille des évadés (*B. off.*, p. 414).

Décret du 10 juin 1927 modifiant le décret du 2 octobre 1926 en ce qui concerne la date limite fixée pour la réception des demandes d'attribution de la médaille des évadés (*B. off.*, p. 467).

Finances. — Loi du 22 janvier 1927 portant ratification du décret du 14 octobre 1925 rattachant au ministère des Finances les services de la Direction des finances d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 119).

Instruction du 10 mars 1927 sur le fonctionnement et la comptabilité du contrôle des dépenses engagées de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 193).

Fonctionnaires. — 1) Nombreux décrets relatifs aux traitements et indemnités alloués aux divers fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

Décret du 14 janvier 1927 accordant aux huissiers et gardiens de bureau de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine une indemnité de chaussures et de petit équipement (*B. off.*, p. 106).

Décrets du 23 janvier 1927 fixant les nouveaux traitements de fonctionnaires de l'Office général des assurances sociales ou des services d'assurances sociales d'Alsace et de Lorraine, ainsi que des membres du tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 120, 122 et 125) ; — décret du 25 janvier 1927 fixant le nouveau traitement du recteur de l'Université de Strasbourg (*B. off.*, p. 126) ; — décret du 28 janvier 1927 fixant les nouveaux traitements de certaines catégories de personnel de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*B. off.*, p. 130) ; — décret du 26 février 1927 fixant les conditions de rétribution des présidents, membres et auxiliaires des tribunaux de dommages de guerre et des commissions d'évaluation (*B. off.*, p. 308) ; — décret du 11 avril 1927 fixant les traitements des inspecteurs de caisses et teneurs supérieurs de livres d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 324) ; — décret du 13 avril 1927 fixant les salaires mensuels des dames sténodactylographes employées aux services centraux d'assistance et d'hygiène d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 330) ; — décret du 26 avril 1927 fixant les nouveaux émoluments du personnel des laboratoires régionaux de bactériologie de Strasbourg et de Metz (*B. off.*, p. 385) ; — décret du 9 mai 1927 allouant une indemnité au directeur de l'Ecole régionale d'architecture de Strasbourg (*B. off.*, p. 395) ; — décret du 27 juillet 1927 autorisant le paiement sur avances à régulariser de sommes destinées à l'attribution d'indemnités pour travaux supplémentaires au personnel de l'enseignement secondaire en Alsace et Lorraine (*B. off.*, p. 586) ; — loi du 3 août 1927 allouant aux agents et ouvriers des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ainsi qu'aux ouvriers des manufactures de l'Etat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle une indemnité compensatrice des difficultés inhérentes à la dualité des langues et au régime spécial (*B. off.*, p. 597) ; — décret du 19 août 1927 fixant les traitements des inspecteurs de caisses et teneurs supérieurs de livres en Alsace et en Lorraine (*B. off.*, p. 673) ; — décret du 5 septembre 1927 fixant les nouveaux traitements et salaires du personnel de l'Office général des assurances sociales à la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 640) ; — décret du 23 septembre 1927 fixant les traitements et salaires des agents de la navigation du Rhin (*B. off.*, p. 651) ; — décret du 25 septembre 1927 fixant les indemnités et échelons du personnel des services

de la délégation française à la commission centrale de navigation du Rhin (*B. off.*, p. 654) ; — décrets du 14 octobre 1927 fixant les traitements des membres du tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine, ainsi que du secrétaire greffier et de la dame sténodactylographe du tribunal administratif (*B. off.*, p. 695 et 698) ; — décrets du 29 octobre 1927 fixant les traitements du personnel des offices départementaux d'assurances sociales et du comité directeur de l'Institut d'assurances sociales (invalidité-vieillesse) des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que du personnel chargé de l'exécution des travaux techniques du cadastre en Alsace et Lorraine (*B. off.*, p. 708 et 736) ; — décret du 30 octobre 1927 fixant les émoluments du fonctionnaire chargé à Strasbourg des services en instance de rattachement aux directions du ministère des Finances (*B. off.*, p. 743) ; — décrets du 31 octobre 1927 fixant les traitements du personnel des services d'architecture du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ainsi que ceux des agents du cadre local d'Alsace et de Lorraine recrutés avant le 11 novembre 1918 (enregistrement, domaines et timbre) (*B. off.*, p. 744 et 747) ; — décret du 19 novembre 1927 relatif aux indemnités allouées au personnel des services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, 1928, p. 1) ; — décret du 22 novembre 1927 fixant les traitements du personnel de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (*B. off.*, p. 784) ; — décret du 23 novembre 1927 fixant le traitement de l'inspecteur général des services administratifs de l'hygiène publique à Strasbourg (*B. off.*, p. 787) ; — décret du 30 novembre 1927 allouant une indemnité forfaitaire au chef du service de l'inspection des bâtiments civils en résidence à Mulhouse (*B. off.*, 1928, p. 4) ; — décret du 4 décembre 1927 fixant les émoluments du personnel des laboratoires régionaux de bactériologie de Strasbourg et de Metz (*B. off.*, 1928, p. 9) ; — décret du 6 décembre 1927 fixant le montant de l'indemnité allouée aux inspecteurs de police spéciale attachés aux services sédentaires des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, 1928, p. 7) ; — décret du 21 décembre 1927 fixant le traitement du directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, 1928, p. 23) ; — décret du 30 décembre 1927 autorisant l'imputation de dépenses au compte « paiements à régulariser » (traitements du personnel du cadre local d'Alsace et de Lorraine) (*B. off.*, 1928, p. 52).

2) Pensions et retraites. — Décret du 2 février 1927 fixant la base des traitements devant servir à la révision des pensions des anciens aides-greffiers d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 144) ; — décret du 13 novembre 1927 complétant le décret du 23 décembre 1926 relatif à l'application en Alsace et Lorraine de l'art. 30 de

la loi du 3 août 1926, accordant une indemnité spéciale aux fonctionnaires civils et militaires, agents et ouvriers de l'Etat retraités (*B. off.*, p. 780) ; — décret du 13 novembre 1927 relatif à l'application aux pensionnés régis par des dispositions spéciales à l'Alsace et à la Lorraine de la loi du 16 juillet 1927 portant relèvement des pensions au profit des fonctionnaires civils et militaires, agents et ouvriers de l'Etat retraités et de leurs ayants-cause (*B. off.*, p. 781).

3) Cadres. — Décret du 10 février 1927 fixant les cadres et les nouveaux émoluments du personnel du service central de la Direction générale des services d'Alsace et Lorraine (*B. off.*, p. 146) ; — décret du 31 mars 1927 fixant les cadres et les émoluments du personnel des services temporaires de Strasbourg de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 316) ; — décret du 14 avril 1927 modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail (*B. off.*, p. 377) ; — décret du 14 avril 1927 fixant la répartition du personnel des services locaux temporaires de Strasbourg de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 333) ; — décret du 10 décembre 1927 incorporant dans les cadres de l'administration centrale le directeur du travail en Alsace et en Lorraine (*B. off.*, 1928, p. 17).

4) Statut et régime disciplinaire. — Loi du 11 février 1927 réorganisant le régime disciplinaire des fonctionnaires du cadre local dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 151) ; — décret du 28 juin 1927 fixant le statut du personnel des services locaux de la Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 515) ; — décret du 2 juillet 1927 modifiant le décret du 28 mars 1922 relatif à l'organisation du conseil de discipline régional de Strasbourg pour les P. T. T. (*B. off.*, p. 525) ; — décret du 23 juillet 1927 modifiant la procédure disciplinaire applicable au personnel d'exécution des travaux techniques du cadastre en Alsace et Lorraine (*B. off.*, p. 578).

Forêts. — Loi du 5 août 1927 portant ratification du décret du 11 octobre 1924 déclarant la législation française relative aux forêts de protection applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 731).

Gendarmerie. — Arrêté du 30 novembre 1927 modifiant la proportion des éléments alsaciens et lorrains composant la légion de gendarmerie d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, 1928, p. 3).

Impôts. — Loi du 13 juillet 1927 portant ratification du décret du 21 septembre 1924 prescrivant de nouvelles évaluations foncières dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la

Moselle et introduisant dans ces départements la législation et la réglementation françaises relatives à l'assiette de la contribution foncière (propriétés bâties et non bâties) (*B. off.*, p. 536).

Loi du 15 juillet 1927 relative à l'application de la contribution foncière et de la taxe des biens de mainmorte dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 537).

Pêche. — Décret du 20 juillet 1927 fixant les réserves de pêche en Alsace et Lorraine (*B. off.*, p. 572).

Décret du 25 décembre 1927 relatif à la création de réserves de pêche dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin (*B. off.*, 1928, p. 69).

Police. — Loi du 18 janvier 1927 portant ratification du décret du 30 septembre 1925 portant rattachement des services généraux de police des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au ministère de l'Intérieur (*B. off.*, p. 118).

Décret du 20 mai 1927 fixant les cadres, effectifs et dépenses des polices d'Etat de Strasbourg, Metz et Mulhouse (*B. off.*, p. 399).

Ponts et chaussées. — Loi du 5 août 1927 portant ratification du décret du 18 novembre 1924, modifié par le décret du 27 juin 1925, transférant au service de l'enregistrement les attributions domaniales exercées en Alsace et en Lorraine par les services des ponts et chaussées (*B. off.*, p. 733).

Poste. — Décret du 13 avril 1927 fixant les taxes à percevoir pour les colis postaux circulant à l'intérieur de l'Alsace et de la Lorraine (*B. off.*, p. 326).

Décret du 30 juin 1927 portant relèvement en Alsace et en Lorraine de la taxe spéciale perçue pour le dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets postaux des objets recommandés (*B. off.*, p. 523).

Poudres. — Loi du 5 août 1927 portant ratification du décret du 27 février 1924 déclarant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la législation et la réglementation de droit français des poudres à feu et dépôts d'explosifs (*B. off.*, p. 732).

Receveurs buralistes. — Décret du 11 juin 1927 modifiant le taux des remises allouées aux receveurs buralistes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 469).

Reconnaissance française (Médaille de la). — Arrêté du 8 décembre 1927 relatif à l'application du décret du 29 novembre 1926 réglementant l'attribution de la médaille de la Reconnaissance française (*B. off.*, 1928, p. 12).

Instruction du 31 décembre 1927 relative à l'application des dispositions précédentes (*B. off.*, 1928, p. 55).

Subventions. — Loi du 21 décembre 1927 rendant applicables au département du Haut-Rhin les dispositions de l'art. 11 de la loi du 21 août 1923 relative à l'allocation de subventions de l'Etat aux départements ou aux communes pour l'organisation et l'exploitation de services publics réguliers de transports par voitures automobiles et à traction électrique (*B. off.*, 1928, p. 24).

Travaux publics. — Arrêtés du 1^{er} mars 1927 modifiant les arrêtés des 7 février et 6 juin 1924 qui ont déterminé, pour les marchés de travaux publics à exécuter dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les conditions auxquelles doivent satisfaire pour être agréées les caisses de compensation ou autres institutions constituées entre chefs d'entreprises en vue du service des allocations familiales (*B. off.*, p. 244 et 245).

Voirie. — Loi du 5 août 1927 portant ratification du décret du 24 octobre 1924 déclarant applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 31 mars 1923 simplifiant la procédure suivie pour la délivrance des permissions de voirie et des alignements individuels sur la grande voirie et sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun (*B. off.*, p. 734).

II. — Droit privé et procédure

Chambres commerciales des tribunaux civils. — Décret du 2 juin 1927 abrogeant le décret du 22 mars 1924 relatif à l'exécution des lois judiciaires en Alsace et en Lorraine et modifiant le décret du 21 novembre 1925 fixant le nombre des assesseurs des chambres commerciales des tribunaux civils de Colmar, Metz, Mulhouse et Strasbourg (*B. off.*, p. 465).

Chambres de commerce. — Loi du 10 avril 1927 portant ratification du décret du 12 février 1924 rendant applicable, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, la législation française sur les chambres de commerce (*B. Off.*, p. 323).

Dommages de guerre. — Loi du 25 juillet 1927 portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des articles 29 et 30 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, modifiés par l'art. 12 de la loi de finances du 31 mai 1921 (*B. off.*, p. 541).

Loi du 27 décembre 1927 prorogeant les délais fixés pour l'examen des dossiers de dommages de guerre (*B. off.*, 1928, p. 36).

Décret du 30 décembre 1927 portant suppression de l'emploi de secrétaire général pour les dommages de guerre du département du Haut-Rhin (*B. off.*, 1928, p. 76).

Huissiers. — Décret du 4 mars 1927 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne la révision du tarif des huissiers des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en matière civile et commerciale (*B. off.*, p. 247).

Livre foncier. — Décret du 14 janvier 1927 complétant le décret du 18 novembre 1924 relatif à la tenue du livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 107).

Transports par canaux. — Loi du 27 juillet 1927 relative à l'exonération de l'impôt prévu à l'art. 6 de la loi du 3 août 1926, en ce qui concerne les transports des marchandises effectués entre Strasbourg et Huningue par la voie du canal du Rhône au Rhin (*B. off.*, p. 589).

III. — Législation économique et sociale

Accidents du travail. — Loi du 19 juillet 1927 modifiant les allocations temporaires instituées en faveur de certaines catégories de victimes d'accidents du travail (*B. off.*, p. 539).

Appareils à vapeur. — Décret du 13 juillet 1927 portant introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle de la réglementation française sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux (*B. off.*, p. 534).

Assistance publique. — Arrêté du 12 février 1927 fixant les tarifs de remboursement des frais d'assistance pour les diverses organisations d'assistance publique d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 153).

Assurance-accidents. — Décret du 20 mai 1927 modifiant les conditions d'attribution des allocations supplémentaires aux titulaires de rentes de l'assurance-accidents servies en exécution du Code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 415).

Arrêté du 8 octobre 1927 portant majoration des allocations supplémentaires de titulaires de rentes de l'assurance contre les accidents en Alsace et en Lorraine (*B. off.*, p. 680).

Loi du 31 décembre 1927 portant ratification du décret du 29 juillet 1926 relatif à l'assurance-accidents (*B. off.*, 1928, p. 83).

Assurance des employés. — Loi du 3 août 1927 modifiant certaines dispositions de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance

des employés en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (*B. off.*, p. 593).

Assurance-invalidité. — Décret du 20 mai 1927 autorisant l'institut d'assurance sociale (invalidité-vieillesse) à remplacer l'ancien modèle de carte-quittance pour l'assurance-invalidité (*B. off.*, p. 416).

Arrêté du 7 novembre 1927 modifiant l'arrêté du 3 septembre 1921 pris pour l'exécution de la loi du 19 avril 1921 concernant la situation des assurés de la loi des retraites et des bénéficiaires des institutions d'assurance-invalidité d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 775).

Assurance-maladie. — Loi du 31 décembre 1927 ratifiant le décret du 21 décembre 1925 relatif à l'assurance-maladie (*B. off.*, 1928, p. 82).

Assurances sociales. — Arrêté du 23 mars 1927 fixant les conditions d'admission au concours pour le recrutement des rédacteurs à l'Office général des assurances sociales (*B. off.*, p. 230).

Décret du 5 novembre 1927 autorisant le paiement sur avances à régulariser d'allocations de l'Etat aux titulaires de rentes d'assurances sociales en Alsace et en Lorraine (*B. off.*, p. 771).

Loi du 31 décembre 1927 portant ratification du décret du 25 novembre 1925 relatif aux rentes à servir en application du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 (*B. off.*, 1928, p. 81).

Assurance-vieillesse. — Loi du 18 juin 1927 portant ratification du décret du 25 novembre 1925 modifiant certaines dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 relatives à l'assurance-vieillesse (*B. off.*, p. 471).

Caisses minières. — Loi du 12 juillet 1927 étendant aux caisses minières fonctionnant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle le bénéfice de certaines dispositions de la loi du 25 février 1914, modifiée par la loi du 24 décembre 1923 relative à l'amélioration des retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs (*B. off.*, p. 531).

Entrepôt fictif. — Arrêté du 17 mars 1927 autorisant l'entrepôt fictif des houilles à Lauterbourg (*B. off.*, p. 257).

Habitations à bon marché. — Décret du 26 mars 1927 portant création d'un office public d'habitations à bon marché pour le département du Haut-Rhin (*B. off.*, p. 315).

Décret du 5 mai 1927 portant création d'un office public d'habitations à bon marché pour la ville de Huningue (*B. off.*, p. 392).

Inspecteurs du travail. — Décret du 14 avril 1927 modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail (*B. off.*, p. 377).

Arrêté du 5 mai 1927 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs départementaux du travail de la 12^e circonscription (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle (*B. off.*, p. 461).

Journée de huit heures. — Arrêté du 1^{er} août 1927 déclarant applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 17 août 1921, modifié par le décret du 5 mars 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail (*B. off.*, p. 631).

Médicaments. — Arrêté du 10 janvier 1927 concernant le nouveau tarif officiel des médicaments pour l'Alsace et la Lorraine (*B. off.*, p. 381).

Office de statistique. — Loi du 12 avril 1927 portant ratification du décret du 6 décembre 1924 rattachant au ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales l'Office régional de statistique d'Alsace et de Lorraine (*B. off.*, p. 325).

IV. — Loi du 11 février 1927 réorganisant le régime disciplinaire des fonctionnaires du cadre local dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Article premier. — Les attributions conférées à la cour de discipline par le statut local des fonctionnaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, notamment par les art. 86 et suivants de la loi d'empire du 31 mars 1873, introduite en Alsace et Lorraine par la loi du 23 décembre 1873 et révisée le 18 mai 1907, sont exercées par une juridiction ayant son siège à Strasbourg et composée ainsi que suit :

1° du président du tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine, comme président ;

2° de deux membres du même tribunal ;

3° de deux conseillers de la Cour d'appel de Colmar, désignés par le premier président de cette cour et dont l'un est obligatoirement choisi parmi les conseillers gradués en droit local.

La procédure suivie en instance d'appel est celle prévue par les art. 110 et suivants de la loi du 31 mars 1873.

Art. 2. — Pourront être déferées à la Cour de discipline les décisions des chambres de discipline prononcées postérieurement au 30 juin 1926.

Pour celles prononcées avant la promulgation de la présente loi, le délai d'appel de quatre semaines ne courra que du jour de cette promulgation.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du commissaire général de la République du 7 mai 1919, qui sont contraires à la présente loi.

V. — Décret du 14 janvier 1927, complétant le décret du 18 novembre 1924, relatif à la tenue du Livre foncier dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FEUILLETS DU LIVRE FONCIER

Article premier. — L'art. 4, alin. 3, du décret du 18 novembre 1924 est complété par la disposition suivante :

« Il peut être tenu des feuillets distincts pour les immeubles appartenant à une même personne morale, si cela paraît utile en raison de ce que ces immeubles ont des destinations différentes. »

TITRE II

DES REQUÊTES ET INSCRIPTIONS. DES RADIATIONS

Art. 2. — Une requête d'inscription au livre foncier est considérée comme présentée à partir du moment où elle est déposée au bureau foncier compétent, à une heure où ce bureau est régulièrement ouvert.

Le magistrat ou greffier entre les mains duquel une requête a été déposée au bureau foncier doit y mentionner les jour, heure et minute de la présentation et signer cette mention de son nom.

Une requête qui parvient au bureau foncier en dehors des heures réglementaires de service est considérée comme présentée au début de la reprise suivante du service:

Si plusieurs requêtes parviennent au bureau foncier par le

même courrier, elles sont considérées comme présentées simultanément.

Art. 3. — Les requêtes d'inscription doivent contenir :

- 1° La désignation des parties ;
- 2° La désignation de l'immeuble ;
- 3° L'indication précise du droit dont l'inscription est demandée.

Les requêtes inscrites au pied de l'expédition d'un acte peuvent s'y référer pour la désignation des parties et de l'immeuble.

Art. 4. — Les parties seront désignées par leurs nom, prénoms, domicile, profession, s'il y a lieu ; s'il s'agit d'une femme mariée ou veuve, les noms et prénoms des deux époux seront indiqués ; s'il s'agit d'une société, on mentionnera sa nature, sa raison sociale et son siège.

Pour les autres personnes morales, on indiquera leur nom légal ou statutaire et leur siège.

Il y a lieu d'ajouter, le cas échéant, aux mentions sus-indiquées toutes celles qui seraient nécessaires pour bien identifier les parties, et celle du domicile élu, si l'acte donnant lieu à l'inscription en indique un.

Si une inscription est requise au profit de l'Etat, il y a lieu d'indiquer l'administration à laquelle l'immeuble est affecté.

Art. 5. — L'immeuble doit être désigné par le feuillet du livre foncier et le numéro d'ordre sous lequel il est inscrit. En cas d'impossibilité de fournir ces indications, il y a lieu de le désigner d'après le cadastre le plus récent, et, si cela est nécessaire pour le bien identifier, on ajoutera une référence au cadastre antérieur.

Art. 6. — Les immeubles non encore inscrits au livre foncier, relativement auxquels le cadastre n'a pas encore été renouvelé conformément à la loi locale du 31 mars 1884, sont désignés par section et numéro du cadastre, lieudit, contenance, nature de culture, et, s'il s'agit de l'inscription de la propriété, par l'indication des propriétés attenantes.

En cas d'inscription d'une servitude, si l'immeuble dominant n'est pas encore inscrit au livre foncier, il y a lieu d'indiquer les propriétés qui lui sont attenantes.

Les immeubles qui ne sont qu'une fraction d'une parcelle de l'ancien cadastre et portent le même numéro seront désignés par l'adjonction au numéro d'une lettre. Lorsque la contenance effective de ces parcelles ne concorde pas avec les inscriptions du cadastre, il en sera fait mention.

Art. 7. — Lorsqu'un immeuble non inscrit au livre foncier ne peut être retrouvé au cadastre ou lorsqu'il paraît difficile d'identifier l'immeuble à l'aide des documents cadastraux, il suffit d'indiquer sa contenance, la nature de sa culture, le lieudit et les propriétés attenantes.

Il en est de même si la requête ne se rapporte qu'à une partie d'un immeuble composé de fractions de plusieurs parcelles et si le requérant ne peut préciser les parcelles sur lesquelles la surface en question est prise.

Pour les bâtiments, il y a lieu d'indiquer, autant que possible, le quartier, la rue et le numéro de la maison.

Art. 8. — La désignation des propriétés attenantes, quand elle est nécessaire, sera faite avec une précision suffisante pour éviter toute confusion ; notamment on indiquera le nom du propriétaire actuel, ou, si c'est une personne morale du droit public, sa destination.

Art. 9. — Les effets d'une inscription au livre foncier relative à un immeuble riverain d'un cours d'eau non navigable, ni flottable, s'étendent — sauf prescription ou stipulation contraire — à la portion du lit du cours d'eau dont la propriété est attribuée au riverain selon l'art. 3, liv. 2, tit. 2, Code rural, même si cette portion n'est pas spécialement indiquée au livre foncier.

En cas de stipulation contraire, le terrain en question doit être porté sur le livre foncier en vertu d'un document d'arpentage ou d'une esquisse établie par le service du cadastre.

Art. 10. — Le requérant qui demande l'inscription d'une hypothèque ou d'un privilège indique le montant de la créance ; il évalue les rentes, prestations et créances indéterminées.

Art. 11. — En cas de première inscription de la propriété d'un immeuble au sujet duquel le cadastre n'est pas encore renouvelé ni provisoirement rectifié, il y a lieu de produire avec la requête un extrait de cadastre.

Il en est de même à l'égard du fonds dominant au profit duquel l'inscription d'une servitude est demandée si c'est un immeuble de l'ancien cadastre non encore inscrit au livre foncier.

Art. 12. — Quand cela est nécessaire pour identifier un immeuble ou une partie d'immeuble, ou pour préciser l'étendue d'un droit, le requérant produit une esquisse ou même un plan dressé par un géomètre diplômé, certifiés exacts par le contrôleur du cadastre.

Art. 13. — En cas de première inscription d'une propriété d'étage ou de modification dans la distribution des étages ou locaux entre les propriétaires intéressés, il doit être produit, avec la requête, une esquisse établie par le service du cadastre, indiquant la situation du bâtiment et la distribution des locaux, ou la modification survenue.

Si la situation réelle ne peut être suffisamment précisée ni par les esquisses produites, ni par des renseignements du requérant, le juge du livre foncier peut être autorisé par le premier président de la Cour d'appel à se transporter sur les lieux pour faire les constatations nécessaires.

Les frais de transport seront supportés par le requérant.

Art. 14. — Le requérant qui demande l'inscription de droits déjà inscrits ou transcrits sur les registres des hypothèques doit, outre les documents cadastraux, s'il y a lieu, produire à l'appui de sa demande un certificat officiel ou un extrait du registre des hypothèques relatifs au droit en question.

Art. 15. — La production de l'acte en vertu duquel une inscription est demandée peut être remplacée par la production d'un extrait certifié conforme par l'officier public qui l'a reçu, si c'est un acte authentique, et par les parties s'il est sous seings privés.

Quand il est produit un acte sous seings privés, en original ou par extrait, les signatures des parties doivent être authentiquement légalisées.

Les actes et pièces produits à l'appui d'une requête d'inscription seront conservés au bureau foncier comme annexes au livre foncier, à moins que le requérant ne remette à leur place des copies ou des extraits dûment certifiés conformes, ou que le greffier du livre foncier, avec l'autorisation du juge, ne prenne lui-même des copies ou des extraits desdits actes.

Les documents remis en vertu de l'art. 44, § 3, de la loi du 1^{er} juin 1924 peuvent être restitués au requérant. Le juge du livre foncier mentionnera, dans ce cas, sur la requête, de quelle manière la possession a été prouvée.

Art. 16. — L'inscription d'une hypothèque ou d'un privilège doit contenir, outre les nom, prénoms, profession et domicile du créancier, la désignation du droit, la cause, la nature et le capital de la créance, ses accessoires et l'époque d'exigibilité. Pour les droits éventuels ou conditionnels, il y a lieu d'indiquer sommairement l'événement ou la condition dont dépend l'existence de la créance.

Quant à la cause, à la nature et à l'échéance de la créance en principal et accessoires, l'inscription peut, en cas de besoin, se référer au contenu de l'acte ou de la décision judiciaire justifiant l'inscription requise. Il en est de même en ce qui concerne les conditions de paiement.

L'inscription de tout autre droit doit énoncer, outre la désignation de l'ayant droit, la nature et le contenu du droit. Pour préciser le contenu du droit on peut se référer à l'acte en vertu duquel l'inscription est demandée.

Art. 17. — Toute inscription au livre foncier doit indiquer la date à laquelle elle est faite et être signée par le juge.

Art. 18. — Pour prouver, conformément à l'art. 44, alin. 3, de la loi du 1^{er} juin 1924, une possession commencée avant le 1^{er} janvier 1900, le requérant pourra produire un acte de notoriété dressé par un notaire du canton, ou un certificat du maire indiquant, avec les dates, quels ont été les possesseurs successifs. Avant de délivrer un tel certificat, le maire entendra tous témoins et recueillera tous renseignements utiles.

Art. 19. — Peuvent être radiés d'office, sans préjudice des dispositions des art. 13, § 2, 26, § 2, 34 et 45 du décret du 18 novembre 1924 :

1° Les prénotations quand l'inscription définitive est prise ou quand la rectification prénotée est effectuée ;

2° Le privilège du vendeur si à la suite de la résolution de la vente à défaut de paiement du prix de vente la propriété est inscrite de nouveau au nom du vendeur.

Art. 20. — Par dérogation aux art. 15 et 39 du décret du 18 novembre 1924, les contrôleurs du cadastre ont compétence pour légaliser les requêtes des propriétaires tendant, indépendamment de toute mutation de propriété, à la réunion ou à la division de parcelles.

Les modifications du livre foncier qui n'entraînent aucune modification des droits inscrits peuvent être effectuées d'office.

TITRE III

DES LIVRES FONCIERS DES MINES

Art. 21. — Avec la requête présentée en vertu des alinéas 1^{er} et 2 de l'art. 64 du décret du 18 novembre 1924, doit être produite une copie certifiée conforme des actes (concession, prolongation, modification, renonciation, etc.) en vertu desquels l'inscription est requise.

La requête présentée en vue de l'application de l'alin. 3 de l'art. 64 du décret du 18 novembre 1924 doit énoncer les immeubles au sujet desquels l'inscription est demandée, si l'acte de concession ou le décret fixant le montant de la redevance ne contient pas déjà ces indications. Une copie de ces actes doit être produite avec la requête.

Si l'Administration des mines ne peut désigner les immeubles, elle précisera les circonscriptions dans lesquelles s'étend la mine. Les immeubles et les noms des propriétaires seront, dans ce cas, établis par le service du cadastre sur demande du

juge du livre foncier. Les frais qui pourraient en résulter seront répartis, en proportion des intérêts engagés, entre les propriétaires et recouverts par le service du cadastre.

Art. 22. — Le concessionnaire d'une mine concédée avant le 1^{er} janvier 1900 et non encore inscrite au livre foncier doit produire, avec sa requête d'inscription, un certificat contenant description de la mine, délivré par l'ingénieur des mines du sous-arrondissement minéralogique compétent selon les indications de l'état officiel des mines.

Ce certificat doit énoncer :

- 1^o Le concessionnaire ou son ayant cause ;
- 2^o Le nom de la mine ;
- 3^o L'étendue superficielle de la concession ;
- 4^o La commune et l'arrondissement où la mine se trouve ;
- 5^o La nature du minerai ou des minéraux pour lesquels la concession a été octroyée ;
- 6^o Le cas échéant, les restrictions auxquelles la concession a été subordonnée ;
- 7^o La date de l'octroi de la concession et, s'il y a lieu, la nature et la date des modifications ultérieures et de l'acte d'approbation.

Art. 23. — Un concessionnaire qui demande l'inscription sur le feuillet de sa mine de l'installation de travaux de secours (art. 49 de la loi locale du 16 décembre 1873), sur un terrain non concédé ou dans le périmètre d'autres propriétaires de mines doit produire, avec sa requête, copie certifiée conforme de la décision rendue par l'Administration des mines en vertu de l'art. 50 de la loi locale sur les mines. A défaut de décision, il doit produire un certificat de l'Administration des mines attestant l'existence des travaux de secours.

Art. 24. — Toute première inscription d'une mine et toute inscription d'un nouveau propriétaire doit être notifiée à l'Administration des mines.

TITRE IV

DÉLIVRANCE DES EXTRAITS ET DES CERTIFICATS

Art. 25. — Les extraits du livre foncier sont délivrés par le greffier. Ils sont datés et certifiés conformes par lui et munis du sceau du tribunal. La date doit en être indiquée par jour, heure et minute.

Art. 26. — Le juge du livre foncier délivre, sur demande, en observant les mêmes formes, des certificats affirmant l'inexistence d'une inscription spécifiée dans la demande.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 27. — Si, par application de l'art. 4, alin. 2, du décret du 18 novembre 1924, il y a lieu d'ouvrir un feuillet spécial pour une communauté conjugale et si, dans le livre foncier provisoire, il est déjà tenu un feuillet pour le mari seul, établi antérieurement au 1^{er} janvier 1900, le juge du livre foncier doit examiner, à l'aide de tous les documents se trouvant déposés au bureau foncier, si le feuillet établi pour le mari ne comprend pas d'immeubles appartenant à la communauté.

Dans le cas de l'affirmative, il reportera ces immeubles sur le feuillet de la communauté.

Auparavant, le juge du livre foncier invitera les époux intéressés, en leur fixant un délai convenable, à lui présenter toute observation utile.

Art. 28. — Le président du Conseil, ministre des Finances, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, et le ministre des Travaux publics sont chargés, etc.

ALGÉRIE.

LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS PROMULGUÉS ET PUBLIÉS PENDANT L'ANNÉE 1927

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Alger*

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — Un décret du 8 janvier (1) modifie le territoire des communes mixte et de plein exercice d'Ain-Temouchent (département d'Oran). Un décret du 23 mai (2) modifie l'organisation des territoires des Oasis Sahariennes et de Ghardaïa.

Le décret du 22 février (3) dispose qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général du Gouvernement général de l'Algérie, ses attributions seront exercées par le conseiller rapporteur près le Conseil de Gouvernement adjoint au Secrétaire général du Gouvernement général. Le décret du 7 septembre (4) réorganise les conseils de préfecture en Algérie. Le décret du 7 janvier (5) relève les indemnités allouées aux délégués financiers et aux membres du Conseil supérieur de Gouvernement.

L'arrêté du gouverneur général en date du 29 janvier (6) modifie la répartition et les attributions des bureaux ou services de l'Administration centrale, arrêtées par l'article 3 de l'arrêté du 30 mars 1909. L'arrêté du 19 décembre (7) modifie l'arrêté du 11 juin 1926 sur les délégations de pouvoir du gouverneur général aux commandants militaires des Territoires du Sud. L'arrêté du 8 juillet (8) réorganise le service d'architecture. L'arrêté du 28 janvier (9) attribue aux fonctionnaires et agents des divers services civils de l'Etat une indemnité dite « indemnité d'Algérie » de 8 %.

- (1) *Journal Officiel de l'Algérie*, 25 janvier 1927.
- (2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 17 juin 1927.
- (3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 11 mars 1927.
- (4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 23 septembre 1927.
- (5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 18 février 1927.
- (6) *Journal Officiel de l'Algérie*, 4 février 1927.
- (7) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.
- (8) *Journal Officiel de l'Algérie*, 15 juillet 1927.
- (9) *Journal Officiel de l'Algérie*, 4 février 1927.

Les trois arrêtés du 8 avril (1), 23 mai (2) et 21 juin (3) modifient le règlement du personnel des administrateurs et administrateurs adjoints de commune mixte.

Deux arrêtés du 7 avril (4) et un arrêté du 4 juillet (5) modifient le règlement du personnel des chefs indigènes des communes de plein exercice et des communes mixtes de l'Algérie du Nord.

Le décret du 10 décembre (6) porte règlement d'administration publique pour la fixation du statut du personnel des offices départementaux des pupilles de la nation. L'arrêté du gouverneur général en date du 14 avril (7) crée en Algérie un cadre latéral de commis titulaires.

Enseignement. — Un décret du 9 février (8) fixe les nouveaux traitements du personnel enseignant des écoles primaires. L'arrêté du gouverneur général, en date du 10 février (9), réorganise l'Ecole normale d'enseignement des indigènes d'Algérie (Bouza-réah).

Expropriation pour cause d'utilité publique. — La loi du 5 mars (10) indique les formes à suivre pour la prise de possession d'urgence des immeubles soumis à expropriation pour cause d'utilité publique.

Finances. — Le décret du 1^{er} décembre (11) modifie les articles 81 et 151 du décret du 16 janvier 1902 sur la comptabilité. Le décret du 30 décembre (12) autorise les communes et départements à créer des taxes nouvelles. Le décret du 3 décembre (13) est relatif à la répression des fraudes en matière fiscale et à l'homologation et la publication des rôles des contributions directes et taxes assimilées. Le décret du 13 septembre (14) modifie les règles de compétence en matière contentieuse dans les administrations

- (1) *Journal Officiel de l'Algérie*, 15 avril 1927.
- (2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 3 juin 1927.
- (3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 1^{er} juillet 1927.
- (4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 29 avril et 6 mai 1927.
- (5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 22 juillet 1927.
- (6) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.
- (7) *Journal Officiel de l'Algérie*, 6 mai 1927.
- (8) *Journal Officiel de l'Algérie*, 25 mars 1927.
- (9) *Journal Officiel de l'Algérie*, 18 mars 1927.
- (10) *Journal Officiel de l'Algérie*, 6 mai 1927. *Journal Officiel de la République française*, 6 mars 1927.
- (11) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.
- (12) *Journal Officiel de l'Algérie*, 20 janvier 1928.
- (13) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.
- (14) *Journal Officiel de l'Algérie*, 23 septembre 1927.

financières. Le décret du 26 mars (1) applique à l'Algérie l'article 18 de la loi du 19 avril 1926 et le décret du 19 novembre 1926 relatifs au contrôle du paiement de l'impôt sur les intérêts des créances. Le décret du 15 juin (2) déclare applicable à l'Algérie l'article 9 de la loi du 15 mai 1924, relative à l'exercice du privilège du Trésor en matière de contribution sur les bénéfices de guerre.

Un décret du 27 novembre (3) est relatif aux déclarations de mutation par décès. Deux autres décrets en date du même jour (4) concernent, l'un la perception de l'impôt du revenu sur les remboursements de capital, l'autre la restitution de l'impôt sur le revenu aux contribuables peu fortunés. Deux autres décrets, en date du même jour (5), intéressent le droit de timbre des passeports et le paiement du droit de timbre des polices, contrats et livrets des entreprises d'épargne. Les décrets du 13 février (6), du 19 mars (7) et du 4 août (8) fixent le montant de la taxe et du droit de timbre des cartes d'identité. Un autre décret du 13 février (9) majore les tarifs du droit de timbre de dimension. Le décret du 18 décembre (10) réglemente la perception et l'assiette de l'impôt des tabacs.

Enfin, une série de décrets ont été pris pour homologuer des décisions des Délégations financières portant création de nouveaux impôts ou modification de leur assiette, tarif ou perception. Citons : deux décrets du 18 janvier (11) relatifs au droit de licence sur les cafés maures et aux droits de garantie et d'essais sur les ouvrages d'or, d'argent et de platine ; deux décrets du 13 février (12), dont l'un institue un droit de timbre spécial sur les autorisations de port d'armes, et l'autre rend applicables à l'Algérie les dispositions de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 permettant d'attribuer, sans perception au profit du Trésor, à une association culturelle, les biens affectés à l'exercice public d'un culte ; un décret du 23 mars (13), modifiant les taxes postales télégraphiques et téléphoniques ; un décret du 15 novembre (14) relevant les tarifs des droits de mutations par décès et donations entre vifs ; trois décrets du 20 novembre (15) concernant la taxe des bre-

(1) *Journal Officiel de l'Algérie*, 24 juin 1927. *Journal Officiel de la République française*, 7 avril 1927.

(2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 25 juin 1927.

(3) (4) (5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 décembre 1927.

(6) (7) (8) (9) *Journal Officiel de l'Algérie*, 12 août 1927.

(10) *Journal Officiel de l'Algérie*, 20 janvier 1928.

(11) *Journal Officiel de la République française*, 20 janvier 1927.

(12) *Journal Officiel de la République française*, 17 février 1927.

(13) *Journal Officiel de la République française*, 26 mars 1927.

(14) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 décembre 1927.

(15) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.

vets d'invention, la taxe des communications téléphoniques locales et les frais de poursuite en matière de contributions directes ; deux décrets du 22 novembre (1), dont l'un relève les frais de visite sanitaire sur les moutons vivants, importés ou exportés, et l'autre supprime la taxe de 20 % sur les spiritueux et la remplace par un droit fixe ; enfin, onze décrets portant la date du 25 novembre (2) et intéressant les matières ci-après : valeurs mobilières et taxes dues par les sociétés ; législation sur le chèque ; impôts sur les mutations par décès ; droits d'enregistrement exigibles sur les ventes d'immeubles et de fonds de commerce ; régime fiscal des droits fixes et minimum d'enregistrement ; droits de timbre ; droit de timbre des cartes d'identité des étrangers ; exemption de l'impôt sur le revenu des créances pour les prêts consentis à leurs adhérents par les sociétés indigènes de prévoyance ; exemption d'impôt en faveur des attributions à des associations culturelles des biens affectés à l'exercice public d'un culte ; application à l'Algérie de l'article 35 de la loi du 29 avril 1926 sur la prescription trentenaire, au profit du fisc, des dépôts en banque de titres ; réglementation de l'assiette et de la perception de la surtaxe de 700 francs, décimes compris, par hectolitre d'alcool pur, sur les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur fabriqués ou introduits en Algérie ; enfin, décret du 1^{er} décembre (3) relatif à l'établissement de l'impôt sur les revenus.

Médecins de colonisation. — L'arrêté du gouverneur général, en date du 10 mai (4), fixe les traitements des médecins de colonisation.

Mines. — Le décret du 12 avril (5) modifie le cahier des charges-type des concessions de mines en Algérie.

Pigeons voyageurs. — Par son article 14, la loi du 18 février (6), portant règlement de la colombophilie et de l'utilisation des pigeons voyageurs, est déclarée applicable à l'Algérie.

Pilotage. — Le décret du 25 novembre (7) modifie le règlement du pilotage.

(1) (2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 février 1928.

(3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.

(4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 20 mai 1927.

(5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 13 mars 1927.

(6) *Journal Officiel de la République française*, 19 février 1927.

(7) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 décembre 1927.

Police. — Par son article 3, chacun des deux décrets métropolitains du 20 janvier (1), relatifs à la carte d'identité, est déclaré applicable à l'Algérie. L'arrêté du gouverneur général en date du 9 mai (2) fixe le traitement des commissaires de police.

Réquisitions. — Le décret du 15 octobre (3) est relatif aux réquisitions.

Territoires du Sud. — Voir *suprà* v^o *administration*.

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Assistance judiciaire. — Le décret du 23 novembre (4) modifie l'assistance judiciaire en Algérie.

Curateur aux successions vacantes. — Le décret du 15 avril (5) est relatif aux successions vacantes.

Droit commercial. — La loi du 31 mars (6) modifiant l'article 3 de la loi du 21 juillet 1867 (sociétés) est déclarée applicable à l'Algérie.

Justice française. — Le décret du 6 mars (7) modifie les conditions de nomination du secrétaire de la première présidence de la Cour d'appel d'Alger. Deux décrets en date du 15 janvier (8) fixent les traitements des greffiers et commis greffiers en Algérie.

Justice indigène. — Le décret du 18 janvier (9) supprime les deux mahakmas principales de Philippeville et des Ouled Yacoub et rattache respectivement ces circonscriptions judiciaires aux mahakmas principales de Jemmapes et d'Aflou. Le décret du 8 juillet (10) modifie l'article 65 du décret du 17 avril 1889 (récep-

(1) *Journal Officiel de l'Algérie*, 22 janvier 1927.

(2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 20 mai 1927.

(3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 2 décembre 1927.

(4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 décembre 1927.

(5) *Journal Officiel de la République française*, 21 avril 1927.

(6) *Journal Officiel de la République française*, 1^{er} avril 1927.

(7) *Journal Officiel de la République française*, 8 mars.

(8) *Journal Officiel de la République française*, 16 janvier 1927. *Journal Officiel de l'Algérie*, 4 février 1927.

(9) *Journal Officiel de la République française*, 20 janvier 1927.

(10) *Journal Officiel de l'Algérie*, 12 août 1927.

tion des actes entre musulmans) et les articles 70, 81 et 85 du tarif annexé ; le décret du 28 décembre (1) modifie l'article 43 du même décret (procédure de conciliation en matière d'appels musulmans). L'arrêté du gouverneur général, en date du 8 juin (2), est relatif au régime des retraites des membres de la justice musulmane non rétribués par traitement fixe. Les deux arrêtés du 26 novembre (3) réglementent le personnel des cadis, cadis-notaires et bachadels.

Officiers ministériels. — L'arrêté du 20 septembre (4) soumet à la vérification des employés supérieurs de l'Enregistrement la comptabilité des notaires en Algérie. L'arrêté du 11 avril (5) modifie les conditions de recrutement, nomination et avancement des huissiers.

III. — Législation économique et sociale

Assistance et hygiène. — L'arrêté du 9 juillet (6) crée au gouvernement général un service central d'assistance et d'hygiène publiques. Le décret du 20 août (7) modifie les articles 13 et 18 du décret du 6 mars 1907, relatifs à la tutelle des enfants assistés. Le décret du 16 mars (8) étend à l'Algérie l'application de la loi du 2 février 1925 sur le placement gratuit.

Chemins de fer. — Les décrets du 6 avril (9) et du 14 décembre (10) sont relatifs aux voies ferrées d'intérêt local.

Code du travail. — Aux termes de l'article 4 de la loi du 25 février (11), formant le livre III du Code du travail et de la prévoyance sociale, les conditions d'application à l'Algérie des dispositions dudit livre seront déterminées par des décrets. Le dé-

(1) *Journal Officiel de la République française*, 30 décembre 1927.

(2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 17 juin 1927.

(3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 décembre 1927.

(4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 30 septembre 1927.

(5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 22 avril 1927.

(6) *Journal Officiel de l'Algérie*, 15 juillet 1927.

(7) *Journal Officiel de l'Algérie*, 9 septembre 1927.

(8) *Journal Officiel de la République française*, 26 mars 1927.

(9) *Journal Officiel de l'Algérie*, 13 mai 1927. *Journal Officiel de la République française*, 24 avril 1927.

(10) *Journal Officiel de l'Algérie*, 13 janvier 1928.

(11) *Journal Officiel de la République française*, 28 février 1927.

cret du 15 septembre (1) rend applicables à l'Algérie le Code de travail maritime et le Code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Crédit agricole. — La loi du 28 juillet (2) crée une caisse foncière agricole en Algérie.

Police sanitaire maritime. — Le décret du 8 octobre (3) réglemente la police sanitaire maritime.

Retraites. — Un décret du 1^{er} avril (4) applique à l'Algérie la loi du 22 juillet sur les retraites des agents des chemins de fer.

Travail. — Le décret du 20 mai (5) applique en Algérie la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures dans les pharmacies vendant au détail. Le décret du 5 juillet (6) étend à l'Algérie, sous certaines modifications, les dispositions du décret du 9 août 1925 portant mesures de protection et de salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

(1) *Journal Officiel de l'Algérie*, 14 octobre 1927.

(2) *Journal Officiel de l'Algérie*, 12 août 1927.

(3) *Journal Officiel de l'Algérie*, 23 décembre 1927.

(4) *Journal Officiel de l'Algérie*, 10 juin 1927.

(5) *Journal Officiel de l'Algérie*, 17 juin 1927.

(6) *Journal Officiel de l'Algérie*, 16 septembre 1927.

TUNISIE.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS ET PUBLIÉS PENDANT L'ANNÉE 1927

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Alger*

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — L'arrêté résidentiel du 29 juillet (1), appliquant l'article 10 de l'arrêté du 13 juillet 1926 sur la composition de la Section française du Grand Conseil de la Tunisie, décide que les naturalisés ne seront inscrits sur les listes électorales que deux ans après leur naturalisation. Le décret beylical du 6 juillet (2) est relatif à la représentation des intérêts miniers dans les Conseils de la région. Un arrêté a été pris le même jour (3), par le Premier Ministre, pour l'exécution de ce décret. Le décret beylical du 15 janvier (4) augmente l'indemnité de séjour à Tunis, allouée aux membres du Grand Conseil de la Tunisie. Un autre décret, en date du 19 janvier (5), alloue une indemnité aux membres de la Commission arbitrale du Grand Conseil.

Un décret beylical du 15 octobre (6) fixe les nouveaux traitements du personnel de la Direction Générale de l'Intérieur. Un décret du 30 juin (7) modifie les traitements du personnel des administrations des Finances, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Instruction publique et de la Justice tunisienne.

Aviation. — Le décret beylical du 15 février (8) réglemente l'amerrissage des hydravions sur les côtes de Tunisie.

(1) *Journal Officiel de la Tunisie*, 20 août 1927.

(2) *Journal Officiel de la Tunisie*, 6 août 1927.

(3) *Journal Officiel de la Tunisie*, 20 août 1927.

(4) (5) *Journal Officiel de la Tunisie*, 26 janvier 1927.

(6) *Journal Officiel de la Tunisie*, 22 octobre 1927.

(7) *Journal Officiel de la Tunisie*, 3 août 1927.

(8) *Journal Officiel de la Tunisie*, 19 mars 1927.

Etat civil. — Le décret beylical du 8 janvier (1) désigne les officiers de l'état civil.

Finances. — Le décret beylical du 31 décembre (2) étend aux receveurs municipaux et aux comptables des établissements publics rattachés pour ordre au budget général de l'Etat, les dispositions du décret du 25 novembre 1927, aux termes duquel les receveurs de l'Etat, en Tunisie, sont autorisés à accepter en paiement des contributions et revenus publics, des chèques tirés sur la Banque de l'Algérie ou sur une banque en compte avec elle. Le décret beylical du 30 décembre (3) porte création d'une contribution personnelle d'Etat. Un autre décret en date du même jour (4) majore les droits d'enregistrement des actes translatifs de propriété à titre onéreux de meubles, de fonds de commerce et de navires. Un décret du même jour (5) remanie les droits d'enregistrement des donations entre vifs de biens meubles et immeubles. Un décret du 25 mars (6) établit un droit de 2 % sur le prix d'adjudication des produits vendus par le service de la Ghaba.

Forêts. — Un décret beylical du 28 mai (7) modifie le décret du 23 novembre 1915 sur l'expropriation, la conservation et la police du domaine forestier.

Tribunal des pensions. — Le décret beylical du 4 juin (8) est relatif à la composition du tribunal des pensions de la Régence.

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Avocat. — Le décret français du 22 mars (9) complète l'article 20 du décret du 27 juin 1924 sur la profession d'avocat en Tunisie.

Droit civil. — Le décret beylical du 27 mai (10) complète et interprète les dispositions du décret du 9 octobre 1926 sur les renou-

(1) *Journal Officiel de la Tunisie*, 2 février 1927.

(2) *Journal Officiel de la Tunisie*, 1^{er} janvier 1928.

(3) *Journal Officiel de la Tunisie*, 1^{er} février 1928.

(4) *Journal Officiel de la Tunisie*, 31 décembre 1927.

(5) *Journal Officiel de la Tunisie*, 1^{er} janvier 1928.

(6) *Journal Officiel de la Tunisie*, 11 juin 1927.

(7) *Journal Officiel de la Tunisie*, 22 juin 1927.

(8) *Journal Officiel de la Tunisie*, 13 juillet 1927.

(9) *Journal Officiel de la Tunisie*, 24 mars 1927.

(10) *Journal Officiel de la Tunisie*, 8 juin 1927.

vellements de baux à loyer d'immeubles. Le décret du 14 janvier (1) règle la procédure applicable aux litiges introduits en vertu du décret du 21 décembre 1926 sur le moratorium des loyers. Le décret du 30 décembre (2) modifie l'article 7 du même décret, relatif au droit de reprise du propriétaire.

Droit commercial. — Le décret beylical du 18 juillet (3) applique à la Tunisie la législation française sur la vente et le nantissement des fonds de commerce.

Droit criminel. — Le décret beylical du 18 février (4) déclare applicable en Tunisie la loi française du 3 décembre 1926 sur la spéculation illicite, portant modification des articles 419 à 421 du Code pénal français, et modifie en conséquence les articles 139 à 141 du Code pénal tunisien.

Notariat. — Le décret beylical du 20 avril (5) limite aux actes de divorce la compétence des notaires israélites de la 3^e catégorie.

Organisation judiciaire. — Le décret beylical du 29 juin (6) relève l'indemnité de déplacement des magistrats et interprètes du tribunal mixte. Les décrets du 14 juin (7) et du 22 décembre (8) sont relatifs aux émoluments des greffiers.

Propriété foncière. — Le décret beylical du 4 août (9) modifie et complète le décret du 17 juillet 1926, réglant les droits des occupants de fonds ruraux habous.

III. — LÉGISLATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Alcool. — Le décret beylical du 20 novembre (10) réglemente le régime de l'alcool en Tunisie.

- (1) *Journal Officiel de la Tunisie*, 9 février 1927.
- (2) *Journal Officiel de la Tunisie*, 14 janvier 1928.
- (3) *Journal Officiel de la Tunisie*, 26 novembre 1927.
- (4) *Journal Officiel de la Tunisie*, 2 mars 1927.
- (5) *Journal Officiel de la Tunisie*, 11 juin 1927.
- (6) *Journal Officiel de la Tunisie*, 13 juillet 1927.
- (7) *Journal Officiel de la Tunisie*, 22 juin 1927.
- (8) *Journal Officiel de la Tunisie*, 4 janvier 1928.
- (9) *Journal Officiel de la Tunisie*, 31 août 1927.
- (10) *Journal Officiel de la Tunisie*, 10 décembre 1927.

Crédit agricole. — Le décret beylical du 20 mai (1) approuve les modifications apportées aux statuts de l'Office public de crédit agricole indigène. Le décret du 23 juillet (2) lui affecte le prix de vente des terres domaniales attribuées aux indigènes.

Crédit commercial. — Le décret du 30 juillet (3) et l'arrêté du Directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 10 septembre (4), organisent le crédit aux petits artisans.

Hygiène. — Le décret beylical du 6 mai (5) fixe la rétribution des médecins inspecteurs des écoles primaires. Le décret du 10 mars (6) réglemente l'exercice de la pharmacie.

Office du vin. — Le décret du 12 mai (7) sanctionne l'adhésion donnée par la Tunisie à l'arrangement du 29 novembre 1924 portant création, à Paris, d'un office international du vin. Le décret du 30 juillet (8) porte création d'un office du vin en Tunisie.

(1) *Journal Officiel de la Tunisie*, 22 juin 1927.

(2) *Journal Officiel de la Tunisie*, 20 août 1927.

(3) *Journal Officiel de la Tunisie*, 20 août 1927.

(4) *Journal Officiel de la Tunisie*, 24 septembre 1927.

(5) *Journal Officiel de la Tunisie*, 8 juin 1927.

(6) *Journal Officiel de la Tunisie*, 28 mai 1927.

(7) *Journal Officiel de la Tunisie*, 18 juin 1927.

(8) *Journal Officiel de la Tunisie*, 20 août 1927.

MAROC.

TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS ET PUBLIÉS PENDANT L'ANNÉE 1927

par M. Louis MILLIOT,

*Professeur de législations algérienne, tunisienne et marocaine
à la Faculté de droit d'Alger*

I. — DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF

Administration. — L'arrêté résidentiel du 30 avril (1) est relatif à la représentation, au Conseil de Gouvernement, du troisième collège. Deux arrêtés du 8 janvier (2), un arrêté du 11 février (3) et deux arrêtés du 30 décembre (4) modifient le statut des chambres françaises consultatives. Le dahir du 18 février (5) modifie le dahir du 30 janvier 1919, instituant une juridiction d'appel pour les contestations relatives aux élections des chambres françaises consultatives.

Deux arrêtés résidentiels du 21 avril (6) réorganisent les régions de Fez, Taza et Meknès.

Les arrêtés du 24 (7) et du 25 janvier (8) modifient le statut du personnel et du Service des contrôles civils.

L'arrêté viziriel du 8 janvier (9) organise le personnel de la bibliothèque générale et des archives du Protectorat. L'arrêté du 10 janvier (10) réglemente les indemnités de résidence et de charges de famille allouées aux citoyens français en fonctions dans une administration publique ; l'arrêté du 12 janvier (11) détermine les conditions dans lesquelles une indemnité de résidence est

- (1) *Bulletin Officiel du Maroc*, 10 mai 1927.
- (2) *Bulletin Officiel du Maroc*, 1^{er} février 1927.
- (3) *Bulletin Officiel du Maroc*, 15 février 1927.
- (4) *Bulletin Officiel du Maroc*, 3 janvier 1928.
- (5) *Bulletin Officiel du Maroc*, 8 mars 1927.
- (6) *Bulletin Officiel du Maroc*, 26 avril et 3 mai 1927.
- (7) *Bulletin Officiel du Maroc*, 1^{er} mars 1927.
- (8) *Bulletin Officiel du Maroc*, 1^{er} février 1927.
- (9) *Bulletin Officiel du Maroc*, 11 janvier 1927.
- (10) (11) *Bulletin Officiel du Maroc*, 18 janvier 1927.

allouée aux fonctionnaires et agents indigènes non citoyens français. L'arrêté du 9 mars (1) modifie le statut du personnel de la Direction des affaires chérifiennes. L'arrêté du 20 juin (2) crée un cadre de collecteurs et de vérificateurs des droits de marché.

Armée. — Le dahir du 23 décembre (3) abroge le dahir du 2 janvier 1924, relatif à la répression des fraudes commises dans les engagements de sujets marocains et applique en zone française l'article 57 du décret du 7 septembre 1926. Le décret du 25 novembre et le dahir du 21 décembre (4) créent une légion de gendarmerie au Maroc. L'arrêté résidentiel du 31 mai (5) fixe le ressort des circonscriptions judiciaires militaires du Maroc.

Enseignement. — Le dahir du 23 septembre (6) institue des prêts d'honneur pour encourager les études supérieures.

Etat civil. — Le dahir du 12 juillet (7) modifie le dahir du 4 septembre 1915 sur l'état civil.

Etrangers. — Le dahir du 15 janvier (8) modifie les pénalités prévues par le dahir du 11 janvier 1920 qui fixe le statut des ressortissants allemands dans la zone française du Maroc.

Expropriation. — Le dahir du 25 juin (9) prescrit l'immatriculation des immeubles ayant fait l'objet d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Finances. — L'arrêté viziriel du 10 mai (10) modifie le règlement sur la comptabilité municipale. Le dahir du 15 janvier (11) organise le budget spécial de la région de la Chaouïa. Le dahir du 22 mars (12) est relatif aux poursuites des percepteurs à l'encontre des redevables domiciliés à distance du siège des percep-

(1) *Bulletin Officiel du Maroc*, 15 mars 1927.

(2) *Bulletin Officiel du Maroc*, 28 juin 1927.

(3) *Bulletin Officiel du Maroc*, 17 janvier 1928.

(4) *Bulletin Officiel du Maroc*, 10 janvier 1928.

(5) *Bulletin Officiel du Maroc*, 14 juin 1927.

(6) *Bulletin Officiel du Maroc*, 4 octobre 1927.

(7) *Bulletin Officiel du Maroc*, 2 août 1927.

(8) *Bulletin Officiel du Maroc*, 8 février 1927.

(9) *Bulletin Officiel du Maroc*, 26 juillet 1927.

(10) *Bulletin Officiel du Maroc*, 24 mai 1927.

(11) *Bulletin Officiel du Maroc*, 22 février 1927.

(12) *Bulletin Officiel du Maroc*, 3 mai 1927.

tions. Le dahir du 4 juillet (1) modifie le dahir du 10 avril 1925 sur le cautionnement des comptables de deniers publics. Le dahir du 15 avril (2) réglemente l'imputation dans la zone française des droits de timbre et d'enregistrement perçus dans la zone de Tanger. Le dahir du 30 novembre (3) établit une taxe d'habitation. Le dahir du 30 novembre (4) et l'arrêté viziriel du 24 décembre (5) établissent un impôt sur les terrains à bâtir. Le dahir du 13 mai (6) est relatif à l'enregistrement des échanges d'immeubles ruraux. Le dahir du 20 août (7) assujettit au droit d'enregistrement les mutations immobilières passées entre indigènes selon la coutume berbère. L'arrêté viziriel du 30 août (8) règle les détails d'application de ce dahir. Le dahir du 10 décembre (9) modifie certains droits d'enregistrement et de timbre. Le dahir du 12 novembre (10) est relatif à la taxe des prestations. Quatre arrêtés viziriels en date du même jour : 8 janvier (11), modifient les redevances postales, les taxes de contrôle des postes radioélectriques et les conditions des fournitures des lignes et installations téléphoniques. L'arrêté viziriel du 29 juin (12) modifie les tarifs d'immatriculation établis au titre V de l'arrêté viziriel du 4 juin 1915.

Forêts. — L'arrêté viziriel du 29 mars (13) réglemente la procédure de distraction du régime forestier.

Navigation. — L'arrêté viziriel du 22 avril (14) intéresse la sécurité à bord des embarcations et navires dont la jauge brute ne dépasse pas vingt tonneaux.

Police de la route. — Le dahir du 15 avril (15) ratifie la convention internationale relative à la circulation routière, signée à Paris le 24 avril 1926.

- (1) *Bulletin Officiel du Maroc*, 2 août 1927.
- (2) *Bulletin Officiel du Maroc*, 10 mai 1927.
- (3) (4) *Bulletin Officiel du Maroc*, 6 décembre 1927.
- (5) *Bulletin Officiel du Maroc*, 27 décembre 1927.
- (6) *Bulletin Officiel du Maroc*, 14 juin 1927.
- (7) (3) *Bulletin Officiel du Maroc*, 13 septembre 1927.
- (9) *Bulletin Officiel du Maroc*, 20 décembre 1927.
- (10) *Bulletin Officiel du Maroc*, 13 décembre 1927.
- (11) *Bulletin Officiel du Maroc*, 11 janvier 1927.
- (12) *Bulletin Officiel du Maroc*, 26 juillet 1927.
- (13) *Bulletin Officiel du Maroc*, 3 mai 1927.
- (14) *Bulletin Officiel du Maroc*, 10 mai 1927.
- (15) *Bulletin Officiel du Maroc*, 21 juin 1927.

Pupilles de la nation. — Le dahir du 17 juillet (1) modifie le dahir du 10 juillet 1925, relatif à l'organisation financière de l'Office marocain des pupilles de la nation.

Tutelle des collectivités. — Le dahir du 29 juillet (2) est relatif à l'emploi et au remploi des fonds provenant de la gestion et de l'aliénation des biens collectifs, à des dons à la Société indigène de prévoyance à laquelle est rattachée la collectivité indigène intéressée. L'arrêté viziriel du même jour (3) complète, en conséquence, l'arrêté viziriel applicatif du 26 décembre 1920.

II. — DROIT PRIVÉ ET DROIT CRIMINEL

Droit commercial. — Le dahir du 25 mai (4) modifie et complète la législation du chèque. Le dahir du 7 mai (5) complète le dahir du 1^{er} septembre 1926 sur le registre du commerce.

Droit criminel. — Le dahir du 11 mars (6) déclare applicables en zone française les dispositions de la loi du 3 décembre 1926, relative à la répression de la spéculation illicite et modificative des articles 419 à 421 du Code pénal. Les dahirs du 19 mars (7) et du 8 juin (8) modifient le dahir du 12 août 1913 sur l'assessorat en matière criminelle. Le dahir du 30 avril (9) sanctionne le refus, par un médecin régulièrement autorisé à exercer dans la zone française, de déférer aux réquisitions de la justice ou de l'autorité compétente. Le dahir du 15 janvier (10) complète le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse.

Immatriculation. — V. DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF v^o *expropriation*.

Justice chérifienne. — Le dahir du 12 août (11) est relatif aux expertises médicales devant les juridictions chérifiennes.

Justice française. — Le dahir du 19 mars (12) modifie les ressorts judiciaires de la zone française. Le dahir du 10 septem-

(1) Bulletin Officiel du Maroc, 16 août 1927.

(2) (3) Bulletin Officiel du Maroc, 23 août 1927.

(4) Bulletin Officiel du Maroc, 5 juillet 1927.

(5) Bulletin Officiel du Maroc, 24 mai 1927.

(6) Bulletin Officiel du Maroc, 5 avril 1927.

(7) Bulletin Officiel du Maroc, 12 avril 1927.

(8) Bulletin Officiel du Maroc, 14 juin 1927.

(9) Bulletin Officiel du Maroc, 17 mai 1927.

(10) Bulletin Officiel du Maroc, 8 février 1927.

(11) Bulletin Officiel du Maroc, 6 septembre 1927.

(12) Bulletin Officiel du Maroc, 12 avril 1927.

bre (1) modifie les traitements et indemnités des magistrats des juridictions françaises.

Officiers ministériels. — Le dahir du 19 avril (2) confie aux secrétaires-greffiers des tribunaux de paix les attributions notariales, en attendant la création de postes de notaires dans les circonscriptions qui n'en sont pas encore pourvues. Le dahir du 10 mars (3) modifie le taux des remises allouées aux notaires français au Maroc.

Procédure. — Le dahir du 25 juin (4) modifie l'article 315 du dahir du 12 août 1913, portant énumération des biens mobiliers insaisissables.

III. — Législation économique et sociale

Accidents du travail. — Trois dahirs du 25 juin (5) sont relatifs à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. L'arrêté viziriel du 10 octobre (6) constitue la commission consultative des accidents du travail.

Colonisation. — Deux dahirs du 29 janvier (7) modifient le régime des lots de colonisation, en ce qui concerne l'aliénation des lots et le crédit hypothécaire. Le dahir du 4 janvier (8) institue une caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation.

Crédit. — Le dahir du 15 juin (9) institue une caisse centrale des sociétés indigènes de prévoyance. Le dahir du 24 décembre (10) institue le crédit hôtelier, par l'intermédiaire de la Caisse des prêts immobiliers.

(1) *Bulletin Officiel du Maroc*, 13 septembre 1927.

(2) *Bulletin Officiel du Maroc*, 10 mai 1927.

(3) *Bulletin Officiel du Maroc*, 24 mai 1927.

(4) *Bulletin Officiel du Maroc*, 2 juillet 1927.

(5) *Bulletin Officiel du Maroc*, 28 juin 1927.

(6) *Bulletin Officiel du Maroc*, 18 octobre 1927.

(7) *Bulletin Officiel du Maroc*, 22 février 1927.

(8) *Bulletin Officiel du Maroc*, 8 février 1927.

(9) *Bulletin Officiel du Maroc*, 21 juin 1927.

(10) *Bulletin Officiel du Maroc*, 27 décembre 1927.

Décorations. — Le décret du 26 mars (1) et l'instruction ministérielle du même jour (2) sont relatifs à la collation de la médaille coloniale, avec agrafe « Maroc ».

Douanes. — Le dahir et l'arrêté viziriel du 1^{er} mars (3) déterminent les conditions dans lesquelles les services algérien et marocain des douanes doivent collaborer à la surveillance de la frontière et à la perception des droits.

Musée. — Le dahir du 21 février (4) crée et organise un musée des antiquités et des arts musulmans du Maroc.

Travail. — Deux arrêtés viziriels en date du 18 janvier (5) réglementent le travail des enfants. Un arrêté du 29 janvier (6) organise le personnel technique de l'inspection du travail. Un arrêté du 5 février (7) fixe les indemnités des inspecteurs du travail. L'arrêté du 17 avril (8) concerne le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux.

Voirie. — Le dahir du 1^{er} mars (9) modifie le titre V du dahir du 16 avril 1914 sur les alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie.

(1) (2) *Journal Officiel de la République française*, 29 mars 1927.

(3) *Bulletin Officiel du Maroc*, 29 mars 1927.

(4) *Bulletin Officiel du Maroc*, 12 avril 1927.

(5) *Bulletin Officiel du Maroc*, 1^{er} et 8 mars 1927.

(6) *Bulletin Officiel du Maroc*, 1^{er} février 1927.

(7) *Bulletin Officiel du Maroc*, 8 février 1927.

(8) *Bulletin Officiel du Maroc*, 21 juin 1927.

(9) *Bulletin Officiel du Maroc*, 29 mars 1927.

COLONIES ET PROTECTORATS.

Chronique par M. JAUBERT,
avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Administration générale

Amendes pénales. — L'article 41 de la loi du 22 mars 1924, majorant de 30 décimes le principal des amendes pénales dans la métropole, avait été déclaré applicable dans plusieurs colonies par décrets spéciaux ; un nouveau décret du 24 février 1927 l'a déclaré applicable dans certaines autres colonies, de telle sorte que seuls l'Indochine, le Cameroun et le Togo restent en dehors de cette réforme. Pour la Guyane, la majoration n'est que de 20 décimes (*J. Off.*, 1^{er} mars).

Brevets, marques. — En exécution de l'article 2 de la loi du 3 août 1926 portant création de nouvelles ressources fiscales, deux décrets du 6 décembre 1926 ont relevé dans la métropole le taux des taxes des brevets d'invention et celui de la taxe d'enregistrement des marques de fabrique et de commerce. La mesure a été appliquée aux colonies et protectorats par décret du 20 août 1927 (*J. Off.*, 26 août).

Code civil. — La loi du 29 avril 1925, modifiant l'article 767 du Code civil relatif à l'usufruit du conjoint survivant, déjà rendue applicable aux Antilles, à la Réunion et à l'Indochine, a été rendue applicable aux autres colonies et territoires à mandat relevant du ministère des Colonies par décret du 17 mars (*J. Off.*, 22 mars).

Code pénal. — La loi du 27 mars 1923, modifiant l'article 317 du Code pénal relatif à l'avortement, a été rendue applicable aux colonies, protectorats et territoires à mandat dépendant du ministère des Colonies, sauf les Antilles et la Réunion, par décret du 18 juin 1927 (*J. Off.*, 23 juin).

Commission des concessions coloniales et du domaine. — Elle a été réorganisée par décret du 21 octobre, dans le sens d'une augmentation du nombre des membres, et de leur répartition en deux sections dont chacune est spécialisée pour un groupe de colonies (*J. Off.*, 22 octobre).

Conseil supérieur des colonies. — Réorganisé déjà par décret du 28 septembre 1920, doté d'un secrétariat général par décret du 6 octobre 1925, il a été de nouveau réorganisé par décret du 3 décembre 1927. Une nouvelle division du Conseil économique est instituée ; d'autre part, les chefs des colonies et les présidents de chambres de commerce de nos possessions présents en France y sont appelés ; enfin, il est précisé que le titre de membre du Conseil ne doit pas être considéré comme purement honorifique (*J. Off.*, 8 décembre).

Douanes. — Sept lois du 13 juillet portent ratification de décrets ou d'arrêtés locaux relatifs à la réglementation des douanes dans diverses colonies (*J. Off.*, 22 juillet).

Exposition coloniale. — Prévue par les lois des 17 mars 1920 et 9 avril 1926, l'exposition coloniale internationale qui doit avoir lieu en 1929 a été réglementée quant à l'organisation du commissariat général, à la date d'ouverture, etc., par décret du 4 janvier 1927 (*J. Off.*, 3 février).

Gouverneurs. — *Administration de la justice.* — Les pouvoirs des gouverneurs des colonies, en ce qui concerne l'administration de la justice, ont été déterminés par décret du 5 mars (*J. Off.*, 10 mars).

Marchés de gré à gré. — Un décret du 23 août 1927 a rendu applicable aux colonies le décret du 2 avril 1927 fixant les maxima au-dessous desquels l'Administration est autorisée à passer des marchés de gré à gré (*J. Off.*, 27 août).

Pensions. — Le décret du 5 mars 1927 ayant modifié, pour la métropole, les articles 74 et 80 du décret du 25 octobre 1922 complété par décret du 8 juillet 1924, en ce qui concerne la réglementation des soins gratuits aux mutilés (article 64 de la loi du 31 mars 1919), les mêmes modifications ont été apportées par décret du 20 mai 1927 au décret du 15 juin 1926, déterminant les modalités d'application des textes précités aux colonies (*J. Off.*, 31 mai).

Qualité de citoyen français. — *Acquisition.* — Un décret du 12 décembre a complété l'énumération, contenue dans les articles 1^{ers} des décrets des 18 mai 1915 et 21 juin 1920, des diplômes d'études conférant des titres à l'acquisition de la qualité de citoyen français pour certains indigènes de nos colonies (*J. Off.*, 16 décembre).

Régime financier. — Il a été modifié quant à la compétence du juge des comptes, en ce qui concerne la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, par décret du 22 juin 1927 y rendant applicables l'article 36 du décret du 5 novembre 1926 et le décret du

12 novembre 1926, d'autre part, en ce qui concerne les autres colonies et territoires à mandat, par décret daté également du 22 juin 1927 et y modifiant dans le même sens les articles 348 et 402 du décret du 30 décembre 1912 (*J. Off.*, 26 juin).

D'autre part, les règles de prescription des impôts perçus sur rôle aux colonies ayant été modifiées par décret du 22 janvier 1926, cette modification devait entraîner un remaniement des articles 172 et 186 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, articles réglementant l'apurement des rôles et la responsabilité pécuniaire des comptables. Tel a été l'objet d'un décret du 1^{er} décembre 1927 (*J. Off.*, 6 décembre).

Enfin, les articles 114, 342 et 393 du décret du 30 décembre 1912 ont été modifiés par un décret du 5 juillet 1927 qui a pour but principal de soumettre la comptabilité des receveurs spéciaux des communes et des établissements publics à la vérification des comptables supérieurs locaux, en harmonie avec la législation métropolitaine qui, par l'article 158 de la loi du 5 avril 1884, soumet cette comptabilité au contrôle des receveurs des finances (*J. Off.*, 10 juillet).

D'autres modifications de détail ont été apportées au décret du 30 décembre 1912 par décrets des 4 janvier et 21 juillet 1927 (*J. Off.*, 8 janvier et 26 juillet).

Réhabilitation. — L'application aux colonies de l'article 621 du Code d'instruction criminelle, modifié par certains textes postérieurs qui y avaient été irrégulièrement promulgués, a été revue par un décret du 1^{er} juillet (*J. Off.*, 5 juillet).

Sociétés. — L'article 16 de la loi du 31 mars 1927, applicable aux colonies, a assimilé aux actions d'apport, au point de vue de leur négociation, les parts de fondateurs ou parts bénéficiaires des sociétés. Cette disposition a été rendue applicable au Togo et au Cameroun par décret du 5 juillet 1927 (*J. Off.*, 10 juillet).

Télégraphe. — La loi du 16 août 1927 avait approuvé, pour la métropole, le règlement du service télégraphique international et les tarifs arrêtés au Congrès de Paris le 29 octobre 1925. Un décret de ratification est intervenu le 29 octobre 1927 pour les colonies, protectorats français de l'Indochine et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun (*J. Off.*, 9 novembre).

Travail. — *Privilège.* — Les lois des 6 février 1895 et 17 juin 1919, dont les dispositions complètent l'article 2101 du Code civil et modifient l'article 549 du Code de commerce, ont étendu le bénéfice du privilège aux créances de plusieurs catégories nouvelles de travailleurs. Ces deux lois ont été, par décret du 22 janvier 1927, rendues applicables à celles des colonies auxquelles elles ne

l'étaient pas encore, aux pays de protectorat et aux territoires à mandat relevant du ministère des Colonies (*J. Off.*, 28 janvier).

Vétérinaires coloniaux. — Le décret du 21 février 1924, relatif à ces fonctionnaires, a été modifié, notamment en ce qui concerne le recrutement et le stage, par décret du 27 novembre 1927 (*J. Off.*, 4 décembre).

PERSONNEL. — Administration pénitentiaire coloniale. — Les cadres supérieurs en ont été fixés par décret du 2 mars (*J. Off.*, 9 mars).

Agriculture et services vétérinaires. — Les décrets des 1^{er} août 1921 et 21 février 1924, organisant ces deux services, ont été modifiés sur des points de détail par décret du 21 janvier 1927 (*J. Off.*, 26 janvier).

Infirmières. — Le statut et les traitements des infirmières appelées à servir dans les établissements hospitaliers du service général aux colonies, ont été fixés par décret du 27 avril (*J. Off.*, 5 mai). En exécution de ce texte, un décret du 15 juillet a institué un régime des retraites pour le même personnel (*J. Off.*, 31 juillet).

Traitements, soldes et indemnités. — Ils ont fait l'objet de nombreux décrets : des 5 juillet et 30 décembre (*J. Off.*, 16 juillet et 31 décembre), le premier revisant également les parités d'office, pour les magistrats coloniaux ; du 6 janvier pour les administrations centrale et pénitentiaire (*J. Off.*, 10 janvier) ; du 30 janvier pour le personnel des services militaires aux colonies (*J. Off.*, 4 février) ; du 15 février pour l'inspection des colonies (*J. Off.*, 20 février) ; des 13 avril et 18 décembre pour les sous-officiers de carrière à la charge de ministère des Colonies (*J. Off.*, 26 avril et 24 décembre) ; du 28 octobre pour le personnel des eaux-et-forêts (*J. Off.*, 30 octobre) ; du 13 octobre pour les troupes stationnées aux colonies (*J. Off.*, 21 octobre).

D'autre part, les frais de tournée et de représentation des hauts fonctionnaires coloniaux ont été modifiés par deux décrets du 2 juin (*J. Off.*, 12 juin), alors que, par modification aux articles 144 et 147 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial, les avances pour départ étaient relevées par décret du 24 décembre 1927 (*J. Off.*, 30 décembre).

Enfin, une commission de revision des traitements et de classification des emplois des fonctionnaires coloniaux demeurés sous le régime des suppléments et des indemnités provisoires, a été créée au ministère des Colonies par décret du 29 juin (*J. Off.*, 3 juillet).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Budget. — Un budget annexe au budget général de l'A.E.F., dit « Budget annexe de l'exploitation provisoire du chemin de fer de Brazzaville à l'Océan (Division de Brazzaville) », a été créé par décret du 7 juin (*J. Off.*, 12 juin).

Emprunt. — Le Gouvernement général a été autorisé, par décret du 12 mars 1927, à réaliser une première tranche de 30 millions sur l'emprunt de 300 millions autorisé par les lois des 13 juillet 1925 et 16 septembre 1926 (*J. Off.*, 13 mars).

Etablissements hospitaliers. — Le régime administratif et financier des établissements hospitaliers du service général a été modifié par décret du 4 mai 1927 ; la modification essentielle, qui est appelée à se généraliser à toutes les colonies dans le but d'alléger les charges de l'Etat, et qui avait été précédemment appliquée à l'A.O.F. par décrets des 10 avril et 22 octobre 1926, consiste dans la mise de ces établissements à la charge du budget local (*J. Off.*, 7 mai).

Justice indigène. — Sa réglementation par décret du 17 février 1923 s'étant révélée très imparfaite comme mal appropriée à une colonie dont l'organisation administrative est encore rudimentaire, elle a été largement remaniée par décret du 29 avril 1927. Les principales innovations sont : l'octroi du pouvoir délibératif, en matière répressive comme en matière civile, aux notables assesseurs des tribunaux de premier degré, en vue d'obtenir une collaboration réelle de l'élite de la société indigène ; d'autre part, une représentation plus complète des groupements ethniques et religieux, en vue de l'application des coutumes (*J. Off.*, 3 mai).

Maladie du sommeil. — Un service spécial de lutte contre cette maladie, ou trypanosomiase, a été créé par arrêté du ministre des Colonies en date du 15 juin (*J. Off.*, 19 juin).

Mutilations corporelles. — Certaines peuplades ont gardé la tradition de mutilations corporelles, notamment faciales et dentaires, qu'il importe de faire cesser au moment où l'on fait tant d'efforts pour arracher lesdites peuplades à la trypanosomiase et à la misère physiologique. Un décret du 12 juin a en conséquence interdit ces pratiques et sanctionné sévèrement l'interdiction, tout en laissant au Gouverneur général le soin de fixer la liste des mutilations interdites, liste qui pourra varier selon les régions pour ne pas risquer de réaction dangereuse là où les indigènes sont particulièrement fanatiques (*J. Off.*, 17 juin).

Organisation financière. — Un décret du 10 février autorise le paiement des dépenses publiques en A.E.F. par virements de compte et par chèques sur la Banque de l'A.O.F. (*J. Off.*, 17 février).

Organisation judiciaire. — Tous les actes réglementaires sur cette organisation ont été refondus en un seul texte par un important décret du 29 janvier. Les innovations ne portent que sur la réglementation des audiences foraines et la création de quatre emplois de juges suppléants dans le ressort de la Cour de Brazzaville (*J. Off.*, 5 février).

Poison d'épreuve. — Cette pratique est considérée par les indigènes comme moyen suprême de disculpation légale. Lorsque le patient subit l'épreuve contre sa volonté, il y a bien empoisonnement ou tentative d'empoisonnement ; mais souvent l'épreuve est volontaire et dans ce cas la répression était impossible. Cette lacune a été comblée par décret du 28 mai 1927, qui interdit absolument cette pratique (*J. Off.*, 11 juin).

Police judiciaire. — Complétant les décrets des 16 avril 1913 et 17 février 1923 qui ont organisé le service de la justice en A.E.F., un décret du 8 janvier 1927 a conféré la qualité d'officier de police judiciaire à certains fonctionnaires locaux (*J. Off.*, 13 janvier).

Police sanitaire des animaux. — Elle a été réglementée par décret du 8 janvier (*J. Off.*, 13 janvier).

P.T.T. — Un décret du 20 mai a fixé le cadre du personnel métropolitain des postes et télégraphes détaché en A.E.F. (*J. Off.*, 26 mai).

Régime minier. — Voir A.O.F.

Supplément colonial. — Il a été modifié en faveur des fonctionnaires de l'A.E.F., pour marquer une différence plus nette avec la situation des fonctionnaires des autres colonies. Ceci en vue de parer aux sérieuses difficultés de recrutement des fonctionnaires de l'A.E.F., difficultés qui tiennent à la sévérité toute spéciale du climat et à la défectuosité des conditions d'hygiène et de confort (*J. Off.*, 20 octobre).

Taux de l'intérêt. — Aucun acte du législateur n'avait jusqu'ici fixé le taux de l'intérêt légal en A.E.F. (Voir MARTINIQUE et NOUVELLE-CALÉDONIE). Un décret du 3 juillet 1927 a consacré la liberté de l'intérêt conventionnel, mais fixé l'intérêt légal en matière civile et commerciale à 8 % (*J. Off.*, 7 juillet).

Timbre. Sociétés. — Le timbre, la taxe sur les actes et conventions, sur les actions et obligations de sociétés commerciales, et

sur les billets de banque, ont été réglementés par décret du 29 juin (*J. Off.*, 3 juillet).

Vente de l'alcool. — Le régime de l'alcool a été sévèrement réglementé et sanctionné pénalement par décret du 18 juin. La vente aux indigènes est interdite (*J. Off.*, 23 juin).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Banque de l'A.O.F. — Une agence de cette banque a été créée à Kaolack (Sénégal) par décret du 20 décembre (*J. Off.*, 24 décembre).

Caisses d'épargne. — La loi du 20 août 1926 ayant élevé pour la métropole le maximum des dépôts à 12.000 francs pour les particuliers et 50.000 francs pour les sociétés, cette mesure a été étendue à la caisse d'épargne de l'A.O.F. par décret du 18 février 1927, modifiant sur ce point le décret du 17 janvier 1926 (*J. Off.*, 25 février).

Caoutchouc. — La récolte, la circulation et la vente du caoutchouc en A.O.F. ont été réglementées par décret du 15 septembre 1912. L'article 4 de ce décret, relatif à l'interdiction de la saignée pendant une certaine période de l'année, a été modifié dans un sens extensif par décret du 26 juillet 1927, en vue de la conservation des plantations (*J. Off.*, 30 juillet).

Chemins de fer. — Le régime légal et financier du chemin de fer de Kayes au Niger a été modifié par une loi du 30 décembre 1927 (*J. Off.*, 5 janvier 1928).

Débarquement. — Un décret du 5 mars, modifié par décret du 26 juillet, a fixé les conditions dans lesquelles les voyageurs français et étrangers sont admis à débarquer en A.O.F. (*J. Off.*, 10 mars et 30 juillet).

Débits de boissons. — Leur réglementation a été modifiée par décret du 19 février. Dans le but d'enrayer la multiplication de ces établissements, favorisée par une trop grande liberté, le système de l'autorisation est substitué à celui de la simple déclaration (*J. Off.*, 25 février).

Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. — La réglementation instituée par le décret du 20 octobre 1926 a été modifiée sur un point de détail (forme de l'autorisation) par décret du 1^{er} mai 1927 (*J. Off.*, 5 mai).

Exportation. — L'exportation des femelles de l'espèce bovine a été interdite par décret du 4 juin (*J. Off.*, 11 juin).

Justice indigène. — L'article 49 du décret du 22 mars 1924, réorganisant la justice indigène, avait été interprété par la Chambre d'homologation de Dakar en ce sens que l'interdiction de séjour était une peine principale ne pouvant se cumuler ni avec l'amende, ni avec l'emprisonnement à temps. Un décret du 13 janvier 1927 est venu autoriser ce cumul (*J. Off.*, 19 janvier).

Une lacune de détail du même décret du 22 mars 1924, qui ne prévoyait pas la classification des peines afflictives et infamantes, a été comblée par décret du 12 avril 1927 (*J. Off.*, 16 avril).

Loyers. — Les dispositions du décret du 9 décembre 1923, modifiées par décret du 14 décembre 1926, et portant réglementation des baux et loyers en A.O.F., déjà prorogées, ont été maintenues sous certaines modifications nouvelles jusqu'au 1^{er} janvier 1929 par décret du 30 décembre 1927 (*J. Off.*, 31 décembre).

Un autre décret de la même date a adapté à l'A.O.F. les dispositions de la loi du 6 juillet 1925 sur la revision du prix des baux à longue durée.

Niger. Organisation administrative. — Le transport de Zinder à Niamey du chef-lieu de la colonie du Niger, par décret du 28 décembre 1926, a rendu nécessaires des modifications à la composition du Conseil d'administration et du Conseil de contentieux administratif de cette colonie, modifications qui ont été opérées par décret du 22 mars 1927 (*J. Off.*, 26 mars).

Régime minier. — L'un des principes de la réglementation minière coloniale est celui de l'occupation, qui, accordant l'obtention des droits miniers à la priorité de demande de permis de recherches, favorise l'initiative individuelle des explorateurs. Mais ce régime n'est pas toujours sans inconvénients pour l'intérêt général. C'est pourquoi un décret du 31 juillet 1927 est venu modifier la réglementation antérieure, en permettant aux colonies de l'A.O.F. et de l'A. E. F. de se réserver provisoirement le droit de recherches, et de ne l'attribuer que dans des conditions définies (*J. Off.*, 5 août).

Régime municipal. — Pour des motifs d'ordre sanitaire, le décret du 27 novembre 1924, relatif à la circonscription de Dakar, avait confié à l'administration de la circonscription les attributions dévolues jusqu'alors aux maires de Dakar et de Gorée, en matière de petite voirie et de police. La même mesure a été étendue, par décret du 15 novembre 1927, aux villes de Saint-Louis et de Rufisque, dont les maires ont été dépouillés des mêmes attributions au profit du lieutenant-gouverneur du Sénégal (*J. Off.*, 18 novembre).

Santé publique. — Les décrets des 14 avril 1904 et 6 mai 1922 sur la protection de la santé publique ont été modifiés par décret du 27 septembre 1927, dans le sens d'un renforcement des pénalités, cette colonie nécessitant des mesures de préservation particulièrement sérieuses (*J. Off.*, 30 septembre). Ce décret du 27 septembre a lui-même été abrogé au bout de deux mois et remplacé, sur la demande du Gouverneur général, par un décret encore plus rigoureux du 24 novembre (*J. Off.*, 29 novembre).

Spéculation et hausse des prix. — Un ensemble de mesures — surveillance, taxation, limitation de l'exportation — destinées à combattre les abus de la spéculation et la hausse injustifiée des prix, a été pris par décret du 15 février (*J. Off.*, 19 février).

Taxes. — Des taxes de consommation intérieure, destinées à compenser en partie les droits à l'importation, ont été instituées par un arrêté du Gouverneur général du 27 juin, qui a, d'autre part, refondu la réglementation du contentieux de ce genre de taxes. Cet important arrêté a été approuvé par décret du 25 novembre (*J. Off.*, 1^{er} décembre).

CAMEROUN ET TOGO

Alcool. — La vente et la circulation de l'alcool ont été réglementées au Cameroun par décret du 23 janvier 1927 (*J. Off.*, 28 janvier).

Chasse. — Un décret du 3 août a réglementé la chasse et créé un parc de refuge au Togo (*J. Off.*, 8^{août}).

Code pénal. Spéculation illicite. — Un décret du 4 mai 1927 a déclaré applicable au Cameroun et au Togo la loi du 31 décembre 1926, modifiant les articles 419, 420 et 421 du Code pénal, sur la spéculation illicite, laquelle loi, en vertu de son article 4, était applicable seulement à l'Algérie et aux colonies, mais non aux territoires sous mandat (*J. Off.*, 31 mars).

Comptabilité publique. — Le paiement des dépenses publiques par chèques et virements de banque a été autorisé au Cameroun par décret du 20 décembre (*J. Off.*, 24 décembre).

Douanes. — Une loi du 22 février 1927 porte ratification et conversion en loi des décrets des 20 mai 1922 et 6 juin 1924, accordant des détaxes à l'entrée en France à certains produits originaires des territoires du Cameroun et du Togo placés sous le mandat français (*J. Off.*, 26 février).

Les droits à percevoir à l'entrée et à la sortie du Togo ont été fixés par deux décrets du 11 février (*J. Off.*, 19 février).

Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Ils ont été réglementés au Togo par décret du 14 décembre 1927, dont les dispositions sont à peu près celles du décret du 20 octobre 1926 relatif à l'A.O.F. (*J. Off.*, 22 décembre).

Indésirables. Expulsion. — Comme complément au décret du 30 octobre 1926 réglementant l'admission des Français et des étrangers, un décret du 15 juin 1927 a donné au commissaire de la République de chacun des deux pays à mandat le pouvoir de prononcer l'expulsion de tout individu dont la conduite justifierait cette mesure (*J. Off.*, 21 juin).

Justice indigène. — Elle était précédemment organisée au Cameroun par décret du 13 avril 1921. Celui-ci a été remplacé par décret du 31 juillet 1927, qui a pour effet de renforcer les garanties des justiciables, notamment en reconnaissant le droit d'appel, en donnant le pouvoir délibératif aux assesseurs des tribunaux judiciaires du premier degré, et en organisant au sein des juridictions une représentation des groupements ethniques et religieux (*J. Off.*, 6 août).

Justice française. — Précédemment régie par décret du 29 septembre 1922, elle a été profondément remaniée, en raison de l'évolution rapide du pays, par décret du 3 mai 1927. L'objet de la réorganisation est d'augmenter les garanties accordées aux justiciables. Parmi d'autres innovations, le conseil d'appel à juge unique est transformé en tribunal supérieur à trois juges (*J. Off.*, 8 mai).

Des lacunes relatives au personnel de la magistrature s'étant immédiatement révélées, un décret du 15 juillet a été substitué au décret précité du 3 mai (*J. Off.*, 19 juillet).

Organisation administrative. — Le conseil d'administration et le conseil du contentieux administratif ont été réorganisés par décret du 13 avril, dans le sens de l'augmentation du nombre des membres du premier de ces conseils avec collaboration de l'élément indigène, et dans le sens inverse de réduction du nombre des membres du second desdits conseils, trop nombreux pour trancher utilement et rapidement les litiges administratifs (*J. Off.*, 22 avril).

Régime foncier. — Afin de permettre aux indigènes de faire constater leurs droits fonciers par un titre établi à peu de frais et aussi conformément que possible à leurs règles coutumières, un décret du 8 octobre 1925 avait institué en A.O.F. un mode spécial de constatation desdits droits. Cette disposition, qui avait été étendue au Togo par décret du 24 août 1926, a été étendue au Cameroun par décret du 20 août 1927 (*J. Off.* 26 août).

Togo. — *Régime minier.* — Le régime minier du Togo était encore défini par un décret du 6 juillet 1899 qui avait établi un statut général pour l'Afrique continentale (Algérie, Tunisie et Maroc exceptés). Ce statut, révisé pour l'A.O.F. par décrets des 22 octobre 1924 et 31 juillet 1927, et pour l'A.E.F. par décrets des 8 juillet 1926 et 31 juillet 1927, a été révisé dans le même esprit pour le Togo par décret du 26 octobre 1927, réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales (*J. Off.*, 1^{er} novembre).

Sociétés. — Voir ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

GADELOUPE

Accidents du travail. — Voir MARTINIQUE.

Armes à feu, munitions et explosifs. — Leur commerce, précédemment réglementé par la loi du 14 août 1885 rendue applicable par décret du 31 août 1922, a fait l'objet d'une nouvelle et plus étroite réglementation par deux décrets du 7 juin 1927, dans le but d'enrayer une recrudescence de criminalité (*J. Off.*, 12 juin).

Avoués. — Le cautionnement des avoués, qui était encore réglementé à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion par des ordonnances désuètes des 30 septembre 1827 et 24 septembre 1828, a été réglementé de façon plus moderne par décret du 17 février 1927 (*J. Off.*, 25 février).

Banque. — Voir MARTINIQUE.

Caisses d'épargne. — Voir MARTINIQUE.

Législation fiscale. Cultuelles. — Voir MARTINIQUE.

Personnel. Enseignement. — Voir MARTINIQUE.

Service des Contributions. — L'organisation administrative de ce service a été déterminée par décret du 6 septembre, qui a surtout codifié les dispositions réglementaires éparses dans un grand nombre d'arrêtés locaux (*J. Off.*, 11 septembre).

Taux de l'intérêt. — Voir MARTINIQUE.

Travail et agriculture. — Une loi du 31 décembre a institué à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des commissions consultatives chargées d'étudier les questions relatives au développement de la production coloniale et de donner leur avis sur les questions relatives aux rapports entre producteurs de denrées

coloniales et salariés, d'une part, entre fabricants de sucre ou d'alcools et planteurs de canne à sucre, d'autre part. La même loi prévoit aussi la fixation annuelle, par le Gouverneur et sur avis de ladite commission, des conditions d'achat de canne à sucre par les usiniers, de manière à assurer aux planteurs une équitable rémunération (*J. Off.*, 8 janvier 1928).

GUYANE

Accidents du travail. — Un décret du 23 mai 1927 porte règlement d'administration publique pour l'application à la Guyane de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles le bénéfice de la législation sur les accidents du travail (*J. Off.*, 26 mai; *erratum*, *J. Off.*, 2 juin).

Banque. — Voir MARTINIQUE.

Budget. Travaux publics. — En raison des grands travaux à entreprendre, un décret du 22 novembre a incorporé la solde du personnel des travaux publics dans la nomenclature des dépenses obligatoires du budget local de la Guyane (*J. Off.*, 29 novembre).

Conseil général. — L'article 4 du décret du 24 février 1885, déterminant les incompatibilités pour le mandat de conseiller général à la Guyane, a été modifié par décret du 29 juin 1927 qui prévoit une nouvelle incompatibilité avec toute entreprise de services ou de travaux publics rétribués ou subventionnés sur les fonds de la colonie (*J. Off.*, 3 juillet).

Débts de boissons. — Le décret du 30 août 1899, réglementant la vente des boissons alcooliques dans les colonies pénitentiaires de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, a été modifié par décret du 2 avril 1927 dans le sens d'une aggravation des pénalités en cas d'infraction (*J. Off.*, 7 avril).

Police sanitaire des animaux. — Elle a été réglementée par décret du 23 août (*J. Off.*, 27 août).

Recel. — La loi du 22 mai 1915, sur le recel, a été déclarée applicable à la Guyane par décret du 16 novembre 1927 (*J. Off.*, 19 novembre).

INDE (ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L')

Cipahis. — Le détachement de cipahis de l'Inde, reconstitué par décret du 17 août 1921, est à la charge du budget local qui a le plus grand intérêt à la réduction de l'effectif dans la mesure

compatible avec le maintien de l'ordre. Aussi cet effectif a-t-il été considérablement réduit par décret du 25 novembre; il est désormais de 95 personnes, tout compris (*J. Off.*, 1^{er} décembre).

Pensions. — La liquidation des pensions des agents locaux dont les traitements étaient fixés en roupies, et qui demeurent tributaires du régime des pensions de l'Etat, nécessite une conversion des roupies en francs. Le taux de conversion, d'abord fixé à 1 fr. 66 par l'article 4 du décret du 26 septembre 1922, a été porté à 5 fr. par décret du 1^{er} septembre 1927 (*J. Off.*, 9 septembre).

Répression des fraudes. — En exécution des articles 11 et 16 de la loi du 1^{er} août 1905, deux règlements d'administration publique des 29 septembre et 13 octobre 1927 ont déterminé les conditions d'application de cette loi aux Etablissements français de l'Inde (*J. Off.*, 5 et 18 octobre).

INDOCHINE

Armes. — Le régime des armes en Indochine avait fait l'objet d'un décret du 21 avril 1918. Mais celui-ci ne portait aucune disposition applicable aux navires. C'est dans le but de réprimer le trafic clandestin d'armes, commis sur les navires faisant escale en Indochine, qu'a été rendu un décret du 27 novembre 1927 (*J. Off.*, 4 décembre).

Banque de l'Indochine. — Une agence de cette banque a été créée à Quinhan par décret du 20 décembre (*J. Off.*, 24 décembre).

Caisses d'épargne. — La loi du 20 août 1926, fixant le maximum des dépôts, a été rendue applicable à l'Indochine par décret du 1^{er} février 1927 (*J. Off.*, 5 février).

Code pénal. — L'expérience locale ayant démontré la lacune des modes de complicité prévus par l'article 61 du Code pénal déjà modifié à l'usage de l'Indochine par décret du 31 décembre 1912, un nouveau décret est venu élargir les termes de cette disposition. Il déclare complices tous ceux qui ont fourni aux malfaiteurs, non seulement logement, lieu de retraite ou de réunion, mais encore « tout autre moyen actif de subsister ou d'échapper aux poursuites » (*J. Off.*, 22 avril).

Pour suppléer, d'autre part, à une lacune de l'article 91 du Code pénal métropolitain, rendu applicable à l'Indochine par décret du 6 mars 1877, lacune qui se trouvait également dans la législation indigène telle qu'elle résulte du décret du 31 décembre 1912, un nouveau décret du 4 octobre 1927 a complété ledit article 91 en

réprimant les manœuvres et agissements de nature à compromettre la sécurité publique et à provoquer la haine du Gouvernement (*J. Off.*, 9 octobre).

Commerce. — Le décret du 27 février 1892, sur le commerce asiatique en Indochine, autorisait les commerçants à tenir leurs livres dans la forme et dans la langue de leur pays. D'où, notamment pour les Chinois, de graves difficultés de contrôle ouvrant la porte à de nombreuses fraudes. Pour remédier à cette situation, un décret du 29 septembre 1927 a imposé progressivement l'emploi exclusif, pour la comptabilité, d'une langue utilisant les caractères latins et les chiffres arabes, et l'observation des prescriptions du titre II du livre I^{er} du Code de commerce (*J. Off.*, 5 octobre).

Concessions foncières. — Les concessions de terrains ruraux dépendant du domaine privé ont été réglementées provisoirement par décrets des 26 mars et 5 juillet, en attendant une réglementation générale et définitive. Ces deux textes visent surtout les formes de l'autorisation administrative, qui varient selon l'étendue de la concession. Un décret est nécessaire pour les concessions supérieures à 2.000 hectares (*J. Off.*, 27 mars et 6 juillet).

Conseil de gouvernement. — Par abrogation partielle du décret du 8 juillet 1924, et en conséquence d'un arrêté du Gouverneur général portant suppression de la Direction des affaires économiques, un décret du 21 décembre 1927 a modifié la composition du Conseil de gouvernement de l'Indochine en radiant le chef dudit service (*J. Off.*, 25 décembre).

Conventions internationales. Japon. Siam. — Un décret du 16 septembre porte publication et mise en application du protocole fixant le régime de l'établissement et de la navigation (conclu sur la base de la nation la plus favorisée) dans les rapports entre l'Indochine et le Japon, et signé à Paris le 30 août (*J. Off.*, 18 septembre).

Un autre décret du 22 septembre porte promulgation d'une convention concernant les rapports du Siam et de l'Indochine française, signée à Bangkok le 25 août 1926 (*J. Off.*, 24 septembre).

Emprunt. — Un emprunt de 90 millions de francs, pour faire face à l'exécution de divers travaux d'intérêt public (routes, irrigation, voies ferrées, radiotélégraphie) avait été autorisé par la loi du 26 décembre 1912. L'appel des deux premières tranches ayant été autorisé par décrets des 11 mars 1913 et 12 mai 1926, l'appel de la troisième et dernière tranche a été autorisé par décret du 14 décembre 1927, précédé d'un intéressant rapport sur l'état d'avancement des travaux (*J. Off.*, 23 décembre).

Fraudes. — Les agents indigènes du cadre français des douanes et régies ont été habilités, par décret du 15 février, à perquisitionner et à constater les fraudes par procès-verbaux (*J. Off.*, 19 février).

Gendarmerie. — Les détachements de gendarmerie en Indochine ont été réorganisés par décret du 21 mars (*J. Off.*, 26 mars).

HANOÏ. — *Bureau de bienfaisance.* — Un bureau de bienfaisance a été créé à Hanoï par décret du 1^{er} février (*J. Off.*, 5 février).

Hypothèque maritime et fluviale. — Les lois des 10 juillet 1885 et 4 juillet 1914 avaient été rendues applicables aux colonies par décrets des 6 août 1887 et 6 mai 1915 ; d'autre part, l'hypothèque fluviale avait été instituée en Cochinchine par décret du 25 mai 1923. Un décret du 13 avril 1927 est venu, en premier lieu abaisser à 16 tonnes, pour l'Indochine, la limite fixée par l'article 36 de la loi du 10 juillet 1885, et, en second lieu, étendre à toute l'Indochine l'institution de l'hypothèque fluviale précédemment limitée à la Cochinchine. Mesure justifiée par le développement considérable de la batellerie dans toute la région (*J. Off.*, 22 avril).

Instruction criminelle. — Les dispositions de la loi du 8 décembre 1897 avaient été adaptées à l'Indochine par décret du 18 décembre 1906. Celui-ci a été modifié par décret du 6 novembre 1927, qui est venu conférer à la partie civile, devant les juridictions indochinoises, les garanties relatives à l'assistance d'un conseil, qu'elle tient, dans la métropole, de la loi du 22 mars 1921 (*J. Off.*, 13 novembre).

Municipalités de Saïgon, Hanoï et Haïphong. — Le décret du 11 juillet 1908, réorganisant ces municipalités, a été modifié sur un point de détail — l'attribution de compétence pour approuver certaines délibérations du conseil municipal — par décret du 11 septembre 1927 (*J. Off.*, 17 septembre).

Notaires, greffiers, commissaires-priseurs. — Aux termes des articles 202, 203 et 206 du décret du 16 février 1921, modifié par celui du 20 avril 1923, la gratuité des charges reçues de la colonie par ces officiers ministériels est compensée par une redevance progressive prélevée sur leurs honoraires. Cette matière a été de nouveau réglementée par décret du 2 juin 1927 (*J. Off.*, 9 juin).

Organisation judiciaire. — Les décrets des 19 mai 1919 et 16 février 1921 réorganisant la justice en Indochine, ont été modifiés sur de nombreux points, spécialement quant aux pouvoirs du premier président, du procureur général, et quant au service des magistrats, par décret du 24 juin 1927 (*J. Off.*, 30 juin).

D'après l'article 72 du décret du 16 février 1921 portant réorganisation de la magistrature en Indochine, les résidents chefs de certaines provinces sont investis des fonctions de juges de paix à compétence étendue. Malgré les inconvénients de ce système, il est impossible de l'abandonner complètement, pour des raisons budgétaires et aussi par suite de la crise de recrutement de la magistrature coloniale. Mais un décret du 2 avril 1927, modifiant le texte précité, en a atténué des inconvénients en permettant au premier président d'habiliter par ordonnance un magistrat du tribunal de première instance pour l'instruction ou le jugement d'une ou plusieurs affaires déterminées (*J. Off.*, 7 avril).

L'application des articles 121 et 173 du décret du 16 février 1921, modifié par décret du 12 janvier 1922, et qui portait réorganisation de la justice en Indochine, ayant révélé des difficultés d'interprétation et des inconvénients pratiques en ce qui concerne le pourvoi en cassation, ces deux textes ont été modifiés par décret du 20 juin 1927. Pour laisser à la 2^e chambre de la Cour d'Hanoi son caractère de tribunal suprême annamite, le pourvoi en cassation est déclaré impossible contre toutes décisions des juridictions annamites du Tonkin ; il est seulement ouvert, pour excès de pouvoir, au procureur général près la Cour d'Hanoi (*J. Off.*, 23 juin).

Police judiciaire. — Un décret du 9 juin a attribué la qualité d'officier de police judiciaire aux chefs des centres administratifs et des postes-frontières en Indochine (*J. Off.*, 11 juin).

Postes, télégraphes, téléphones. — Le cadre du personnel métropolitain détaché en Indochine a été fixé par décret du 15 février (*J. Off.*, 19 février).

Le régime postal intérieur de l'Indochine a été modifié par décret du 25 mars 1927, qui a rendu applicables aux relations postales entre les divers pays de l'union indochinoise les articles 45 et 47 de la loi du 8 avril 1910, et 9 de la loi du 12 août 1919, relatifs à la réglementation des envois postaux (*J. Off.*, 29 mars).

Presse. — Le régime de la presse, précédemment contenu dans des dispositions éparses et parfois contradictoires, a été codifié par décret du 4 octobre 1927, qui vise l'Indochine exception faite de la Cochinchine. Ce décret est une adaptation de la loi du 29 juillet 1881. Il prévoit en outre le régime de l'autorisation pour les journaux ou périodiques rédigés en une langue autre que le français, et le droit pour le Gouverneur général d'interdire toutes publications venant de l'extérieur (*J. Off.*, 9 octobre).

Propriété foncière. — Le régime de la propriété foncière, fixé par décrets des 21 juillet 1925 et 23 novembre 1926, a été modifié

par deux décrets relatifs, l'un, à la Cochinchine, l'autre, aux concessions françaises d'Hanoï, Haïphong et Tourane (*J. Off.*, 10 septembre).

Registre du commerce. — Un décret du 8 juillet porte règlement d'administration publique pour la détermination des conditions d'application à l'Indochine de la loi du 18 mars 1919 (*J. Off.*, 13 juillet).

Taxes. — Une taxe générale intérieure de 2 % *ad valorem* sur toutes les marchandises et objets produits ou importés en Indochine a été instituée par arrêté du Gouverneur général, approuvé par décret du 22 avril (*J. Off.*, 27 avril).

MADAGASCAR

Appareils à vapeur. — Le décret du 2 avril 1926, portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux, a été rendu applicable à Madagascar et dépendances, sous certaines modifications, par décret du 11 juin 1927 (*J. Off.*, 16 juin).

Budget. — Une avance de 50 millions a été faite par la loi du 2 août 1927 au budget local, avec remboursement en six annuités, en vue de la réparation des dommages causés par le cyclone et le raz-de-marée du 3 mars 1927 (*J. Off.*, 8 août).

Expropriation pour cause d'utilité publique. — Précédemment réglementée par une loi de la reine Ranavaloa du 27 avril 1896, complétée dans ses lacunes par la loi du 3 mai 1841, et qui ne correspondait plus aux besoins actuels, elle a fait l'objet d'une nouvelle réglementation par un important décret du 26 mars 1927, qui reproduit sur la plupart des points le dahir marocain du 31 août 1914 et les textes qui l'ont modifié. L'expropriation par décision judiciaire est substituée à l'expropriation par voie administrative. La fixation de l'indemnité est faite par le juge sur le vu de rapports d'experts désignés par les parties (*J. Off.*, 1^{er} avril).

Fonds de commerce. — Les lois des 17 mars 1909 et 31 juillet 1913, relatives à la vente et au nantissement des fonds de commerce, ont été, sous certaines modifications, rendues applicables à Madagascar par décret du 10 novembre 1927 (*J. Off.*, 17 novembre).

Garde indigène. — Elle a été réorganisée par décret du 7 janvier 1927 (*J. Off.*, 10 janvier).

Habitations économiques. — Le décret du 29 avril 1927, analysé ci-dessous dans la rubrique « Loyers », n'est qu'un palliatif insuf-

fisant à la crise des logements. Le vrai remède étant la reprise des constructions, un décret du 6 décembre a institué à Tananarive un office des habitations économiques, doté de la personnalité civile (*J. Off.*, 10 décembre).

Instruction criminelle. — Modifiant le décret du 9 mai 1909, un décret du 3 janvier 1927 a attribué compétence à la Cour d'appel de Tananarive pour statuer sur les demandes de récusation ou de renvoi pour suspicion légitime. Le pourvoi en cassation est fermé contre l'arrêt rendu (*J. Off.*, 8 janvier).

Loyers. — Faute de toute réglementation, les loyers des locaux d'habitation ont subi, surtout ces dernières années, une série d'augmentations qui ont vivement ému les officiers, fonctionnaires, petits commerçants, etc... Un décret du 29 avril 1927, très rudimentaire et reproduisant les lignes essentielles de la législation métropolitaine, est enfin intervenu (*J. Off.*, 3 mai ; *erratum J. Off.*, 10 juillet).

Police sanitaire. — Certaines dispositions, relatives aux pénalités, du décret du 10 août 1926 réglementant la police sanitaire générale de Madagascar et dépendances, ont été modifiées par décret du 7 septembre 1927 (*J. Off.*, 11 septembre).

Répression des fraudes. — Un décret du 24 septembre a déterminé les conditions d'application à Madagascar de la loi du 1^{er} août 1905 (*J. Off.*, 28 septembre).

Réserves naturelles. — Des réserves naturelles de territoires soustraits, en vue de la protection de la faune et de la flore, à toute exploitation, ont été créées par décret du 31 décembre (*J. Off.*, 5 janvier 1928).

Tabacs. — Depuis 1920, l'administration des manufactures de l'Etat s'est attachée au développement de la culture du tabac à Madagascar. Elle s'est imposé l'obligation d'acheter aux planteurs, pendant une période d'essai qui est encore loin de son terme, la totalité de leur récolte quelle qu'en fût la qualité. Mais cette garantie pour les planteurs doit avoir comme contre-partie pour la régie la priorité dans les achats sur place, sinon il ne lui resterait que les mauvais tabacs. C'est pourquoi un décret du 28 octobre est venu prohiber provisoirement, sauf exceptions libéralement déterminées, l'exportation des tabacs en feuilles (*J. Off.*, 5 novembre).

Taxe de consommation. — Le décret du 13 décembre 1926, relatif à cette taxe, a été complété par un décret du 26 mai 1927 qui prévoit le mode de liquidation et la répression des fraudes (*J. Off.*, 2 juin).

MARTINIQUE

Accidents du travail. — Un décret du 23 mai 1927 porte règlement d'administration publique pour l'application à la Martinique, à la Guadeloupe et la Réunion de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles le bénéfice de la législation sur les accidents du travail (*J. Off.*, 26 mai).

Armes et munitions. — Le décret du 20 décembre 1926, s'étant révélé insuffisant, a été modifié dans le sens d'une réglementation plus rigoureuse par décret du 24 décembre 1927. L'autorisation est nécessaire à tout achat; les pénalités sont aggravées (*J. Off.*, 31 décembre).

Avoués. — Voir GUADELOUPE.

Banques. — L'article 4, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1919, portant renouvellement des privilèges des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, a été modifié par décret du 23 mai 1927, qui autorise chacune desdites banques, à l'exclusion de tous autres établissements, à émettre dans la colonie où elle est instituée, des billets au porteur de 1.000, 500, 100, 25 et 5 fr. (*J. Off.*, 26 mai).

Caisses d'épargne. — Le maximum des versements a été élevé, pour la Guadeloupe et la Martinique, par décret du 3 mai 1927, en conformité de la loi du 20 août 1925 (*J. Off.*, 7 mai).

Chasse. — Précédemment réglementée par décret du 30 avril 1834, elle a fait l'objet d'une réglementation plus stricte, en raison de l'appauvrissement de la faune, par décret du 20 mai 1927 qui protège particulièrement certaines espèces d'oiseaux en voie de disparition (*J. Off.*, 26 mai).

Douane. — Le crédit en douane a été institué à la Martinique par décret du 6 novembre (*J. Off.*, 13 novembre).

Droits de consommation. — Le mode d'assiette et les règles de perception des droits de consommation ont été modifiés par décret du 9 janvier 1927, prorogé d'un an par décret du 30 décembre 1927 à compter du 1^{er} janvier 1928 (*J. Off.*, 5 janvier 1928).

Emigration. — Dans le but de restreindre une émigration dangereuse, pour la mise en valeur d'une colonie dans laquelle la main-d'œuvre agricole n'est pas en excédent, cette émigration a été réglementée par décret du 15 mars 1927, qui rend applicables, sous certaines modifications, la loi du 18 juillet 1860 ainsi que les décrets des 9 et 15 mars 1861 (*J. Off.*, 19 mars).

Législation fiscale. Cultuelles. — Les immunités fiscales établies dans la métropole par l'article 112 de la loi de finances du 29 avril 1926, en vue de l'attribution de biens à des associations cultuelles, ont été étendues à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion par décret du 9 juin (*J. Off.*, 14 juin).

Loi municipale. — Un décret du 5 mars 1927 a rendu applicables à la Martinique et à la Réunion les lois des 17 juin 1918 et 15 janvier 1924, modifiant l'article 115 de la loi municipale du 5 avril 1884, relatif aux traités de gré à gré et aux achats sans marché passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance (*J. Off.*, 10 mars).

Octroi de mer. — Le mode d'assiette, les règles de perception et le tarif ont été modifiés par décrets des 9 janvier et 1^{er} février 1927 (*J. Off.*, 5 février), qui ont été prorogés d'un an par décret du 30 décembre (*J. Off.*, 5 janvier 1928).

Pêche. — Elle a été réglementée à la Martinique par décret du 5 décembre (*J. Off.*, 10 décembre).

Personnel. Enseignement. — Les traitements du personnel de l'enseignement dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, ont été fixés par décret du 23 août, dans un but d'unification avec les traitements du personnel métropolitain (*J. Off.*, 30 août).

Protection du travail national. — En exécution de l'article 6 de la loi du 26 novembre 1912 portant codification des lois ouvrières, un décret du 12 février 1913 avait déterminé les conditions d'application de cette loi à la Martinique. Une loi du 11 août 1926 ayant par la suite modifié la loi précitée (art. 64, 98 et 172 du livre II du Code du travail) dans le sens d'une réglementation plus rigoureuse de l'emploi des travailleurs étrangers, ces dispositions nouvelles ont été adaptées à la Martinique par décret du 28 décembre 1927 (*J. Off.*, 1^{er} janvier 1928).

P. T. T. — Le cadre du personnel métropolitain détaché à la Martinique a été fixé par décret du 2 juin (*J. Off.*, 16 juin).

Répression des fraudes. — Un décret du 17 août porte règlement d'administration publique pour l'application à la Martinique et à la Réunion de la loi du 1^{er} août 1905 (*J. Off.*, 22 août).

Rhums. — Le décret du 15 avril 1926, codifiant la réglementation antérieure sur le contingentement des rhums, a été modifié pour la Martinique par décrets des 25 janvier (*J. Off.*, 26 janvier) et 12 juillet 1927 (*J. Off.*, 14 juillet), ce dernier particulièrement important, malgré la complication et la spécialité de ses disposi-

tions, en raison du développement de l'industrie en question à la Martinique et du conflit social qui l'a motivé.

Secret des lettres. — La loi du 15 juin 1922 a été rendue applicable à la Martinique par décret du 11 février 1927 (*J. Off.*, 19 février).

Taux de l'intérêt. — La loi du 18 avril 1918, portant le taux de l'intérêt légal dans la métropole à 5 % en matière civile, 6 % en matière commerciale, et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel, n'était pas applicable aux colonies. Promulguée à Saint-Pierre et Miquelon par décret du 4 mai 1926, elle a été rendue applicable à la Martinique, à la Guadeloupe et à la côte française des Somalis par décret du 3 juillet 1927 (*J. Off.*, 7 juillet).

Travail et agriculture. — Voir GUADELOUPE.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Caisse d'épargne. — Le décret du 5 octobre 1923, qui avait institué une caisse d'épargne en Nouvelle-Calédonie, a été modifié sur un point de détail (détermination des valeurs pouvant servir d'emploi à la fortune personnelle de la caisse) par décret du 24 mai 1927 (*J. Off.*, 31 mai).

Code du travail et de la prévoyance sociale. — Les conditions d'application à la Nouvelle-Calédonie et dépendances des livres I^{er} et II de ce Code ont été déterminées par décret du 5 octobre (*J. Off.*, 10 octobre).

Conseil général. — Il a été réorganisé par décret du 26 juillet (*J. Off.*, 30 juillet).

Débîts de boisson. — Voir GUYANE.

Douanes. — Les marchandises importées en Nouvelle-Calédonie ont été exceptées, par décret du 2 août, de la majoration de 30 % prévue par le décret du 14 août 1926 (*J. Off.*, 6 août 1927).

Loyers. — Un décret du 15 avril 1927 a rendu applicables à la Nouvelle-Calédonie les lois des 30 juin et 1^{er} avril 1926, cette dernière sous quelques modifications, imposées par les contingences locales, et relatives au taux de majoration des prix (*J. Off.*, 22 avril).

Mines. — La recherche et l'exploitation des gîtes naturels de substances minérales en Nouvelle-Calédonie et dépendances ont été réglementés par un important décret du 28 août. Ce décret étend à ladite colonie le régime des concessions temporaires et les dispositions spéciales aux hydrocarbures liquides ou gazeux et aux bitumes, déjà appliquées à Madagascar, en A.O.F. et en A.E. F. (*J. Off.*, 3 septembre).

La taxation minière a d'autre part fait l'objet d'un décret du 31 décembre 1927. Cette taxation était déterminée par deux décrets des 3 septembre 1913 et 12 août 1925. Le décret nouveau modifie les précédents dans le but de favoriser l'extraction des minerais pauvres de nickel ainsi que celle de substances minérales d'une exploitation difficile (*J. Off.*, 5 janvier 1928).

Taux de l'intérêt. — Précédemment fixé à 8 %, en l'absence de stipulation expresse des parties, par décret du 3 juillet 1893, il a été porté à 12 %, en matière civile et commerciale, par décret du 3 juillet 1927 (*J. Off.*, 7 juillet).

Océanie

Animaux domestiques. — Leur divagation a été réglementée de façon spéciale par décret du 1^{er} février (*J. Off.*, 5 février).

Boissons alcooliques. — Elles ont été réglementées, dans les archipels des établissements français de l'Océanie, par décret du 1^{er} février (*J. Off.*, 5 février).

Organisation judiciaire. — Le service de la justice a été réorganisé par décret du 18 mars 1927, qui a pour objet principal de revenir sur le principe de l'unité de juge posé pour raison d'économie par décret du 14 novembre 1922, et dont l'application avait révélé les graves inconvénients (*J. Off.*, 24 mars).

T. S. F. — La loi de finances du 30 juin 1923 ayant, dans son article 85, appliqué à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques les dispositions du décret-loi du 27 septembre 1851 relatif au monopole et à la police des lignes télégraphiques, cet article 85 a été promulgué dans les établissements français de l'Océanie par décret du 21 janvier 1927 (*J. Off.*, 26 janvier).

RÉUNION

Accidents du travail. — Voir MARTINIQUE.

Armes et munitions. — L'importation, le commerce et la détention des armes et munitions ont été réglementés par décret du 25 septembre (*J. Off.*, 30 septembre).

Avoués. — Voir GUADELOUPE.

Banque. — Voir MARTINIQUE.

Enseignement. Personnel. — Voir MARTINIQUE.

Frais de justice. — Les tarifs des frais de justice criminelle, correctionnelle et de simple police aux Antilles et à la Réunion, précédemment fixés par décret du 16 septembre 1924 dont les dispositions ne correspondaient plus aux nouvelles conditions de la vie, ont été modifiées par décret du 1^{er} septembre 1927 (*J. Off.*, 4 septembre).

Immigration. — Les dispositions du décret du 22 septembre 1925, réglementant la main-d'œuvre indigène à Madagascar, ont été rendues applicables aux travailleurs malgaches engagés à la Réunion par décret du 10 février (*J. Off.*, 16 février). Ceux-ci, en effet, d'après le décret du 30 juillet 1926, n'étaient pas soumis aux dispositions du décret du 27 août 1887, réglementant l'immigration à la Réunion.

Impôt sur le revenu. — Un décret du 22 novembre a approuvé une délibération du conseil général relative à l'institution à la Réunion de l'impôt sur le revenu (*J. Off.*, 29 novembre).

Législation fiscale. Cultuelles. — Voir MARTINIQUE.

Loi municipale. — Voir MARTINIQUE.

Répression des fraudes. — Voir MARTINIQUE.

Travail. Agriculture. — Voir GUADELOUPE.

Travaux publics. Personnel. — Les soldes de parité d'office des agents du cadre local des travaux publics ont été fixées par décret du 11 mars (*J. Off.*, 14 mars).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Chambre de commerce, d'industrie et de pêche. — Réorganisée par décret du 27 septembre 1926, elle a fait l'objet d'un nouveau décret du 27 janvier 1927 qui modifie le précédent dans le sens de l'élargissement du collège électoral (*J. Off.*, 1^{er} février).

Conseil d'administration. — Une délégation permanente de ce conseil a été instituée par décret du 6 janvier (*J. Off.*, 10 janvier).

Douanes. — Un décret du 9 mars 1927 a modifié, par l'établissement de coefficient de majoration, le tarif des douanes (*J. Off.*, 12 mars).

SOMALIS (CÔTE DES)

Armes et munitions. — Le contrôle des armes et munitions a fait l'objet d'une réglementation spéciale dans cette colonie par décret du 20 août, en raison de la difficulté particulière créée par la situation de celle-ci, point de transit vers l'intérieur au croisement de routes maritimes (*J. Off.*, 26 août).

Justice indigène. — Précédemment organisée par décret du 4 février 1904 qui régissait en même temps la justice française, elle a fait l'objet d'une réorganisation spéciale par décret du 2 avril 1927 qui tend à une différenciation plus grande des deux justices et à un respect plus étroit des coutumes indigènes. Une codification de celles-ci est instituée (*J. Off.*, 9 avril).

Taux de l'intérêt. — Voir MARTINIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS

INSÉRÉS, ANALYSÉS OU MENTIONNÉS DANS L'ANNUAIRE

DE LÉGISLATION FRANÇAISE

FRANCE

1927		Pages	1927		Pages
3 janv.	D. Légalisation.	36	20 janv.	D. Etrangers, carté d'iden- tité.	13
6 —	D. Enseignement techni- que, Inspection géné- rale.	16	— —	D. Pensions civiles et mi- litaires.	9
7 —	D. Chine, sociétés imma- triculées.	6	21 —	D. Aéronautique, service technique.	17
8 —	D. Conseils de discipli- nes régionaux des P. T. T.	18	— —	D. Bons du Trésor.	36
9 —	D. Mines, concessions.	23	28 —	D. Marine marchande, dif- férends, conseils d'ar- bitrage.	22
10 —	D. Magistrats, traitements	13	29 —	D. Notaires, tarif.	13
11 —	L. Union économique bel- go-luxembourgeoise, ar- rangements commer- ciaux.	1	30 —	D. Argentine, service mi- litaire.	2
12 —	D. Registre de com- merce.	36	1 ^{er} fév.	D. Armée, recrutement.	7
13 —	D. Caisses d'épargne.	37	2 —	L. Accidents du travail.	26
— —	D. Navigation aérienne.	17	— —	D. Navigation aérienne.	18
— —	D. Taxes télégraphiques.	18	3 —	D. Chômage.	26
14 —	D. Navigation aérienne.	17	— —	D. Doctorat en médecine, études et examens.	16
15 —	D. Etablissements pénit- entiaires, personnel.	13	— —	D. Universités, régime scolaire et disciplinaire.	16
— —	D. Pensions.	19	4 —	D. Allemagne, navigation aérienne.	2
16 —	L. Droits de douane.	18, 37	— —	D. Marine, cadre des ré- serves.	10
18 —	D. Union économique bel- go-luxembourgeoise.	1	6 —	L. Italie, traité de com- merce.	1
19 —	D. Roumanie, pacte d'en- tente et de maintien des traités.	2	9 —	L. Hôpitaux et hospices.	25
			11 —	D. Enseignement, secon- daire, baccalauréat.	16

	Pages		Pages
1927		1927	
11 fév. D. Marine, solde des ma-		25 fév. L. Groupements profes-	
rins.	10	sionnels.	26
— — D. Marine marchande,		26 — D. Finlande, arrangement,	
brevets de mécanicien. . .	22	caution <i>judicatum solvi</i> . . .	3
12 — L. Code de commerce,		28 — L. Etats-Unis, traité, con-	
article 106, modifica-		trebande maritime des	
tion.	14, 39	boissons éniivrantes. . . .	1
14 — D. Subventions, trans-		2 mars D. Marine, service à bord	
ports automobiles.	21	des bâtiments.	10
15 — D. Chômage.	26	3 — D. Enseignement, inspec-	
16 — L. Douanes, admission		teurs généraux.	16
temporaire des carou-		— — D. Marine marchande,	
bés.	18	brevets de mécanicien. . .	22
17 — L. Armée, cadre des ré-		4 — D. Conseil d'Etat, person-	
serves.	6	nel, recrutement.	14
18 — D. Commission supé-		— — D. Heure légale.	23
rieure des inventions. . .	16	— — D. Immeubles militaires. .	7
— — L. Colombophilie, pigeons		— — L. Agents militaires, stat-	
voyageurs.	12	tut.	6
19 — D. Allemagne, accords		5 — D. Armée, mutilés, soins	
économiques.	3	gratuits.	9
— — D. Maladies d'origine pro-		— — D. Magistrats, recrute-	
fessionnelle.	26	ment.	14
20 — Conférence internationale		9 — D. Académie de marine. .	10
du Travail, convention,		10 — L. Extradition.	15, 48
chômage.	3	13 — D. Arsenaux, personnel	
— — D. Conférence internatio-		ouvrier, statut.	10
nale du travail, projet		— — D. Ecoles techniques des	
de convention, emploi		arsenaux.	10
de la céruse.	3	14 — D. Marine, indemnités des	
— — D. Conférence internatio-		détachements.	10
nale du Travail, con-		— — D. Marine, solde des of-	
vention, travail de nuit		ficiers.	11
des femmes.	2	15 — D. Armée, engagement. .	7
22 — D. Armée, conseils d'en-		— — L. Armée, médecins et	
quête.	7	pharmaciens aides-ma-	
— — L. Cameroun et Togo,		jors.	6
douanes, détaxes.	6	— — L. Marine marchande,	
— — L. Enseignement secon-		balisage, eaux mariti-	
daire, personnel.	16	mes.	22
23 — D. Armée, corps de po-		18 — D. Navigation aérienne. .	3
lice auxiliaire.	7	— — D. Pays-Bas, arrange-	
— — D. Conseil d'Etat, mem-		ment, déductions d'im-	
bres, traitements.	14	pôts.	3
— — D. Préfets et sous-préfets,		— — D. Pensions militaires. . .	9
traitement.	13	— — D. Usines hydrauliques. .	23
25 — D. Convention internatio-		19 — D. Marine marchande,	
nale, voies navigables. . .	3	accidents, procédure	
		d'enquête.	22

1927		Pages	1927		Pages
19 mars	D. Mines, concessions. . .	23	12 avril	D. Marine marchande, pouvoir disciplinaire. .	22
20 —	D. Office des biens et intérêts privés, personnel.	6	— —	D. Police de la circulation et du roulage. . . .	21
21 —	D. Marine, corps des équipages de la flotte.	11	13 —	D. Magistrats, Chambre temporaire.	14
22 —	Farines panifiables. . . .	20	— —	D. Navigation aérienne. .	18
— —	D. Tunisie, avocats. . . .	14	14 —	D. Exportation des produits agricoles.	20
23 —	D. Etablissements pénitentiaires, personnel, statut.	14	— —	D. Inspection du travail. .	26
26 —	D. Armée, officiers.	7	— —	L. Haïti, convention commerciale.	1
— —	D. Pensions militaires. . .	9	15 —	D. Norvège, vins et spiritueux.	4
— —	D. Budget.	36	— —	L. Traité international, Office du vin.	2
— —	L. Finances.	31	16 —	D. Chômage.	24
29 —	D. Armée, recrutement. . .	7	— —	L. Douanes, opium. . . .	18
— —	D. Marine marchande, hygiène, sécurité.	22	17 —	D. Chambre des notaires, organisation.	14
31 —	D. Armée, gestion des ordinaires.	8	21 —	D. Troupes coloniales, Service de santé.	8
— —	D. Marine, guetteurs sémaphoriques.	11	22 —	D. Marine militaire, organisation.	11
— —	D. Troupes métropolitaines, solde, revues. . . .	8	— —	D. P. T. T., personnel des services extérieurs. .	19
— —	L. Finances.	34	— —	L. Baux à loyer.	15, 66
— —	L. Marine, enseignes de 2 ^e classe, recrutement. .	10	26 —	D. Bois de chauffage, droits de sortie.	20
2 avril	D. Allemagne, arrangements économiques. . .	3	— —	D. Pêche, concession. . .	22
— —	D. Armées métropolitaines et coloniales.	8	29 —	D. Chômage.	24
— —	D. Etats-Unis, boissons enivrantes.	3	— —	L. Pupilles de la Nation. .	12
— —	D. Rente 6 %.	36	30 —	D. Sarre, circulation automobile.	4
5 —	D. Achat des animaux nécessaires à l'armée. . .	20	1 ^{er} mai	D. Caisses autonomes mutualistes.	24
— —	D. Armée, ingénieurs de l'aéronautique.	9	3 —	L. Rapports du Siam et de l'Indochine française	2
— —	L. Syndicats de communes.	12	5 —	D. Sanatoriums.	25
7 —	D. Crédit mutuel, coopération agricole.	20	7 —	D. Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.	24
8 —	L. Mariage, publications, oppositions.	15, 62	11 —	D. Armée, sapeurs forestiers.	8
9 —	D. Juges de paix.	14	— —	D. Mines, ingénieurs. . . .	23
— —	L. Conseils de prud'hommes, secrétaires, émoluments.	15	12 —	D. Aéronautique, ingénieurs.	18
			— —	D. Armée, Conseil supérieur.	8

	1927	Pages		1927	Pages
13 mai	D. Armée, école du service de santé.	8	21 juin	D. Navigation des bateaux automobiles. . . .	22
14 —	L. Aéronautique, ingénieurs.	17	22 —	L. Pensions militaires. . .	9
16 —	Arr. Automobiles, permis de conduire.	21	28 —	D. Chemins de fer, Comité consultatif.	21
20 —	D. Etats-Unis, Compagnies de navigation maritime, impôts.	36	30 —	D. Convention internationale, circulation routière.	4
— —	D. Hongrie, arrangement commercial.	4	2 juill.	D. Forêts, coupes de bois.	20
— —	D. Légion étrangère, officiers étrangers.	8	4 —	D. Hongrie, convention commerciale.	4
— —	D. Pensions militaires.	10	5 —	D. Inspection du travail. .	26
— —	D. Réassurances maritimes.	23	6 —	L. Eaux et forêts, gardes domaniaux.	19
— —	D. Trésorerie aux armées.	8	— —	D. Marine, haut commandement.	11
23 —	D. Italie, traité de commerce.	4	7 —	L. Chemins de fer, postes, prorogation.	21
— —	L. Belgique, Conférence internationale du Travail, ratification.	2	— —	D. Pensions militaires. . .	11
26 —	D. Poste aux armées.	8	— —	L. Légion d'honneur, promotion.	15
31 —	D. Marine, uniforme des officiers.	11	8 —	D. Etablissements pénitentiaires, agents, statut. . .	14
1 ^{er} juin	D. Accidents du travail. . .	26	— —	D. Justice musulmane. . . .	14
— —	D. Navigation aérienne. . .	18	10 —	L. Elections législatives. .	12
2 —	D. Ecole des chartes. . . .	16	— —	D. Enseignement, professeur, certificat d'aptitude.	16
— —	D. Marine, contrôle de l'administration.	11	11 —	D. Pensions militaires. . .	10
3 —	L. Animaux nuisibles. . . .	19	12 —	D. Enseignement, professeurs adjoints.	16
18 —	D. Comité national, protection de l'enfance. . .	14	13 —	D. Arsenaux, personnel ouvrier, statut.	11
9 —	L. Baux à ferme.	15, 71	— —	L. Armée, organisation. . .	6, 81
10 —	D. Conseillers d'arrondissement.	13	15 —	D. Enseignes de vaisseau. .	11
— —	D. Navigation aérienne. . .	18	— —	L. Contributions directes. .	37
11 —	D. Marine marchande, T. S. F.	22	16 —	L. Armée, organisation. . .	6
16 —	D. Algérie, produits marocains.	4	— —	L. Budget.	38
— —	D. Liban, médaille commémorative.	15	17 —	L. Enseignement, agriculture.	19
18 —	L. Assurance-vieillesse. . .	24	— —	L. Mariage, consentement des parents. . .	15, 102
— —	D. Marine, constructions navales, personnel. . . .	11	— —	L. Puissance paternelle, déchéance.	15
19 —	L. Société des Nations, stupéfiants.	2	18 —	L. Armée, officiers du cadre latéral.	6
			19 —	L. Accidents du travail. . .	26
			— —	L. Rues de Paris.	12

1927		Pages	1927		Pages
20 juill.	L. Trèfle, luzerne, colo- ration.	19	3 août	L. Juges assesseurs, créa- tion.	13
21 —	D. Magistrats, avance- ment.	14	4 —	D. Accidents du travail. .	26
— —	L. Armée, cadres, aména- gement, dégagement. . .	7	— —	L. Stations climatiques. .	23
— —	L. Elections, scrutin uni- nominal.	12	5 —	L. Douanes, importation, Allemagne.	18
— —	L. Etablissements hospita- liers.	25	6 —	D. Doctorat en médecine. .	16
— —	L. Loyers.	15	— —	D. Emploi obligatoire des mutilés.	25
22 —	L. Appellations d'origine, protection.	20, 110	— —	D. Inscription comme sta- giaire.	16
— —	L. Caisse d'épargne pos- tale.	24	— —	D. Licence ès sciences. .	16
— —	L. Exposition coloniale internationale de Paris. .	19	— —	D. Magistrats, traitements .	14
— —	L. Voirie, ingénieur du service vicinal.	12	7 —	D. Baccalauréat.	17
23 —	L. Conseils généraux. . .	12	10 —	L. Nationalité.	15, 128
— —	D. Marine, officiers de réserve.	11	16 —	L. Conférence internatio- nale de Paris, télégram- mes, taxes.	2
— —	L. Monuments histori- ques.	17, 125	18 —	D. Enseignement supé- rieur.	17
25 —	L. Conseils généraux. . .	12	20 —	D. Marine, solde des offi- ciers.	11
26 —	L. Ministère de la Justice, crédits supplémentaires. .	13	21 —	D. Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, honorariat. .	14
27 —	L. Enseignement primaire, constructions scolaires .	16	23 —	D. Universités, traitements du personnel ensei- gnant.	17
— —	L. Radiodiffusion, propa- gande agricole.	20	25 —	D. Marine, soldes du per- sonnel officier.	11
— —	L. Tarif douanier.	18	26 —	D. Allemagne, accord commercial.	4
28 —	D. Armée, colombophilie. .	8	27 —	D. Navigation intérieure, bateaux à vapeur.	21
— —	L. Communes, subven- tions, sapeurs-pompiers .	13	30 —	D. Tarif douanier.	18
— —	L. Inondations, région pa- risienne.	23	31 —	D. Code du travail mari- time, art. 85.	22
— —	L. Navigation intérieure, inscrits, pension.	21	1 ^{er} sept.	D. Marine, soldes des marins.	11
29 —	D. Energie électrique. . .	23	2 —	D. Céréales panifiables. .	20
30 —	D. Armée, engagement, rengagement.	8	10 —	R. Régime des succéda- nés.	20
31 —	D. Armée, solde des offi- ciers.	8	14 —	D. Belgique, dommages de guerre.	4
2 août	L. Voyageurs de com- merce, carte d'identité. .	19	16 —	D. Rapports entre l'Indo- chine et le Japon.	5
3 —	D. Accidents du travail, Alsace et Lorraine. . . .	24	18 —	D. Bibliothèques nationa- les de Paris.	17

		Pages			Pages
1927			1927		
21 sept.	D. Jaugeage des bateaux.	21	11 déc.	D. Allemagne, transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires, exécution des commissions rogatoires en matières civiles et commerciales, dispense de caution ou dépôt en matière judiciaire.	5
28 —	D. Accidents du travail, blessés de guerre. . . .	25	— —	D. Paiement par virement.	38
2 oct.	D. Prud'hommes pêcheurs	22	12 —	D. Frais de justice.	15
7 —	D. Répression des fraudes, denrées alimentaires.	20	14 —	D. Ports autonomes, conseils d'administration. .	23
25 —	D. Paraguay, service militaire.	5	— —	D. Sanatoriums.	25
26 —	D. Energie électrique. . .	24	18 —	D. Associations syndicales, agriculture.	21
29 —	D. Belgique, convention d'établissement.	5	— —	D. Chômage.	25
15 nov.	Arr. Chèque barré, paiement.	38	20 —	L. Bibliothèques publiques.	16
— —	D. Armée, officiers de réserve.	9	21 —	D. Conseils de préfecture interdépartementaux, statut.	13
— —	D. Etats-Unis, douanes. .	6	23 —	L. Armée, cadres de réserve.	7
24 —	D. Voyageurs de commerce, carte d'identité.	19	— —	L. Pensions civiles et militaires.	9
28 —	Arr. Marine, officiers de réserve.	12	25 —	D. Assistance aux familles nombreuses.	25
— —	D. Allemagne, Bassin de la Sarre, accords commerciaux.	5	26 —	L. Armée, officiers généraux.	7
30 —	D. Allemagne, accord commercial.	5	27 —	L. Armée, pères de trois enfants.	7
4 déc.	D. Traité, convention, royaume des Serbes, Croates, Slovènes. . . .	5	— —	L. Dommages de guerre. .	23
5 —	D. Chambres d'agriculture.	20, 29	— —	L. Finances.	31
6 —	D. Ecole nationale supérieure de céramique de Sèvres.	17	28 —	L. Sociétés de secours mutuels.	24, 156
— —	D. Marine, officiers de réserve interprètes. . .	12	29 —	D. Armée, recrutement. .	9
8 —	Arr. Automobiles, plaques d'identité.	21	— —	D. Sarre, caution <i>judicatum solvi</i>	5
9 —	L. Budget.	38	— —	L. Ecole nationale supérieure des beaux-arts. .	17
10 —	D. Préfectures, classement.	13	— —	L. Pensions.	38
— —	L. Greffiers.	13	30 —	D. Sarre, assistance judiciaire.	5
			31 —	D. Chemins de fer, comité consultatif.	21
			— —	L. Assurance-maladie. . .	24

ALSACE ET LORRAINE

1927		Pages	1927		Pages
7 janv.	D. Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.	164	5 juill.	Arr. Culte.	165
14 —	D. Fonctionnaires, indemnités, traitements.	166	12 —	L. Caisses minières.	172
— —	D. Livre foncier.	174	13 —	D. Appareils à vapeur.	171
17 —	Arr. Chasse.	164	— —	L. Contribution foncière.	168
18 —	L. Police.	169	15 —	L. Taxe des biens de mainmorte.	169
22 —	D. Direction des finances	165	19 —	L. Accidents du travail.	171
26 —	L. Emplois réservés.	165	20 —	D. Pêche.	169
2 fév.	D. Pensions et retraites.	167	25 —	L. Dommages de guerre.	170
11 —	L. Fonctionnaires, régime disciplinaire.	173	27 —	L. Transports par canaux	171
12 —	Arr. Assistance publique.	171	1 ^{er} août	Arr. Journée de huit heures, pharmacie.	173
16 —	L. Conseils d'arrondissement.	164	3 —	L. Assurance des employés.	171
28 —	D. Chemins de fer.	164	5 —	L. Explosifs.	169
4 mars	D. Huissiers.	171	— —	L. Forêts.	168
26 —	D. Habitations à bon marché.	172	— —	L. Ponts et chaussées.	169
7 avril	D. Médaille des évadés.	165	— —	L. Voirie.	170
10 —	L. Chambres de commerce.	170	18 —	L. Dentistes.	165
12 —	L. Office de statistique.	173	26 —	D. Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.	164
13 —	D. Colis postaux.	169	8 oct.	Arr. Assurance-accidents.	171
14 —	D. Inspection du travail.	173	13 nov.	D. Pensions.	168
16 —	D. Chômage.	164	30 —	Arr. Gendarmerie.	168
5 mai	D. Habitations à bon marché.	172	8 déc.	Arr. Médaille de la Reconnaissance française.	169
10 —	L. Caisse des dépôts et consignations.	164	9 —	L. Crédits.	165
— —	L. Crédits.	164	21 —	L. Services publics automobiles.	170
20 —	D. Assurance-accidents.	171	25 —	D. Pêche.	169
— —	D. Assurance-invalidité.	172	27 —	L. Crédits.	165
— —	D. Police.	169	— —	L. Dommages de guerre.	170
2 juin	D. Chambres commerciales des tribunaux civils.	170	30 —	D. Fonctionnaires, indemnités, traitements.	166
10 —	D. Médaille des évadés.	165	— —	D. Dommages de guerre.	171
11 —	D. Receveurs buralistes.	169	31 —	L. Assurance-accidents.	171
30 —	D. Taxes postales.	169	— —	L. Assurance-maladie.	172
			— —	L. Assurances sociales.	172

ALGÉRIE

1927		1927	
	Pages		Pages
7 janv. D. Conseil supérieur du Gouvernement.	183	7 sept. D. Conseils de préfecture.	183
8 — D. Communes d'Aïn-Temouchent.	163	13 — D. Finances, compétence en matière contentieuse.	184
18 — D. Métaux précieux, débits de boissons.	185	15 — D. Code de travail maritime, Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande.	189
— — D. Organisation judiciaire.	187	8 oct. D. Police sanitaire maritime.	189
20 — D. Carte d'identité.	187	15 — D. Réquisitions.	187
28 — Arr. Indemnités, fonctionnaires.	183	15 nov. D. Droits de mutation.	185
9 fév. D. Enseignement.	184	22 — D. Droits sur les spiritueux.	186
13 — D. Enregistrement, timbre	185	23 — D. Assistance judiciaire.	187
18 — L. Pigeons voyageurs.	86	25 — D. Associations culturelles.	186
25 — L. Code du travail.	188	— D. Carte d'identité des étrangers.	186
5 mars L. Expropriation.	184	— D. Chèque.	186
6 — D. Organisation judiciaire.	187	— D. Comptes en banque.	186
16 — D. Placement gratuit.	188	— D. Eaux-de-vie et liqueurs	186
23 — D. Taxes postales.	185	— D. Enregistrement.	186
26 — D. Fonds de commerce.	185	— D. Mutations par décès.	186
31 — L. Droit commercial.	187	— D. Pilotage.	186
1 ^{er} avril D. Retraites, chemins de fer.	189	— D. Sociétés de prévoyance	186
6 — D. Chemins de fer.	183	— D. Timbre.	186
7 — Arr. Personnel des chefs indigènes.	184	— D. Valeurs mobilières.	186
8 — Arr. Personnel des administrateurs de commune mixte.	184	— D. Vente de fonds de commerce et d'immeubles.	186
12 — D. Mines.	186	27 — D. Déclarations de succession.	185
15 — D. Successions vacantes.	187	— D. Impôt sur le revenu.	185
9 mai Arr. Police.	187	— D. Passeports.	185
10 — Arr. Médecins de colonisation.	186	1 ^{er} déc. D. Finances, comptabilité	184
20 — D. Travail, pharmacie.	189	— D. Impôt sur le revenu.	186
23 — D. Territoires des Oasis Sahariennes et de Ghardaïa.	183	3 — D. Finances, répression des fraudes.	184
15 juin D. Bénéfices de guerre.	185	10 — D. Personnel des offices départementaux des pupilles de la nation.	184
5 juill. D. Travaux publics	189	14 — D. Chemins de fer.	188
8 — Arr. Service d'architecture.	183	18 — D. Tabacs, impôts.	185
28 — L. Caisse foncière agricole.	189	19 — Arr. Pouvoir du gouverneur général (délégations de).	183
20 août D. Enfants assistés.	188	30. — D. Finances, taxes nouvelles.	184

TUNISIE

	Pages		Pages
1927		1927	
8 janv. D. Officiers de l'état-civil.	192	6 juill. D. Mines.	191
15 — D. Indemnité de séjour, membres du Grand Conseil.	191	18 — D. Fonds de commerce.	193
19 — D. Indemnité, membres du Grand Conseil.	191	23 — D. Crédit agricole.	194
15 fév. D. Aviation.	191	29 — Arr. Grand Conseil, sec- tion française.	191
18 — D. Spéculation illicite.	193	30 — D. Crédit commercial.	194
22 mars D. Avocats.	192	— — D. Office du vin.	194
20 avril D. Notariat.	193	4 août D. Propriété foncière.	193
6 mai D. Médecine, pharmacie.	194	15 oct. D. Personnel de la Direc- tion générale, traite- ments.	191
12 — D. Office du vin.	194	20 nov. D. Alcool.	193
20 — D. Crédit agricole.	194	30 déc. D. Contribution person- nelle d'Etat.	192
27 — D. Baux à loyer.	192	— — D. Loyers.	193
28 — D. Forêts.	192	31 — D. Finances.	192
4 juin D. Tribunal des pensions.	192		
29 — D. Organisation judiciaire	193		

MAROC

	Pages		Page
1927		1927	
8 janv. Arr. Archives du Protec- torat, Bibliothèque gé- nérale.	195	19 mars D. Organisation judiciaire	198
— — Arr. Chambres françai- ses consultatives.	195	26 — D. Médaille coloniale « Maroc ».	200
10 — Arr. Indemnités, citoyens français, administration.	195	29 — Arr. Forêts.	197
15 — D. Elrangers.	196	15 avril D. Police de la route.	197
— D. Police de la chasse.	198	19 — D. Notariat.	199
15 — D. Travail, enfants.	200	22 — Arr. Jaugeage des ba- teaux.	197
24 — Arr. Service des contrô- les civils.	195	7 mai D. Registre de commerce.	198
29 — D. Colonisation.	199	10 — D. Finances.	196
— D. Inspection du travail.	200	25 — D. Chèque.	198
21 fév. D. Musée des antiquités et des arts.	200	25 juin D. Accidents du travail.	199
1 ^{er} mars D. Douanes.	200	— — D. Expropriation.	196
— D. Voirie.	200	— — D. Procédure, biens mo- biliers.	199
9 — Arr. Direction des affai- res chérifiennes.	196	29 — Arr. Tarifs d'immatricu- lation.	197
11 — D. Spéculation illicite.	198	12 juill. D. Etat civil.	196
		17 — D. Pupilles de la Nation.	198
		29 — D. Tutelle des collectivités	198

	Pages		Pages
1927		1927	
12 août D. Juridictions chérifiennes.	198	23 déc. D. Armée, engagements de sujets marocains. . .	196
23 sept. D. Enseignement.	196	24 — D. Caisse des prêts immobiliers.	199
12 nov. D. Taxe des prestations.	197		
25 — D. Gendarmerie.	196		

COLONIES ET PROTECTORATS

	Pages		Pages
1927		1927	
3 janv. D. Instruction criminelle (Madagascar).	218	1 ^{er} fév. D. Caisses d'épargne (Indochine).	213
4 — D. Exposition coloniale.	202	10 — D. Immigration (Réunion).	223
6 — D. Conseil d'administration (Saint-Pierre et Miquelon).	224	— — D. Organisation financière (Afrique équatoriale française).	206
7 — D. Garde indigène (Madagascar).	217	11 — D. Douanes (Togo).	209
8 — D. Police judiciaire (Afrique équatoriale française).	206	— — D. Secret des lettres (Martinique).	221
— — D. Police sanitaire (Afrique équatoriale française).	206	15 — D. Inspection des colonies.	204
13 — D. Justice indigène (Afrique occidentale française).	208	— — D. P. T. T. Personnel (Indochine).	216
21 — D. Agriculture.	204	— — D. Répression des fraudes (Indochine).	215
— — D. T. S. F. (Océanie).	222	— — D. Spéculation illicite (Afrique occidentale française).	209
— — D. Vétérinaires.	204	17 — D. Avoués (Guadeloupe, Martinique, Réunion).	211
22 — D. Travail, privilège.	203	18 — D. Caisses d'épargne (Afrique occidentale française).	207
23 — D. Alcool (Cameroun).	209	19 — D. Débits de boissons (Afrique occidentale française).	207
27 — D. Chambre de commerce, d'industrie et de pêche (Saint-Pierre et Miquelon).	224	22 — D. Douanes (Cameroun et Togo).	209
29 — D. Organisation judiciaire (Afrique équatoriale française).	206	24 — D. Amendes pénales.	201
30 — D. Services militaires, personnel.	204	2 mars D. Administration pénitentiaire, personnel.	204
1 ^{er} fév. D. Animaux domestiques (Océanie).	222	5 — D. Gouverneurs, administration de la justice.	202
— — D. Boissons alcooliques (Océanie).	222	— — D. Loi municipale (Martinique, Réunion).	220
— — D. Bureau de bienfaisance (Hanoï).	215	— — D. Pensions.	202

TABLE CHRONOLOGIQUE

235

	Pages		Pages
1927		1927	
5 mars D. Débarquement, Français, étrangers (Afrique occidentale française).	207	4 mai D. Spéculation illicite (Cameroun et Togo).	209
9 — D. Douanes (Saint-Pierre et Miquelon).	224	20 — D. Chasse (Martinique).	219
11 — D. Travaux publics, personnel (Réunion).	223	— — D. P. T. T., personnel (Afrique équatoriale française).	206
12 — D. Emprunt (Afrique équatoriale française).	205	23 — D. Accidents du travail (Guyane).	212
15 — D. Emigration (Martinique).	219	— — D. Accidents du travail (Martinique, Réunion).	219
17 — D. Usufruit du conjoint survivant.	201	— — D. Banques (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion).	219
18 — D. Organisation judiciaire (Océanie).	222	24 — D. Caisse d'épargne (Nouvelle-Calédonie).	221
21 — D. Gendarmerie (Indochine).	215	26 — D. Taxe de consommations (Madagascar).	218
22 — D. Organisation administrative (Niger).	208	28 — D. Substance vénéneuse (Afrique équatoriale française).	206
26 — D. Expropriation (Madagascar).	217	2 juin D. Officiers ministériels.	215
2 avril D. Débits de boissons (Guyane).	212	— — D. P. T. T., cadre du personnel (Martinique).	220
— — D. Justice indigène (Côte des Somalis).	224	4 — D. Exportation, espèce bovine (Afrique occidentale française).	208
12 — D. Justice indigène (Afrique occidentale française).	208	7 — D. Armes, explosifs (Guadeloupe).	211
13 — D. Hypothèque maritime et fluviale (Indochine).	215	— — D. Budget (Afrique équatoriale française).	205
— — D. Organisation administrative (Cameroun).	210	9 — D. Associations culturelles (Martinique, Guadeloupe, Réunion).	220
15 — D. Loyers (Nouvelle-Calédonie).	221	— — D. Police judiciaire (Indochine).	216
22 — D. Taxe générale intérieure (Indochine).	217	11 — D. Appareils à vapeur (Madagascar).	217
29 — D. Habitations économiques (Madagascar).	217	12 — D. Mutilations corporelles (Afrique équatoriale française).	205
— — D. Justice indigène (Afrique équatoriale française).	205	15 — Arr. Maladie du sommeil (Afrique équatoriale française).	205
— — D. Loyers (Madagascar).	218	— — D. Expulsion, indésirables (Cameroun et Togo).	210
3 mai D. Caisses d'épargne (Martinique).	219	16 — D. Alcool (Afrique équatoriale française).	207
— — D. Justice française (Cameroun).	210	— — D. Avortement.	201
4 — D. Etablissements hospitaliers (Afrique équatoriale française).	205	22 — D. Régime financier.	202

		Pages			Pages
1927			1927		
24 juin	D. Organisation judiciaire (Indochine).	215	20 août	D. Armes et munitions (Côte des Somalis). . . .	224
29 —	D. Conseil général (Guyane).	212	— —	D. Brevets, marques. . . .	201
— —	D. Fonctionnaires coloniaux.	204	— —	D. Régime foncier (Cameroun et Togo).	210
— —	D. Timbre, sociétés (Afrique équatoriale française).	206	23 —	D. Marhès de gré à gré. . .	202
1 ^{er} juill.	D. Réhabilitation.	203	— —	D. Personnel, enseignement (Martinique, Guadeloupe, Réunion). . . .	220
3 —	D. Taux de l'intérêt légal (Afrique équatoriale française).	206	— —	D. Police sanitaire (Guyane).	212
—	D. Taux de l'intérêt (Martinique, Guadeloupe, Côte française des Somalis).	221	28 —	D. Mines (Nouvelle-Calédonie).	222
— —	D. Taux de l'intérêt (Nouvelle-Calédonie).	222	1 ^{er} sept.	D. Frais de justice (Antilles, Réunion).	223
5 —	D. Concessions foncières (Indochine).	214	— —	D. Pensions (Etablissements français de l'Inde)	213
— —	D. Magistrats.	204	6 —	D. Service des contributions (Guadeloupe). . . .	211
— —	D. Régime financier. . . .	203	7 —	D. Police sanitaire (Madagascar).	218
— —	D. Sociétés.	203	11 —	D. Organisation municipale (Indochine).	215
8 —	D. Registre de commerce (Indochine).	217	16 —	D. Conventions internationales Japon-Siam. . .	214
12 —	D. Rhums (Martinique). . .	220	24 —	D. Répression des fraudes (Madagascar).	218
13 —	L. Douanes.	202	25 —	D. Armes et munitions. . .	223
15 —	D. Infirmeries.	204	29 —	D. Commerce asiatique (Indochine).	214
26 —	D. Caoutchouc (Afrique occidentale française). . . .	207	4 oct.	D. Presse (Indochine). . .	216
— —	D. Conseil général (Nouvelle-Calédonie).	221	— —	D. Sécurité publique (Indochine).	213
31 —	D. Justice indigène (Cameroun).	210	5 —	D. Code du travail et de la prévoyance sociale (Nouvelle-Calédonie). . .	221
— —	D. Mines (Afrique équatoriale française).	208	13 —	D. Répression des fraudes (Etablissements français de l'Inde).	213
— —	D. Mines (Afrique équatoriale française).	211	20 —	D. Etablissements dangereux, hygiène (Afrique occidentale française). . .	207
— —	D. Mines (Afrique occidentale française).	208	21 —	D. Commission des concessions.	201
2 août	L. Budget (Madagascar). .	217	28 —	D. Eaux et forêts, personnel.	204
— —	D. Douanes (Nouvelle-Calédonie).	221	— —	D. Tabacs (Madagascar). .	218
3 —	D. Chasse (Togo).	209	29 —	D. Service télégraphique. .	203
17 —	D. Répression des fraudes (Martinique, Réunion).	220	6 nov.	D. Douanes (Martinique). .	219

1927		Pages	1927		Pages
10 nov.	D. Fonds de commerce (Madagascar).	217	14 déc.	D. Etablissements dange- reux, hygiène (Togo). . .	210
15 —	D. Régime municipal (Afri- que occidentale fran- çaise).	208	20 —	D. Banque (Indochine). .	213
16 —	D. Recel (Guyane).	212	— —	D. Banque, Agence (Afri- que occidentale fran- çaise).	207
22 —	D. Budget, Travaux pu- blics (Guyane).	212	— —	D. Comptabilité publique (Cameroun).	209
— —	D. Impôt sur le revenu (Réunion).	223	21 —	D. Conseil de Gouverne- ment (Indochine). . . .	214
24 —	D. Santé publique (Afri- que occidentale fran- çaise).	209	24 —	D. Armes et munitions (Martinique).	219
25 —	D. Détachement de cipa- his (Etablissement fran- çais de l'Inde).	212	28 —	D. Protection du travail national (Martinique). .	220
— —	D. Taxes de consomma- tion intérieure (Afrique occidentale française). .	209	30 —	D. Chemins de fer (Afri- que occidentale fran- çaise).	207
27 —	D. Armes (Indochine). . .	213	— —	D. Droits de consumma- tion (Martinique). . . .	219
— —	D. Vétérinaires.	204	— —	D. Loyers (Afrique occi- dentale française). . . .	208
3 déc.	D. Conseil supérieur. . . .	202	— —	D. Octroi de mer (Marti- nique).	220
5 —	D. Pêche (Martinique). . .	220	31 —	D. Réserves naturelles de territoires (Madagascar)	218
8 —	D. Instruction criminelle (Indochine).	215	— —	L. Travail et agriculture (Guadeloupe, Martini- que, Réunion).	211
12 —	D. Acquisition de la qua- lité de citoyen français. .	202			
14 —	D. Emprunt (Indochine). .	214			

TABLE ANALYTIQUE

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Allocations, responsabilité, D., L. p. 26. — V. ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, GUYANE, MAROC, MARTINIQUE, RÉUNION.

AÉRONAUTIQUE. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — V. TRAITÉS.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Alcool, D. p. 207. — Budget, D. p. 205. — Finances, D. p. 205, 206. — *Fonctionnaires* : Supplément colonial, D. p. 206. — Hôpitaux, D. p. 205. — Intérêt légal, D. p. 206. — Mines, D. p. 208. — Organisation judiciaire, D. p. 205, 206. — Police judiciaire, D. p. 206. — Police sanitaire des animaux, D. p. 206. — P. T. T. : Personnel, D. p. 206. — *Santé publique* : Maladie du sommeil, Arr. p. 205 ; Mutilations corporelles, D. p. 205 ; Poison d'épreuve, D. p. 206. — *Sociétés* : Timbre, D. p. 206.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Baux à loyer, D. p. 208. — Caisse d'épargne, D. p. 207. — Caoutchouc, D. p. 207. — Chemins de fer, D. p. 207. — Débits de boissons, D. p. 207. — *Etrangers* : Débarquement, D. p. 207. — *Exportation* : Espèce bovine, D. p. 208. — Impôts divers, D. p. 209. — Loyers, D. p. 208. — Mines, D. p. 208. — Organisation administrative, D. p. 208. — Organisation judiciaire, D. p. 208. — Organisation municipale, D. p. 208. — Santé publique, D. p. 207, 209. — Spéculation illicite, D. p. 209.

AGRICULTURE. — Animaux nécessaires à l'armée, D. p. 20. — Animaux nuisibles, L. p. 19. — Chambres d'agriculture, D. p. 20. — *Crédit mutuel et coopération agricole* : Prêts, D. p. 20. — Enseignement professionnel, L. p. 19. — Farines panifiables, D. p. 20. — Produits agricoles, D. p. 20. — Radiodiffusion, L. p. 20. — Se-

mences, L. p. 19. — V. COLONIES, DOUANES, GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

ALCOOLS. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, OCÉANIE, TRAITÉS, TUNISIE.

ALGÉRIE. — Notice, p. 183. — Assistance, Arr. p. 188. — Assistance judiciaire, D. p. 187. — Chemins de fer, D. p. 188. — Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande, D. p. 189. — Code du travail maritime, D. p. 189. — Crédit agricole, L. p. 139. — *Chemins de fer* : Retraites des agents, D. p. 189. — Colombophilie, L. p. 186. — Droit public et administratif, Arr. D. p. 183, 184. — *Enseignement* : Traitement, personnel, D. p. 184. — Expropriation, L. p. 184. — Finances, D. p. 184, 185. — Médecins, Arr. p. 186. — *Mines* : Concessions, D. p. 186. — *Navigation* : Pilotage, D. p. 186. — Officiers ministériels, Arr. p. 188. — Organisation judiciaire, D. p. 187. — Police, Arr. D. p. 187. — Placement gratuit, D. p. 188. — Police sanitaire maritime, D. p. 189. — Réquisitions, D. p. 187. — Hygiène publique, Arr. p. 188. — Sociétés, L. p. 187. — *Successions vacantes* : Curateurs, D. p. 187. — *Travail* : Durée, pharmacie, D. p. 189 ; Protection, salubrité, D. p. 189. — Tutelle, D. p. 188.

ALLEMAGNE. — V. TRAITÉS.

ALLOCATIONS. — V. ALSACE ET LORRAINE.

ALSACE ET LORRAINE. — Notice générale, p. 163. — Accidents du travail, L. p. 171. — Allocations spéciales, D. p. 164. — Appareils à vapeur, D. p. 171. — Assistance publique, Arr. p. 171. — Assurance-accidents, D. L. p. 171. — Assurance des employés, L. p. 171. — Assurance-invalidité, D. p. 172. — Assurance-maladie, L. p. 172. — Assurances sociales, Arr. D. L. p. 172. — Assurance-vieillesse, L.

- p. 172. — Bibliothèque nationale et universitaire, D. p. 164. — Budget, L. p. 164, 165. — Caisse des dépôts et consignations, L. p. 164. — Caisses minières, L. p. 172. — Chambres commerciales des tribunaux civils, D. p. 170. — Chambres de commerce, L. p. 170. — Chasse, Arr. p. 164. — Chemins de fer, Arr. D. p. 164. — Colis postaux, D. p. 169. — Conseils d'arrondissement, L. p. 164. — Contribution foncière, L. p. 168. — Culte, Arr. p. 165. — Dentistes, L. p. 165. — Dommages de guerre, L. p. 170. — Emplois réservés, L. p. 165. — Explosifs, L. p. 169. — Finances, L. p. 165. — *Fonctionnaires* : Cadres, indemnités, pensions, statut, traitements, D. L. p. 166, 167, 168 ; Régime disciplinaire, L. p. 173. — Forêts, L. p. 168. — Gendarmerie, Arr. p. 168. — Habitations à bon marché, D. p. 172. — *Huissiers* : Tarif, D. p. 171. — Livre foncier, D. p. 174. — Médaille de la Reconnaissance française, Arr. p. 169. — Médaille des évadés, D. p. 165. — Pêche, D. p. 169. — Police, D. L. p. 169. — Ponts et chaussées, L. p. 169. — Receveurs buralistes, D. p. 169. — *Transports* : Subventions, L. p. 170. — Transports par canaux, L. p. 171. — *Travail* : Inspection, D. p. 173. — Travaux publics, Arr. p. 170. — Voirie, L. p. 170.
- ANIMAUX. — V. AGRICULTURE, POLICE SANITAIRE.
- ANIMAUX DOMESTIQUES. — V. OCÉANIE.
- APPAREILS A VAPEUR. — V. MADAGASCAR.
- APPELLATIONS D'ORIGINE. — Protection, L. p. 110.
- ARGENTINE (Rép.). — V. TRAITÉS.
- ARMÉE. — Agents militaires, L. p. 6. — *Armées métropolitaines et coloniales* : Coordination de certains services, D. p. 8. — *Cadres* : Dégagement et aménagement, L. p. 7. — Colombophilie, D. p. 8. — *Conseil supérieur de la guerre* : Organisation, D. p. 8. — *Enseignement* : Ecoles militaires, élèves, engagement, D. p. 7. — *Etat-major* : Organisation, D. p. 8. — *Immeubles militaires* : Liquidation, D. p. 7. — *Légion étrangère* : Officiers étrangers, stage, D. p. 8. — *Médecin ou pharmacien aide-major* : Majoration d'ancienneté de grade, L. p. 6. — *Officiers* : Temps de commandement, D. p. 7. — *Officiers de réserve* : Conseil d'enquête, D. p. 7 ; Sanctions, D. p. 9. — *Officiers du cadre latéral* : Prise de rang, L. p. 6. — *Officiers généraux* : Limites d'âge, L. p. 7. — Organisation générale, L. p. 81. — Police auxiliaire, D. p. 7. — Poste, D. p. 8. — Recrutement, D. L. p. 7 ; D. p. 9. — *Reserves* : Organisation des cadres, L. p. 6, 7. — *Service de Santé* : Reorganisation de l'école, D. p. 8. — Trésorerie, D. p. 8. — *Troupe* : Gestion des ordinaires, D. p. 8. — *Troupes coloniales* : Service de santé, solde, D. p. 8. — *Troupes métropolitaines* : Solde des officiers, solde et revues, D. p. 8. — V. MAROC, PENSIONS MILITAIRES, TRAITÉS.
- ARMES. — V. EXPLOSIFS, INDOCHINE, MARTINIQUE, RÉUNION, SOMALIS (CÔTE DES).
- ASSISTANCE. — Familles nombreuses, D. p. 25. — V. ALGÉRIE.
- ASSISTANCE JUDICIAIRE. — V. ALGÉRIE, TRAITÉS.
- ASSOCIATIONS SYNDICALES. — D. p. 21.
- ASSURANCES. — V. ALSACE ET LORRAINE.
- ASSURANCES SOCIALES. — V. CODE.
- AUTOMOBILES. — Permis de conduire, D. p. 21. — Plaques d'identité, Arr. p. 21. — *Transport* : Subvention, L. p. 21. — Circulation, V. TRAITÉS.
- AVIATION. — V. NAVIGATION AÉRIENNE.
- AVOCATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE, TUNISIE.
- AVOUÉS. — V. GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

B

- BANQUE. — V. GUADELOUPE, GUYANE, INDOCHINE, MARTINIQUE, RÉUNION.
- BAUX A FERME. — Révision, L. p. 71.
- BAUX A LOYER. — L. p. 66. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, TUNISIE.
- BEAUX-ARTS. — *Ecole nationale supérieure* : Personnalité civile, L. p. 17.
- BELGIQUE. — V. TRAITÉS.
- BIBLIOTHÈQUES. — V. ALSACE ET LORRAINE.
- BIBLIOTHÈQUES NATIONALES. — *Organisation* : Régime financier, D. p. 17. — *Réunion* : Personnalité civile, L. p. 16.

BOIS. — V. DOUANES.
BREVETS. — V. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

BUDGET. — L. p. 36. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, GUYANE, MADAGASCAR.

C

CAISSES D'ÉPARGNE. — L. p. 24. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, GUADELOUPE, INDOCHINE, MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE.
CAMEROUN ET TOGO. — Alcool, D. p. 209. — Chasse, D. p. 209. — Douanes, D. L. p. 209. — *Expulsion* : Indésirables, D. p. 210. — Finances, D. p. 209. — Mines, D. p. 211. — Organisation administrative, D. p. 210. — Organisation judiciaire, D. p. 210. — Propriété foncière, D. p. 210. — Santé publique, D. p. 210. — Sociétés, D. p. 203. — Spéculation illicite, D. p. 209.
CAOUTCHOUC. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.
CARTE D'IDENTITÉ. — V. ÉTRANGERS.
CAUTION « JUDICATUM SOLVI ». — V. TRAITÉS.
CÉRUSE. — V. TRAITÉS.
CHAMBRES D'AGRICULTURE. — V. AGRICULTURE.
CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE PÊCHE. — V. SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
CHASSE. — V. ALSACE ET LORRAINE, CAMEROUN ET TOGO, MARTINIQUE.
CHEMINS DE FER. — *Colis postaux* : Matériel roulant P. T. T., D. p. 21. — Comité consultatif de l'exploitation technique, D. p. 21. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, TRANSPORT.
CHÈQUE. — V. MAROC.
CHÈQUE BARRÉ. — Paiement, Arr. p. 36. — V. PAIEMENT.
CHINE. — V. TRAITÉS.
CHÔMAGE. — Caisses de secours, D. p. 28. — Subventions des caisses, D. p. 24, 26. — V. ALSACE ET LORRAINE, TRAITÉS.
CIRCULATION ROUTIÈRE. — V. TRAITÉS.
CODE DE LA ROUTE. — Police de la route, D. p. 21.
CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — Assurance-maladie, L. p. 24. — Assurance-vieillesse, L. p. 24.
CODE DISCIPLINAIRE ET PÉNAL DE LA MARINE MARCHANDE. — Enquêtes, D. p. 22. — V. ALGÉRIE.
CODE DU TRAVAIL. — *Livre III* : Codification, L. p. 26.
CODE DU TRAVAIL MARITIME. — D. p. 22. — V. ALGÉRIE.

CODE PÉNAL. — V. COLONIES.
COLIS POSTAUX. — V. ALSACE ET LORRAINE, CHEMINS DE FER
COLOMBOPHILIE. — *Réglementation*. — *Pigeons voyageurs* : Utilisation, L. p. 12. — V. ALGÉRIE, ARMÉE.
COLONIES. — Notice générale, p. 201. — Agriculture, D. p. 204. — Amendes pénales, D. p. 201. — *Brevets* : Marques, D. p. 201. — *Code pénal* : Art. 317, D. p. 201. — Commission des concessions, D. p. 201. — Conseil supérieur, D. p. 202. — Douanes, L. p. 202. — Exposition coloniale, D. p. 202. — *Finances* : Régime, D. p. 202, 203. — *Fonctionnaires* : Indemnités, soldes, traitements, D. p. 204. — *Gouverneurs* : Pouvoirs, D. p. 202. — Infirmières, D. p. 204. — Marchés de gré à gré, D. p. 202. — Nationalité, D. p. 202. — *Administration pénitentiaire* : Cadre supérieur D. p. 204. — Pensions, D. p. 202. — P. T. T. : Taxes télégraphiques, D. p. 203. — Réhabilitation, D. p. 203. — Sociétés, D. p. 203. — *Travail* : Privilège, D. p. 203. — Usufruit du conjoint survivant, D. p. 201. — Vétérinaires, D. p. 204. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, GUADELOUPE, GUYANE, INDE (ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'), INDOCHINE, MADAGASCAR, MARTINIQUE, MINES, NOUVELLE-CALÉDONIE, OCÉANIE, RÉUNION, SAINT-PIERRE ET MIQUELON, SOMALIS (CÔTE DES).
COLONISATION. — V. MAROC.
COMMERCE. — V. VOYAGEURS DE COMMERCE, TRAITÉS.
COMMUNES. — *Subventions* : Sapeurs-pompiers, L. p. 13. — *Syndicats* : Session annuelle, D. p. 12.
CONCESSIONS. — V. COLONIES, INDOCHINE.
CONFÉRENCES. — V. TRAITÉS.
CONSEIL D'ÉTAT. — *Membres* : Traitements, D. p. 14. — *Personnel* : Avancement, recrutement, D. p. 14.
CONSEIL GÉNÉRAL. — V. GUYANE.
CONSEILS GÉNÉRAUX. — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.
CONTRIBUTIONS DIRECTES. — V. IMPÔTS.
CONVENTIONS. — V. TRAITÉS.
CRÉDIT. — V. AGRICULTURE.

CRÉDIT AGRICOLE. — V. ALGÉRIE, TUNISIE.
CRÉDIT COMMERCIAL. — V. TUNISIE.

CRÉDIT HÔTELIER. — V. MAROC.
CULTE. — V. ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION.

D

DÉBITS DE BOISSONS. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, GUYANE, NOUVELLE-CALÉDONIE.
DÉCORATIONS. — V. MÉDAILLES.
DENTISTES. — V. ALSACE ET LORRAINE.
DOMMAGES DE GUERRE. — Examen des dossiers, L. p. 23. — V. ALSACE ET LORRAINE, TRAITÉS.
DOUANES. — Bois, D. p. 20. — Ca-

roubes : Admission, L. p. 18. — Céréales panifiables, D. p. 20. — Opium ; Droits d'entrée, L. p. 18. — Régime douanier : Marchandises allemandes, L. p. 18. — Tarif douanier, L. p. 18. — V. CAMEROUN ET TOGO, COLONIES, MAROC, MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

E

Eaux et forêts. — Coupe de bois, D. p. 20. — Gardes domaniaux, L. p. 19.
ELECTIONS. — *Député, sénateur* : Option, délai, scrutin uninominal, L. p. 12.
ÉMIGRATION. — V. MARTINIQUE, RÉUNION.
EMPLOIS RÉSERVÉS. — V. ALSACE ET LORRAINE.
ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — D. p. 23, 24.
ENFANCE. — Protection, D. p. 14. — V. MAROC, TRAVAIL, TUTELLE.
ENFANTS MALTRAITÉS OU ABANDONNÉS. — Protection : Mariage, consentement, L. p. 102.
ENSEIGNEMENT. — Baccalauréat, D. p. 17. — Ecole des chartes, D. p. 16. — Ecoles normales : Accession, D. p. 17 ; Professorat, D. p. 16. — Ecole supérieure de céramique de Sèvres, D. p. 17. — Inspecteurs généraux : Classement, D. p. 16. — Inspection primaire, D. p. 16. — Licence : Dépenses du baccalauréat en vue de la licence, D. p. 16. — Personnel : Déplacement, L. p. 16. — Professeurs adjoints, D. p. 16.

— Programme, L. p. 16. — Université de Paris : Personnel enseignant, traitements, D. p. 17. — V. AGRICULTURE, ALGÉRIE, ARMÉE, GUADELOUPE, MAROC, MARTINIQUE, RÉUNION, TUNISIE.
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — Inspection générale, D. p. 16.
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ASSISTANCE. — Fondations, L. p. 25.
ÉTAT CIVIL. — V. MAROC, TUNISIE.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — V. TRAITÉS.
ÉTRANGERS. — Carte d'identité, D. p. 13. — Extradition, L. p. 43. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, MAROC.
EXPLOSIFS. — V. ALSACE ET LORRAINE, GUADELOUPE, MARTINIQUE, RÉUNION, SOMALIS (CÔTE DES).
EXPORTATION. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.
EXPOSITION. — V. COLONIES.
EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE. — L. p. 19.
EXPROPRIATION. — V. ALGÉRIE, MADAGASCAR, MAROC.
EXPULSION. — V. CAMEROUN ET TOGO.
EXTRADITION. — V. ÉTRANGERS.

F

FACULTÉ. — V. ENSEIGNEMENT.
FAMILLES NOMBREUSES. — V. ASSISTANCE.
FINANCES. — *Bons de la Défense nationale* : Taux d'intérêt, D. p. 27, 28. — *Bons du Trésor* : Émission, remboursement, D. p. 28. — *Bons du Trésor 7 %* : Émission, D. p. 36. — Rente 6 % amortissable, D. p. 36. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, BUDGET, CAMEROUN ET TOGO,

COLONIES, INDOCHINE, MAROC, TUNISIE.
FINLANDE. — V. TRAITÉS.
FONCTIONNAIRES. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, COLONIES.
FONDS DE COMMERCE. — V. MADAGASCAR, TUNISIE.
FORÊTS. — V. ALSACE ET LORRAINE, EAUX, MAROC, TUNISIE.
FRAUDE. — V. RÉPRESSION.

G

GENDARMERIE. — V. ALSACE ET LORRAINE, INDOCHINE, MAROC.
 GRANDE-BRETAGNE. — V. TRAITÉS.
 GUADELOUPE. — Accidents du travail, D. p. 219. — Agriculture, L. p. 211. — Avoués, D. p. 211. — Banque, D. p. 219. — Caisses d'épargne, D. p. 219. — Contributions : Service, D. p. 211. — Cultes : Législation fiscale, D. p. 220. — Enseignement : Personnel, D. p. 220.

— Explosifs, D. p. 211. — Taux de l'intérêt, D. p. 221. — Travail, L. p. 211.
 GUYANE. — Accidents du travail, D. p. 212. — Banque, D. p. 219. — Budget, D. p. 212. — Conseil général, D. p. 212. — Débits de boissons, D. p. 212. — Police sanitaire des animaux, D. p. 212. — Recel, D. p. 212.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 HAÏTI. — V. TRAITÉS.
 HEURE LÉGALE. — D. p. 23.
 HONGRIE. — V. TRAITÉS.

HÔPITAUX. — Administration, L. p. 25. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.
 HYGIÈNE. — V. SANTÉ PUBLIQUE.
 HYPOTHÈQUE. — V. INDOCHINE.

I

IMMIGRATION. — V. EMIGRATION.
 IMPORTATION. — V. EXPORTATION.
 IMPÔTS. — Automobiles, L. p. 36. — Chauffeurs et cochers, L. p. 32. — Chiffres d'affaires, L. p. 37. — Exemptions, L. p. 29, 32, 33. — Majoration, L. p. 29. — Professions non commerciales, L. p. 32. — Rentiers, L. p. 36. — Spectacles, L. p. 37. — Taxes diverses, L. p. 36, 37. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALSACE ET LORRAINE, INDOCHINE, MADAGASCAR, MARTINIQUE, RÉUNION, TRAITÉS.
 INDE (ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'). — *Cipahis* : Effectif, D. p. 212. — Pensions, D. p. 213. — Répression des fraudes, D. p. 213.
 INDOCHINE. — Armes, D. p. 213. — Banque, D. p. 213. — Caisses d'épargne, D. p. 213. — Commerce, D. p. 214. — Concessions foncières, D. p. 214. — Finances, D. p. 214. — Gendarmerie, D. p. 215. — Hypothèque maritime et

fluviale, D. p. 215. — Officiers ministériels, D. p. 215. — Organisation judiciaire, D. p. 215. — Organisation municipale, D. p. 215. — Police judiciaire, D. p. 216. — P. T. T. : Personnel, D. p. 216. — Presse, D. p. 216. — Propriété foncière, D. p. 216. — Registre de commerce, D. p. 217. — Répression des fraudes, D. p. 215. — Sécurité publique, D. p. 213. — Taxes diverses, Arr. p. 217. — V. TRAITÉS.

INFIRMIÈRES. — V. COLONIES.

INNOVATIONS. — Région parisienne, L. p. 23.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — V. ENSEIGNEMENT.

INTÉRÊT LÉgal. — V. MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, SOMALIS (CÔTE DES).

INVENTIONS. — Commission supérieure, D. p. 16.

ITALIE. — V. TRAITÉS.

J

JAPON. — V. TRAITÉS.

JUGES DE PAIX. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

L

LÉGALISATION. — *Perception* : Taxe, D. p. 36. — Visa du ministre des Colonies, D. p. 36.
 LÉGION D'HONNEUR. — Promotion et nomination, L. p. 15.
 LIVRE FONCIER. — V. ALSACE ET LORRAINE.

LOYERS. — L. p. 106. — Expulsion, Circ. p. 15. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, BAUX, MADAGASCAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, TUNISIE.

M

MADAGASCAR. — Appareils à vapeur, D. p. 217. — Budget, L. p. 217. — Expropriation, D. p. 217. — Fonds de commerce, D. p. 217. — Garde indigène, D. p. 217. — Loyers, D. p. 217, 218. — Organisation judiciaire, D. p. 218. — Police sanitaire, D. p. 218. — Répression des fraudes, D. p. 218. — Réserves naturelles, D. p. 218. — Tabacs, D. p. 218. — Taxe de consommation, D. p. 218.

MAGISTRATS. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

MARCHÉS. — V. COLONIES.

MARIAGE. — Consentement, L. p. 102. — Enfants maltraités ou abandonnés, L. p. 102. — Publications et oppositions, L. p. 62.

MARINE. — *Académie de marine* : Organisation, D. p. 10. — *Administration* : Contrôle, D. p. 11. — *Arsenaux* : Ecoles techniques, D. p. 10. — *Personnel ouvrier* : Statut, D. p. 10 ; D. p. 11. — *Bâtiments* : Service à bord, D. p. 10. — *Constructions navales* : Personnel technique, D. p. 11. — *Corps des équipages* : Organisation, D. p. 10. — *Corps sédentaires* : Solde, D. p. 10. — *Détachements* : Indemnités, D. p. 10. — *Directions des travaux* : Personnel technique, D. p. 10. — *Enseignes de vaisseau* : Recrutement, L. p. 10. — *Enseignes de vaisseau de réserve* : Nomination dans le cadre actif, D. p. 11. — *Guetteurs sémaphoriques* : Organisation, D. p. 10. — Haut commandement des forces maritimes, D. p. 11. — *Marins des équipages* : Solde, D. p. 10 ; D. p. 11. — *Officiers* : Solde, D. p. 10 ; D. p. 11. — *Uniforme*, D. p. 11. — *Officiers de réserve* : Conditions d'admission, D. p. 11. — Organisation, D. p. 12. — *Officiers de réserve interprètes* : Recrutement, D. p. 12. — Organisa-

tion, D. p. 11. — *Personnel officier* : Soldes, D. p. 11. — *Réserves* : Organisation du cadre, D. p. 10. — V. PENSIONS MILITAIRES.

MARINE MARCHANDE. — *Balisage* : Protection, L. p. 22. — Bateaux automobiles, D. p. 22. — Brevet de mécanicien, D. p. 22. — Conseils d'enquête, D. p. 22. — *Enquêtes sur naufrages* : Abordages, D. p. 22. — *Hygiène* : Sécurité, D. p. 22. — Jaugeage, D. p. 22. — T. S. F., D. p. 22. — V. CODE DISCIPLINAIRE ET PÉNAL, CODE DU TRAVAIL MARITIME.

MAROC. — Notice générale, p. 195. — Accidents du travail, Arr. D. p. 199. — *Armée* : Circonscriptions judiciaires, Arr. p. 196. — Engagements, D. p. 196. — Chèque, D. p. 198. — Colonisation, D. p. 199. — *Crédit* : Sociétés indigènes de prévoyance, crédit hôtelier, D. p. 199. — *Douanes* : Droits, surveillance, Arr. D. p. 200. — Enseignement supérieur, D. p. 196. — État civil, D. p. 196. — *Etrangers* : Statut, D. p. 196. — Expropriation, D. p. 196. — Finances, Arr. D. p. 196, 197. — Forêts, Arr. p. 197. — Gendarmerie, D. p. 196. — Médaille coloniale « Maroc », D. p. 200. — Musée des antiquités et des arts musulmans, D. p. 200. — Navigation, Arr. p. 197. — Notariat, D. p. 199. — Organisation administrative, Arr. D. p. 195. — Organisation judiciaire, D. p. 198. — Police de la route, D. p. 197. — Pupilles de la Nation, D. p. 198. — Registre de commerce, D. p. 198. — *Travail* : Enfance, inspection, hygiène, Arr. D. p. 200. — Tutelle des collectivités, Arr. D. p. 198. — Voirie, D. p. 200.

MARQUES. — V. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

MARTINIQUE. — Accidents du travail, D. p. 219. — Agriculture, D. p. 211. — Armes, D. p. 219. — Avoués, D. p. 211. — Banque, D. p. 219. — Caisses d'épargne, D. p. 219. — Chasse, D. p. 219. — *Cultes* : Législation fiscale, D. p. 220. — Douanes, D. p. 219, 220. — Emigration, D. p. 219. — *Enseignement* : Personnel, D. p. 220. — Explosifs, D. p. 219. — Intérêt légal, D. p. 221. — Organisation municipale, D. p. 220. — Pêche, D. p. 220. — *P. T. T.* : Personnel, D. p. 220. — Secret des lettres, D. p. 221. — Répression des fraudes, D. p. 220. — Rhums, D. p. 220. — Taxe de consommation, D. p. 219. — Travail, D. p. 211, 220.

MÉDAILLE DES ÉVADÉS. — V. ALSACE ET LORRAINE.

MÉDAILLE DU LIBAN. — D. p. 15.

MÉDAILLES. — V. MAROC.

MÉDECINE. — *Doctorat* : Etudes, D. p. 16.

MÉDECINS. — V. ALGÉRIE.

MINES. — Concessions, D. p. 23. — *Ingénieurs* : Colonies, D. p. 23. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, NOUVELLE-CALÉDONIE.

MONUMENTS HISTORIQUES. — L. p. 17, 124.

MUSÉES. — V. BEAUX-ARTS, MAROC.

MUTILÉS. — Emploi, D. p. 25. — Soins gratuits, D. p. 9.

N

NATIONALITÉ. — L. p. 128. — V. COLONIES.

NAVIGATION. — *Anciens inscrits* : Re-traite, L. p. 21. — Bateaux à vapeur, D. p. 21. — Réassurances maritimes, D. p. 23. — V. ALGÉRIE, MARINE MARCHANDE, MAROC, TRAITÉS.

NAVIGATION AÉRIENNE. — Certificat de navigabilité, D. p. 17. — Entreprises, D. p. 17. — Ingénieurs (corps des), L. p. 17. D. p. 18. — Personnel de l'administration centrale, D. p. 18. — *Personnel* : Statut, D. p. 18. — Radioélectriciens,

D. p. 18. — Service technique et industriel, D. p. 17. — V. TRAITÉS, TUNISIE.

NORVÈGE. — V. TRAITÉS.

NOTAIRE. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.

NOTARIAT. — V. MAROC, TUNISIE.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Caisses d'épargne, D. p. 221. — Conseil général, D. p. 221. — Débits de boissons, D. p. 212. — Douanes, D. p. 221. — Intérêt légal, D. p. 222. — Loyers, D. p. 221. — Mines, D. p. 222. — Travail, D. p. 221.

O

Océanie. — Alcool, D. p. 222. — Animaux domestiques, D. p. 222. — Organisation judiciaire, D. p. 222. — T. S. F., D. p. 222.

OFFICE DES BIENS ET INTÉRÊTS PRIVÉS. — V. TRAITÉS.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE. — *Conseillers d'arrondissements* : Nombre, D. p. 13. — *Conseils généraux* : Membres, indemnité, sessions ordinaires, L. p. 12. — *Préfectures* : Classement, D. p. 13. — *Rues de Paris* : Ratification du Décret du 14 décembre 1926, L. p. 12. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, MAROC, TUNISIE.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — *Avocats* : Conseil d'Etat et Cour de cassation, honorariat, D. p. 14. — *Profession* : Tunisie, D. p. 14. —

Chambre des Notaires : Organisation, D. p. 14. — Frais de justice, D. p. 15. — Juges de paix, D. p. 14. — *Magistrats* : Avancement, D. p. 14. — Recrutement, D. p. 14. — Traitements, D. p. 13. — *Notaires* : Tarif, D. p. 13. — *Tribunaux 1^{re} instance* : Chambre temporaire, composition, D. p. 14. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, INDOCHINE, MADAGASCAR, MAROC, Océanie, RÉUNION, SOMALIS (CÔTE DES), TUNISIE.

ORGANISATION MUNICIPALE. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, INDOCHINE, MARTINIQUE, RÉUNION.

OUVRIERS MINEURS. — Caisse de retraites, D. p. 24.

P

PAIEMENT. — V. CHÈQUE BARRÉ.
 PAIEMENT PAR VIREMENT — D. p. 38.
 PAYS-BAS. — V. TRAITÉS.
 PÊCHE. — Bateaux et navires, D. p. 22. — *Concession* : Etablissements, D. p. 22. — Différend entre entrepreneurs et équipages, D. p. 22. — Prud'hommes pêcheurs, D. p. 22. — V. ALSACE ET LORRAINE, MARTINIQUE.
 PÉNITENTIAIRES (ETABLISSEMENTS). — *Agents* : Statut, D. p. 14. — *Personnel*, D. p. 13. — *Personnel technique* : Statut, D. p. 14. — V. COLONIES.
 PENSIONS. — Relèvement, L. p. 38. — V. COLONIES, INDE (ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'), TUNISIE.
 PENSIONS MILITAIRES. — Art. D. p. 11. — D. L. p. 9.
 PÉROU. — V. TRAITÉS.
 PHARMACIES. — V. TUNISIE.
 PIGEONS VOYAGEURS. — V. COLOMBOPHILIE.
 PLACEMENT GRATUIT. — V. ALGÉRIE.
 POLICE. — V. ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE.
 POLICE DE LA ROUTE. — V. MAROC.
 POLICE JUDICIAIRE. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, INDO CHINE.

POLICE SANITAIRE. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, MADAGASCAR.
 POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. — V. GUYANE.
 POLICE SANITAIRE MARITIME. — V. ALGÉRIE.
 PONTS ET CHAUSSÉES. — V. ALSACE ET LORRAINE.
 PORTS AUTONOMES. — Conseils d'administration, L. p. 14.
 POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES. — Conseils de discipline, D. p. 18. — *Personnel* : Services extérieurs, D. p. 19. — Taxes télégraphiques, D. p. 18. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, CHEMINS, DE FER, COLONIES, INDOCHINE, MARTINIQUE.
 PRESSE. — V. INDOCHINE.
 PRÊTS. — V. AGRICULTURE.
 PRISONS. — *Personnel*, D. p. 13.
 PROCÉDURE CIVILE. — V. TRAITÉS.
 PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — V. CAMEROUN ET TOGO, INDOCHINE, TUNISIE.
 PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — V. COLONIES.
 PRUD'HOMMES. — *Secrétaires* : Emoluments, L. p. 15.
 PUPILLES DE LA NATION. — Orphelins dont le père a péri postérieurement à la guerre de 1914, L. p. 12. — V. MAROC.

R

RECEL. — V. GUYANE.
 REGISTRE DE COMMERCE. — *Immatri-culation* : Taxe, D. p. 36. — V. INDOCHINE, MAROC.
 RÉHABILITATION. — V. COLONIES.
 RÉPRESSION DES FRAUDES. — *Produits agricoles* : Denrées alimentaires, D. p. 20. — V. INDE (ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'), INDOCHINE, MADAGASCAR, MARTINIQUE, RÉUNION.
 RÉQUISITIONS. — V. ALGÉRIE.
 RÉUNION. — Accidents du travail, D. p. 219. — Agriculture, D. p. 211. — Armes, D. p. 223. — Avoués, D. p. 211. — Banque, D.

p. 219. — *Culte* : Législation fiscale, D. p. 220. — *Enseignement* : *Personnel*, D. p. 220. — Explosifs, D. p. 223. — Immigration, D. p. 223. — Impôt sur le revenu, D. p. 223. — Organisation judiciaire, D. p. 223. — Organisation municipale, D. p. 223. — Répression des fraudes, D. p. 220. — Travail, D. p. 211. — *Travaux publics* : *Personnel*, D. p. 223.
 RHUMS. — V. MARTINIQUE.
 ROUMANIE. — V. TRAITÉS.
 RUES DE PARIS. — V. ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

S

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Chambre de commerce, d'industrie et de pêche, D. p. 224. — Conseil d'administration, D. p. 224. — Douanes, D. p. 224.
 SANTÉ PUBLIQUE. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, AFRIQUE OCCI-

DENTALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO.
 SANATORIUM. — Médecine, D. p. 25. — Organisation, D. p. 25.
 SARRE (TERRITOIRE DE LA). — V. TRAITÉS.
 SAPEURS-POMPIERS. — V. COMMUNES.

SÉCURITÉ PUBLIQUE. — V. INDOCHINE.
 SERBIE, CROATIE, SLAVONIE. — V. TRAITÉS.
 SERVICE MILITAIRE. — V. ARMÉE.
 SIAM. — V. TRAITÉS.
 SOCIÉTÉS. — V. AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE, ALGÉRIE, CAMEROUN ET TOGO, COLONIES.
 SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — D. L. p. 24, 156.
 SOCIÉTÉS IMMATRICULÉES. — V. TRAITÉS.

SOMALIS (CÔTE DES). — Armées, D. p. 224. — Explosifs, D. p. 224. — Intérêt légal, D. p. 224. — Organisation judiciaire, D. p. 224.
 SPÉCULATION ILLICITE. — V. AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, CAMEROUN ET TOGO, TUNISIE.
 SPIRITUEUX. — V. TRAITÉS.
 SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — V. TRAITÉS.
 SUCCESSIONS. — V. ALGÉRIE.
 SYNDICATS. — V. COMMUNES.

T

TABACS. — V. MADAGASCAR.
 TAXES. — V. IMPTÔS.
 TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. — V. MARINE MARCHANDE, OCÉANIE.
 TRAITE DES BLANCHES. — V. TRAITÉS.
 TRAITÉS. — *Arrangement international* : Office international du vin, D. L. p. 2. — Chômage, D. p. 3. — Circulation routière, D. p. 4. — Commerce des stupéfiants, L. p. 2. — *Conférence télégraphique internationale* : Tarifs, L. p. 2. — *Convention internationale* : Jaugeage, D. p. 21. — Emploi de la ceruse dans la peinture, D. p. 3. — *Navigation aérienne* : Réglementation, D. p. 3. — *Office des biens et intérêts privés* : Emoluments et classes du personnel, D. p. 6. — Produits marocains à admettre en franchise en France et en Algérie, D. p. 4. — Traite des blanches, D. p. 6. — Travail de nuit des femmes, D. p. 2. — *Union économique belgo-luxembourgeoise* : Arrangements commerciaux, D. L. p. 1. — Voies navigables d'intérêt international, D. p. 3. — *Allemagne* : Accords économiques, D. p. 3, 4, 5. — *Navigation aérienne*, D. p. 2. — Transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires : Dispense de caution ou dépôt en matière judiciaire, D. p. 5. — *Argentine* : Service militaire, D. p. 2. — *Belgique* : Convention d'établissement, D. p. 5. — Convention relative au travail, D. L. p. 2. — Dommages de guerre, D. p. 4. — *Chine* : Sociétés immatriculées dans les consulats de France en Chine, D. p. 6, 37. — *Etats-Unis* : Compagnies de navigation maritime, impôts, D. p. 36. — Prévention de la contrebande maritime des boissons enivrantes, D. L. p. 1. — Tarif douanier, D. p. 6. — *Finlande* : Caution « Judicatum

solvi », D. p. 3. — *Grande-Bretagne* : Procédure civile, D. p. 6. — *Haiti* : Convention commerciale, D. L. p. 1. — *Hongrie* : Arrangement commercial, D. p. 4. — *Italie* : Traités de commerce, D. p. 4, L. p. 1. — *Japon-Indochine* : Rapports, D. p. 5. — *Norvège* : Vins et spiritueux, D. p. 4. — *Pays-Bas* : Déductions d'impôts pour des raisons de charges de famille, D. p. 3. — *Pérou* : Service militaire, D. p. 3. — *Roumanie* : Pacte d'entente et de maintien des traités, D. p. 2. — *Sarre* : Assistance judiciaire, D. p. 5. — Caution « Judicatum solvi », D. p. 5. — Circulation des automobiles, D. p. 4. — *Serbes, Croates, Slovènes* : Promulgation du traité et de la convention signés à Paris le 11 novembre 1927, D. p. 5. — *Siam-Indochine* : Rapports, D. L. p. 2.
 TRANSPORT. — *Contrat de transport* : Contestations, L. p. 39. — V. ALSACE ET LORRAINE, AUTOMOBILE.
 TRAVAIL. — Inspection, D. p. 26. — V. ACCIDENTS, ALGÉRIE, ALSACE ET LORRAINE, CHÔMAGE, CODE DU TRAVAIL, COLONIES, GUADELOUPE, MAROC, MARTINIQUE, NOUVELLE-CALÉDONIE, RÉUNION, TRAITÉS.
 TRAVAUX PUBLICS. — V. ALSACE ET LORRAINE, RÉUNION.
 TRIBUNAUX. — V. ORGANISATION JUDICIAIRE.
 TUNISIE. — Notice générale, p. 191. — Alcool, D. p. 193. — Avocats, D. p. 192. — Baux à loyer, D. p. 192. — Crédit agricole, D. p. 194. — Crédit commercial, D. p. 194. — Enseignement : Hygiène, D. p. 194. — *Etat civil* : Officiers, D. p. 192. — Finances, D. p. 192. — *Fonds de commerce* : Nantissement, vente, D. p. 193. — Forêts, D. p. 192. — Loyers, D. p. 192. — Navigation aérienne, D. p. 191. —

Notariat, D. p. 193. — Office du vin, D. p. 194. — Organisation administrative, Arr. D. p. 191. — Organisation judiciaire, D. p. 193. — Pharmacies, D. p. 194. — Pro-

priété foncière, D. p. 193. — Spéculation illicite, D. p. 193. — Tribunal des pensions, D. p. 192. TUTELLE. — V. ALGÉRIE.

U

UNIVERSITÉ. — V. ENSEIGNEMENT.
USINES HYDRAULIQUES. — Demandes d'autorisation, D. p. 23.

USUFRUIT DU CONJOINT SURVIVANT. — V. COLONIES.

V

VALEURS MOBILIÈRES. — *Transfert* : Titres nominatifs, L. p. 34.
VÉTÉRINAIRES. — V. COLONIES.
VINS. — V. APPELLATIONS D'ORIGINE, TRAITÉS, TUNISIE.
VOIRIE. — Ingénieurs du Service vi-

cinal, L. p. 12. — V. ALSACE ET LORRAINE, MAROC.
VOYAGEURS DE COMMERCE. — Carte d'identité, D. L. p. 19. — Taxe de séjour, L. p. 25.

ANNUAIRE
DE
LÉGISLATION FRANÇAISE

CONSEIL DE DIRECTION POUR L'ANNÉE 1928

Président d'honneur :

M. POINCARÉ (Raymond), membre de l'Académie française, ancien Président de la République.

Président :

M. TROULLIER (Albert), ancien président du Tribunal de commerce de la Seine.

Anciens Présidents :

MM. LYON-CAEN (Charles), doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques ; LARNAUDE (Ferdinand), doyen honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Paris ; POINCARÉ (Raymond), membre de l'Académie française, ancien Président de la République ; DUFOURMANTELLE (Maurice), professeur au Collège libre des sciences sociales.

Anciens Vice-Présidents :

MM. CHAUMAT, Pierre DARESTE, Etienne HÉRON DE VILLEFOSSE, Ernest CHAVEGRIN, Paul HAMEL, Henri FROMAGEOT, GEOUFFRE DE LAPRADELLE, NOURRISSON (Paul), BLONDEL (Georges), LÉVY-ULLMANN (Henri).

Vice-Présidents :

MM. DECUGIS (Henri), avocat à la Cour d'appel de Paris.
CASABIANCA (Pierre), conseiller à la Cour de cassation.
DUBOIS (Joseph), directeur de l'Office de législation étrangère et de droit international.
DEMOGUE (René), professeur à la Faculté de droit de Paris.

Membres du Conseil :

MM. ADAM, président de Chambre à la Cour d'appel de Caen.
BOUTERON (Jacques), inspecteur de la Banque de France.
CALOYANNI (Mégalos), ancien conseiller à la Cour d'appel mixte d'Alexandrie.
CARRÉ DE MALBERG, premier président de la Cour d'appel de Douai.
CASTEILL, conseiller à la Cour de cassation.
CHAMPCOMMUNAL (J.), professeur à la Faculté libre de Limoges.
DEPEIGES, conseiller à la Cour de cassation.
DONNEDIEU DE VABRES, professeur à la Faculté de droit de Paris.
DOR (L.), avocat à la Cour d'appel.
DUQUESNE, doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques, à Strasbourg.
GRUNEBaum-BALLIN, président du Conseil de Préfecture de la Seine.
HENRY (Paul), avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.
RIPERT (Georges), professeur à la Faculté de droit de Paris.
SUMIEN (Paul), directeur au Ministère du Travail.
TRAVERS (Maurice), avocat à la Cour d'appel de Paris.

Secrétaire général :

M. GOULÉ (Paul), ancien magistrat.

Secrétaire général adjoint :

M. LEPAULLE (Pierre), avocat à la Cour d'appel de Paris.

Secrétaires :

MM. THÉVENIN (André), bibliothécaire à l'Office de législation étrangère.
SIRE (Pierre), rédacteur principal au Ministère de la Justice.
CUO (M.-E.), avocat à la Cour d'appel de Paris.
LÉGAL (Alfred), professeur agrégé à la Faculté de droit de Grenoble.

Secrétaires adjoints :

MM. CIMA, avocat à la Cour d'appel de Paris.
BIJON (S.), avocat à la Cour d'appel de Paris.
FOURCAULD (Max de), professeur à l'Ecole des hautes études commerciales.

Trésorier :

M. PIOT, président de chambre au Tribunal de commerce de la Seine.

Commission des comptes :

MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, LAURENT-BAILLY, N...